

كندا من لاجل

Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13921 - 4,50 F

MARDI 31 OCTOBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

DERNIÈRE ÉDITION

Bien que perdant des voix au profit des communistes

Les socialistes espagnols conservent la majorité absolue

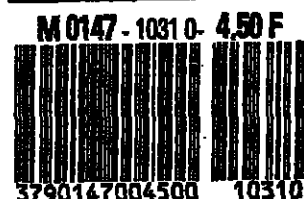
Pour la troisième fois...

M. FELIPE GONZALEZ a gagné son pari d'extrême justesse : les socialistes espagnols conservent — mais avec un siège seulement — la majorité absolue aux Cortès. Les risques étaient limités puisque ni à gauche ni à droite le chef du gouvernement n'effrayait de candidat crédible, et que, même minoritaire, face à une opposition divisée, son maintien au pouvoir était assuré. Aussi bien, d'ailleurs, le PSOE avait-il largement fondé sa campagne sur l'argument selon lequel il était seul en mesure d'assurer au pays la stabilité dont il a besoin, en particulier pour se préparer à l'échéance du marché unique européen de 1993.

M. Gonzalez peut donc se féliciter de la confiance que, pour la troisième fois consécutive, les électeurs viennent de lui manifester. Les résultats du scrutin ne l'autorisent pour autant à aucun triomphalisme. Depuis sa première victoire en 1982, le PS espagnol a en effet perdu près de trois millions de voix, et, même si cette hémorragie ne l'a pas conduit à la défaite, elle témoigne d'une usure du pouvoir dont il faudra bien un jour tirer les conséquences. Devenu plus « centriste » qu'à ses origines, incarnant pour un nombre croissant d'Espagnols une certaine garantie de sécurité, le parti s'est indubitablement éloigné de son ancienne base ouvrière. On le savait déjà depuis le divorce intervenu entre le gouvernement et la grande centrale syndicale UGT d'obédience pour-tant socialiste.

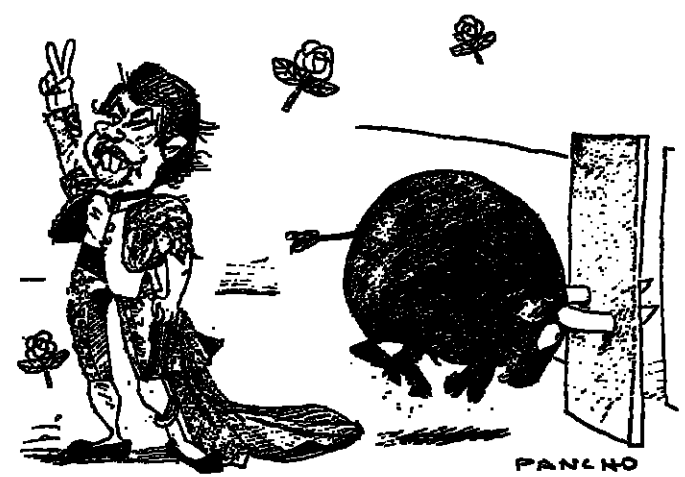
MAIS l'un des enseignements les plus intéressants de la consultation de dimanche est que le glissement des voix s'est effectué au profit du Parti communiste, composante essentielle de la coalition de gauche unie, qui voit doubler, par rapport à 1986, la pourcentage des votes en sa faveur. Un exemple qui pourra prêter à réflexion pour d'autres PC européens, qui ne sont pas précisément sur la même voie... Si une recomposition du paysage politique s'annonce donc en Espagne — et pas seulement à gauche, car le bon comportement du Parti populaire (conservateur) est encourageant pour son jeune et nouveau leader, — M. Gonzalez n'en a pas moins les mains libres, comme il le souhaitait, pour poursuivre une politique de rigueur qui a porté d'incontestables fruits depuis sept ans, et fait aujourd'hui de l'économie espagnole, comme M. Gonzalez aime le souligner, l'une des plus performantes d'Europe, avec un taux de croissance de l'ordre de 5 %.

La tâche sera cependant lourde pour un premier ministre qui devra faire face à des revendications sociales au moins aussi aiguës que par le passé, et certainement encouragées par le succès électoral des communistes. S'y ajoutent, à en juger par le progrès ou l'émersion de multiples formations régionalistes — et pas seulement au Pays basque, — des préoccupations de type nouveau sur les relations entre le pouvoir central et les régions. Parti « hégémonique », le PS espagnol pourrait être amené, s'il veut conserver ses chances dans quatre ans, à trouver les voies d'un nouveau type de dialogue avec ses interlocuteurs — sociaux ou « autonomistes ».



la majorité absolue

Pour la troisième fois consécutive depuis 1982, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a remporté la majorité absolue aux élections générales qui avaient lieu, dimanche 29 octobre. La formation de M. Felipe Gonzalez perd cependant huit sièges, et près de 5 % des voix par rapport à 1986. Ce recul paraît avoir essentiellement profité au Parti communiste, dont la représentation au Parlement fait plus que doubler.



Lire nos Informations page 3

Les manifestations à Prague

Craquements en Tchécoslovaquie

La police anti-émeutes a dispersé, samedi 28 octobre, dans les rues de Prague, plusieurs milliers de manifestants qui célébraient, au cri de « liberté », le sixième anniversaire de la création de la République tchécoslovaque. Rude Pravo, l'organe du Parti communiste, a annoncé des poursuites judiciaires contre 149 des 355 manifestants interpellés.

Mais, au-delà de la répression et du refus du dialogue par un régime totalement figé, l'opposition tchécoslovaque voit dans la mobilisation croissante de l'intelligentsia et dans le flottement à la base du parti, à quelques mois de son prochain congrès prévu en mai, des signes supplémentaires de l'isolement du pouvoir.

Lire page 4 le reportage de Sylvie Kaufmann

Un violent séisme secoue la région d'Alger

23 morts, 300 blessés

La région située dans le nord de l'Algérie, entre Alger, Cherchell et Blida a été secouée, le dimanche soir 29 octobre, par un séisme de magnitude 5,7 sur l'échelle de Richter, suivi d'une première réplique de magnitude 4,5. Dans la matinée du 30 octobre, on avait dénombré 23 morts et près de 300 blessés.

Dans la même région, à El-Asnam, un séisme comparable avait fait 3 500 morts en 1980.

ALGER
de notre correspondant

Il était 20 h 10 précises, dimanche 29 octobre, lorsqu'Alger s'est mise à trembler, en même temps qu'un sinistre craquement déchirait l'air. La première secousse, d'une magnitude 5,7 sur l'échelle de Richter, a jeté des milliers d'Algérois apeurés dans la rue. La frayeur commençait à peine à s'estomper qu'une deuxième secousse survenait une vingtaine de minutes plus tard, d'une magnitude de 4,5 celle-là. La panique n'était pas loin. Des parents couraient, serrant leurs enfants contre eux. Des embouteillages commençaient à se for-

mer un peu partout, chacun tentant de s'éloigner le plus vite possible des immeubles. Mais où aller ? La maison, heureusement l'emportait et le calme revenait progressivement, même si de nombreux Algérois faisaient le choix de passer la nuit à la belle étoile.

Le choc principal et sa première réplique ont été suivis pendant deux heures d'une trentaine d'autres répliques plus faibles certes, mais sensibles.

La région comprise entre Cherchell et Tipasa, à environ 80 kilomètres à l'ouest d'Alger, a été le plus sévèrement touchée.

FREDERIC FRITSCHER

Lire la suite page 14 - section B

L'ANC sort de l'ombre

60 000 nationalistes noirs au stade de Johannesburg : une « répétition générale » avant la — probable — libération de Nelson Mandela

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le tout nouveau stade de football de Soweto s'est littéralement mis à vibrer sous les trépidations de soixante mille personnes debout dans le toy-toy, le rythme révolutionnaire des townships, accompagné de halètements rauques. Toute une foule, ondulante, se balançant d'un pied sur l'autre, dans un élan qui a stupéfié les participants eux-mêmes.

Une immense ovation pour saluer la fin du discours de Walter Sisulu, héros parmi les héros de ces gigantesques retrouvailles, dimanche 29 octobre, avec leur peuple, des dirigeants du Congrès national africain

(ANC) récemment libérés. Un événement historique.

Peut-être le plus important rassemblement politique jamais vu en Afrique du Sud. En tout cas, le premier depuis l'interdiction, il y a presque trente ans, de l'organisation nationaliste. Quelque chose qui était totalement impensable il y a encore deux mois.

L'ANC sort de l'ombre. Pas officiellement certes, puisque la manifestation a été organisée par le Comité national de réception des prisonniers libérés, le 15 octobre. Le mouvement d'Olivier Tambo et de Nelson Mandela reste interdit, comme l'a rappelé, la semaine dernière, le gouvernement. Les autorités ont, néanmoins, donné leur feu vert à

ce rassemblement dans le but de tester la bonne volonté d'une organisation qualifiée de terroriste mais avec laquelle le chef de l'Etat, M. Frederik De Klerk, a manifesté le désir d'entamer le dialogue si elle se déclare en faveur de solutions pacifiques.

Néanmoins, cette fête fut bien celle de l'ANC et de son allié de toujours, le Parti communiste sud-africain (hors-la-loi depuis 1950) dont la bannière ornait la tribune officielle, sans parler des dizaines de drapeaux rouges frappés de la faucille et du marteau qui flottaient dans l'assemblée. Quelque chose a décidé-ment changé au pays de l'apartheid, où, auparavant, le communisme était l'ennemi qu'il ne fallait tolérer à aucun prix.

MICHEL BOLE-RICHARD

Lire la suite page 8

Le conflit des impôts et l'Etat archaïque

Outre des augmentations de salaires, les grévistes réclamaient des moyens de travail modernes. L'administration saura-t-elle s'adapter à ses nouvelles tâches ?

Que la grève des fonctionnaires du ministère de l'économie et des finances, commencée il y a cinq mois dans les services des impôts, se termine rapidement ou qu'elle se prolonge, ici et là, ne changera plus grand-chose. Les pouvoirs publics sont allés au bout des concessions, en matière de rémunérations notamment.

Mais les fonctionnaires des finances auraient tort de s'estimer battus ou incompris : leur mouvement a atteint, peut-être même dépassé, leurs espérances. L'Etat sort, en effet, ébranlé du conflit. Ebranlé dans sa conviction d'avoir bien géré une longue période d'austérité, commencée au milieu de l'année 1982, et non encore achevée.

Non que les choix faits il y a sept ans d'un resserrement progressif des dépenses publiques et d'un freinage de l'augmentation des rémunérations soient remis en cause. Au contraire.

Le doute, qui ébranle la bonne conscience d'un Etat généralement peu enclin à se remettre en question, porte sur le contenu d'une modernisation et la durée d'une rigueur imposée sans limite dans le temps et qui, ces dernières années, se sont traduites, dans bien des cas, par une dégradation du service public.

Les grévistes ont beaucoup insisté — plus que les syndicats qui les représentent — sur leur attachement au service public et sur leur désarroi, parfois leur fureur, de voir celui-ci se détériorer, faute de moyens ; pas seulement des locaux plus spacieux, ou, simplement, plus propres, mais aussi tous ces moyens modernes de recherche, de transmission, de reproduction, de classement de l'information, que l'informatique et l'électronique rendent faciles et dont est maintenant abondamment doté le sec-

teur privé. « Nos machines à écrire sont vieillottes, et nous n'avons même pas la possibilité de transmettre des télex et des télécopies. » Cette critique des grévistes a été peu entendue, étouffée quelle était par les revendications salariales que brandissaient les syndicats.

ALAIN VERNHOLLES

Lire la suite page 26 - section C

CHAMPS ECONOMIQUES

La CEE

et les pays de l'Est

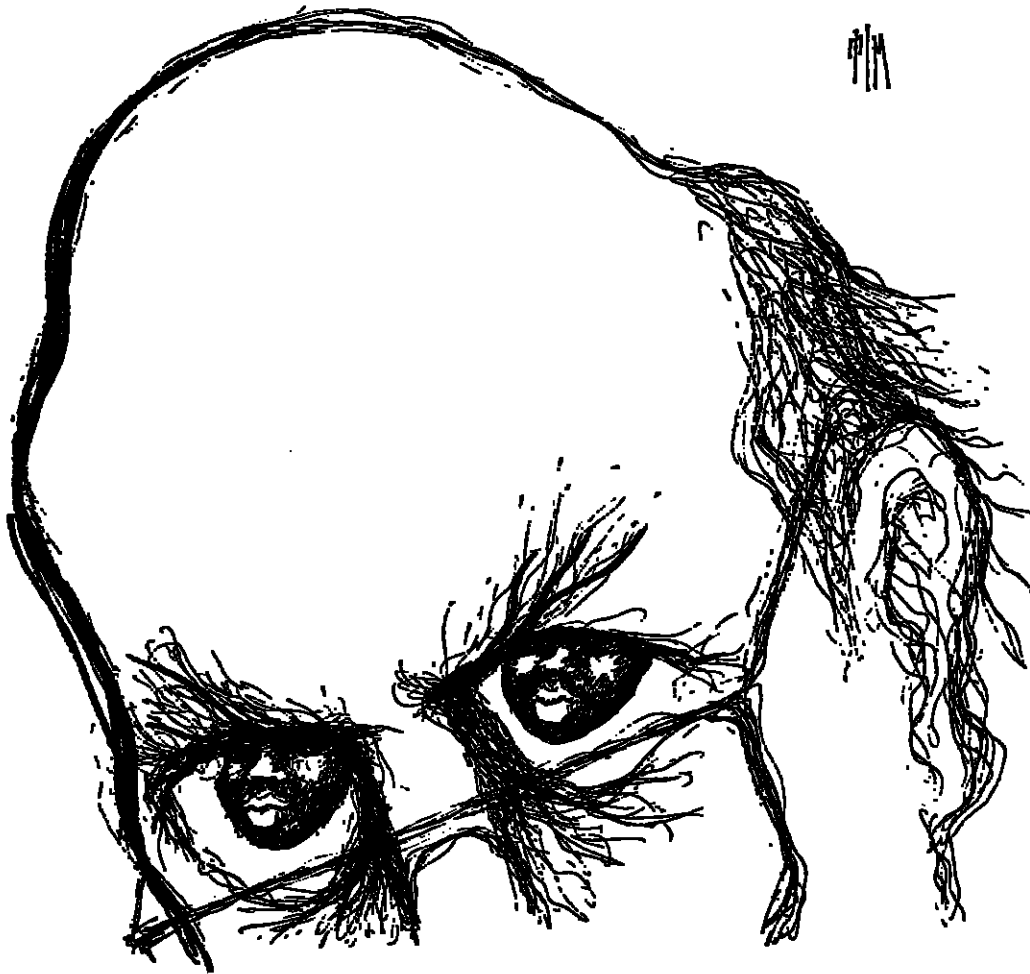
● Les trois courants de la pensée économique ● Les investissements étrangers aux Etats-Unis ● La chronique de Paul Fabra : « Le surplus communautaire »
pages 27 à 30 - section C

A L'ETRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 100 pes. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 20 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 140 esc. ; Royaume-Uni, 336 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

TRAIT LIBRE

Afrique du Sud : un regard neuf



France

Rétablir l'équilibre de la société

par Alain Touraine

PENDANT plus de dix ans, à partir de l'ébranlement du système économique international, au début des années 70, la France a sacrifié l'investissement à une illusoire montée des salaires réels, mettant en danger son avenir, amorçant son déclin. Quelques voix courageuses, celle de Raymond Barre, puis celle de Jacques Delors, dénoncèrent cette politique irresponsable. Depuis 1985, le courage et la rigueur se sont imposés. L'investissement reprend, un coup d'arrêt est mis au recul de la recherche publique et, surtout, l'entreprise, longtemps ignorée ou méprisée, reçoit enfin l'attention et l'estime qu'elle mérite.

Mais le développement est toujours une combinaison d'investissement économique et de participation sociale. La France est-elle condamnée à passer d'un déficit d'investissement à un manque de participation sociale ?

Le temps n'est-il pas venu pour elle de se comporter enfin comme une grande nation industrielle, c'est-à-dire de mettre en œuvre, vite et bien, des politiques à la fois économiques et sociales, qui associent au progrès de la production — qui exige un progrès en quantité et en qualité des investissements — une amélioration des salaires, des conditions de vie et des relations de travail ?

Il faut donc associer progrès de la production et de la productivité et amélioration des salaires et des conditions de travail. Le problème se pose en des termes très différents dans le secteur privé et le secteur public. Dans le premier, la difficulté principale tient à la faiblesse des syndicats.

Chacun a noté que le laxisme salarial fut l'œuvre de la droite et la rigueur économique celle de la gauche. La Grande-Bretagne de Mme Thatcher confirme aujourd'hui les enseignements du gouvernement français de 1974-1976. La faible capacité de négocier

les syndicats crée la menace de crises sociales incontrôlables et pousse les entreprises à céder et à passer la note aux consommateurs sous forme d'inflation. Si l'Allemagne fédérale s'est si vite adaptée à la nouvelle conjoncture économique des années 70, c'est parce que l'Etat, les entreprises et les syndicats avaient négocié au niveau national. La faiblesse des syndicats, si souvent décrite, vient de ce qu'ils ont toujours été plus intéressés à proposer un contre-modèle de société qu'à augmenter leur propre capacité de négociation, qui suppose une certaine acceptation des cadres généraux de la société.

Agents de l'Etat

Du côté public, la difficulté est inverse : les statuts et l'absence d'autonomie des services publics et des administrations gênent la modernisation. L'information de masse de grands services administratifs n'a pas eu les effets qu'on pouvait prévoir sur l'emploi, et l'Etat ne s'est pas montré capable d'organiser la mobilité de sa main-d'œuvre, des secteurs qui doivent reculer vers ceux qui doivent progresser.

On est affligé de le voir prendre des mesures comme le non-remplacement général d'un agent sur trois ou quatre, ce qui ne gêne pas les services pléthoriques et étrange ceux qui doivent être en croissance rapide, comme la recherche et les hôpitaux. Les difficultés à surmonter sont immenses. Le mauvais accueil fait par les enseignants à des projets limités de réforme l'a amplement démontré. Le corporatisme est le plus grand obstacle à l'amélioration des salaires et des conditions de travail dans le secteur public. Mais c'est à l'Etat que reviennent, forcément, ici les responsabilités principales.

A travers l'étrange expérience de la cohabitation, la France a renforcé l'équilibre de ses institutions politiques. Il lui manque encore, pour aborder dans de bonnes conditions la concurrence internationale, d'assurer l'équilibre de sa société, de savoir combiner progrès économique et progrès social.

Climat d'immoralité

Ce qui impose aussi d'en finir avec le climat d'immoralité qui s'est installé ces dernières années. Une société qui ne parle que d'argent accepte implicitement que s'accroissent les inégalités sociales, alors qu'il est urgent, en France, de les réduire. Les idées à la mode ne font de l'entreprise qu'un stratagème financier, et bien rares sont les voix qui, comme celle de M. Antoine Riboud, rappellent que dans la gestion d'une entreprise la négociation des demandes sociales a autant d'importance que la conquête des marchés internationaux.

Le déclin des anciennes idéologies et des grandes théories a fait qu'une grande partie des forma-

Témoignage pour Daniel Cordier

par Stéphane Hessel

DE toutes les réactions que suscitera la biographie monumentale que Daniel Cordier consacre à Jean Moulin, la plus injuste serait de lui attribuer une intention polémique (1). Il suffirait, pour s'en convaincre, de lire attentivement la préface où il analyse avec une rigueur et une lucidité exemplaires ses propres motivations ; mais il est à craindre que les réactions plus ou moins scandalisées soient le fait d'hommes profondément sensibles à tout ce qui touche à « leur » Résistance et qui ne l'ont dans ces textes, d'une étonnante densité, que les passages qui les irritent.

Certains ne sont-ils pas allés jusqu'à « oublier » qu'ils l'ont cotoyé ?

Ceux qui, comme moi, ont connu l'engagement sans réserve de Cordier à Londres dès les premiers jours de la France libre, qui ont pu mesurer son rôle personnel auprès du délégué du Comité national tout au long de sa mission de coordination de la Résistance, qui l'ont fraternellement retrouvé en 1958, ardent, désintéressé, parmi les fondateurs du Club Jean Moulin, éprouvent d'abord le besoin de porter témoignage de sa vaillance et de sa modestie.

Résistance

Documents irrefutables

S'appuyant sur des documents irrefutables, elle nous éclaire sur la famille, la formation, le cheminement intellectuel et politique du premier haut fonctionnaire à s'être mis à la disposition du général de Gaulle. Elle nous prépare à comprendre le rôle exceptionnel que ce jeune préfet, imbu des vertus républicaines, accepta de jouer dans la phase décisive de la conquête par de Gaulle de sa légitimité aux yeux des Alliés. Elle nous révèle comment, au cours de quelques conversations en octobre et novembre 1941, les deux hommes forgèrent la stratégie qui devait fonder cette légitimité sur l'allégeance de toutes les forces de la résistance intérieure au seul chef alors libre de l'incarner au grand jour.

Cordier s'est engagé dans cette minutieuse enquête parce qu'il avait été profondément choqué par les accusations calomnieuses portées contre Jean Moulin par un authentique héros de la Résistance, Henri Frenay, en 1977. Mais, partant de là, de même qu'en rejoignant à l'âge de dix-neuf ans la France libre, il ne souhaitait que servir sa patrie, de même en accumulant et dépouillant les dizaines de milliers de documents pour jeter toute la lumière sur le coordinateur de la Résistance il n'a voulu servir que sa nouvelle patrie, l'Histoire. Au profit de laquelle il a abandonné ce qui était sa patrie d'élection, la peinture.

A le voir plonger ainsi avec un acharnement qui ne nous étonnait pas de sa part, mais qui nous épouvantait quelque peu, dans la recherche historique à laquelle sa formation ne l'avait pas préparé, ses amis ne cachaient pas leurs craintes : irait-il jusqu'au bout ? Cette somme qui devenait d'année en année plus volumineuse serait-elle lisible ? Trouverait-elle un public ? Mais rien ne le déformait de son projet, et à chaque étape, il découvrait de nouveaux trésors. Telle la figure tout à fait passionnante du père de Jean, Antonin Moulin.

Bref, c'est lui qui avait raison. Ecrivain pour un public friand de mythes ou de coups fourrés, mais en vue d'une connaissance aussi scrupuleuse-

ment exacte que possible de la substance et de l'enchevêtrement des faits, Cordier ne redoutait pas de soumettre ses lecteurs à une longue épreuve. Ceux qui aborderont ses six volumes dans cet esprit, ceux qui absorberont dès maintenant les trois cent trois pages de sa préface — résumé de tout l'ouvrage — y trouveront des réponses à bien des questions que les intermittences de la mémoire ont reléguées dans l'ombre à mesure que s'éloignaient les drames de la guerre et que la Résistance entrait dans la légende. Aux déformations des uns, aux omissions des autres il oppose l'irrefutabilité des faits et des documents. A la légende il préfère la vérité.

Fictions et clichés

Alors apparaissent des données trop souvent oubliées : le rôle de l'état-major du général de Gaulle, du BCRA, la faiblesse de ses moyens, les inévitables frictions entre services britanniques et France combattante. Et le clivage évident entre ceux de Londres et ceux de France. Clivage évanoui par la difficulté des communications, la lenteur des échanges, la pénurie des moyens de liaison, l'action dévastatrice de la Gestapo et des trahis.

D'un côté les agents de la France combattante, conscients d'avoir à convaincre à tout prix les alliés de donner leur confiance non à Pétain, non à Darlan, non aux ralliés tardifs de Vichy, mais à ce général au caractère ombrageux, au patriotisme exigeant, décidé à maintenir intact l'honneur national.

De l'autre des résistants héroïques, exposés aux dangers quotidiens de la clandestinité et de la répression, qui se sentaient investis d'une mission glorieuse pour laquelle ils ne recevaient pas, pensaient-ils, l'aide dont ils avaient besoin.

Ces obstacles à la compréhension mutuelle, Cordier, mêlé qu'il était dans une fonction cruciale à leur dépassement quotidien, nous en fait remarquablement comprendre la complexité. Et si, aux heures décisives de février-mars 1943, la Résistance enfin rassemblée a pu être pour de Gaulle la source irrefutable de sa légitimité et, donc, de l'honneur retrouvé de la France, c'est à Jean Moulin et à l'équipe qui l'entourait de son dévouement et de sa modestie que nous le devons.

► Stéphane Hessel est ambassadeur de France.

(1) Le Monde des 20 et 28 octobre.

Budget

Qui paie pour l'environnement ?

par Jacques Vernier

DE même que l'on peut regretter la modicité du budget français de l'environnement (0,06 % du budget national), certains de nos collègues parlementaires européens ont regretté la modicité du budget communautaire de l'environnement (0,2 % du budget européen). Or ces chiffres reflètent parfois mal l'ampleur des dépenses publiques réelles. En France, par exemple, les six agences de l'eau, véritable fer de lance du ministère de l'environnement en matière de lutte contre la pollution des eaux, ont à elles seules un budget 1989 de près de 4 milliards de francs, dont quatre fois supérieur à celui du ministère !

Mais puis-je surtout expliquer, avec force, que l'action des pouvoirs publics en matière d'environnement ne saurait se mesurer à l'aune de son budget « environnemental ». Lors d'un colloque à la Sorbonne en juin dernier, un militant écologiste remarquait, comme pour s'en indigner, que le budget « environnemental » de l'Etat français était inférieur au budget « environnemental » d'une grande industrie chimique française qu'il avait citée. Je lui avais demandé

s'il n'y avait pas là, au contraire, matière à se réjouir. Car, enfin, un grand principe à toujours, me semblait-il, inspiré les défenseurs de l'environnement : « Qui pollue paie ». En conséquence, ce qui me paraît devoir être mesuré est l'ampleur des dépenses consenties par les communes, les industries, voire les particuliers pour la défense de l'environnement, pour lutter contre le bruit, la pollution des eaux, de l'air, des sols, la destruction des habitats naturels, etc.

Cinq actions

En fait, un ministère de l'environnement, filé-il français ou européen, est d'abord et avant tout un ministère de réglementation, obligé à faire et non pas faisant lui-même. Bien sûr, les pouvoirs publics ont besoin d'un budget (dont le montant n'est certes pas du tout indifférent) pour avoir au moins cinq types d'actions à proprement parler publiques :

1. — L'Etat (et l'Europe) doit contrôler la réglementation qu'il édicte. Nous manquons d'inspecteurs des sites ou d'inspecteurs des établissements polluants. A l'échelon européen, ce n'est pas de décon-

cer les Etats qui tardent à transcrire dans leur droit national les lois européennes pourtant obligatoires ;

2. — L'Etat (et l'Europe) doit mieux mesurer l'état de l'environnement et son évolution : mesures de la pollution des rivières, des plages, réseaux de mesure de la pollution de l'air, observatoires du patrimoine naturel doivent faire l'objet de financements accrus (au niveau européen, le projet CORINE entre dans ce contexte : « système coordonné d'informations sur l'état de l'environnement ») ;

3. — L'Etat (et l'Europe) doit intensifier ses recherches : il n'y a pas un seul des grands problèmes écologiques de l'heure (pluies acides, couche d'ozone, effet de serre, pollution des océans, etc.) où on ne se plaigne amèrement de nos maigres connaissances scientifiques. Ne lésions pas sur les programmes de recherche ! Au niveau européen, les programmes de recherche STEP (Sciences et technologies pour la protection de l'environnement) et EPOCH (climatologie et risques naturels), et dotés de moyens financiers importants, sont une heureuse et indis-

pensable initiative de la Communauté européenne ;

4. — L'Etat (ou l'Europe) a besoin bien sûr de bien gérer les patrimoines naturels dont il a la responsabilité ou dont il est même propriétaire. Les crédits accordés aux parcs nationaux ou au Conservatoire du littoral doivent être revalorisés ;

5. — L'Etat (ou l'Europe) peut être enfin amené à intervenir financièrement pour réparer les dommages antérieurs parfois massivement créés à l'environnement, lorsque les auteurs de ces dommages, les « pollueurs », ont disparu, ou sont inconnus, ou sont insolubles. Réparer des zones et des habitats naturels dégradés, les cas échéant prendre des mesures planétaires de sauvegarde, toutes ces missions de réparations peuvent être, assurément, de la responsabilité et du devoir des pouvoirs publics.

► Jacques Vernier est maire de Douai et secrétaire national du RPR à l'environnement.

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1968), Jacques Faivet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernier

Corédacteur en chef : Claude Sales

Administrateur général : Bernard Worts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

دولت و ملت

ÉTRANGER

ESPAGNE : bien qu'obtenant la majorité absolue

Les socialistes ont perdu des voix au profit des communistes

Les socialistes espagnols ont emporté aux élections législatives du dimanche 29 octobre, les cinquièmes depuis le rétablissement de la démocratie en Espagne. Ils obtiennent leur troisième majorité absolue successive, malgré un sensible recul au profit des communistes, qui ont plus que doublé leur représentation parlementaire. La participation au vote a été d'environ 70 %, très proche du niveau des législatives antérieures, il y a trois ans.

MADRID

de notre correspondant

Le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) est passé, par rapport à 1986, de 44,3 à 39,5 % des voix, et de 184 à 176 sièges, c'est-à-dire le seul même de la majorité absolue. L'assise du pouvoir commence donc à se faire sentir en son sein après sept ans de gouvernement, même si les socialistes restent toujours, et de loin, la première force politique du pays, avec 15 % de voix d'avance sur le principal parti d'opposition.

Le PSOE avait fondé sa campagne électorale sur l'idée que l'Espagne a aujourd'hui besoin d'une majorité stable pour affronter les défis de la construction européenne. Ce n'est finalement que vers 4 heures du matin, après un éprouvant « suspense » et de multiples rebondissements, que le ministre de l'Intérieur, M. José Luis Corcuera, a pu officiellement annoncer que cet objectif était atteint. Quatre heures plus tard, se prononçant, le vice-président du gouvernement, M. Alfonso Guerra, attribue encore à sa formation quatre sièges de moins que la majorité absolue. Il avait toutefois précisé que, même dans ce

cas, la responsabilité de gouverner appartiendrait aux socialistes, une coalition de toutes les formations d'opposition, de droite comme de gauche, étant très difficile à imaginer.

Le recul des socialistes est évidemment dû à l'agitation sociale récurrente, qui connaît l'Espagne depuis maintenant plus de deux ans, et à la fronde syndicale. C'était la première fois d'ailleurs que la centrale socialiste UGT (Union générale des travailleurs) n'avait pas appelé à voter en faveur du « parti fibre » à une élection législative. Les dirigeants de l'autre grande centrale, les Commissions ouvrières, avaient, eux, fait campagne en faveur des communistes. Le résultat de ces législatives tend à cet égard à confirmer la lente mutation du « profil » sociologique de l'électorat socialiste, le PSOE perdant l'essentiel de ses voix en milieu urbain et ouvrier, au profit des communistes.

Ces derniers apparaissent comme les grands vainqueurs du scrutin. La coalition Gauche unie,

dont ils constituent - avec quelques dissidents socialistes - la principale composante, passe de 4,6 à 9 % des voix, et de 7 à 17 sièges. Certes, elle tire profit des caractéristiques du système électoral espagnol, une proportionnelle fortement corrigée, qui amplifie de manière spectaculaire, au niveau des sièges, certains déplacements de voix. Mais il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'un bond en avant pour un parti communiste qui s'était débattu durant de longues années dans une interminable crise interne.

Son nouveau leader, M. Julio Anguita, a réussi à refaire l'unité du parti et à capitaliser à son profit le mécontentement syndical. Il a d'ores et déjà annoncé que sa coalition avait bien l'intention de « se faire remarquer » au Parlement et de s'y faire l'écho des revendications qui défendent dans la rue les syndicats. La Gauche unie multiplie notamment par trois le nombre de ses voix à Madrid.

À droite, la principale formation d'opposition, le Parti popu-

laire, se maintient très près de son niveau antérieur, passant de 26,1 % à 25,8 % des voix et de 105 à 106 sièges. Certes, le Parti populaire ne semble pas encore en mesure d'acquiescer réellement les socialistes. Mais ce résultat n'est satisfait pas moins ses dirigeants, car il montre que la crise de succession, ouverte par le départ du « leader historique » du parti, M. Manuel Fraga, est désormais close. Désigné il y a deux mois à peine comme dauphin, M. José María Aznar a réussi à faire remonter la pente à un parti hier encore en chute libre dans tous les sondages. Il lui reste maintenant à démontrer qu'il est davantage capable que son prédécesseur de « mordre » sur l'électorat centriste.

Montée

des régionalismes

Un électorat centriste d'ailleurs davantage à sa portée, après le nouveau recul du Centre démocratique et social de l'ancien président M. Adolfo Suárez, qui va de revers en revers. Il passe cette fois de 9,2 % à 7,9 % des voix et de 19 à 14 sièges, et se trouve donc devancé par les communistes. Le parti de M. Suárez n'a toujours pas réussi à consolider son espace politique et électoral, après son alliance au niveau municipal avec le Parti populaire, qui lui avait fait perdre l'appui de ses partisans le plus à gauche, et ses multiples vaines tentatives idéologiques.

La consultation de dimanche est marquée, en outre, par une poussée des options régionalistes, qui entraînent une plus grande fragmentation du Parlement et qui reflète une certaine insatisfaction à l'égard des formations d'implantation nationale. Tandis que les nationalistes catalans conservent leurs 18 sièges de 1986, et que l'ensemble des formations nationalistes basques maintiennent, elles aussi, leur niveau d'il y a trois ans (13 sièges), les nationalistes andalous et valenciens font leur entrée aux Cortes avec 2 représentants chacun. Les régionalistes aragonais et canariens, de leur côté, obtiennent chacun 1 siège.

Le résultat des législatives du 29 octobre devrait avoir globalement pour effet de dynamiser quelque peu la vie parlementaire. Certes, le maintien de la majorité absolue socialiste excite, a priori, tout imprévu. Mais le PSOE devra toutefois compter avec une opposition plus multiforme et plus active, qui l'obligera à se garder à la fois sur sa gauche et sur sa droite, alors que la conjonction économique de « surchauffe » ne peut certainement pas inciter le futur gouvernement à la prodigalité.

THERRY MALINIAK

La Hongrie est libre de quitter le pacte de Varsovie déclare un responsable soviétique

Un responsable soviétique a déclaré, dimanche 29 octobre, que la Hongrie était libre de quitter le pacte de Varsovie. « Nous respectons le choix des Hongrois de toute façon. Nous n'avons pas peur de changements », a précisé M. Nikolai Chichiline, membre du département international du comité central du Parti communiste soviétique, chargé des pays de l'Est, au cours d'une émission de la chaîne de télévision américaine ABC.

À la question de savoir si Budapest était libre de quitter le pacte de Varsovie, M. Chichiline a répondu : « Sûrement. » Mais il a immédiatement ajouté : « Jusqu'à présent les responsables hongrois ont déclaré qu'ils étaient prêts à rester au sein du pacte de Varsovie. »

Interrogé sur l'évolution de la situation en RDA, M. Chichiline a affirmé que les choix devaient être faits par les Allemands eux-mêmes. Mais, a-t-il ajouté, « il est nécessaire de ne pas déstabiliser l'Europe ». À la question de savoir si le mur de Berlin devait tomber, il a répondu : « J'espère que tout changera. »

À Yverdon (Suisse), d'autre part, les ministres des affaires étrangères de quatre pays neutres d'Europe (Suisse, Autriche, Finlande et Suède) se sont réunis samedi 28 octobre pour coordonner leur aide à la Hongrie et à la Pologne. M. René Fölber, conseiller fédéral suisse, a précisé que cette aide sera accordée « dans le cadre du groupe des vingt-quatre (les pays de l'OCDE) et sous la coordi-

nation de la CEE, qui a été mar-

dée pour cela ». Les pays neutres ont également souhaité la nomination d'un responsable neutre pour la coordination de l'aide à la Pologne et à la Hongrie, ce coordinateur venant s'ajouter à deux autres qui devraient être nommés par le groupe des vingt-quatre. Au sujet de l'aide à l'Union soviétique, M. Fölber a affirmé : « Les pays neutres sont prêts à participer à ce qui pourrait être demandé par l'Union soviétique, pas tant dans le domaine économique qu'au niveau culturel ou politique. »

Le vice-président Quayle : gare à la finlandisation

À Berlin-Ouest, enfin, M. Richard Cheney, secrétaire américain à la défense, a estimé samedi que le mur de Berlin était un symbole de l'échec de la direction politique de la RDA et qu'il devait tomber. M. Cheney visitait l'ancienne capitale du Reich avant de se rendre le même jour à Rome, où il doit séjourner jusqu'à mardi, dans le cadre d'une tournée de vingt jours en Europe.

De son côté, le vice-président américain, M. Dan Quayle, a accusé dimanche M. Gorbatchev de vouloir « finlandiser » l'Europe, lorsqu'il affirme souhaiter une « maison commune » européenne. « C'est une ruse », a déclaré M. Quayle à la chaîne de télévision NBC, les Soviétiques « tentent de rendre l'Europe une extension de l'Europe de l'Est à l'Europe de l'Ouest, et essentiellement d'en faire partie les États-Unis. » (AFP.)

URSS

L'ancien responsable des affaires religieuses accuse le parti, le KGB et l'Eglise orthodoxe de s'être opposés aux réformes

Moscou (AFP). - M. Konstantin Khartchev, l'ancien président du conseil pour les affaires religieuses soviétiques (sorte de ministre des cultes en URSS), qui a perdu son poste au début de l'été, accuse l'appareil du parti, le KGB et aussi certains membres de la hiérarchie de l'Eglise orthodoxe d'avoir obtenu sa mise à l'écart parce qu'ils trouvaient sa politique en matière de liberté religieuse un peu trop audacieuse.

M. Khartchev sort de son silence pour la première fois dans un entretien publié par l'hebdomadaire réformiste Ogoniok. Selon lui, « les deux ou trois responsables des affaires religieuses au comité central du parti n'acceptent pas que l'on dise que le socialisme et l'Eglise sont compatibles ». Il note qu'un décret signé en 1988 par le premier ministre et supprimant 90 % des effectifs du conseil des affaires religieuses « n'est toujours pas appliqué » et que « chacun a conservé son poste ».

M. Khartchev affirme qu'on avait déjà tenté d'obtenir son départ au moment des festivités du millénaire de l'Eglise orthodoxe en 1988, en cherchant à prouver qu'il avait été corrompu par l'Eglise orthodoxe. Une enquête avait été ouverte par la commission de contrôle du parti, et il avait été innocenté.

« Un des membres du bureau politique, poursuit M. Khartchev, m'a demandé ensuite de démis-

sionner, en me disant que je n'avais pas su trouver un langage commun avec l'appareil idéologique, avec les « voisins » (nom donné au KGB, dont le siège est proche de celui du comité central) et avec la direction de l'Eglise orthodoxe. »

M. Khartchev explique encore que l'intervention de certains membres de la hiérarchie orthodoxe contre lui, qui l'avaient accusé de « s'ingérer dans la direction de l'Eglise », est due « à la lutte pour le pouvoir qui se déroule actuellement au sommet de cette Eglise ». Le patriarche Pimen de toutes les Russies est, en effet, impotent, et le problème de sa succession va bientôt se poser.

Enfin, selon l'ancien ministre des cultes, le respect des accords de Vienne sur les droits de l'homme rend indésirable la législation de l'Eglise uniate d'Ukraine occidentale, rattachée de force à l'Eglise orthodoxe par Staline, en 1947. « Ce qu'il faut, c'est éviter la confrontation entre partisans des deux Eglises », ajoute-t-il.

La diffusion de cet entretien, estimant les observations, semble destinée à faire connaître aux résistances dans le parti et dans l'Eglise orthodoxe à l'autorisation de l'Eglise uniate. Elle pourrait être confirmée par M. Gorbatchev à l'occasion de sa rencontre avec le pape Jean-Paul II, le 1^{er} décembre au Vatican.

Les résultats définitifs

Voici les résultats définitifs, portant sur la totalité des bulletins de vote, des élections du dimanche 29 octobre aux Cortes (entre parenthèses le nombre de sièges dans la Chambre sortante).

| PARTIS | VOIX (%) | SIÈGES |
|---|----------|-----------|
| Parti socialiste ouvrier (PSOE) | 39,55 | 176 (184) |
| Parti populaire (PP, conservateur) .. | 25,83 | 106 (105) |
| Centre démocratique et social (CDS) .. | 7,91 | 14 (19) |
| Gauche unie (IU) | 9,05 | 17 (7) |
| Convergence et Union (Catalogne) .. | 5,04 | 18 (18) |
| Parti national basque (PNV) | 1,24 | 5 (6) |
| Herri Batasuna (coalition basque proche de l'ETA) | 1,06 | 4 (5) |
| Euzkadiak Euzera (nationaliste basque) .. | 0,51 | 2 (2) |
| Euzko Alkartasuna (nationaliste basque) .. | 0,67 | 2 (0) |
| Parti andalou | 1,04 | 2 (0) |
| Autres partis régionalistes | 1,38 | 4 (4) |

ITALIE : élection municipale

Le candidat socialiste à la mairie de Rome bénéficierait d'accords en coulisse

Plus de 2 340 000 électeurs romains ont commencé à voter, dimanche 29 octobre, pour élire leur conseil municipal et leur nouveau maire. Et c'est un effort, le maire du Parti socialiste italien, M. Bettino Craxi, qui qualifie ainsi récemment la consultation communale en principe la plus importante du pays. Jugement sévère, mais juste. Aucun électeur sensé, parmi les 2,3 millions de citoyens romains appelés aux urnes, dimanche 29 et lundi 30 octobre, n'aurait prétendu le contraire : sauf improbable miracle, la joute politique en cours dans la capitale administrative du « beau pays », la plus acharnée, la plus ruineuse, la plus démentielle que la cité ait jamais connue, n'aura finalement pas, plus de conséquence sur le mal-vivre croissant de la « ville des villes », qu'une sombre cohabitation sur la squa d'un moribond.

ROME

de notre correspondant

« Ce n'est plus une élection, c'est le carnaval de Rio ! » Rome l'Éternelle est sur le point de s'offrir un nouveau maire. Et c'est un effort, le maire du Parti socialiste italien, M. Bettino Craxi, qui qualifie ainsi récemment la consultation communale en principe la plus importante du pays. Jugement sévère, mais juste. Aucun électeur sensé, parmi les 2,3 millions de citoyens romains appelés aux urnes, dimanche 29 et lundi 30 octobre, n'aurait prétendu le contraire : sauf improbable miracle, la joute politique en cours dans la capitale administrative du « beau pays », la plus acharnée, la plus ruineuse, la plus démentielle que la cité ait jamais connue, n'aura finalement pas, plus de conséquence sur le mal-vivre croissant de la « ville des villes », qu'une sombre cohabitation sur la squa d'un moribond.

Les dangers, pardon, les candidats au grand carrousel électoral, rendu nécessaire après la démission forcée - pour cause de concussion - de l'ancien maire démocrate-chrétien en mai dernier, sont plus nombreux que jamais : 1 485 pour 86 sièges de conseillers commu-

nauts et 5 950 pour 500 sièges de conseillers dans les circonscrip-

tions. Parmi les vingt-trois listes en compétition, il y a les adeptes de « Rome cité sociale » sur le programme desquels on ne s'étendra pas. Les volontaires réunis dans « L'envie de vivre », les « retraités-probablement pantouflards » puisqu'ils ont fait scission avec les autres « Retraités unis pour la chasse et la pêche », les « ménages » qui veulent donner du balai, les jeunes mécontents associés dans la liste dite du « Rock pour grandir ». Et enfin, il y a l'inséparable liste des « automobilistes » qui, à juste titre, réclament des parkings et un moratoire pour les contraventions.

Bien sûr, à ce véritable catalogue des frustrations du Romain moyen, écorché par la dégradation rapide des conditions de vie dans sa cité, il faut ajouter tous les partis dits sérieux, qui proposent généralement leurs services au Capitole, siège du conseil communal. Les grands postulants promettent le *quinto modo* et à partir de demain de raser gratis. Qu'importe si chacun d'eux a participé ou au moins a entrainé par passivité l'étranglement de la cité.

Faire oublier l'affaire

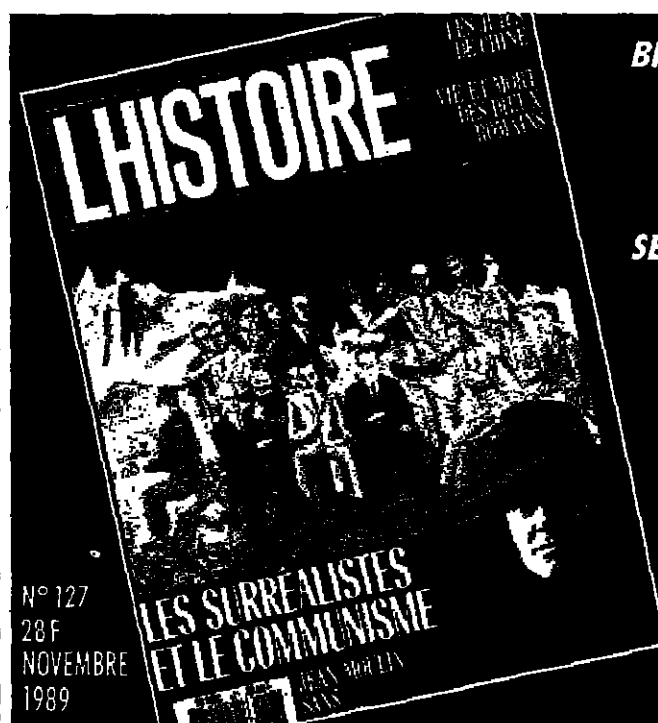
Tous les sondages le prédisent : le prochain maire de Rome sera démocrate-chrétien comme le précédent, ou communiste comme le précédent de celui-ci, ou socialiste comme l'ancien chef du gouvernement centriste, M. Bettino Craxi. Son candidat, M. Franco Carraro, a d'ailleurs toutes ses chances, dit-on, puisqu'il est actuellement ministre du tourisme et des spectacles, milanais pur sucre et ancien champion national de ski nautique. Les sondages le créditent

d'environ 14 % à 15 % des voix seulement ? Ce n'est pas un problème, puisque la Démocratie chrétienne - en chute libre, mais encore assurée de récupérer 28 % à 30 % des voix romaines - aurait décidé de passer la main en faveur de ses alliés socialistes.

L'idée de la plus puissante organisation politique italienne serait d'essayer pendant quelques années de faire oublier tout cet affarisme, ce clientélisme, cette incompétence crasse, bref toute cette fange dans laquelle le Capitole a bien failli sombrer corps et biens. Querelle inédite dans l'histoire des relations entre le grand parti « d'inspiration catholique » et la hiérarchie vaticane, le cardinal Poletti, vicaire et de facto pro-consul de Rome, a conseillé aux électeurs de faire encore une fois le « sacrifice » de voter pour la Démocratie chrétienne, « même avec répu-gnance ». En échange de son « soutien », le prélat, jugeant la situation assez grave pour se mêler ouvertement de politique, a obtenu de la DC qu'elle renonce au moins à son premier projet qui était de représenter aux électeurs l'ancien maire démissionnaire.

L'idée venait d'un homme considéré, à tort ou à raison, comme le véritable maître des Sept Collines. M. Vittorio Sbardella, dit « le requin », ancien militant fasciste, homme d'affaires puissant, patron de la DC romaine, et proche du premier ministre, M. Giulio Andreotti, « le requin » vient ainsi de subir un léger revers. Nul ne doute qu'il s'en remettra. Les institutions religieuses ne possèdent-elles pas encore un bon quart du parc immobilier de la cité éternelle.

PATRICE CLAUDE



BRETON CONTRE ARAGON : LES SURREALISTES ET LE COMMUNISME par Pascal Balmain

DANIEL CORDIER, SECRÉTAIRE ET BIOGRAPHE DE JEAN MOULIN par Pierre Assouline

RÉVÉLATION SOVIÉTIQUE SUR L'AFFAIRE LYSENKO par Jean-Jacques Marie

ÉGYPTE, VIÊT-NAM, CAMBODGE : "MES ENGAGEMENTS" par Jean Lacouture

ETC.

pour Daniel Cordier

Exigence : le crépuscule

20 AN PORTUGAL

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION

125 WEST 4TH STREET

NEW YORK, N.Y.

Les discours officiels font état de difficultés croissantes sur le plan économique, ce qui constitue un signe très inquiétant pour le régime, dans la mesure où le niveau de vie relativement décent assuré jusqu'ici à la population lui permettait de contenir le mécontentement.

Le fruit de l'indignation Otrodor (Rousséau), groupe de quelques centaines d'anciens communistes enclius du parti après le « Printemps de Prague ». Dans un appel qu'il vient de lancer aux membres du PCT, ce mouvement, auquel appartient par exemple l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Jiri Hajek, appelle les vraies réformes à s'unir. « Le régime et le processus démocratique ne peuvent pas passer et déborder du parti, dit ce texte. La transition vers la démocratie n'est pas possible par le renversement du pouvoir actuel ni par la prise du pouvoir par l'opposition. L'expérience des forces démocratiques socialistes en Hongrie et en Pologne est précieuse. Nous voulons faire la démocratisation du pays avec vous, camarades. »

SYLVIE KALFFMANN

(1) Premier président de la République tchécoslovaque.

(1) Premier président de la République Tchécoslovaque.

AMÉRIQUES

Mexique : le crépuscule de « Don Fidel »...

Le premier bilan du président Salinas s'accompagne d'une remise en question d'un syndicalisme officiel ébranlé par la crise économique.

M. Carlos Salinas doit prononcer mercredi 1^{er} novembre le traditionnel « informe » par lequel les présidents du Mexique rendent compte, chaque année, à leurs compatriotes de l'état de la fédération. Le jeune chef de l'Etat pourra se montrer raisonnablement optimiste — alors qu'il avait commencé son mandat, le 1^{er} décembre 1988, dans des conditions plus que difficiles.

MEXICO

de notre envoyé spécial

Quelques frémissements suggèrent que le Mexique pourrait bientôt sortir du marasme où il est enlisé depuis le début des années 80. Naguère comme assommés par la baisse du pouvoir d'achat et la montée du chômage, les Mexicains se demandent-ils en haut lieu, ne vont-ils pas retrouver, avec l'embellie, une vive combativité ? Quant au mouvement syndical, se fera-t-il une jeunesse propre à le reconstruire dans sa qualité de pilier de la « révolution institutionnalisée » ? Ou bien les données de base du régime n'auraient-elles pas, avec la crise, été bouleversées au point d'obliger la Confédération des travailleurs (CTM) à reconsidérer sa position au sein d'un système politique qu'elle a bien servi plus d'un demi-siècle durant, mais avec lequel elle n'est plus sur la même longueur d'onde depuis qu'en 1985-1986 y a triomphé le néolibéralisme ?

L'histoire du syndicalisme mexicain se confond quasiment avec celle d'un homme : M. Fidel Velasquez, secrétaire — presque sans interruption depuis un demi-siècle — de cette CTM qui, avec ses quatre millions de membres revendiqués (et sans doute trois millions réels), est la principale centrale du pays. Né en 1901, « Don Fidel », comme on le dénomme, avait donc neuf ans lorsqu'éclata la révolution ; seize quand a été approuvée la Constitution reconnaissant, en son article 123, la protection de la main-d'œuvre ouvrière et agricole par la journée de huit heures, un salaire minimum, le droit de grève et celui de créer des syndicats ; vingt-deux ans lorsque, ancien commis de ferme, il constitua l'union des travailleurs du lait du district fédéral de Mexico ; trente quand fut publiée la première loi fédérale du travail réglementant les relations patrons-salariés ; trente-cinq lorsque, avec une demi-douzaine de camarades, il fonda la CTM ; quarante, enfin, lorsqu'il en devint le secrétaire général.

Le filon de la balance nationale

C'est dire que Don Fidel surclasse de loin son homonyme cubain (Fidel Castro) pour le titre de plus ancien homme public latino-américain ! Au Mexique, ce quasi-compagnon relève évidemment tous les politiques au rang de

gamins — et pas seulement le président Salinas, âgé de quarante et un ans.

Politicien, M. Velasquez l'est lui-même éminemment du fait que la CTM est, avec la confédération des paysans (CNC) et celle des classes moyennes (CNOP), l'un des trois secteurs qui composent organiquement le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir depuis six décennies. Dès

de la CTM semblaient pourtant à leur zénith. Le président Echeverría (1970-1976) venait de s'avouer battu dans sa tentative de favoriser un syndicalisme « indépendant » — c'est-à-dire davantage dépendant de lui-même et moins du secrétaire de la confédération ! Le boom pétrolier de 1978, au sortir de la première et très grave alerte économique de 1976, avait, en outre, conduit les syndicats à exiger — et

s'emporter contre « les patrons » rendus responsables de tout, adjuvant le gouvernement de faire montre de « davantage d'énergie » ; mais il ne dénonçait pas le pacte...

Dès lors, les reculs syndicaux se sont additionnés. Ainsi, depuis le début de la crise, des dizaines de conventions collectives ont-elles été révisées, y compris dans des branches réputées combattives, en vue de favoriser la « productivité » et



PAN LINO

lors, même si Don Fidel a en la suprême intelligence (à la différence de ses grands prédécesseurs Luis Morones ou Lombardo Toledano) d'éviter les tentations ministérielles ou présidentielles, il aura été, des décennies durant, le fidèle de la balance nationale.

Il a été le « faiseur de rois » — celui sans l'aide de qui aucun aspirant à la direction du pays n'avait ses chances — et aussi l'homme sans le feu vert duquel aucun président installé ne pouvait déterminer sa politique économique. L'actuel ministre du travail, M. Arsenio Farrill, qui, en théorie, devrait voir en lui son principal adversaire, ne tarit pas d'éloges sur ce « grand patriote » et nous confesse volontiers, en riant, avoir beaucoup appris de ce « sac à malice ».

Or, depuis le début des années 80, la belle mécanique s'est grippée. Non que Don Fidel ait vieilli : les ans ne semblent avoir aucune prise sur cet homme droit comme un « i », fumant un éternel cigare, au visage impassible sous le casque des cheveux blancs. Dans les cercles officiels, on ne dit d'ailleurs pas, « lorsqu'il sera mort », pour évoquer l'inéluctable, mais : « s'il meurt... ». Pourtant, l'œuvre de Don Fidel est déjà, en un sens, dépassée. La contestation du personnage s'enfle, de droite et de gauche, même s'il est vrai que nul n'ose envisager de changement de son vivant (son numéro deux, M. Blas Chamuscado, n'est-il pas, d'ailleurs, lui-même nonagénaire ?).

Lorsque la crise économique a éclaté, en 1981-1982, les pouvoirs

ils l'avaient obtenu — un renforcement de l'emprise de l'Etat sur l'économie, et du contrôle, pourtant déjà très lourd, qu'ils exercent sur les travailleurs.

De cruelles déceptions

Mais les années 80 allaient apporter leur lot de déceptions cruelles. Tout d'abord, en 1981, M. de la Madrid fut choisi pour succéder au président Lopez Portillo (1976-1982), contre le sentiment de la « vieille garde » syndicale et politique de la « révolution institutionnalisée », laquelle tenait ce sévère économiste pour un technocrate dénué de fibre sociale. Puis la crise financière, par quoi commença, en 1982, la débâcle, contraignit à une politique d'austérité jamais rapportée depuis.

Les leaders syndicaux y ont perdu une de leurs facultés traditionnelles : celle de négocier, avec le subtil appui du pouvoir politique, des augmentations (on du moins des garanties) de salaires et des avantages divers. M. Velasquez, dès lors, a usé de toute sa capacité rhétorique : Oui, affirmait-il en substance, les sacrifices exigés sont inévitables, pour le bien du pays, et ils sont également temporaires. De fait, aucune grève générale, aucune « émeute de la faim » n'a marqué ces terribles années 80.

Mais un écueil plus préoccupant encore pour le syndicalisme mexicain a surgi récemment. Les ajustements conjoncturels étant apparus définitivement insuffisants au gouvernement de M. de la Madrid, celui-ci entreprit d'opérer un virage structurel. L'entrée dans le GATT, le 1^{er} janvier 1986, signala que le pays avait choisi l'ouverture sur le marché mondial ; et la privatisation, en 1988, de la compagnie Aeromexico marqua, plus clairement encore que les centaines de dénationalisations de PME opérées depuis 1983, un tournant en faveur du « moins-d'Etat ». La désignation, fin 1987, de M. Carlos Salinas, alors ministre du budget et défenseur résolu de la nouvelle orientation comme candidat à la présidence, confirma l'option néolibérale des instances supérieures du PRI.

C'était bien là une révolution contre cette « révolution » désormais fort mythique, dont M. Velasquez demeure le paladin un peu ambigu et l'ultime témoin encore en activité. Le leader de la CTM allait-il, dès lors, se révolter ? L'habitude, devenue chez lui seconde nature, de toujours « colter » au président, a été la plus forte : Don Fidel grogne, mais finalement se range. Le pacte de stabilité économique, en vigueur depuis la fin de 1987, se révèle-t-il très désavantageux pour les salariés, dont les rémunérations ne suivent pas les hautes de prix ?

Le chef de la CTM jure que les ouvriers « ne toléreront pas ça »,

la « flexibilité », deux maîtres-mots du moment. Cela se fait soit par la négociation lorsque les directions syndicales sont acquiescentes aux idées nouvelles (chez les *telefonistas* au printemps dernier), soit en mettant à profit une fermeture d'entreprise (cas des Fonderies de Monterrey en 1986), ou encore en utilisant une conjoncture politiquement favorable (comme lors de l'attaque menée *manu militari*, le 10 janvier, contre le groupe dirigeant des « pétroliers » du fameux « parrain » « La Quina »). Une nouvelle loi fédérale du travail pourrait bien, dans quelques mois, entrainer le nouvel état des choses.

Dans ce contexte d'offensive généralisée contre un pouvoir syndical à vrai dire souvent exorbitant, les réactions ont, à ce jour, été très limitées. Les dirigeants des organisations de travailleurs, il est vrai, sont très généralement tenus pour corrompus, tandis que la représentation autoritaire et corporatiste pratiquée par ces syndicalistes *charras* (1) est répudiée par un nombre croissant de Mexicains.

« Indépendants » et « dissidents »

En outre, de précédentes tentatives, dans les années 50 puis 70, de création d'instances de représentation des salariés indépendantes du système se sont très mal terminées pour leurs promoteurs — tragiques tentatives par les *pistoleros* de la CTM et tantôt par les pouvoirs publics eux-mêmes, dont l'arsenal répressif est à cet égard impressionnant. Une légitime prudence est, dès lors, de mise.

De modestes courants d'innovation sont pourtant perceptibles. Aujourd'hui on distingue volontiers, au Mexique, les « indépendants », qui se situent carrément hors du PRI, avec souvent des ponts vers les petits partis de la gauche plus ou moins extrême, et les « dissidents », qui se disent eux-mêmes volontiers « démocrates » — à l'instar de M. Teodoro Palomino, qui a dirigé au printemps dernier la grande grève des enseignants — et qui entendent conquérir le pouvoir au sein des organisations *privistas*, contre leurs directions actuelles tenues à bout de bras par le ministère du travail.

Pour l'heure, ces mouvements restent très dispersés. Mais ne pourraient-ils pas, à terme, se montrer sensibles à l'alternative nationaliste et populiste proposée par le Parti révolutionnaire démocratique de M. Cuauhtémoc Cárdenas, né dans la foulée de l'élection présidentielle chaudement disputée de 1988 ? C'est là l'une des évolutions les plus attentivement suivies par l'équipe du président Salinas.

JEAN-PIERRE CLERC

(1) Un *charrro* désigne, littéralement, ce tapis qu'on interpose entre la selle et le cheval pour éviter que l'animal ne soit blessé.

LISBOA

Portugal

SPECIAL

PRIX-ÉTÉ

89/90

départ de

1.800*

départ Paris

* Prix pour personnes accompagnées (cette / retour) + Hôte

sur la base de chambre double et petit déjeuner pour un week-end

Consultez votre Agence de Voyages

TOP AIR PORTUGAL

Portugal

Tel: 42 96 10 00

Lyon: Tel: 78 37 03 07

Nice: Tel: 93 21 34 30

Toulon: Tel: 61 23 41 00

Port: toutes les informations sur l'atmosphère, contactez le

CENTRO DE TURISMO DE PORTUGAL

254 FRANÇA

Tel: (1) 47 42 55 57

Méridien 2614 Code AAZ

Philippe Alexandre

Paysages de campagne

François Nourissier

En avant, calme et droit

Lire en allemand

HEINRICH ROLL

Der Lacher

Le LIVRE de POCHE

FRANÇOIS NOURISSIER En avant, calme et droit

PHILIPPE ALEXANDRE Paysages de campagne

THIERRY PFISTER Lettre ouverte à la génération Mitterrand qui marche à côté de ses pompes

MADELEINE CHAPSAL Une saison de feuilles

JANINE BOISSARD Croisière

FRANZ WERFEL Les 40 jours du Musa Dagh

CLAUDE MAURIAC Le Rire des pères dans les yeux des enfants

ANDRÉ FROSSARD Le Crime contre l'humanité

ANTHONY BURGESS Hommage à Qwert Yuiop

Biblio/Biblio-Essais

NAGUIB MAHFOUZ Impasse des deux palais

PRIMO LEVI Lilith

ELIAS CANETTI La Conscience des mots

Lettres gothiques Chanson de la croisade albigeoise Tristan et Iseut

Langues modernes/bilingues

HEINRICH BOLL Der Lacher

SAKI The Seven Cream Jugs and Other Short Stories

Thriller

JACK HIGGINS L'Irlandais

ASIE

Battambang sous la menace des Khmers rouges

Après la chute de Pailin le 23 octobre, l'inquiétude s'accroît dans la principale ville de l'Ouest cambodgien. A Phnom-Penh, lundi 30 octobre, le couvre-feu nocturne a été restauré. Il avait été levé en mai.

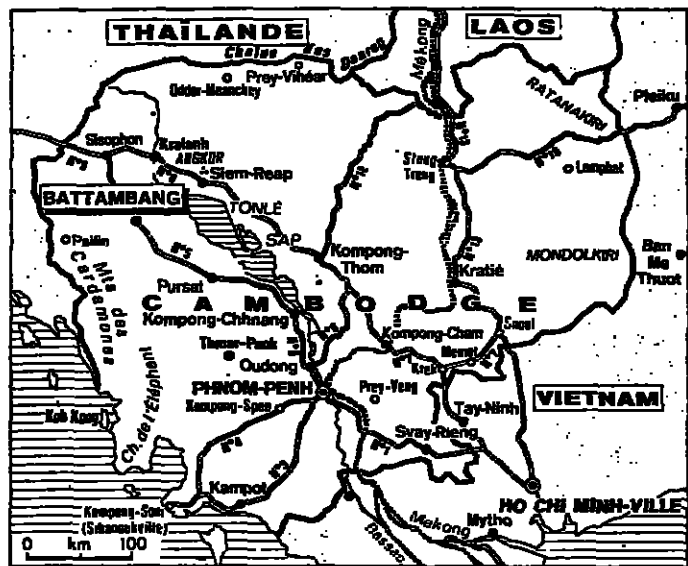
BATTAMBANG
correspondance

Sans hésiter, dans un paysage uniformément plat et vert, l'officier montre la direction du Tonlé Sap : c'est de là que viennent les Khmers rouges. Plus précisément de la forêt de Prey Rôneam, un repaire inexpugnable en bordure du Grand Lac. Le poste de O'Sdas, d'où nous apercevons l'horizon au petit matin derrière une levée de terre, se situe lui à proximité de Battambang, en bordure de la route n° 5 qui vient de Phnom-Penh, et une compagnie de cent vingt hommes y stationne, équipée de deux lance-roquettes, d'un mortier et de trois mitrailleuses, qui s'ajoutent aux fusils de rigueur.

Avec deux autres compagnies, elle forme un bataillon chargé de surveiller une quarantaine de kilomètres de route entre Battambang et Moung, bourgade stratégique par les environs de laquelle circulaient les Khmers rouges, entre la montagne et leurs bases du Tonlé Sap. Surveillance de la route mais aussi de la voie ferrée qui lui est parallèle : c'est d'ailleurs là que sont généralement trouvées les mines posées par l'adversaire.

La « masse perdue »

La route nationale numéro 5 donne en tout cas le ton de la situation dans l'ouest du pays. Il n'est pas conseillé de l'emprunter trop tôt le matin, et il faut encore sept heures pour parcourir les quelques



trois cents kilomètres séparant Phnom-Penh de Battambang : après Kompong-Chhnang, une succession de nids de poule et de trous inondés oblige à rouler le plus souvent au pas ; les petits ponts qu'enjambe la chaussée, gardés chacun par deux ou trois pauvres bogres en armes, sont presque tous à refaire.

Et le paysage traversé n'apparaît pas en meilleur état : les bourgades qui étaient en ruine il y a dix ans le sont toujours, la campagne ressemble trop souvent à une sorte de « no man's land » à l'abandon, et si quelques belles maisons en bois semblent avoir survécu, l'essentiel de l'habitat rural, toujours sur pilotis, demeure constitué de paillottes sans âge.

Battambang elle-même, littéralement la « masse perdue », ne dispose que de trois heures d'électricité par jour, de 18 h 30 à 21 h 30. Quand le branchement est effectué, il fait déjà bien sombre, et quand le courant est coupé, c'est la nuit noire et aussi le couvre-feu, depuis une demi-heure. Pour peu qu'il pleuve à verse et que le tonnerre gronde, l'atmosphère devient vite pesante, des claquements secs d'AK-47 ajoutant à l'ambiance. Mais ce ne sont que des soldats de la ville qui, dans la bonne vieille tradition khmère, tirent en l'air pour arrêter l'orage.

On est bien loin des lumières de Phnom-Penh. Presque aucune circulation n'anime la ville, qui s'étire sur la rive gauche du Stung Sangkê, un cours d'eau jaunâtre

descendant des environs de Pailin et filant vers le Tonlé Sap. Si on le grincement de quelques « remorque » — le taxi à pédales de l'ouest cambodgien. La gare végète dans l'attente du train de Phnom-Penh, qui peut arriver à partir de 15 heures. Et si le marché central propose depuis le printemps une gamme quasi complète de produits de nécessité courante, l'ancien quartier commerçant, qui a conservé alentour sa physionomie coloniale, apparaît quelque peu désolé.

La majeure partie des 88 300 habitants semblent s'être installés dans les maisons en bois des faubourgs nord et sud, autour des pagodes et à proximité des vergers d'agrumes ou de manguiers.

La province manque de trop de choses pour lutter efficacement, par exemple, contre l'illettrisme ou le paludisme, l'un des fléaux de cette région. Dans les pagodes, où chacun peut aujourd'hui prendre le froid librement, ne vivent que six à dix bonzes en moyenne, quand ils étaient vingt à trente auparavant. Et, surtout, l'agriculture reste fragile : à peine plus de la moitié de la surface cultivable en riz l'est effectivement.

Les Khmers rouges ont la réputation de pouvoir poser des mines n'importe où, pour peu que l'endroit soit à l'écart, en bordure des routes, des rizières, des forêts, et même des petits lacs où les paysans ont coutume de venir pêcher. Et ils peuvent toujours surgir après la moisson pour saisir la récolte. L'ancien grenier à riz du Cambodge est redevenu une zone frontalière.

Battambang avait retrouvé un semblant d'activité vers 1981, deux ans après le renversement du régime khmer rouge. Bicyclettes et motos rutilantes circulaient en ville, le marché attirait la foule et Battambang semblait de ce point de vue en avance sur Phnom-Penh. Mais la route de Bangkok a été fermée en 1983 et c'est aujourd'hui via Phnom-Penh qu'arrivent les importations thaïlandaises. S'il n'y avait un peu partout la « vidéo », comme à Phnom-Penh mais en plus modeste, et les séries de Hongkong devant lesquelles s'abîment les gamins de Battambang, l'état des lieux ferait plutôt penser à ce qu'ils devaient être au début des années 50.

« Les polpotistes n'ont pas changé »

La plus grande ville de l'Ouest a quand même son fleuron : l'usine de la Sokjute, qui produit sa propre électricité et d'où devrait sortir

cette année quelque trois millions de sacs de jute. Créée comme société d'Etat en 1965, pour transformer une fibre poussant traditionnellement dans la province, cette entreprise moderne a dû repartir de zéro en 1979.

Une évidente inquiétude flotte en effet sur la petite ville. La richesse se cache, peut-être aussi pour ne pas attirer les desperados, jeunes à la dérive, estropiés souvent, qui « mendient » avec autorité. Le soulagement de savoir les troupes vietnamiennes reparties et la résignation se mêlent curieusement : l'histoire ne se répète certes jamais deux fois, comme le suggère un vieux bonze, mais le « régime génocidaire » et ses atrocités, cela ne s'oublie pas. D'autant que « les polpotistes n'ont pas changé », même si leur propagande dit le contraire, affirme le commandant Vann Sophatt, chef militaire adjoint de la province. La légitimité du régime repose plus que jamais sur le rejet radical des Khmers rouges.

HUGUES TERTRAIS

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi

(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82.

Poste 4138

**BIENTÔT,
LES PHARMACIES DEVRONT
ADOPTER DES HORAIRES
DE BUREAU.
EN CAS DE BOBO,
ADRESSEZ-VOUS
AU GOUVERNEMENT.**

LES PHARMACIENS - AU SERVICE DU PUBLIC - LIBREMENT

Chaque jour, quand vous rentrez chez vous, vous êtes sûr de trouver une Pharmacie ouverte sur votre chemin : votre Pharmacie.

Cela parce que les 44.000 Pharmaciens d'officine français ont créé un Service Public tout en gardant leur volonté d'entreprendre. Mais aujourd'hui cet équilibre est menacé par la Bureaucratie. Dans un projet gouvernemental où l'esprit d'entreprise des Pharmaciens ne pourra plus s'exprimer. Et si les Pharmacies sont forcées d'adopter des horaires de bureau, les Français, en cas de bobo ou

d'ordonnance urgente, n'auront plus qu'à s'adresser au Gouvernement. Bien sûr, les Pharmaciens respectent l'Etat et sa volonté de maîtriser les dépenses de Santé. Ils y participent activement mais ils tiennent plus que tout à rester proches, disponibles et attentifs aux besoins des Français.

Le XX^e Siècle est un Siècle d'immenses progrès thérapeutiques. Peut-être en même temps celui de la régression du Service offert par les Pharmaciens ?

ENGAGEMENT PHARMACIEN

SYNDICAT NATIONAL DE PHARMACIENS D'OFFICINE

148, rue Legendre 75017 Paris

Contacts : (16) 35.23.22.29 - (16) 35.33.70.16

دولت میں ایک

هكذا في الأصل

... Le Monde • Mardi 31 octobre 1989 7

ATARI CREE LE PLUS PETIT PC COMPATIBLE DU MONDE. 2 990 F.*



ATARI présente PORTFOLIO, le plus petit PC compatible du monde. Un micro-ordinateur de poche qui constitue une véritable révolution technologique. Vingt centimètres de long, moins de 450 g au creux de la main, spécialement conçu pour vous accompagner dans tous vos déplacements et répondre aux besoins de saisies de données sur le terrain.

UN VÉRITABLE COMPATIBLE. Architecturé autour d'un processeur 8088 Intel cadencé à 4,92 MHz, il fonctionne sous système d'exploitation compatible MS-DOS. Il dispose d'un clavier Azerty 63 touches compatible PC avec pavé numérique, d'un écran à cristaux liquides affichant 8 lignes par 40 colonnes (utilisable en mode fenêtre sur écran 25 lignes par 80 colonnes) et d'un lecteur de cartes mémoire format carte de crédit.

OUVERT SUR LE MONDE PC. De plus, un connecteur d'extension bus permet de relier PORTFOLIO à un PC de bureau et à de nombreux périphériques (imprimante, modem, lecteur code barre...). Ainsi il peut devenir un terminal et un outil de communication.



5 LOGICIELS EN STANDARD. Enfin, pour être immédiatement opérationnel PORTFOLIO est livré avec 5 logiciels de base et s'exprime en 3 langues (anglais, français, allemand). La calculatrice dotée de cinq mémoires. L'agenda qui fonctionne en mode calendrier et mode agenda avec alarme programmable pour rappeler chaque rendez-vous. L'éditeur de textes qui permet de saisir et charger des documents, faire des recherches, fusionner des documents, les imprimer sur une imprimante parallèle. Le carnet d'adresses incorporé qui permet de conserver et d'appeler automatiquement une centaine de noms, numéros de téléphone et adresses. Le tableur compatible Lotus 1.2.3. qui peut charger et utiliser les fichiers WKS créés dans Lotus. Il est donc possible de créer sur PORTFOLIO, lors d'un déplacement, un tableau et ensuite de le transférer dans Lotus 1.2.3. sur un PC de bureau.

ATARI PORTFOLIO, une véritable Bible de poche qui va faire de vous un vrai Dieu du business.

Pour plus d'informations : 36.15 code ATARI ou ATARI France, 79 avenue Louis Roche, 92238 Gennevilliers Cedex. Tél. : 47.33.77.14.

* Prix public conseillé.

ATARI
AVEC ATARI, ON EST TOUS DES DIEUX.

MS-DOS : Marque déposée de Microsoft Corp. Intel : Marque déposée d'Intel Corp. Lotus 1.2.3 : Marque déposée de Lotus Development Corp.

ASIE

CORÉE DU SUD : visite du chef de la diplomatie polonaise

Les relations avec les pays de l'Est se renforcent pas à pas

M. Krzysztof Skubiszewski, ministre polonais des affaires étrangères, est attendu, mardi 31 octobre, en Corée du Sud où sa visite devrait être l'occasion de l'établissement de relations diplomatiques entre Varsovie et Séoul.

SÉOUL

de notre envoyé spécial

La réception organisée la semaine dernière par M. Kim Young-sam, président du Parti pour la réunification et la démocratie (opposition), en l'honneur d'une délégation de l'Institut soviétique de l'économie mondiale et des relations internationales (IMEMO), a rassemblé le tout Séoul politique (personnalités de l'opposition, députés du parti gouvernemental, membres du cabinet) et plusieurs « barons » de l'économie. Au point qu'un ancien haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères estimait en aparté : « C'est une sorte de reconnaissance de facto ».

Sans doute est-ce là le désir des Sud-Coréens. Mais les Soviétiques paraissent moins pressés. A plusieurs reprises au cours de son séjour à Séoul, le directeur d'IMEMO, M. Vladimir Martynov, a déclaré qu'il était prématuré de spéculer sur la date d'une éventuelle reconnaissance de la Corée du Sud par l'URSS mais que, en dépit de l'absence de relations diplomatiques entre les deux pays, les liens économiques devaient se renforcer. « Je pense qu'il ne faut pas lier la question du rapprochement entre nos deux pays à celle de la reconnaissance croisée », a-t-il

notamment précisé, faisant allusion au scénario souvent envisagé d'une reconnaissance de la Corée du Sud par Moscou et par Pékin parallèlement à celle de la Corée du Nord par les Etats-Unis et par le Japon.

Le défilé à Séoul au cours de ces derniers mois d'importantes personnalités soviétiques (dont M. Kapitsa, ex-vice ministre des affaires étrangères, expert de l'Asie) témoigne certes de l'intérêt de Moscou pour la Corée du Sud. Mais le « flirt » coréo-soviétique, commencé à la faveur des Jeux olympiques de Séoul, semble avoir atteint un palier. Soucieux de ne pas froisser davantage Pyongyang, qui a tout lieu de se sentir abandonné par les « pays frères » de l'Europe de l'Est, Moscou préfère ne pas brusquer les choses.

Une page n'en paraît pas moins se tourner. Lors de sa visite en Hongrie à la fin de novembre, M. Roh Tae-woo entend déclarer que pour la Corée du Sud la « guerre froide » est terminée et que l'établissement de relations diplomatiques entre Budapest et Séoul est le symbole d'une ère de réconciliation et d'un ordre mondial transcendant les idéologies du passé.

Ce que l'on nomme à Séoul la « Nordpolitik », c'est-à-dire celle vis-à-vis des pays socialistes y compris la République populaire démocratique de Corée (RPDC), lancée le 7 juillet 1988 par le président Roh Tae-woo, a eu cependant jusqu'à présent des résultats mitigés. Elle s'est certes traduite par des succès diplomatiques : l'établissement de liens avec la Hongrie (dont l'actuel ambassadeur à Séoul était il y a un peu plus

d'un an en poste à Pyongyang...) et aujourd'hui avec la Pologne. Avant la fin de l'année, ce sera le tour de la Yougoslavie. Tant ce dernier pays que la Bulgarie, la Pologne et l'URSS ont déjà des représentations commerciales à Séoul.

Bien que les échanges économiques soient beaucoup plus importants entre la Corée du Sud et la Chine (3 milliards de dollars) qu'avec les pays de l'Est, Pékin est moins pressé que ces derniers et insiste pour que les relations avec Séoul n'aient pas de caractère officiel. Les négociations en vue de l'établissement de représentations commerciales dans les deux capitales ont d'ailleurs été suspendues. Mais une liaison maritime régulière entre Pusan et Shanghai (sans pavillon d'un pays tiers) n'en a pas moins été établie depuis septembre.

Les objectifs de la « Nordpolitik »

La Nordpolitik sud-coréenne a avant tout pour objectif de contraindre Pyongyang à reconnaître la Corée du Sud comme un Etat indépendant. Après une courte période de détente, l'ouverture en direction de la Corée du Nord, qui aux termes de la déclaration du 7 juillet devait être considérée à l'avenir comme un « partenaire » et non plus comme un « ennemi », le gouvernement a durci sa position et a tendu à rompre avec les méthodes répressives du passé.

Le récent accord entre les deux Corées sur le principe d'une équipe et d'un drapeau communs pour les Jeux asiatiques de Pékin en 1991 et une reprise de contacts informels entre Américains et Nord-Coréens

(visite à Pyongyang la semaine dernière d'un ancien membre du département d'Etat, M. Gaston Sigur, et déclaration par l'ambassadeur de la RPDC à Pékin que son pays souhaitait avoir des relations officielles avec Washington) sont-ils des signes d'un assouplissement ? A Séoul, on est sceptique.

Le dialogue Nord-Sud se poursuit cependant au fil de contacts secrets entre Séoul et Pyongyang. Il a notamment été révélé (mais non confirmé officiellement) que M. Park Chul-on, ministre sans portefeuille et artisan de la « Nordpolitik », aurait rencontré il y a quelques mois de hauts responsables nord-coréens à Singapour et qu'il se serait même rendu à Pyongyang en septembre dernier lors du Festival de la Jeunesse.

Peu concluants jusqu'à présent en ce qui concerne le dialogue avec la RPDC, la « Nordpolitik » n'est pas davantage en matière économique. Les échanges avec l'URSS, qui se sont élevés en 1988 à 250 millions de dollars devraient doubler cette année mais ceux avec les pays de l'Europe de l'Est demeurent insignifiants (30 millions de dollars dans le cas de la Hongrie et 60 millions dans celui de la Yougoslavie).

On ne s'attend guère, pour l'instant, à une progression rapide des échanges avec l'URSS malgré les demandes pressantes (en investissements notamment) des Soviétiques. Séoul entend en effet tenir la dragée haute à Moscou, mettant comme condition à un développement substantiel des liens économiques une reconnaissance diplomatique.

PHILIPPE PONS

PROCHE-ORIENT

LIBAN : malgré le refus du général Aoun

Le comité arabe entend mener à bien l'élection présidentielle

BEYROUTH

de notre correspondant

M. Lakhkar Ibrahim, délégué du triumvirat arabe à Beyrouth, fait « comme si » l'élection présidentielle libanaise allait bien avoir lieu avant le 7 novembre, date limite fixée à la suite des assises interparlementaires de Taëf. Il a fait venir dix-sept officiers algériens, qui sont arrivés dimanche soir 29 octobre à Damas, et qui seraient suivis d'une vingtaine d'autres pour contrôler la sécurité autour de la villa Mansour lors de la séance-clé du Parlement.

M. Ibrahim devait tenter, lundi, une nouvelle démarche auprès du général Aoun, premier ministre en exercice dans le secteur chrétien, pour le persuader de renoncer à son refus de l'application du pacte de Taëf. Le général continue de tenir le même langage aux manifestants qui, tous les jours, défilent devant le palais présidentiel en ruine et représentent son principal soutien, tout l'établissement politique chrétien ayant pris position en faveur de l'application du processus convenu à Taëf. Il a rétorqué, dimanche, son conseil des ministres pour adopter « les mesures appropriées » en vue de faire face à la situation. La dissolution de la Chambre est sa principale arme. Il l'a brandie à plusieurs reprises en soulignant toutefois que ce n'est pas la seule.

M. Selim Hoss, son rival en secteur musulman, a naturellement dénié au général Aoun le droit d'y procéder, en soulignant que, même si l'on admettait la légalité de son pouvoir, le gouvernement détenteur de l'intérim présidentiel qu'est celui du général Aoun n'a pas le droit de procéder à la dissolution de la Chambre.

De nombreux observateurs pensent que l'on semble se diriger tout droit vers la situation pleine de risques où un nouveau président de la République serait élu — au Liban, mais pas nécessairement à la villa Mansour, siège provisoire du Parlement, — mais où le général Aoun refuserait de le reconnaître et garderait son pouvoir dans le réduit chrétien. Obligé de s'installer ailleurs, le président élu serait reconnu par les pays étrangers, à commencer par les cinq grandes puissances qui ont apporté leur caution aux accords de Taëf, ce qui entraînerait le départ du réduit chrétien des ambassadeurs qui s'y trouvent pour s'y être repliés suite à la menace terroriste. Comme, pour la même raison, elles ne peuvent retourner à Beyrouth-Ouest, c'est à leur départ provisoire du Liban que l'on assisterait, le temps que la situation se décente et que le nouveau président aille son pouvoir.

Ce scénario a amené le patriarche maronite, Mgr Sfeir, à adresser une sévère mise en garde contre les dangers de l'épreuve de force qui se profile, tandis que, d'Alger, le ministre des affaires étrangères, M. Ghozali, adressait au général une mise en garde parallèle, estimant que « si Michel Aoun continue dans cette voie, il risque fort de s'isoler ».

Cela étant, s'il est le principal obstacle à l'application du pacte de Taëf, le général Aoun n'est pas le seul à le refuser. La visite, le week-end dernier à Damas, du ministre iranien des affaires étrangères, M. Velayati, a mis en évidence le rejet de MM. Berri (chite) et Jomblatt (druze) — ce dernier s'étant toutefois engagé à n'en pas entraver l'application — et celui, encore plus catégorique, des intégristes musulmans du Hezbollah. Damas et Téhéran ne seraient pas sur la même longueur d'onde à ce sujet, sans pour autant être vraiment en conflit.

LUCIEN GEORGE

AFRIQUE

L'ANC sort de l'ombre

Suite de la première page.

« L'ANC vit. L'ANC est en tête ». Le slogan est répété tout au long de la journée. Il est partout, sur les tee-shirts, les badges, les autocollants. Le stade s'est drapé aux couleurs noir, vert et or de ce mouvement en lutte depuis soixante-dix-sept ans qui a, de nouveau, de facto, pignon sur rue. Les t-shirts se sont vendus comme des petits pains. Tout cela sans la présence visible de policiers, dans l'ordre et la discipline, comme l'avaient exigé les organisateurs pour bien montrer que l'ANC est un mouvement responsable qui sait contrôler ses troupes.

Une foule tranquille

Les sept libérés auxquels s'est joint Govan Mbeki, sorti de prison en novembre 1977, et dont l'assignation à résidence a été levée pour une semaine, ont pénétré sur le stade, précédés d'un groupe de vingt « soldats » en uniforme beige, drapeau de l'ANC à l'épaulette, marchant au pas de l'oise. Les huit hommes ont fait le tour du terrain sous les vivats, au cri de « Mayibuye » (retour). La foule a répondu « Y Africa » (en Afrique). Ces « braves » étaient abrités du soleil par des parapluies aux couleurs de la COSATU, la centrale syndicale noire. Des dignitaires anti-apartheid suivaient. Winnie Mandela dans son uniforme des jours de combat, bérêt noir sur la tête, l'épouse d'Albert Lutuli, ancien président de l'ANC, Murphy Morobe, porte-parole du Mouvement démocratique de masse (MDM) et Cyril Ramaphosa, secrétaire général du syndicat des mineurs noirs, menaient la danse.

La foule se lève, le poing dressé, et entonne l'hymne national Nkosi sikelele i Africa

(« Dieu sauve l'Afrique »). Les nombreux diplomates présents sont aussi debout. Pour Cyril Ramaphosa, la preuve est là que « le gouvernement a échoué dans sa tentative de nous faire tomber dans l'oubli ». Oliver Tambo lui-même, interdit de parole en Afrique du Sud, s'adresse à la foule par personne interposée. « Frederick De Klerk peut finir comme faiseur de paix dans notre pays. Mais s'il continue d'entretenir l'illusion qu'il peut perpétuer l'apartheid par la force, il se condamnera lui-même à disparaître pour toujours dans les brumes profondes de l'Histoire », lance-t-il.

Après les messages de soutien venus du monde entier et notamment du Parti socialiste français, Ahmed Kathrada rappelle qu'il a prononcé son dernier discours public... en 1962. Cet Indien qui a rejoint le Parti communiste à l'âge de quatorze ans, fait remarquer qu'il n'a jamais été question de « jeter les blancs à la mer » et, puisqu'ils se disent africains, il leur demande de « s'identifier au peuple de ce continent ».

Répétition générale

Alors que des sièges commencent à se vider et que la lassitude s'empare des supporters, Walter Sisulu, l'ancien secrétaire général de l'ANC, d'une voix hésitante, demande l'intensification des sanctions et indique qu'il n'est pas question d'abandonner « de façon unilatérale la lutte armée » tant qu'un certain nombre de préconditions ne sont pas remplies. « Le gouvernement, dit-il, n'a fourni aucune indication qu'il était sérieux à propos des négociations ». Le nom de Umkhonto We Sizwe (la lance de la Nation), la branche armée de l'ANC, soulève à chaque fois des applaudissements. Deux

Noirs se promènent dans les travées avec des AK 47 factices, de simples morceaux de bois taillés en forme de fusil.

La presque totalité de la foule est noire, tranquille. Malgré le rappel des troupes et les quelques trois cents autobus qui ont amené du pays tout entier les militants, le plein n'a pas été fait.

Il y avait des vides dans ce stade de soixante-quinze mille places. Il s'agit certes d'un succès, mais Soweto toute proche ne s'est pas déplacé en masse. Ce ne fut pas la marée humaine espérée. Murphy Morobe a parlé de « répétition générale » avant le grand jour, celui de la libération de Nelson Mandela.

La démonstration d'un vaste rassemblement, sans incident, pouvait avoir lieu à cependant été faite. La politique des petits pas du nouveau chef de l'Etat se met en place. Un impatient dans la foule brandissait, néanmoins, un écriteau : « On en a assez des têtes chauves (De Klerk et Botha), on veut un président avec des cheveux (Nelson Mandela) ».

MICHEL BOLE-RICHARD

EN BREF

AFGHANISTAN : roquettes sur Kaboul : seize morts. — Treize roquettes se sont abattues, dimanche 29 octobre, sur la capitale afghane. Quatre personnes ont été tuées et quatorze autres blessées. Samedi, vingt-deux missiles au moins s'étaient écrasés sur la ville, faisant douze morts, a annoncé un porte-parole du gouvernement afghan. A l'extérieur de la ville, les moudjahidines ont bloqué la route de Salang, dans l'espoir de priver la capitale de vivres et de carburant. — (Reuters).

PORTUGAL : M. de Carvalho, chef du Parti socialiste révolutionnaire, tué par des « skinheads ». — Le chef du Parti socialiste révolutionnaire (PSR, extrême gauche), M. Jose de Carvalho, a été tué, samedi 28 octobre à Lisbonne, à

ARABIE SAOUDITE Recrudescence des exécutions capitales

Au moins quatre-vingt-six personnes, — soixante-dix condamnées de droit commun et seize condamnées pour des actes politiques — ont été exécutées depuis le début de l'année en Arabie saoudite, ce qui traduit, selon les observateurs dans le Golfe qui ont établi ce bilan, une augmentation sensible d'année en année du nombre des condamnations à mort suivies d'exécutions.

Vendredi 27 octobre, deux Pakistanais ont été décapités à l'épée en public à Riyad, l'un était accusé de trafic d'héroïne, l'autre de hachisch. Un Yéménite a également été exécuté à Djeddah (sur la mer Rouge) pour avoir violé et tué un jeune garçon. Le vendredi précédent, six hommes avaient été décapités. Les corps mutilés de trois d'entre eux avaient été ensuite exposés en public pendant une période indéterminée.

Outre ces quatre-vingt-six exécutions, les châtimants corporels ont été abondamment appliqués en Arabie saoudite pendant la même période. Plusieurs dizaines de voleurs ont eu la main tran-

chée, mais aucune statistique précise n'est disponible dans le royaume sur le nombre de ces mutilations. Un nombre indéterminé de peines de flagellation ont également été prononcées. — (AFP).

ETHIOPIE Négociations de paix avec les rebelles tigréens

Le comité central du Parti des travailleurs éthiopiens (PTE), le parti unique au pouvoir, et le Parlement (Shengo) ont été convoqués en session extraordinaire lundi 30 et mardi 31 octobre. Bien qu'aucune raison n'ait été avancée pour cette convocation d'urgence, les observateurs estiment qu'elle est liée à l'appel lancé, il y a une dizaine de jours, par le président Mengistu Haile Mariam pour une mobilisation générale contre les rebelles du Front populaire de libération du Tigré (FPLT).

Le Shengo s'était déjà réuni en juin pour mettre un plan de paix en Erythrée. Une première série d'entretiens avec les représentants du Front populaire de libération de l'Erythrée (FLEP) eut lieu à Addis-Abeba (Etat-Unité) en septembre. Une deuxième série de rencontres est prévue à Nairobi à partir du 18 novembre.

Samedi, le comité central du FPLT, qui a lancé une offensive dans les provinces de Wollo et du Gondar, avait donné son accord pour entamer des négociations préliminaires de paix avec le gouvernement éthiopien le 4 novembre prochain à Rome, sous les auspices du gouvernement italien qui doit y jouer un rôle d'observateur. — (AFP).

COLOMBIE Nouveaux attentats à Bogota

Bogota. — Plusieurs attentats ont eu lieu à la fin de la semaine dernière dans la capitale colombienne : ils ont fait un mort et deux blessés. Une grosse charge de dynamite qui a explosé vendredi 27 octobre dans les locaux administratifs de Guaymaral, un aéroport proche de Bogota utilisé par la police et l'armée pour certaines de leurs opérations, a tué un sous-officier. L'attentat a été revendiqué par les Extradables, une orga-

nisation considérée comme le bras armé des « parrains » de la drogue. Trois autres explosions dans la capitale n'ont, en revanche, provoqué que des dégâts matériels. Par ailleurs, deux journalistes ont été blessés dimanche 29 à la sortie des studios de la TV colombienne par un inconnu circulant à moto. Jorge Enrique Pulido, directeur du journal télévisé Mundovision, qui avait déjà fait l'objet d'un attentat il y a cinq mois, est connu pour ses prises de position contre la mafia de la drogue. Blessés de plusieurs blessés, il a pu être opéré, tout comme sa concubine Maria Jimena Godoy, âgée de vingt-deux ans, et tous deux sont hors de danger.

Par ailleurs, les autorités colombiennes ont exécuté dimanche vers les Etats-Unis M. José Abelio Silva, parfois considéré comme le numéro 4 du cartel de Medellín. — (AFP, AP, Reuters, UPI).

SOUDAN L'armée a évacué la localité de Kurmuk

Khartoum (AFP). — Le commandement de l'armée soudanaise a annoncé, dimanche 29 octobre, le retrait de ses troupes de la localité de Kurmuk, dans le sud-est du pays, près de la frontière avec l'Éthiopie, à la suite de bombardements intensifs à l'artillerie et à la roquette effectués par l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) à partir du territoire éthiopien. Dans un communiqué publié à Khartoum, le commandement de l'armée indique qu'il s'agit d'un « retrait tactique » pour « éviter les bombardements intensifs de l'adversaire en vue de rassembler les troupes et reprendre à nouvelles positions évacuées ».

Le commandement de l'armée soudanaise souligne que l'offensive des moudjahidines a eu lieu à la suite de la tournure étonnante récemment par le colonel Garang, chef de l'APLS, dans plusieurs pays africains. Il déplore « ce qui se passe dans certains pays voisins et qui met en danger la sécurité et la stabilité du Soudan ».

L'APLS avait affirmé mardi avoir repoussé une importante offensive lancée le 16 octobre par l'armée soudanaise entre Kurmuk et Damedin.

Les défilés

Le défilé de la victoire à Séoul, mardi 31 octobre, a été l'occasion pour le président Kim Young-sam de déclarer que la Corée du Sud reconnaissait la fin de la guerre froide.

La coupe

M. Longuet n'a pas l'idée des primes

Le président de la République, M. Longuet, a déclaré qu'il n'avait pas l'idée des primes.

Le président de la République, M. Longuet, a déclaré qu'il n'avait pas l'idée des primes.

Le nouvel organe

Le nouvel organe de la presse, M. Longuet, a déclaré qu'il n'avait pas l'idée des primes.

Le nouvel organe de la presse, M. Longuet, a déclaré qu'il n'avait pas l'idée des primes.

Union de l'opposition

Union de l'opposition, M. Longuet, a déclaré qu'il n'avait pas l'idée des primes.

كلمة من الزميل

POLITIQUE

Les débats au sein de la droite et les déclarations de M. Raymond Barre

La convention nationale du Parti républicain s'est prononcée à l'unanimité en faveur de la motion d'orientation politique et du nouvel organigramme du parti que lui proposait M. François Léotard. Après avoir été ébranlé par son échec dans sa tentative d'accéder à la présidence du groupe UDF il y a un mois, le député du Var se trouve ainsi conforté à la direction de sa formation. C'est au renfor-

cement de celle-ci que la nouvelle équipe devrait désormais s'employer. C'est pour cela que la perspective d'une fusion au sein de l'opposition a été écartée au profit du souhait d'un renforcement de l'union de ses composantes.

De même l'éventualité de « primaires à la française » pour désigner un candidat unique à l'Elysée n'a-t-elle

pas provoqué l'enthousiasme. M. Léotard, qui veut désormais se consacrer davantage à l'« atténuation des idées » face au Parti socialiste « qui expédie les affaires courantes », souhaite que la « confiance » s'instaure entre les diverses composantes de l'opposition.

Ces attitudes confirment ainsi l'émancipation de l'équipe de M. Léotard par rapport aux conceptions de M. Giscard d'Estaing. Mais l'ancrage

du PR dans l'opposition l'éloigne encore plus de M. Barre. Le député du Rhône a en effet, avec une certaine délectation, confirmé son positionnement original en approuvant, lors de l'émission « 7 sur 7 » l'action du gouvernement quant au budget et aux salaires et celle de M. Mitterrand en ce qui concerne l'Europe. Jouant les provocateurs, il a même estimé que

l'opposition n'est pas encore suffisamment décomposée pour qu'elle puisse se recomposer. Mais en proclamant haut et fort son « indépendance », l'ancien premier ministre a aussi pris des distances supplémentaires avec ses amis centristes. Enfin, M. Jacques Chaban-Delmas, tout en se disant toujours disponible, admet que l'opposition n'ait toujours pas trouvé les structures qui lui conviendraient.

La convention nationale du PR

M. Longuet n'a pas rallié son parti à l'idée des primaires dans l'opposition

L'esprit de famille a soufflé, samedi 28 octobre, à Charenton sur le conseil national du Parti républicain. Après quelques semaines passablement agitées, durant lesquelles le président du PR, M. François Léotard, avait été l'objet d'une véritable réquisition de la part de certains de ses « amis » (le Monde du 19 octobre), il était urgent de redonner à la photo de famille un petit air de convivialité.

Rien n'a été négligé, ni les motions de soutien dévotement adressées à leur bien-aimé président ni les réactions « spontanées » et indignées de la salle aux attaques lancées contre M. Léotard. La famille républicaine a donc célébré ses retrouvailles, en espérant que ses querelles intestines se dissolvent dans la volonté commune de mieux exister au sein de l'UDF et face au RPR.

« Ne faisons pas aux socialistes le cadeau de nos divisions », a lancé M. Alain Madelin, suspect hier de tiédeur léotardienne. Sur l'estrade, MM. François Léotard, Gérard Longuet, Alain Madelin et Charles Millon (qui devrait prendre la direction du comité de stratégie du PR) ont donc cohabité dans une harmonie qui a fait chaud au cœur des cadres PR présents.

Plusieurs cadres du PR se sont toutefois exprimés pour dire fermement à quel point la base ne supportait plus, ces derniers temps, de voir leurs « généraux » s'adonner aux délices de la « cacophonie » : ces appels à plus de responsabilité de la part de l'état-major ont été à chaque fois chaudement applaudis.

Méfiante en éveil

Le thème de l'union de l'opposition a été souligné comme il convenait, sans pour autant camoufler les appréhensions des uns et des autres, face notamment au RPR, jugé par beaucoup comme hégémonique. La volonté d'exister par soi-même, d'afficher sa couleur, de refuser toute « union-absorption », a émergé des interventions de la salle et de la tribune. Un exemple, parmi d'autres, l'illustre : les primaires pour la future élection présidentielle.

Un débat a eu lieu sur cette idée lancée par M. Charles Pasqua, il y a maintenant plus d'un an. Le nouveau secrétaire général, M. Gérard Longuet, souhaitait que la motion que M. Léotard a fait adopter par le conseil national (1) retienne ce

principe des primaires à droite, afin de ne présenter qu'un seul candidat lors de la prochaine élection présidentielle.

La réaction de M. Claude Mahuret puis celle de M. Michel Poniatowski ont montré assez la méfiance que suscite cette proposition du RPR. « Chez moi, quand un paysan veut acheter une vache, il ne dit pas d'abord : j'achète, pour ne regarder la vache qu'ensuite », a lancé M. Mahuret, en précisant qu'il « aime bien le RPR », mais que sa méfiance est en éveil. Le sénateur polonais a été encore plus net en affirmant : « Il ne faut pas prendre de positions de principe sur cette question. Réservons-nous la possibilité d'en décider le moment venu. Giscard n'aurait pas été élu s'il y avait eu des primaires... » Un argument massif applaudi par la salle qui, dans la foulée, rejetait la proposition de M. Longuet.

Pour M. Giscard d'Estaing, absent physiquement, mais toujours présent, ce conseil national a été aussi, en quelque sorte, un pèlerinage puisque c'est à Charenton,

en 1972, que le président d'alors des Républicains indépendants, avait lancé son fameux : « La France veut être gouvernée au centre ». Le thème a été repris par M. Léotard. Le président du PR semblait d'ailleurs vouloir « jeter la rancune à la rivière ».

Il est vrai que le maire de la ville, M. Alain Grivotier, avait prévenu que sa cité ne serait pas le cadre d'un règlement de comptes anti-giscardien. M. Léotard s'y est plié. Il n'a laissé revenir le naturel qu'une seule fois en affirmant : « Soyons moins exigeants avec la rancune que ne l'ont été certains de nos amis... »

Les non-conformistes des années 90

Intervenant en clôture, le maire de Fréjus a commencé son intervention par la politique internationale, pour bien marquer la hiérarchie des questions qui étaient aujourd'hui posées aux hommes politiques français. « A Leipzig aujourd'hui se détermine, en grande partie, l'avenir du continent européen. Le voyons-nous ? »

Le nouvel organigramme

Le conseil national du Parti républicain, réuni samedi 28 octobre à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne), a adopté une réorganisation des instances du parti qui se traduit notamment par l'accession de M. Gérard Longuet au poste de secrétaire général, en remplacement de M. Alain Madelin devenu vice-président (le Monde du 19 octobre). « Le vice-président tient le front de la réorganisation de l'opposition, le secrétaire général a la plénitude de la responsabilité exécutive », a déclaré M. François Léotard en présentant cette réforme. En clair, M. Madelin, proche de M. Giscard d'Estaing, aura en charge la préparation des états généraux et les relations avec les autres partis, dont l'UDF, tandis que M. Longuet gèrera l'animation du parti.

M. Léotard a précisé que lui-même, en temps que président, « incarne l'unité du parti et est responsable de ses orientations ». Pour sa part, M. Charles Millon se voit confier la responsabilité d'animer un « comité de prospective et de stratégie », chargé notamment de réfléchir à la place du courant libéral dans la réforme de l'opposition.

M. Longuet sera assisté de deux secrétaires généraux adjoints :

MM. José Rossi et Yves Verwerde, et de douze secrétaires nationaux, pour la plupart des parlementaires, responsables chacun d'un secteur.

Il s'agit de MM. Gilles de Robien et Francis Delatre (fédérations), Philippe Vasseur (communication), Claude Mahuret et Hugues Desvignes (projets et débats), Jean-Pierre Raffarin et Albert Miano (sûreté locale), Pascal Clément (Parlement), Willy Dimeglio (action régionale), François-Michel Gornot (formation), Michel Mouillot (animation), M. Ludislas Poniatowski, porte-parole du secrétaire général et Jean-Claude Gaudin complètent la liste des secrétaires nationaux.

Le PR a également décidé de nommer des chargés de mission dans les différentes régions et des délégués nationaux, dont la liste sera arrêtée le 7 novembre.

Enfin, un comité des sages regroupant les « pères fondateurs » du parti se réunira régulièrement sous la direction de M. Pierre-Christian Taftinger et y figureront notamment MM. Michel d'Ornano, Michel Poniatowski, Jacques Dominati, Marcel Lucotte et Roger Chénard.

s'est-il interrogé, avant d'en venir aux problèmes internes.

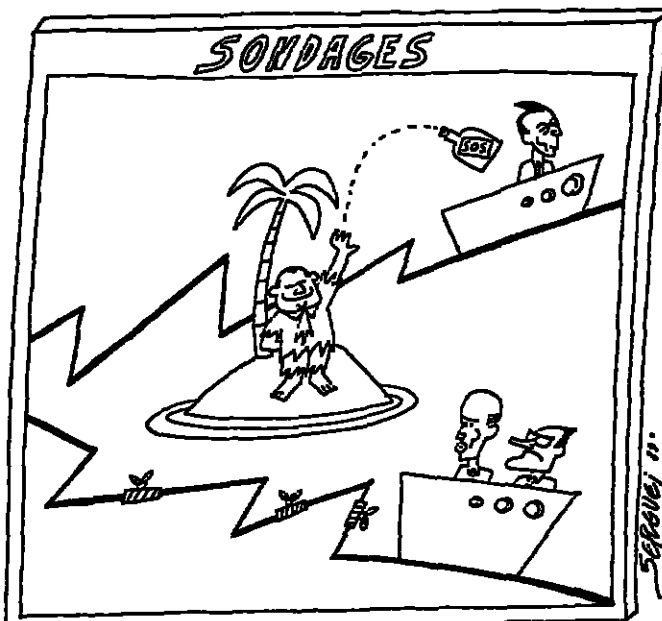
Il a invité les cadres et militants de son parti à mettre un peu plus de « cœur » dans leur militantisme : « Vous verrez que cela entraînera de nouveaux les meilleurs d'entre nous. » « Je crois à la France, comme on pourrait le dire d'une personne à qui l'on fait confiance. Mais pas n'importe quelle France. » Cette France, François Léotard s'est attaché à la définir, en se mettant au premier rang des tenants de la laïcité.

A propos de l'affaire du voile coranique, il a lancé à la salle enthousiaste : « La question n'est pas de savoir s'il est possible d'être en même temps français et musulman (...). La question est : la République est-elle la même pour tous les citoyens ou bien l'affaire des différentes tribus qui veulent aujourd'hui se partager le territoire national ? » « Je préfère la mini-jupe au tchador ! », a-t-il dit, salué par les applaudissements, en réponse aux propos d'un évêque français qui avait estimé le contraire. « Il y a dans cette affaire un germe de dispute, d'intégrisme et de fanatisme. Nous ne l'acceptons pas. »

M. Léotard croit au génie de la France. Il l'a dit et répété, en se situant dans la lignée d'un Ernest Renan, demandant, après la chute du Second Empire, une réforme intellectuelle et morale de la France. « L'opposition a besoin aujourd'hui de conviction, de clarté, de courage. » La clarté était-elle au rendez-vous de Charenton ? Aujourd'hui, tout le monde semble vouloir jouer la carte du PR au centre. « Il faut qu'il soit le grand courant central de la future grande force d'alternance », a insisté M. Charles Millon. Mais MM. Léotard, Longuet, Madelin et Millon situent-ils au même endroit le centre de gravité de leur formation ? La convention de samedi n'a pas vraiment apporté de réponse. En attendant, les cadres du PR auront peut-être retenu cette exhortation de M. Millon : « Soyez les non-conformistes des années 90... »

PIERRE SERVENT

(1) Cette motion affirme notamment : « la nécessité de dépasser la simple adhésion RPR et UDF par la reconnaissance des couches sociales, des thèmes et des propositions qui ont été trop souvent et trop longtemps livrés aux initiatives de la gauche ». Un amendement a été adopté par la convention qui inscrit dans cette motion le principe de la révision du fonctionnement de l'UDF, où la notion : un homme, une voix, doit se substituer à un parti, une voix. La volonté de constituer une UDF forte, face au RPR, a été également retenue.



« Si je censurais M. Bérégovoy je me censurerais moi-même » déclare l'ancien premier ministre

Raymond Barre, invité dimanche 29 octobre de l'émission « 7 sur 7 » de TF 1, a justifié son abstention lors du vote de la motion de censure de l'opposition contre le budget en assurant : « Si aujourd'hui je censurais M. Pierre Bérégovoy, je me censurerais moi-même. »

président de la République a évoqué le rang de la France, cela m'a fait bien plaisir. »

Évoquant l'état actuel de l'opposition, le député du Rhône (apparenté au groupe centriste) l'a ainsi décrit :

« Il y a deux grandes forces d'opposition dans le pays, un courant conservateur et populiste, et un courant libéral et social. L'opposition doit reconstruire une crédibilité par l'alliance et non par l'uniformité. Je ne crois pas à l'uniformité, mais à l'alliance dans le respect mutuel et dans la loyauté. Il faudra encore beaucoup d'efforts. Avant la reconquête, il faut qu'il y ait, hélas, la décomposition, et je ne crois pas qu'on en soit là. »

M. de Charette révoqué

Les déclarations de M. Barre ont provoqué dans la soirée une vive réaction de M. Hervé de Charette, député UDF-PR du Maine-et-Loire, délégué général des Clubs Perspectives et Réalités et proche de M. Giscard d'Estaing, qui les trouve « révolutionnaires ». Il indique même dans un communiqué :

« Non content de faire un score déplorable aux élections présidentielles, M. Barre ne cesse depuis lors de dévorer la planche de l'opposition. »

On pouvait espérer qu'il apporterait son soutien et son savoir-faire au service d'une opposition renouée. Et voilà que c'est au gouvernement et au président de la République qu'il réserve ses compliments et ses encouragements. »

M. Chaban-Delmas : l'union de l'opposition n'est pas prête

M. Jacques Chaban-Delmas, interrogé dimanche 29 octobre, au « Grand Oral » de la radio Pacific-FM, s'est déclaré prêt à prendre la direction d'une union RPR-UDF « à la condition que les conditions soient réunies et que l'orientation générale de l'affaire soit une orientation (...) de progrès et pas d'immobilisme ».

Il a estimé cependant que cette question n'était « pas du tout de saison et qu'avant d'en arriver à chercher quelqu'un pour animer ou diriger, il faut d'abord mettre de l'ordre chez soi, c'est-à-dire au RPR et dans les différentes formations qui constituent l'UDF ».

Le maire de Bordeaux s'est interrogé également sur la forme que pourrait avoir le rapprochement de l'UDF et du RPR : « Est-ce que ce sera comme certains l'ont

dit, une fusion, ce qui, à première vue me paraît difficile parce qu'il y a le choc des cultures ; ou bien une simple alliance, ou bien une confédération, on est encore dans l'incertitude. Il faut donc beaucoup de temps avant d'en venir à savoir qui sera l'animateur. »

Par ailleurs, M. Chaban-Delmas a déclaré qu'il ne voyait rien qui s'opposât à ce qu'il travaille un jour avec M. Jacques Delors, dans un même gouvernement. « C'est un rêve qui me convient », a-t-il ajouté.

M. Chaban-Delmas a enfin estimé, que, en 1986, M. Jacques Chirac n'aurait pas dû aller à Matignon. « Jacques Chirac a fait ce qu'il ne fallait pas faire. Je le lui avais dit », a-t-il conclu.

Le Front national va lancer une nouvelle campagne contre l'immigration

Le Front national va lancer une « campagne nationale d'information » sur l'immigration, a indiqué, samedi 28 octobre à Paris, M. Jean-Marie Le Pen en soulignant que le mouvement d'extrême droite avait été le « premier à attirer l'attention sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été suivie par les différents gouvernements — en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le

POLITIQUE

Les débats au sein de la gauche

Alors que chaque jour qui passe voit un socialiste, de préférence responsable, charger la barque contre le gouvernement, M. Georges Marchais hausse d'un cran le niveau de la critique que les communistes adressent aux aussi à M. Michel Rocard. Lors du récent rejet de la censure à

l'Assemblée nationale, les élus communistes, tout en refusant de joindre leurs voix à celles de l'opposition, n'avaient pas exclu d'en venir un jour à une telle extrémité.

M. Marchais prépare-t-il ce terrain-là ? Toujours est-il qu'il a

déclaré, dimanche 29 octobre « qu'il faudra, c'est bien évident, un autre pouvoir ».

Le secour, pour M. Rocard, est venu d'où il ne l'attendait plus : c'est le premier secrétaire du PS lui-même qui a précisé, à Lille, les conditions

de la synthèse qui au prochain congrès doit intégrer le courant de l'actuel premier ministre. Par ailleurs, réunis en congrès extraordinaire samedi 28 et dimanche 29 octobre, les Radicaux de gauche ont décidé de proposer l'organisation

d'une force politique regroupant les non-socialistes de la majorité présidentielle, et de jeter, dans un deuxième temps, les bases d'une confédération entre le PS et cette mouvance.

La préparation du congrès du PS

M. Mauroy n'envisage pas de « synthèse » sans M. Rocard

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, a souhaité avec force, samedi 28 octobre, à Lille, qu'il y ait une « synthèse » dès le 13 janvier entre la contribution de M. Lionel Jospin et celle de M. Laurent Fabius. Il a également indiqué que ce souci du rassemblement intègre le courant de l'actuel premier ministre.

LILLE

de notre correspondant régional

« Toutes nos contributions disent la même chose et ne se distinguent que par leurs signatures. L'essentiel, c'est notre unité. Or, je sens monter un certain nombre de périls : je vois des gens qui réagissent plus en fonction de leurs idées. Avant d'appartenir à un courant, on appartient au Parti socialiste. (...) »

« Nous devons tout mettre en œuvre, a insisté M. Mauroy, pour continuer à soutenir François Mitterrand et ne pas créer, par une insipience illégitime, les conditions d'une succession qui n'existe pas. Je lance cet appel à tous ceux qui se sont rassemblés autour de François Mitterrand à Epinay : d'autres sont venus avec nous, je ne fais pas de distinction, mais chacun comprendra que si Fabius et Jospin se séparent, ce sont deux courants nouveaux qui vont se créer : c'est la logique d'Epinay qui sera remise en cause. Il faut

que la synthèse se fasse pour que le parti s'organise autour d'un axe majoritaire fort, faute de quoi il serait atomisé. (...) Le jour viendra où la nouvelle génération, celle des quarante-quarante-cinq ans, aura à assumer les commandes. Aujourd'hui, le Parti socialiste n'est pas suffisamment rassemblé ».

De même, a poursuivi le maire de Lille, « j'estime qu'il ne serait pas bon qu'il y ait d'un côté la motion du premier ministre et de l'autre celle du parti ». Pour autant, le PS ne doit pas confondre les rôles : « Je soutiens le gouvernement mais le parti ne doit pas s'identifier au gouvernement, pas même au septennat de François Mitterrand ».

Le premier secrétaire estime avoir à assumer la pérennité du PS et il estime que cela ne peut se faire que dans le respect — qui n'exclut nullement la modernisation — de l'identité socialiste et de ses valeurs : laïcité, justice sociale (« Quand la politique du gouvernement est insuffisante sur le plan social, je le dis, a-t-il notamment déclaré, il n'est pas question que ceux qui nous ont soutenus dans l'opposition et dans les heures difficiles soient encore à l'heure de la rigueur quand les autres sont déjà à l'heure de la croissance ! ») et ancrage à gauche avec la volonté de rassembler (« Nous devons être unitaires pour deux. Garder notre cap à gauche, c'est forcer le Parti communiste français à faire sa perestroïka »).

J.-R.L.

Réuni en congrès extraordinaire

Le MRG veut regrouper les non-socialistes de la majorité présidentielle

TOULOUSE

de notre envoyée spéciale

L'échec des tentatives de reconstitution de la famille radicale et les velléités infructueuses de constituer une troisième force ont servi la cause de la clarification à laquelle les radicaux de gauche avaient décidé de consacrer leur congrès extraordinaire de Toulouse.

Les dirigeants du MRG partent d'un constat commun : entre le score de M. François Mitterrand au deuxième tour de l'élection présidentielle de 1988 et celui de la liste européenne menée par M. Laurent Fabius en juin dernier, il y a près de 30 points d'écart. Ce courant représente un électorat favorable à la majorité présidentielle, mais non acquis au PS et nécessite donc qu'on s'y intéresse.

Un déjeuner, organisé mercredi 25 octobre, chez M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat aux collectivités territoriales, avec MM. Yvon Collin, actuel président du MRG, Emile Zaccarelli, son successeur à la tête du parti le 21 novembre prochain, Michel Crépeau, Roger-Gérard Schwartzberg et François Daubin, ministre délégué au commerce et à l'artisanat, tous trois anciens présidents, a permis de déblayer le terrain.

Avec une belle unanimité, tout ce que le MRG compte de chefs, d'anciens chefs ou de chefs potentiels, a multiplié les proclamations d'attachement à la majorité prési-

dentielle et de soutien au gouvernement. M. Bernard Charles, député du Lot, par exemple, a demandé aux socialistes de « ne pas scier la branche sur laquelle ils sont » et affirmé que les radicaux « n'ont pas peur de dire » que le gouvernement est « bon ». M. Schwartzberg s'est montré un tantinet plus réservé. Il attend un rythme plus soutenu de l'action gouvernementale.

Pour un rapprochement institutionnel

A son tour, M. Crépeau a affirmé : « J'ai toujours été un radical de gauche, pas un radical de centre gauche » ; M. Daubin a cru bon de préciser que les radicaux de gauche sont, non seulement de gauche, mais « mitterrandiens ».

Toutes ces observations n'avaient qu'un objectif : justifier l'abandon de tout projet qui se situerait exclusivement au centre gauche, des rêves d'une troisième force « qui serait celle de la réconciliation », selon la formule de M. Baylet. Une fois fixé ce cadre, le MRG se propose de créer un pôle de rassemblement des partisans de la majorité présidentielle non membres du PS, c'est-à-dire de joindre ses efforts à ceux de l'Association des démocrates, des écologistes selon Brice Lalonde, des gaullistes de gauche et d'experts

dans les domaines économique, associatif, syndical, d'anciens socialistes, voire d'anciens communistes, ou encore des personnalités comme M. Bernard Tapie... La liste n'étant pas exhaustive.

M. Jean-Paul Benoist, au nom de l'Association des démocrates, a suggéré devant le congrès la mise en place d'un comité de travail chargé de réaliser « un audit de la situation politique », la création d'un « laboratoire » de réflexion et la fixation d'un calendrier qui, avant l'été — et pourquoi pas avant le congrès du PS de mars 1990, — prévoirait la constitution d'un outil de travail, fédération ou confédération, en tout cas « partenaire solide et respecté du PS ».

Dans un second temps, les dirigeants du MRG envisagent un rapprochement institutionnel avec le PS : type FGDS, comme le suggère M. Schwartzberg, ou, à terme, la constitution d'un courant à l'intérieur du PS, comme y songerait M. Crépeau, ou encore par la naissance d'un « grand parti social-démocrate » comme le prévoit M. Baylet.

La réponse n'est pas acquise. A quoi servirait cette structure ? Là, les réponses sont claires : les radicaux de gauche veulent pouvoir discuter stratégie électorale et investiture, mais surtout participer à la désignation du candidat à la présidence de la République et ne pas être mis devant le fait accompli du choix du PS. Le président du

MRG a mis les points sur les « i » : « Le rapprochement institutionnel avec le PS » dépend de « la volonté de ce dernier de s'ouvrir et d'évoluer à terme vers un grand parti démocratique », doté d'une « plateforme idéologique qui fasse leur place aux thèmes doctrinaux des non-socialistes ».

M. Collin y ajoute deux conditions : que, dans le cadre d'une première approche commune des élections législatives, l'alliance institutionnelle ne signifie pas quelques investitures simplement « octroyées » et que soit bien fixé « un système propre à la confédération ou fédération quant à la désignation du candidat à l'élection présidentielle par l'ensemble des forces de la majorité ».

Le MRG n'attend guère du PS qu'il réponde à ces questions avant son congrès de Rennes. D'ici là, le MRG aura changé de président puisque, conformément à l'accord passé au congrès de Versailles en novembre 1988, M. Zaccarelli succédera le 21 novembre prochain à M. Collin. Ce dernier a d'ores et déjà annoncé sa candidature dans un an à la direction du parti, fonction que M. Zaccarelli voudra sans doute alors conserver. Les bonnes résolutions prises à Toulouse de marcher ensemble et dans la même direction résisteront-elles à cette compétition ?

ANNE CHAUSSEBOURG

Comme quoi avec un minimum de caractères,
on peut s'imposer facilement dans une grande finale de tennis.

BNP. SPONSOR DU 4° OPEN DE PARIS BERCY



s'implanter

Vende
vos vil

Chaque année 50 000 entrepreneurs
étrangers veulent s'implanter
en France.

Personnel
un peu plus
S.M.P.A.P.
monter vos
propos
forums, d'au

Paris. 13, 14, 15
Part des Expositions. P

هكذا من الأصل

POLITIQUE

et les critiques contre le premier ministre

M. Marchais fait un pas de plus contre le gouvernement

M. Georges Marchais reprend ferme les rênes du Parti communiste. Au cours de la Fête des Albobroges de la fédération de la Savoie du PCF, nous indiquons notre correspondant, le secrétaire général a dressé, samedi 28 octobre, un réquisitoire contre « la poursuite de la politique d'insécurité » du premier ministre, qui, selon lui, « doit tout à la droite et rien à la gauche ».

Énumérant les solutions préconisées par le PCF, M. Marchais a assuré qu'aucune d'entre elles « n'est du domaine de la surenchère ». A l'occasion de la dernière réunion du comité central, M. Charles Fiterman avait fustigé la tendance du parti à « jouer les M. Plus en étant obscurs », disait-il, par ce qui, pensons-nous, nous distingue à tout prix des autres, plutôt que par ce qui nous rassemble ».

Pour M. Marchais, la mise en œuvre d'une nouvelle politique nécessite, « c'est bien évident, un autre pouvoir ». « Nous ne nous résignons pas et nous ne nous résignerons jamais à ce que les forces de gauche soient divisées comme aujourd'hui ; nous ne nous résignerons jamais à cette alliance des dirigeants socialistes et d'une partie de la droite qui fait tant de mal à notre peuple, à dit le dirigeant communiste. Comme beaucoup d'adhérents et d'électeurs du PS, nous disons : il faut revenir à gauche ! ».

M. Marchais, une nouvelle fois, a déclaré que « les communistes étaient disponibles pour une autre politique dans une majorité et un gouvernement de gauche ».

Après avoir réaffirmé son soutien total à la perestroïka en Union soviétique, grâce à laquelle « le socialisme va faire la preuve qu'il peut véritablement être l'organisation sociale supérieure à l'époque contemporaine », M. Marchais a ajouté : « Il n'est pas d'autre voie

pour le socialisme que sa démocratisation radicale et sa modernisation par l'intervention permanente de la classe ouvrière et du peuple, ce qui suppose un Parti communiste jouant réellement son rôle d'avant-garde de la société. » Lors de la dernière session du comité central, M. Anicet Le Pors avait souhaité que les communistes soient « moins avant-garde » et plus « sel de la terre ».

« Pousser le débat loyalement »

« Si on attaque le PCF aujourd'hui, a poursuivi M. Marchais, c'est parce qu'il est utile au monde du travail, à la société, à la gauche, à la France. » Les amnésies difficiles que nous avons vécues ont parfois conduit des militants communistes à faire preuve d'un peu de réserve dans notre démarche, a-t-il précisé. Le temps est venu de s'en débarrasser ».

Au cours d'une autre allocution prononcée en banlieue parisienne, la veille au soir, et dont l'« Humanité » de samedi a rendu compte sur deux pages, M. Marchais avait déjà évoqué directement M. Fiterman et Le Pors. « Des communistes, des dirigeants du parti qui n'ont pas été d'accord avec cette politique nouvelle et ont prôné — parfois sans le dire — un retour en arrière, il s'en est trouvé, a-t-il déclaré, tout le monde le sait. Cela a surtout été le cas lors de la réunion du comité central de juin 1984 et dans la préparation du vingt-cinquième congrès de 1985, lorsqu'il s'est agi de rompre définitivement avec notre ancienne stratégie du programme commun, de refuser de suivre les dirigeants socialistes dans la mise en œuvre de la politique du capital [...] ».

On s'en souvient, tous les dirigeants de l'époque de notre parti

n'avaient pas choisi cette politique nouvelle. Certains n'ont pas reculé, depuis, leur désaccord avec cette politique, qui est devenue celle du parti. Lors de la dernière session du comité central, a souligné le secrétaire général, Charles Fiterman et Anicet Le Pors y sont revenus, en faisant part de certaines de leurs idées à propos de notre stratégie, de notre pratique politique, de notre mode de fonctionnement. Eh bien ! comme je l'ai dit, puisqu'il y a bataille d'idées, il ne faut pas en avoir peur : il faut pousser le débat loyalement, sans chercher des chicanes, en assumant ses positions et ses comportements. »

M. Ralite à son tour

A cet égard, M. Jack Ralite, ancien ministre comme MM. Fiterman et Le Pors, qui jusqu'ici était resté silencieux, déclare dans le Journal du Dimanche du 29 octobre que, devant le comité central, « l'intervention de Charles Fiterman n'était pas en contradiction avec les idées essentielles du parti et, comme pour toutes les interventions que j'ai écoutées, j'ai réfléchi sur ce qu'elle disait sans m'interroger sur ce qu'elle ne disait pas ». L'ancien ministre de la Santé, qui considère que la perestroïka « n'est pas un modèle, mais, à l'évidence, agit dans le monde un peu comme notre « liberté, égalité, fraternité » a agi en 1789 et depuis », souligne qu'il a perçu « la discussion du comité central comme un développement de notre politique, considéré non comme une ligne Maginot mais comme un moyen de nous jeter dans les vrais problèmes ». Lors du dernier comité central, les interventions de MM. Fiterman et Le Pors avaient été la cible d'un véritable tir de barrage de la part de la majorité des membres du bureau politique.

OLIVIER BIFFAUD

Deux élections cantonales partielles

Calvados : canton de Pont-l'Évêque (2^e tour).

Inscr., 6 112 ; vot., 2 851 ; abst., 53,35 % ; suffr. expr., 2 710. Gérard Pruvost, RPR, maire-adjoint de Saint-Julien-sur-Calonne, 1 421, ELU ; Jean-Marc Mosagna, div. d., maire-adjoint de Pont-l'Évêque, 1 289.

Dans le département du giscardien M. Michel d'Ornano, UDF-PR, président du conseil général, le RPR emporte au deuxième tour le siège de Pont-l'Évêque, avec 52,43 % des suffrages.

Sept candidats, dont cinq à droite, briguaient la succession de M. Charles Lessard, UDF, conseiller général depuis 1965, démissionnaire pour raison de santé. Soutenu par M. d'Ornano, M. Jean-Marc Mosagna, pourtant en tête au premier tour, est devancé par son rival chiraquien de plus de cent voix. Sympathisant UDF, M. Jean Dutaucq, maire de Reux — lui aussi appuyé par le président du conseil général, — qui avait obtenu 20,3 % des suffrages exprimés au premier tour de scrutin, n'avait pas voulu donner de consignes de vote pour le deuxième tour. Une situation politique qui a certainement déconcerté un électeur déjà désorienté par la candidature de M. Mosagna sous la bannière de l'UDF. Il y a deux mois encore, M. Mosagna militait en effet au RPR, au côté de M. Pruvost.

Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 6 112 ; vot., 2 984 ; abst., 51,17 % ; suffr. expr., 2 927. MM. Jean-Marc Mosagna, div. d., adj. au m. de Pont-l'Évêque, 801 voix (27,36 %) ; Gérard Pruvost, RPR, adj. au m. de Saint-Julien-sur-Calonne, 682 (23,30 %) ; Jean Dutaucq, app. UDF, m. de Reux, 593 (20,25 %) ; Pierre-Albert Cumont, div. d., maire de Saint-Hymer, 377 (12,88 %) ; Michel Carreyrou, maj., prés., 306 (10,45 %) ; Guy Dupin, FN, 88 (3 %) ; Mme Anne-Marie Bely, PC, 80 (2,73 %).

M. Charles Lessard, UDF, avait été réélu au second tour en 1985 avec 1 768 voix (57,23 %) contre M. Pierre Chavaillon, socialiste, 1 683 (48,76 %) à M. Mosagna sur 5 790 inscrits, 3 762 votants (soit 35,02 % d'abstentions) et 3 451 suffrages exprimés.

[Agé de cinquante-cinq ans, M. Gérard Pruvost est ancien élève de l'ENA. Il a été chef de protocole à l'Élysée sous Georges Pompidou de 1969 à 1973. Adjoint au maire de Saint-Julien-sur-Calonne, secrétaire RPR de la circonscription, M. Pruvost est aussi exploitant agricole.]

Jura : canton de Montmirey-le-Château (2^e tour) (Inscr., 2 006 ; vot., 1 386 ; abst., 30,90 % ; suffr. expr., 1 368.


Dominique Athias, div. d., 497 (36,33 %) ; Pierre Chavaillon, PS, 278 (20,32 %) ; Bernadette Brantus, UDF, 593 (43,35 %), élu.

M^{me} Bernadette Brantus, fondée de pouvoir en retraite des Presses nouvelles de l'Est, retrouve, à l'issue d'une triangulaire, le siège de son mari décédé, avec près de cent voix d'écart dans le plus petit canton du Jura. M. Dominique Athias, (div. d.) qui a reçu un discret soutien du RPR contre les deux tours, n'est pas parvenu à combler les dix points d'écart qui le séparaient de M^{me} Brantus. Il a toutefois bénéficié du report partiel des voix du candidat du CNJ, M. Hervé Lavenir, qui a déposé un

recours à l'issue du premier tour pour la diffusion de tracts diffamatoires. Le candidat socialiste, M. Pierre Chavaillon améliore très faiblement son score. Les voix des abstentionnistes ont donc crûment l'écart au profit de la veuve de Pierre Brantus. Les trente-quatre conseillers généraux devaient élire, lundi 30 octobre dans l'après-midi, leur nouveau président. Toutes les surprises sont possibles : la composition de l'assemblée départementale est en effet de sept PS, un PC, neuf UDF, neuf RPR, huit div. d., se partageant entre l'UDF et le RPR.

Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 2 007 ; vot., 1 261 ; abst., 37,16 % ; suffr. expr., 1 246. M^{me} Bernadette Brantus, UDF, 474 voix (38,04 %) ; MM. Dominique Athias, div. d., 371 (29,77 %) ; Pierre Chavaillon, PS, 247 (19,82 %) ; Hervé Lavenir, CNJ, 62 (4,97 %) ; Hervé de Saint-Paul, Verts, 51 (4,09 %) ; Jean-Etienne Normand, FN, 21 (1,68 %), Bernard Chenu, PC, 20 (1,60 %).

Pierre Brantus avait été réélu dès le premier tour des élections cantonales de mars 1985 par 773 voix (53,86 %) contre 385 (26,82 %) à M. Migon (div. d.), 211 (14,70 %) à M. Barbarin (PS) et 66 (4,59 %) à M. Beaulieu (PC) sur 2 093 inscrits, 1 477 votants (soit 29,43 % d'abstentions) et 1 435 suffrages exprimés.



EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1829 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration

UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet professionnel.

Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities. Academic program, unique in concept, format and professional experience. Fully approved to grant the

Master of Business Administration

with an emphasis in international management

A.C.B.S.P.

FILIÈRES D'ADMISSION

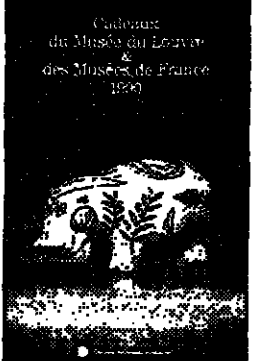
3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - IEP - Titulaires de maîtrise. Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2^e CYCLE Formations supérieures de second cycle. Cours équivalant à deux années universitaires

Informations et sélections : European University of America
1725 rue de Chailiot (métro Mouton), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie : Taï Ming - Hong Kong, et aux USA : PHD.

OFFREZ L'ART AU QUOTIDIEN



Choisissez, chez vous, dans le nouveau catalogue du Musée du Louvre et des Musées de France, un des cent cadeaux exclusifs inspirés des collections : objets décoratifs ou pratiques, bijoux, statuettes, céramiques et la toute nouvelle ligne Louvre. A offrir et à vous offrir.

OUI Je désire recevoir gratuitement votre nouveau catalogue 1990 tout en couleur.

NOM M^{me} M^{me} M^{me} _____
 PRENOM _____
 ADRESSE _____
 VILLE _____
 Code postal [] [] [] [] [] []

Resouvenez très vite ce bon à Publi-trans. CATALOGUE des MUSEES BP 123 91461 LONJUMEAU CEDEX.

Non cadeaux sont en vente dans les MUSEES du Louvre et d'Orsay et dans les bureaux "LE MUSEE" Galeries Lafayette, Forum des Halles et 89 Avenue Victor Hugo à Paris.



Vendez vos villes

Chaque année 50 000 entreprises françaises et étrangères veulent s'installer ou se développer en France.


Collectivité territoriale, professionnel de l'implantation, vous disposez maintenant d'un lieu pour les recevoir : le salon S'IMPLANTER.

Venez y présenter vos atouts, vos services, vos propositions.

3 jours de contacts, de forums, d'ateliers et de colloques parrainés et dirigés par les meilleurs experts.

Paris . 13, 14, 15 juin 1990

Parc des Expositions • Porte de Versailles



S'implanter est le seul salon d'implantation d'entreprises dans les départements et les régions.

Pour tous renseignements :
 22 Avenue Franklin D. Roosevelt, 75008 PARIS
 Téléphone : 1 47 76 45 01 - Téléc. : 64 65 78
 Télécopie : 1 47 55 78 24

A Vitrolles

La droite et l'extrême droite empêchent l'inauguration d'une avenue Tjibaou

Une centaine de manifestants du Front national ont empêché, samedi 28 octobre, l'inauguration d'une avenue Jean-Marie Tjibaou à Vitrolles (Bouches-du-Rhône). Les manifestants, des anciens parachutistes et des gendarmes à la retraite, ont bloqué le passage aux élus de la municipalité socialiste, puis ils ont détruit la stèle à la mémoire du dirigeant du FLNKS, assassiné le 4 août dernier à Ouvea par des extrémistes canaques.

Enfin, alors que les élus socialistes s'écroulaient, des membres du Front national ont descendu les poteaux sur lesquels avaient été placées les plaques de rue au nom de Jean-Marie Tjibaou.

Parmi les manifestants, qui s'étaient regroupés derrière des drapeaux tricolores, se trouvaient M. René Gestin, conseiller régional du Front national, et M. Jean-Pierre Bouvet, conseiller général RPR des Bouches-du-Rhône. Sur des pancartes reproduisant le portrait des quatre gendarmes tués à Ouvea le 5 mai 1988 on pouvait lire : « Si tu veux être honoré, agit comme les Canaques : tue les Français. »

Le maire de la ville, M. Jean-Jacques Anglade, a expliqué qu'il n'avait pas voulu faire intervenir la police « au cours d'une cérémonie en hommage à la paix ». Il a d'autre part condamné « l'attitude intolérante et haineuse de ceux qui ne savent que détruire quand d'autres, comme Tjibaou et Lafleur, s'unissent pour construire ».

Le maire de Vitrolles, qui maintient son hommage à l'ancien dirigeant du FLNKS, considère l'avenue comme inaugurée.

EUROPE 93

Le débat sur la charte communautaire des droits sociaux fondamentaux

Disparités et convergences entre les législations nationales

Le conseil des ministres des affaires sociales devait examiner, le lundi 30 octobre, le projet de charte communautaire des droits sociaux fondamentaux. Un texte qui, a affirmé M. François Mitterrand, le 25 octobre, devant le Parlement européen de Strasbourg, « engagera ceux qui y souscrivent à instituer, là où ce n'est pas déjà fait, ou à protéger, là où ils existent déjà, les droits des travailleurs et des catégories les plus faibles ».

Un survol rapide des législations nationales des douze États de la CEE dans quelques domaines, à partir d'une étude élaborée par la Commission européenne, montre que les disparités ne manquent pas. Même si les dispositions législatives et conventionnelles jouent un rôle important de régulation des conditions de travail et font apparaître (aussi) des convergences.

● **Salaires minimaux.** — Un salaire minimal national est fixé par l'État dans cinq pays : la France, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et l'Espagne. Ce salaire minimal touche environ 10 % des salariés en Espagne et 20 % de ceux de l'industrie et des services au Portu-

gal. Il atteint près de 65 % du salaire moyen brut aux Pays-Bas. En Belgique et en Grèce, des rémunérations minimales sont fixées par convention collective au niveau national, en liaison avec l'évolution des prix à la consommation.

En Grande-Bretagne, des conseils de salaires (Wages Councils) proposent chaque année au ministre du travail des salaires minimaux dans les secteurs où il n'y a pratiquement pas de négociations collectives, comme les services : environ 2,7 millions de salariés sont concernés. Un système identique (Joint Committees) existe en Irlande. En Italie et au Danemark, des minimaux sont déterminés par des conventions col-

lectives de branche, comme en RFA, où la législation a prévu une rémunération minimale pour les personnes employées dans des conditions particulières, comme les travailleurs à domicile.

● **Durée du travail.** — La durée de la semaine de travail normale est réglementée dans tous les États de la CEE à l'exception de la Grande-Bretagne. Au Danemark, une loi de 1988 fixe à 39 heures la semaine de travail « normale ». La durée hebdomadaire (mais non maximale) oscille donc entre 39 heures (France, Danemark), 40 heures (Grèce, Luxembourg, Belgique, Espagne) et 48 heures (Allemagne, Italie, Portugal, Pays-Bas, Irlande). Mais les durées moyennes prévues par les conventions collectives sont généralement inférieures. Les heures supplémentaires sont réglementées (avec imposition de plafonds) dans tous les pays à l'exception du Danemark, de l'Italie et du Royaume-Uni.

● **Travail atypique.** — Seules l'Espagne et la France définissent légalement le travail à temps partiel. Généralement, les conditions de travail ainsi que les dispositions réglementant les délais de préavis et les indemnités de licenciement sont identiques pour les salariés à temps plein et à temps partiel. Mais, en Irlande, par exemple, il faut travailler au moins 120 heures par mois pour bénéficier d'un congé annuel. Quant au contrat à durée déterminée (CDD), il ne fait l'objet d'aucune disposition juridique particulière au Danemark, en Irlande et au Royaume-Uni. Il relève de la législation générale du travail en RFA, en Grèce et aux Pays-Bas, alors qu'il est traité spécifiquement en Belgique, en France, en Italie et bientôt au Luxembourg.

Lorsqu'il est réglementé, le CDD a une durée maximale limitée à 24 mois ou à 36 mois en Espagne et au Portugal, la Grèce ne prévoyant pas de limitation légale. L'Espagne, la Grèce et l'Italie interdisent l'infirmité alors qu'au Portugal celui-ci n'est pas réglementé. Ainsi, les conditions d'utilisation du travail temporaire, prescrit dans certains secteurs en RFA,

au Danemark et aux Pays-Bas, sont extrêmement variées. Le travail à domicile fait, lui, l'objet d'une protection légale en Allemagne, en Espagne, en France et en Italie.

● **Congés payés annuels.** — Tous les pays ont des dispositions légales sur les congés payés annuels à l'exception de l'Italie et du Royaume-Uni. Les durées légales varient entre 18 jours et 30 jours (Danemark, Espagne). Mais, dans tous les pays, les conventions collectives fixent des périodes de congés plus longues, jusqu'à parfois 6 semaines.

● **Le travail de nuit.** — C'est un domaine généralement réglementé, sauf au Danemark, en Irlande, au Luxembourg et en Grande-Bretagne. En Belgique et aux Pays-Bas, il est interdit sauf pour certaines activités, où des dérogations sont admises. Les autres législations font l'inverse : le travail de nuit est autorisé à l'exception de certaines activités. En France, une convention collective étendue peut, à certaines conditions, strictement définies, lever l'interdiction.

● **Égalité de traitement.** — L'article 119 du traité de la CEE a posé le principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes. Ce droit théorique de non-discrimination joue également pour les ressortissants de la Communauté.

● **Âge d'admission au travail.** — L'âge minimal d'admission en travail est fixé dans tous les États membres. Il est de seize ans minimum — prévu par la charte — en France, en Grande-Bretagne, en Espagne, de quinze ans en RFA, en Italie, en Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas, au Danemark, en Irlande et en Grèce. Il est fixé à quatorze ans au Portugal.

● **Licenciements individuels et collectifs.** — La Constitution du Portugal interdit le licenciement individuel « sans juste cause ». Dans tous les pays, en dehors du Portugal, la résiliation d'un contrat de travail individuel à durée indéterminée est généralement subordonnée au respect d'un délai de préavis à durée variable. Des formes d'indemnisation sont prévues au Danemark, en France, en Grèce, en Irlande, en Italie, au

Luxembourg, en Espagne et au Royaume-Uni.

Les représentants des salariés interviennent dans la procédure individuelle en RFA, en Grèce, en Italie, en Espagne et au Portugal. Le nombre de salariés concernés par un licenciement collectif varie sensiblement d'un pays à l'autre pour qu'entre en jeu la consultation des représentants des salariés et la notification aux autorités compétentes telles qu'elles sont prévues par la directive européenne de 1975.

● **Grèves et lock-out.** — Plusieurs pays garantissent le droit de grève à travers leur Constitution : l'Italie, la Grèce, l'Espagne, le Luxembourg, la France et le Portugal. Cette garantie constitutionnelle est inscrite en RFA, aux Pays-Bas et en Belgique. La garantie est conventionnelle au Danemark. L'étude relève qu'il n'y a pas de droit positif en Irlande et en Grande-Bretagne, mais que les grévistes se trouvent protégés par un système d'immunité. Tous les États ont prévu des procédures de conciliation, tandis que lock-out est interdit au Portugal par la Constitution et en Grèce par la loi.

● **Comité d'entreprise et participation.** — La création obligatoire de comités d'entreprise est prévue par huit pays : Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas, Grèce, RFA, Portugal et Espagne (avec uniquement des représentants des travailleurs dans ces cinq derniers États). Le seuil (non prévu au Portugal) à partir duquel le comité d'entreprise est obligatoire varie de 5 salariés en RFA à 150 au Luxembourg. Alors que le droit à la liberté d'association et à la négociation collective existe, dans des conditions différentes, partout, la participation des travailleurs définie strictement (dans le sens d'une représentation, même limitée et consultative, dans les conseils d'administration et de surveillance des sociétés) n'est prévue que dans quelques États (Danemark, France, Allemagne, Luxembourg). Aux Pays-Bas, le comité d'entreprise a un droit de veto sur la désignation des personnes appelées à siéger au conseil de surveillance.

MICHEL NOBLECOURT

Droits sur les tabacs, les alcools, les carburants

Vers une harmonisation moins ambitieuse que prévu...

BRUXELLES.
Communautés européennes
de notre correspondant

Pour rapprocher les droits d'accises (taxes à la consommation) perçus par les douze sur les vins, les alcools, les tabacs, les cigarettes, l'essence, et rendre par là même possible la suppression des barrières fiscales, la Commission européenne vient de proposer la fixation des taux minimaux obligatoires à compter du 1^{er} janvier 1993 et des taux « objectifs ». Dans le cas de trois produits pétroliers — le gazole diesel, le fioul de chauffage domestique et le fioul lourd industriel — pour lesquels un effort d'harmonisation plus poussé est nécessaire et l'on veut éviter des distorsions de concurrence, elle préconise non pas des taux minimaux, mais des fourchettes de taux resserrées.

Ces propositions sont sensiblement moins ambitieuses que celles présentées par la Commission en 1987. Elle avait alors préconisé des taux uniques produit par produit

applicables dans l'ensemble de la Communauté.

Mais les discussions entre les douze ont fait apparaître qu'en raison des grands écarts de taux entre les États membres il était illusoire d'espérer aboutir à une harmonisation totale d'ici à la fin 1992.

Les taux minimaux maintenant proposés sont inférieurs au taux unique de 1987, et, tant au plan budgétaire qu'en termes de prix, ne devraient placer aucun État membre dans une situation vraiment inconfortable. Il s'agit d'un rapprochement minimal nécessaire pour rendre possible l'élargissement progressif des franchises voyageurs et, à partir de 1993, pour autoriser les particuliers à faire sans aucune limitation leurs achats personnels dans les pays de la CEE où les taux sont les plus bas.

Les taux objectifs, contrairement aux taux minimaux, ne seront pas obligatoires. Il s'agit, explique la Commission, de valeurs repères sensiblement plus élevées que les taux minimaux et dont l'objet est d'indiquer aux États membres la

direction dans laquelle opérer les rapprochements. Au 1^{er} janvier 1993, les États membres qui se situent au-dessus des taux minimaux n'auront pas l'obligation de modifier leurs taux. Mais s'ils le font, les modifications ne pourront se faire que dans le sens d'un rapprochement vers les taux objectifs. Ces derniers ont été fixés en tenant compte des impératifs de politique de santé et d'environnement.

L'idée est notamment d'inciter à un rehaussement progressif des taxes perçues sur le tabac et sur l'alcool afin d'en décourager la consommation. Dans le même esprit d'orientation, le taux proposé pour l'essence normale est de 337 écus par hectolitre alors que pour l'essence sans plomb il est limité à 287 écus par hectolitre. Le taux minimal proposé pour le vin est de 9,35 écus par hectolitre, ce qui impliquera en France une augmentation de l'acçise de 50 francs par hectolitre d'ici à 1993. Toujours pour le vin, il est suggéré de fixer le taux objectif de 28,7 écus par hectolitre.

PHILIPPE LEMAITRE

TRANVOUILLE

AVEC
100% AIR PORTUGAL

De l'enregistrement à l'atterrissage, marchez sur un nuage.
Prenez l'air, laissez nous faire.
Partout dans le monde, laissez vous dorloter.
Raffiné, attentionné et médicieux, votre équipage est aux petits soins.
Goûtez les charmes de la compagnie du pays qui a donné au voyage ses lettres de noblesse.
Et qui sait rendre un vol agréable.



VOYAGEZ COMME VOUS RÊVEZ



CHECK-IN

CHECK-IN

CHECK-IN

CHECK-IN



100% AIR PORTUGAL

14 L'assemblée des évêques français à Lourdes
15 L'affaire Touvier

16 Cinéma : Jerry Lee Lewis, fils prodige
17 Musique : Tristan et Isolde à Nantes

18 La mort de Kateb Yacine
22 Judo : le poids des lourds

Foulards, cantines et enseignement coranique

Ecoliers musulmans en Europe

La polémique sur le port du foulard islamique à l'école n'est pas close en France. M. Raymond Barre a réclaté, dimanche, une « commission de sages » pour réfléchir à la laïcité dans une société multiconfessionnelle (voir page 48). D'autres pays d'Europe occidentale sont confrontés, eux aussi, à la présence d'enfants musulmans dans leurs écoles, même si le débat n'y a pas pris la même forme et la même ampleur qu'en France.

Les écoles de Copenhague n'ont pas de cantines. Dans certaines d'entre elles, les élèves apportent eux-mêmes leur repas de midi ; dans d'autres, les plus populaires, un paquet-repas est distribué par l'établissement. Il y a un mois, cédant aux sollicitations des familles musulmanes, la municipalité a décidé de banir la viande de porc de ces repas. Cette initiative a provoqué un tollé, mais les autorités ont tenu bon : il n'y a donc plus ni jambon ni saucisson.

C'est un exemple parmi beaucoup d'autres de la prise en compte — plus ou moins explicite, plus ou

moins réussie — d'un phénomène général en Europe occidentale : la proportion croissante d'enfants musulmans dans les écoles. Une croissance qui s'explique, à la fois, par l'arrivée de nouveaux immigrants et par la faible natalité des Européens.

Ainsi, aux Pays-Bas, la proportion d'enfants étrangers à l'école primaire (5,6 % en 1986) et dans le secteur préscolaire (6,9 %) a triplé en dix ans. En Allemagne fédérale, elle a seulement doublé, si l'on peut dire, mais avec des chiffres sensiblement plus élevés : 12,6 % d'étrangers dans le primaire et 18,8 % en maternelle. Bien entendu, tous ces étrangers ne sont pas musulmans, même si la RFA compte une forte majorité de Turcs. Mais, à l'inverse, dans d'autres pays, les statistiques ont tendance à sous-évaluer le phénomène. C'est le cas en France où de nombreux enfants maghrébins sont de nationalité française.

La présence musulmane dans les écoles européennes est d'autant plus sensible qu'elle est géographiquement très concentrée. Dans le quartier de Kreuzberg (Berlin-Ouest), quelques pâtés de maisons comptent jusqu'à 60 % de Turcs. A Soho ou Astor (Birmingham), certaines classes ne comptent plus un seul Anglais de souche. On assiste en effet au même cercle vicieux que dans de grandes villes des Etats-Unis : un quartier « coloré » devient de plus en plus parce que les familles blanches, insatisfaites de l'école, préfèrent déménager. Ainsi, l'institution scolaire, qui était censée être le lieu idéal du brassage et de l'intégration, devient

facteur de concentration et de ségrégation.

Ce processus met du temps à se réaliser. Dans l'intervalle, les conflits se multiplient : s'il y a en Europe peu d'affaires du genre Creil (foulard islamique), on ne compte plus les affaires du genre Montfermeil ou Beaucourt (tentative de barrer l'accès de l'école à des enfants d'immigrés, jugés trop nombreux).

Religion d'Etat ou laïcité

Aucun Etat d'Europe occidentale n'était prêt à prendre durablement en charge une population scolaire musulmane. Aujourd'hui, ils sont tous obligés de s'adapter aux nouvelles formes de l'immigration : ce ne sont plus simplement des travailleurs qui viennent en Europe mais des familles ; et elles ont tendance à s'établir de manière définitive dans le pays d'accueil.

L'Allemagne fédérale, par exemple, refusait de se considérer comme pays d'immigration. Elle n'avait que des « visiteurs » venus y travailler pour une durée provisoire, selon une rotation organisée. Même lorsque le travailleur était rejoint par sa famille, ce principe devait s'appliquer : la scolarisation des enfants turcs visait à maintenir la culture d'origine pour permettre une réintégration au pays. Or, la population turque a tendance à se sédentariser, obligeant les responsables allemands à en tirer les conséquences. Ils oscillent désormais entre une politique d'intégration en RFA et une politique de réintégration au pays.

L'Italie et l'Espagne, elles, se voyaient comme des nations d'émigrants... jusqu'au jour où le mouvement s'est inversé. Quant à la France, qui avait une habitude de l'assimilation des populations étrangères, elle pensait à tort pouvoir intégrer des immigrants musulmans de la même manière que jadis les Italiens et les Polonais.

A deux ans de l'ouverture des frontières de la Communauté, les pays européens sont loin d'avoir la même attitude à l'égard des élèves musulmans. Chacun d'eux réagit en fonction de son histoire, de son tempérament et de sa conception de l'Etat. Ce n'est pas un hasard si l'affaire du foulard islamique a pris tant d'ampleur en France, pays centralisé, où la laïcité est considérée comme l'un des piliers de la République. La situation ne peut être la même ni en Grande-Bretagne où l'anglicanisme est religion d'Etat, ni au Danemark où la classe commence par le chant d'un psalme. Elle ne peut être la même ni en RFA où les différents Länder jouissent d'une grande autonomie en matière d'éducation, ni en Belgique, pays décentralisé, où les citoyens ont une méfiance instinctive envers le gouvernement central.

En 1985, dans une commune près de Rotterdam, l'échevin avait interdit le port du foulard islamique en le déclarant « non hygiénique ». Il avait dû faire marche arrière, et le ministre de l'Education s'était déclaré incompétent. Des affaires semblables ont éclaté ces dernières années dans d'autres pays d'Europe mais elles ne sont jamais allées très loin.



Tout un débat se développe, en revanche, à propos de l'enseignement coranique. Il n'est pas facile de le refuser dans des pays comme la Belgique où d'autres religions sont enseignées à l'école.

Le cas de l'Allemagne est particulièrement intéressant. Dans ce pays, l'enseignement du catholicisme ou du protestantisme est obligatoire, à moins d'une demande écrite des parents. Faut-il dispenser des cours de Coran aux musulmans ? Dans un premier temps, les autorités ont laissé des centres musulmans s'en occuper ; puis elles se sont inquiétées de l'emprise des confréries islamiques — politisées et bien organisées — sur la population turque, en se demandant si le meilleur moyen de la combattre ne serait pas d'enseigner l'islam à l'école. Une expérience timide a été lancée en Rhénanie-Westphalie où un Coran « édulcoré » est enseigné dans certaines classes primaires.

Décentralisation extrême

« L'Allemagne fédérale est un pays où les choses ont le mérite d'être explicites », souligne Riva Kastoryano, chercheur associé à la Fondation nationale des sciences politiques. Les Turcs sont les Turcs — juridiquement et psychologiquement parlant — et les Allemands sont les Allemands. Cela ne facilite

peut-être pas l'intégration mais évite des confusions et des ambiguïtés qui, ailleurs, sont très douloureusement ressenties.

Mais c'est le Royaume-Uni qui, à l'heure actuelle, se distingue le plus du cas français, en raison d'une extrême décentralisation en matière d'éducation — le pouvoir décisionnel appartient aux collectivités locales et aux chefs d'établissement — et en raison d'une forme de réintégration à la société « pluri-culturelle ».

A Birmingham en particulier, où vivent 80 000 musulmans, d'origine pakistanaise ou indienne, le conseil municipal a soumis en 1983 des « recommandations » aux chefs d'établissement. Elles prévoient notamment des salles de prière musulmanes dans les écoles, l'autorisation pour les filles de porter le foulard islamique et le costume traditionnel, de la viande halal dans les cantines, le refus d'enseigner l'éducation sexuelle comme matière à part et la « prise en compte » du point de vue des parents pour la non-participation des filles à la gymnastique, à la danse, à la musique, etc.

On se trouve clairement devant deux modèles : celui, pluriculturel, de Birmingham et celui, intégrateur, que la France tente de préserver. Les pays européens pourront-ils se dispenser de choisir entre l'un ou l'autre ?

ROBERT SOLÉ

A Bruxelles

Sous l'aile de la mosquée

BRUXELLES

de notre correspondant

« C'est une école comme les autres. La seule différence : au lieu des cours de religion catholique ou de morale laïque, les enfants ont deux heures par semaine de cours de religion islamique. » A entendre Anne Ghiste, la toute jeune directrice — « vingt-cinq ans » — de l'école islamique de Bruxelles, on se demande pourquoi la création de cette école, lors de la dernière rentrée scolaire, a soulevé tant de polémiques dans le monde politique du royaume belge « catholique ».

Anne Ghiste est assistée par sept autres institutrices dont trois sont musulmanes. L'idée de créer cette école a vu le jour en 1987, après que les bourgmestres (maires) de deux communes de l'agglomération bruxelloise eurent interdit les cours de religion islamique dans les écoles de leurs circonscriptions. Si cette décision n'a pas surpris de la part de Roger Nols, le bourgmestre de Schaerbeek, célèbre pour ses prises de position extrémistes — il fut le premier homme politique belge à recevoir officiellement Jean-Marie Le Pen, — elle a été plus imprévue de la part du socialiste Charles Piqués, responsable de Saint-Gilles, et qui est devenu depuis le président de l'exécutif de la région bruxelloise.

En 1978, les cours de religion musulmane furent en effet introduits par une loi dans les écoles communales du royaume au même titre que les autres religions ou que la morale laïque pour les non-croyants. L'organisation prout que de ces cours pose vite problème, puisque l'islam ne se reconnaît pas de hiérarchie, les comités prévus par la loi pour l'enseignement islamique ne purent se mettre en place. En fait, l'enseignement dépend du centre islamique et culturel de Belgique, lui-même dépendant de la Ligue islamique mondiale, elle-même dépendante de l'Arabie saoudite...

Le système fonctionne tant bien que mal jusqu'à ce que les deux bourgmestres décident de suspendre les cours de religion islamique. En avril 1988, le ministre responsable leur donne en partie raison estimant qu'une école pouvait « se déclarer incapable » d'organiser ces cours sans violer la loi. Devant cet état de fait, l'imam décide de créer « l'école de la mosquée », dénommée ainsi parce qu'elle est située dans le même bâtiment que la grande mosquée de Bruxelles, la même où l'imam Abdallah Abhal fut assassiné en mars dernier.

En dépit des réactions négatives de nombreux responsables politiques du pays, l'école islamique est en passe de recevoir tous les agréments administratifs nécessaires pour être considérée comme les autres écoles confessionnelles du pays. Et, à ce titre, d'être subventionnée.

« Enseignement plus facile »

Cent quarante enfants environ, dont une grande majorité de Marocains, fréquentent l'établissement. « L'enseignement est plus facile, reconnaît Anne Ghiste, du fait de l'homogénéité relative des élèves. L'an dernier, j'étais dans une école d'Anderlecht où il y avait souvent des problèmes entre enfants immigrants et belges. »

Pour le moment, le très jeune âge de la plupart des écoliers fréquentant l'école permet de... voir certains problèmes. Les enfants font ainsi de la gymnastique tous ensemble et les cours de sciences naturelles « sont limités à la découverte du corps humain, mais sans encore parler de la différenciation sexuelle... ». Quant au port du foulard, « cela dépend des jours », répond Anne Ghiste. Les parents essaient d'y habituer les enfants, mais celles-ci, surtout les plus petites, oublient de temps en temps...

JOSÉ-ALAIN FRALON

A Londres

Dans les ghettos bengalis

LONDRES

de notre correspondant

« Empêcher des jeunes filles d'aller en classe parce qu'elles portent un voile ? » Notre interlocuteur n'en revient pas que la question puisse même se poser. Il suffit d'ailleurs de regarder autour de soi, dans ce quartier du nord-est de Londres, Tower Hamlets, à très forte population immigrée. Plusieurs écoles primaires et secondaires d'Etat sont ici fréquentées presque uniquement par des enfants musulmans originaires du Bangladesh. Le phénomène de constitution de ghettos ethniques, caractéristique des banlieues londonniennes, est encore plus marqué qu'ailleurs. Certains Council flats (l'équivalent approximatif de nos HLM) ne sont habités que par des Bengalis.

Il n'est pas question pour ceux-ci d'envoyer leurs enfants dans une école privée payante, même si l'enseignement public est nettement déficient. Quatre cent trente enfants bengalis n'ont pu être scolarisés, lors de la dernière rentrée à Tower Hamlets, en raison du manque de locaux et d'enseignants. La municipalité a dû faire appel à des instituteurs étrangers, néerlandais et ouest-allemands notamment, qui connaissent suffisamment l'anglais pour remplir leur mission... Autant dire que les problèmes d'intendance passent ici avant les querelles culturelles ou religieuses. Si les jeunes musulmanes veulent porter un voile, ou un foulard, ce n'est pas le directeur de l'établissement qui s'y oppose.

Tower Hamlets est un cas extrême. Mais la même tolérance, conformément aux meilleures traditions britanniques, est de règle dans toutes les écoles dépendant de l'Inner London Education Authority (ILEA), l'organisme qui a la responsabilité de toutes les écoles d'Etat du Grand Londres. Les travailleurs bénéficient d'un pouvoir de fait à la tête de l'ILEA et ils ont eu à cœur de faire bénéficier toutes les minorités de protections considérables. Malheur à l'enseignant venu de si loin...

taine province qui tiendrait un propos considéré comme insultant à l'égard des innombrables minorités ethniques ou religieuses représentées.

Les jeunes musulmans représentent 42 % de la population scolaire à Tower Hamlets, 14 % à Camden et 11 % à Westminster, pour ne citer que quelques quartiers de Londres. En dehors de la capitale, des villes comme Bradford connaissent des proportions encore plus élevées. Le système britannique, très décentralisé, donne un pouvoir considérable aux autorités locales d'éducation, lesquelles reflètent la composition de la population concernée, et comportent donc dans certains cas un nombre appréciable de musulmans.

Cette situation est cependant en pleine évolution. Mme Thatcher a décidé d'abolir l'ILEA, parce que la gauche travailliste y était trop puissante. Ce sera chose faite au printemps prochain. Les autorités éducatives de chacun des douze districts londoniens auront désormais davantage de latitude en matière de règlement intérieur. Seront-elles aussi résolument tolérantes que par le passé, malgré les séquelles de l'affaire Rushdie, envers les jeunes musulmans des deux sexes qui affichent des signes extérieurs de leur appartenance religieuse ?

Les paradoxes ne manquent pas. Certaines écoles de l'Eglise d'Angleterre, situées dans des quartiers désertés, accueillent une forte proportion et parfois une majorité de jeunes musulmans. Ceux-ci ne reçoivent, par consentement tacite, aucune éducation religieuse anglicane. La même remarque vaut dans les écoles catholiques où la règle est cependant de ne pas dépasser 20 % de non-baptisés. La grande querelle est à venir. Elle concerne la demande, soutenue par le parti travailliste, que des écoles confessionnelles musulmanes puissent être à l'avenir financées et entretenues par l'Etat, comme c'est le cas actuellement pour certains établissements chrétiens et juifs.

DOMINIQUE DHOMBRES



11693
BUBIGNY

FOUNDAION
FRANCE-USA

MOZART/SELLARS

DON GIOVANNI 13-27 NOV.
LE NOZZE DI FIGARO 10-23 DEC.

Conseil Général de la Seine-Saint Denis - Conseil Régional d'Ile de France (Opéra de la France) - Bicentenaire de la Révolution Française - Alpha Fnac - Hôtels Ibis - Havas HDM - Air France

LOCATION OUVERTE 48 31 11 45

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

La fin de l'assemblée plénière de Lourdes

Les évêques élaborent un catéchisme pour adultes

L'assemblée plénière qui s'achève est l'une des plus serotines que nous ayons connues, a déclaré à Lourdes, lundi 30 octobre, Mgr Decourtray, président, en clôture des travaux annuels de la conférence épiscopale. Cette assemblée restera marquée par l'engagement de plusieurs dossiers importants (catéchisme pour adultes, paroisses), par la visite de M. Jacques Delors, président de la commission européenne (Le Monde daté 29-30 octobre) et par les commentaires sur l'affaire du voile et l'avenir de la laïcité.

LOURDES
de notre envoyé spécial

La seule décision concrète adoptée par les évêques à Lourdes a été la création d'un Conseil national de la solidarité, qui aura pour principale fonction d'harmoniser les actions des différents organismes caritatifs de l'Eglise de France. Il sera présidé par Mgr Jacques David, évêque de La Rochelle. Longue et préparée par l'adoption d'une charte commune de la solidarité et par une phase d'expérimentation qui a duré un an, cette décision devrait mettre fin à des années de tension entre, notamment, le Secours catholique et le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCCFD), qui, à eux deux, attirent le plus gros de l'aide des catholiques de France.

Le conflit portait sur la destination des sommes recueillies, la nature des projets soutenus et les relations à établir avec les évêques des pays aidés. Elle avait alimenté une polémique à propos du CCCFD, soupçonné de faire cavalier seul, de passer au-dessus des hiérarchies locales, de sortir de sa vocation humanitaire pour soutenir des organisations syndicales ou politiques actives dans les luttes de libération du tiers-monde. Un livre vient de sortir qui fait justice d'accusations reprises dans les milieux et la presse de la droite française (1).

« On a dépassé les querelles », se sont félicités les évêques après leurs votes. Mais ils n'ont pas vraiment déterminé la vocation du nouveau Conseil national de la solidarité : s'agit-il d'un organisme de « concertation » ou de « coordination » des organismes caritatifs de l'Eglise ? L'avenir le dira. L'objectif était d'abord, semble-t-il, de remobiliser les fidèles pour les actions caritatives et missionnaires.

Le plus gros travail de l'assemblée plénière, accompli à huis clos, a été consacré à la préparation d'un « Exposé complet et organique de la foi », une sorte de catéchisme pour adultes, analogue à celui qui existe déjà en Allemagne et en Belgique par exemple. Il s'agit d'un ouvrage principalement destiné aux catéchistes (plus de deux cent mille dans l'Eglise de France), capable aussi de répondre aux besoins de formation des parents et plus généralement des adultes.

Le travail de rédaction a été confié à la commission épiscopale de l'enseignement religieux, pré-

sidé par Mgr Pierre Plateau, archevêque de Bourges, qui, depuis le mois de mai, a reçu des évêques et des congrégations romaines compétentes plusieurs milliers d'amendements. Après d'autres navettes, ce catéchisme pour adultes devrait être terminé à la fin de l'année prochaine. Mais son élaboration se fait dans un climat beaucoup plus serein que celui qui avait précédé, en 1985 et 1986, la nouvelle rédaction, imposée par le Vatican, de *Pièces vivantes*, le principal outil de la catéchèse française.

Redécouverte des paroisses

Un autre travail de longue haleine a été amorcé par les évêques, qui ont échangé leurs expériences sur le redécouverte des paroisses. Depuis 1965, c'est la première fois que les évêques se penchent sur le thème de la paroisse, qui est pourtant la cellule de base de la vie de l'Eglise locale. Ce recensement correspond à des mouvements de fond de la société, qui bouleversent le tissu paroissial traditionnel : désertification du monde rural, construction de quartiers nouveaux dans les grandes villes, mutation des modes de vie urbains, crise du recrutement des prêtres, etc.

Il y a un trop-plein de clochers dans des régions rurales déchristianisées ou dans certaines banlieues nouvelles, mais d'autres quartiers en manquent. Comment regrouper les fidèles, remodeler la carte des paroisses, sans provoquer des déséquilibres, y compris sociaux ?

L'assemblée de Lourdes s'est interrogée sur les chances de réussite d'une telle mutation de la géo-

graphie paroissiale, qui ressemble aux efforts, plus ou moins couronnés de succès, de regroupement des communes. Présentant l'Eglise comme un « lieu d'inventivité sociale », le cardinal Lustiger s'est montré optimiste : « Notre modèle reste celui de la France rurale du dix-neuvième siècle, qui comptait quarante-cinq mille communes. Alors le clergé était exclusivement rural. Mais les temps ont changé : aujourd'hui, les vocations sont urbaines, et le clergé est mieux formé. » Ce dossier sera plus complètement examiné l'an prochain.

Une « assemblée serotine », a commenté Mgr Decourtray. Les thèmes délicats n'ont pas fait l'objet de vrais débats, comme par exemple l'image de l'Eglise, ou la contestation montante de militants de gauche soucieux de plus de dialogue — les vingt-cinq mille signataires de l'« Appel au dialogue de Témoignage chrétien » (Le Monde du 24 octobre) — ou encore l'affaire Gaillot, à peine évoquée. Une lettre a été lue de Mgr Michel Coppenrath, évêque de Papeete, se plaignant de ne pas avoir été informé de la présence de Mgr Gaillot, évêque d'Evreux, à une récente manifestation antinucléaire dans le Pacifique. Le « cas Gaillot » est jugé « douloureux » par certains évêques : « Au silence constant de l'intéressé, dit en privé l'un d'entre eux, répond le silence gêné des autres. »

HENRI TINCQ

(1) *Les Risques de la solidarité*, de Bernard Holzer, secrétaire général du CCCFD, en collaboration avec Frédéric Lenoir. Fayard, 242 p., 85 F.

CATASTROPHES

Vingt-trois morts dans le séisme en Algérie

Suite de la première page

Au moins vingt-trois morts et près de trois cents blessés étaient dénombrés dans la matinée du 30 octobre. Plusieurs maisons et bâtiments se seraient effondrés à Cherchell même ensevelissant leurs occupants.

D'importants dégâts étaient signalés à Tipasa et à Hadjout, un peu plus à l'intérieur des terres. A Nador, sur le versant sud du mont Chenoua, une ancienne bâtisse coloniale s'est écroulée sur la famille qui l'occupait, tuant cinq personnes. Le peintre Georges Lepoittevin et sa compagne, l'écrivain Marie-Joséphine, ont été blessés dans l'effondrement de leur maison à Tipasa-Plage. A Alger, aucune victime n'était signalée. Mais les services de la protection civile sont intervenus une quarantaine de fois, notamment pour des effondrements, des feux d'appartements, une explosion de gaz. Le premier ministre, M. Mouloud Hamrouche, s'est rendu sur les lieux du drame, dans la wilaya de Tipasa.

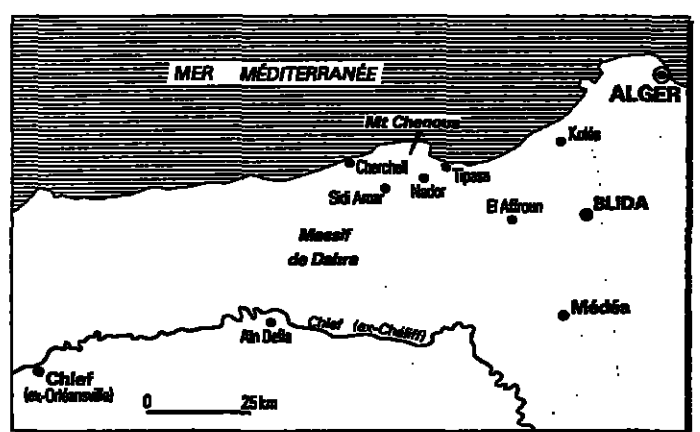
Il y a un an, presque jour pour jour, le 31 octobre 1988, la terre avait déjà tremblé dans la même région. La secousse de 6,9 qui avait fait 5,4 avait fait une soixan-

taine de blessés et d'importants dégâts matériels dans les wilayas de Blida, Médéa, Ain-Defla et Tipasa. Elle avait été très fortement ressentie dans la capitale. Deux répliques de magnitude de 3,6 et de 4 avaient été enregistrées au cours des dix jours suivants, juste avant qu'une autre secousse de magnitude de 4,4 survienne dans la nuit du 14 novembre.

2 500 morts en 1980

Auparavant, un tremblement de terre avait fait un mort, sept blessés et un millier de sans-abri, le 26 janvier 1987, dans la région de Chlef, — ex-EI Asnam et ex-Orléansville quasiment détruite le 10 octobre 1980 par un séisme de magnitude de 7,3. Cette catastrophe avait, officiellement, fait plus de 2 500 morts, plusieurs milliers de blessés, et laissé près d'un demi-million de personnes sans abri, le 9 septembre 1984, lorsque la ville s'appelait encore Orléansville, elle avait été partiellement détruite par un séisme de magnitude de 6,9 qui avait tué 1 243 personnes.

FRÉDÉRIC FRITSCHER



La montée inexorable de l'Afrique vers le Nord

Pour la troisième fois en trente-cinq ans, le nord de l'Algérie a été secoué, le 27 octobre, par un tremblement de terre. Le 9 septembre 1954, Orléansville subissait un séisme de magnitude de 6,9 (mille deux cent quarante-trois morts et quinze mille blessés) ; la même région tremblait le 10 octobre 1980 (entre-temps, la ville était devenue El Asnam) ; la secousse de magnitude de 7,3 avait tué trois mille cinq cents personnes.

D'après les premiers calculs de l'Institut de physique du globe de Paris, le séisme qui s'est produit le 27 octobre

avait une magnitude de 5,7 et sa première réplique (qui s'est manifestée quinze minutes après) une magnitude de 4,6. L'épicentre semble être situé un peu au nord-ouest de Blida, c'est-à-dire sur un des accidents tectoniques qui, d'Agadir (Maroc), elle aussi détruite par un séisme en 1960) au nord de la Tunisie en passant par Chlef (ex-EI Asnam), marquent une compression. Cette compression est due à la « montée » inexorable, au rythme moyen de 1,5 centimètre par an, de la plaque Afrique vers la plaque Eurasie.

Y. R.

Selon les experts

Panne et erreur humaine à l'origine de l'accident du Fokker de la TAT

L'accident du Fokker Nancy-Paris de la compagnie TAT, qui s'est écrasé le 4 mars 1988, en causant la mort de vingt-trois personnes, fait à la fois à une panne et à une erreur humaine, selon le rapport des experts remis, samedi 28 octobre, au juge d'instruction de Melun (Seine-et-Marne).

Le rapport souligne une « panne du convertisseur en fonctionnement », à laquelle « l'équipage, occupé par ailleurs, n'a pu remédier immédiatement ». La panne a

entraîné une « coupure du courant alternatif », qui a déconnecté le pilote automatique et supprimé les informations d'altitude sur la planche de bord. Mais il y a eu aussi « erreur humaine » : le pilote était en conversation pendant la vol, avec un passager qu'il avait admis dans le poste de pilotage, conformément à « ses prérogatives réglementaires », mais il lui a consacré un temps excessif, constatant ainsi les difficultés avec retard.

Le rapport écarte « d'éventuelles anomalies des conditions d'utilisation technique des avions exploités par la TAT ». Cependant, il note que « l'avion ne possédait pas d'équipement d'altitude de secours alimenté séparément », ni d'alarme signalant l'arrêt du pilote automatique. Après l'accident, la compagnie a équipé tous ses appareils du premier et l'administration a rendu obligatoire la seconde.

□ Accident d'avion à Hawaï. — L'épave et les corps des passagers d'un avion disparu samedi 28 octobre dans les îles Hawaï, ont été retrouvés dimanche 29 : il ne semble pas y avoir de survivants. L'appareil, de la compagnie Aloha Islandair, qui avait décollé de l'île de Maui à destination de celle de Molokai avec dix-huit passagers et deux membres d'équipage, n'était pas arrivé à destination et aucun appel de détresse n'a été capté. — (AFP.)

LES CATHOLIQUES FRANÇAIS ET L'HÉRITAGE DE 1789

D'un centenaire à l'autre 1789-1989

ACTES DU COLLOQUE du Bicentenaire de la Révolution Française

Institut Catholique

Tous réunis sous la direction de PIERRE COLIN

BB

17

416 pages 150 FF

BEAUCHESNE 72, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

DÉFENSE

Opposé à l'achat d'avions F-18

M. Boucheron (PS) accuse la marine de vouloir torpiller le Rafale

Intervenant dans le débat sur le remplacement éventuel, par des F-18, des avions Crusader sur le Foch et le Clemenceau, le président de la Commission de la défense à l'Assemblée nationale, M. Jean-Michel Boucheron (PS, Ile-et-Vilaine) accuse en substance la marine nationale de chercher à torpiller le projet du Rafale naval en acceptant de voler sur des appareils « achetés dans les surplus américains ».

M. Boucheron, qui est un proche du ministre de la défense, a exprimé cette critique lors de l'examen, le 26 octobre, par la commission qu'il préside, du projet de budget de la marine pour 1990. Son accusation vient quelques jours après la publication d'un article (Le Monde du 21 octobre) du vice-amiral d'escadre Yves Goueil, major général de la marine, qui préconise l'achat de F-18 d'occasion aux Etats-Unis pour remplacer des Crusader d'origine américaine.

L'objet du débat est déjà connu dans ses grandes lignes. Les Crusader, qui servent à la défense aérienne des porte-avions français, et les Etendard IV-P, qui effectuent des missions de reconnaissance pour le groupe aéronaval, sont à bout de souffle en 1993. Le Rafale, dans sa version embarquée, qui doit les remplacer, ainsi qu'il succédera aux avions d'attaque Super-Etendard après l'an 2004, ne sera prêt avant juillet 1998, au plus tôt, dans les flottilles opérationnelles. Dès que le Foch et le Clemenceau, puis leur successeur, le Charles-de-Gaulle, ne peuvent se dispenser d'avions de défense aérienne à la mer, la marine propose, en attendant l'arrivée du Rafale, d'acheter quinze avions F-18 à la marine américaine. Il s'agit d'une solution provisoire, à laquelle on oppose une formule nationale, qui consisterait à prolonger momentanément l'existence des Crusader en les rénovant sur le standard des Mirage F-1 de l'armée de l'air française.

Selon M. Boucheron, il y aurait une différence de coûts de 3 milliards de francs entre les deux options : la modernisation des Crusader est estimée par lui à 1,2 milliard de francs, quand l'acquisition des F-18 et celle de leur armement sont évaluées respectivement à 3,2 et à 1,1 milliards de francs. Le président de la commission reconnaît cependant que les Etats-Unis pour-

raient consentir des rebais « substantiels » dès lors qu'ils voudraient encourager la vente à la France de leur avion F-18, le principal rival du Rafale à l'exportation.

Ces chiffres sont contestés par l'état-major de la marine, qui, tenant compte de l'envirement (munitions, pièces de rechange et banc d'essai), considère que la modernisation des Crusader revient à 1 810 millions de francs pour un avion qui n'est pas adapté à la défense aérienne à basse alti-

tude, lorsque l'achat des F-18 atteint 3 735 millions de francs. Au-delà de ces différences de calcul, le président de la commission s'est surtout étonné, devant ses collègues, que la marine ose présenter le recours aux matériels américains comme une solution provisoire. Selon lui, les sommes consacrées aux F-18 viendraient à manquer ensuite à la part de la marine dans le financement de la version navale du Rafale, dont les études seraient nécessairement abandonnées au détriment des

entreprises françaises qui y sont associées. Rappelant que les Crusader avaient déjà été achetés en 1965 aux Etats-Unis, M. Boucheron a expliqué : « Il ne doit pas y avoir de fatalité pour l'aéronavale française de voler sur des appareils étrangers, achetés dans des surplus américains. »

Ce terme de « surplus », habituellement employé pour décrire des matériels déclassés, voire usagés, a d'autant plus surpris de nombreux marins que le délégué général pour l'armement, M. Yves Sillard, qui a également voté au chapitre dans cette affaire, considère au contraire que les F-18 proposés par les Américains sont presque neufs, avec 4 000 heures de potentiel de vol. Il s'est préféré, convient-il en privé, pouvoir acquérir des avions moins chers, à 1 900 heures de potentiel. C'est une suggestion que rejette la marine dont chaque Crusader fait 900 heures de vol par an et par appareil.

Un rapport interne à la délégation générale pour l'armement (DGA), qui date du début de cette année et qui avait été commandé par le ministre de la défense, déconseille de prolonger — sans les moderniser — les Crusader, et il exprime des réserves sur la rentabilité de cette même rénovation dans la mesure où elle conduirait à des dépassements de devis (estimés à 1 755 millions de francs pour seulement douze appareils en ligne) et à déployer des avions aux performances dépassées.

Mais, c'est de toute évidence l'accusation de vouloir porter un coup fatal au programme Rafale qui émeut le plus les marins. Pour disposer de quatre-vingt-six exemplaires de la version embarquée de l'avion conçu par Dassault et destiné à relever les Super-Etendard après l'an 2000, la marine s'est engagée à participer, à hauteur de 20 %, au développement du Rafale. Entre 1986 et 1989, elle y a consacré 958 millions de francs quand l'armée de l'air, pour ses deux cent cinquante exemplaires prévus, a alloué 3 548 millions de francs. Entre 1990 et 1993, la marine attribuera 1 536 millions de francs supplémentaires au développement du Rafale.

Le débat Crusader — F-18 ne devrait pas être tranché avant la fin de 1991. D'ici là, un Crusader de la marine subira des expertises (pour 51 millions de francs) et le Foch devra expérimentier deux F-18 prêtés par la marine américaine.

JACQUES ISNARD

Un programme estimé à 139 milliards de francs

A combien peut être estimé le coût du programme Rafale si, aux quatre-vingt-six exemplaires destinés à l'Aéronavale (naves pour remplacer les Crusader d'interception, les Etendard IV-P de reconnaissance photographique et les Super-Etendard d'attaque, on ajoute les deux cent cinquante avions que l'armée de l'air envisage de commander dans un premier temps ?

La réponse est difficile à donner, compte tenu du fait que le date de mise en service du Rafale (entre 1997, pour la version « air », et 1998 pour la version « marine ») reste élogne.

Des estimations, non publiées, de sources parlementaires font état d'un coût global de 138,8 milliards de francs aux conditions économiques de 1989 et de 149,8 milliards de francs si on extrapole aux conditions de 1990.

Aux conditions économiques de 1989, le développement du programme (cellule de l'avion, systèmes de bord, adaptation du réacteur et réacteur lui-même) pour les deux versions du Rafale est évalué à 34 290 millions de francs. A cette somme, qui requiert un engagement de l'armée de l'air (à hauteur de 80 %) et de la marine (à hauteur de 20 % restante), il faut ajouter 13,4 milliards de francs de dépenses d'industrialisation. Le coût de la production des trois cent trente-sept avions de série est estimé à 67 536 millions de francs et l'environne-

ment logistique (pièces de rechange et bancs d'essai) est évalué à 23,8 milliards de francs. Ce qui représente une addition globale de 138 828 millions de francs (1989) et de 149,8 milliards de francs aux conditions de 1990.

Sur ce total, la part financée par l'Etat est de 75 %, le reste relevant d'une participation des industriels engagés dans le programme et de coproducteurs européens éventuels.

Aux mêmes conditions économiques de 1989 et sur la base d'une série de cent avions, le coût moyen d'un Rafale est de l'ordre de 265 millions de francs. Cette évaluation toute théorique est à rapprocher du fait que, dans les mêmes circonstances, le coût moyen d'un Mirage 2000 actuel est de 165 millions de francs environ. Si la France devait, comme c'est probable, produire une série de 600 exemplaires dans la mesure où, pour l'armée de l'air, le Rafale sera un avion polyvalent destiné à remplacer les Mirage et Jaguar aujourd'hui en service, le coût moyen passerait à 201 millions de francs, toujours aux conditions économiques de 1989.

Le Rafale sera proposé à l'exportation. De source parlementaire, on considère que, dans ces circonstances, le coût moyen d'un avion, calculé sur une série de mille exemplaires, devrait être de 187 millions de francs (1989).

Syndicat des avocats

Le syndicat des avocats de France a décidé de se retirer de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, après avoir refusé de signer une déclaration de soutien au projet de loi relatif à la défense.

Le syndicat des avocats de France a décidé de se retirer de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, après avoir refusé de signer une déclaration de soutien au projet de loi relatif à la défense.

Le syndicat des avocats de France a décidé de se retirer de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, après avoir refusé de signer une déclaration de soutien au projet de loi relatif à la défense.

Le syndicat des avocats de France a décidé de se retirer de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, après avoir refusé de signer une déclaration de soutien au projet de loi relatif à la défense.

Le syndicat des avocats de France a décidé de se retirer de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, après avoir refusé de signer une déclaration de soutien au projet de loi relatif à la défense.

Le syndicat des avocats de France a décidé de se retirer de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, après avoir refusé de signer une déclaration de soutien au projet de loi relatif à la défense.

Le syndicat des avocats de France a décidé de se retirer de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, après avoir refusé de signer une déclaration de soutien au projet de loi relatif à la défense.

Le syndicat des avocats de France a décidé de se retirer de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, après avoir refusé de signer une déclaration de soutien au projet de loi relatif à la défense.

Le syndicat des avocats de France a décidé de se retirer de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, après avoir refusé de signer une déclaration de soutien au projet de loi relatif à la défense.

Le syndicat des avocats de France a décidé de se retirer de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, après avoir refusé de signer une déclaration de soutien au projet de loi relatif à la défense.

Le syndicat des avocats de France a décidé de se retirer de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, après avoir refusé de signer une déclaration de soutien au projet de loi relatif à la défense.

Le syndicat des avocats de France a décidé de se retirer de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, après avoir refusé de signer une déclaration de soutien au projet de loi relatif à la défense.

Le syndicat des avocats de France a décidé de se retirer de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, après avoir refusé de signer une déclaration de soutien au projet de loi relatif à la défense.

SOCIÉTÉ

Réuni en congrès à Paris

Le Syndicat des avocats de France appelle à la grève de l'aide judiciaire

Réunis à Paris les 27, 28 et 29 octobre pour leur seizième congrès, les avocats du Syndicat des avocats de France (SAF-gauche) ont longuement débattu du projet de réforme des professions judiciaires et juridiques qui fait actuellement l'objet de discussions entre plusieurs ministères. Ils ont aussi — alors que le barreau de Nantes a voté à l'unanimité le principe d'une grève de l'aide légale à partir du 2 novembre — appelé l'ensemble de leurs confrères du syndicat à déclencher la grève de l'aide judiciaire et des commissions d'office pour obtenir la réforme d'un système qui, non seulement devient une charge trop lourde pour leurs cabinets, mais ne garantit pas l'accès des plus démunis à une justice honorable.

Aucun ministre ne s'est, cette année, déplacé pour le congrès du SAF. C'est dommage, si l'on se rappelle les étonnantes qu'avait produites la rencontre chimiquement explosive de MM. Arpaillange et Chassagne, l'année précédente, à Clermont-Ferrand. Le second avait annoncé le budget du premier sans l'avoir préparé et associé quelques petites phrases assassines dont il a le talent. Mais M. Pierre Arpaillange était, nous a-t-on dit, retenu à Bonn et M. Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation, n'avait pas trouvé mieux que de donner rendez-vous à la présidente du SAF, M. Sylviane Mercier, le matin même de l'ouverture du congrès... à son ministère. N'étant pas douée du don d'ubiquité, celle-ci préféra jouer son rôle de présidente à la tribune.

L'absence des ministres était d'autant plus regrettable que le premier sujet de discussion abordé par le SAF — la réforme des professions judiciaires et juridiques — aurait sans doute avancé un peu si

les deux ministres, dont les positions ont du mal à s'harmoniser, avaient pu s'en expliquer. Car l'avant-projet de loi issu du rapport de M. Dominique Saint Pierre (le Monde du 4 juillet) fait l'objet de fébriles discussions.

Décomposée en deux parties — la fusion des professions d'avocat et de conseiller juridique en une « grande profession », et la réglementation de l'exercice du droit, qui vise non à renforcer un monopole, mais — de même que l'exercice de la médecine est de préférence réservé à des gens compétents et formés à cette discipline — à protéger les justiciables

de margoulin ou d'ignorants qui vendent du conseil juridique sans discernement.

Ce deuxième volet ne séduit apparemment ni M. Neiertz ni les responsables des affaires européennes qui y voient une atteinte au libéralisme et trouvent qu'il n'est pas opportun de renforcer des corporatismes au moment où l'Europe cherche à s'ouvrir et à favoriser les échanges.

Mais au-delà des arbitrages difficiles qui se discutent actuellement entre différents ministères, au sein même du SAF, les discussions ont souvent été vives. Si M. Sylviane Mercier, président sortant (1), a expliqué qu'il fallait

soutenir ce texte et ne pas être « systématiquement opposé », et si elle paraissait assez largement suivie par une bonne partie du congrès, des oppositions, émanant pour la plupart des « anciens » du SAF, se sont exprimées.

Civiles et divergences

Certains proclamaient ainsi que l'âme de ce syndicat sacré à gauche se perdrait si l'on se satisfaisait d'un texte perçu comme favorisant les avocats des entreprises et les

affaires (les avocats du juridique) au détriment des avocats du judiciaire, ces défenseurs des individus et des pauvres. On se perdait un peu dans ces clivages tant les divergences semblaient, en fait, dictées par des intérêts personnels ou des fautes internes au syndicat : la « vieille garde », celle qui, en 1972, sur un fonds très communisant, avait créé le SAF, cherchait, sans vraiment le dissimuler, à déstabiliser l'actuelle direction du syndicat. On en vint même à donner la consigne de rayer le nom de la présidente sortante lors des élections au conseil syndical.

Finalement, le congrès accueillait un texte de compromis

reconnaissant le principe que la réforme était « admise » sous réserve que plusieurs conditions fussent satisfaites, notamment le maintien du titre d'avocat et la non-adoption de celui d'avocat-conseil juridique, comme le prévoit la réforme.

Le deuxième grand débat concernait l'aide légale. Suivant le travail préparatoire considérable qui s'est déroulé toute l'année dernière, dans tous les barreaux de France, et qui est destiné à évaluer le poids de cette aide indispensable aux plus démunis, ridiculement mal payés et par conséquent discriminés, les avocats du SAF, suivant l'exemple de leurs confrères de Nantes (voir l'encadré), ont appelé l'ensemble de leurs adhérents à décider sans délai le principe de la grève de l'aide légale et à en mettre au point les modalités avec leurs barreaux.

M. Noël Lenoir, directeur de cabinet du garde des sceaux, ne les a, en effet, pas rassurés en affirmant que le ministère était conscient de la nécessité, non pas d'un replâtrage de l'aide légale, mais d'une réforme en profondeur d'un système qui n'offre plus à tous les citoyens la possibilité d'être défendus de manière équitable.

Lassés d'attendre encore et toujours, et peu convaincus des promesses répétées depuis plusieurs années — depuis M. Robert Badinter, la question de l'aide légale a paru laissée en friche. — les avocats du SAF, que la grève n'enchante pas car elle va à l'encontre de leurs principes, se sont donc résolus à cette action spectaculaire. Mais ils sont bien conscients de ce que leur projet sera difficile à réaliser, notamment pour les jeunes avocats dont les cabinets, souvent plus par force que par goût, supportent massivement la charge de l'aide légale.

AGATHE LOGEART

(1) Le congrès a élu un nouveau conseil syndical de quatre-vingt membres, qui élira, le 2 décembre, son bureau et son président. Celui-ci devrait être M. Marc-Antoine Guillaumet, ancien bâtonnier de Rouen.

A Nantes, un tribunal « hors service »

Les avocats nantais — fers de lance de la rébellion sur l'aide légale au sein de leur syndicat — ont pris le temps et se sont donné les moyens de mettre au point un protocole de grève de l'aide légale, dont ils espèrent qu'il fera bouillir de neige dans tous les bureaux de France. Déjà, le 17 avril dernier (le Monde du 20 avril), une journée nationale de grève avait été organisée : parce que comme une sonnette d'alarme, elle avait été inégalement suivie et n'avait guère eu d'effets. Jusqu'ici le ministère de la justice, embarrasé par ce dossier complexe, a seulement pu obtenir la réduction de 5 % de la rémunération de la commission d'office et a demandé au premier ministre de saisir la section du rapport et des études du Conseil d'Etat pour qu'elle réfléchisse à la question. Le Conseil d'Etat n'a pas encore commencé ses travaux.

A Nantes, on a le sentiment qu'il n'est plus possible d'attendre. Le poids de l'aide légale — l'aide judiciaire accordée à ceux dont les revenus ne dépassent

pas 3 465 F par mois et par la commission d'offices de défenseurs aux plus démunis qui en font la demande — devient, estiment ces avocats, impossible à supporter. Un chiffre précis a été établi. Pour l'ensemble du barreau nantais — 148 avocats — le manque à gagner est considérable : il est chiffré à près de 5 millions de francs à l'échelon du tribunal de grande instance, 380 700 F à celui du tribunal d'instance et plus de 3 millions de francs pour ce qui concerne les commissions d'office. L'avocat qui a le plus grand nombre de dossiers d'aide judiciaire en 1988 — 47 devant le tribunal de grande instance — a calculé que, par rapport au barème indicatif de l'Ordre, il a subi un manque à gagner de... 155 655 F.

A Nantes, une moitié du barreau a assumé 10 % de l'aide légale, l'autre moitié a pris en charge 90 % de ces dossiers très particuliers et si mal rémunérés. Il ne peut plus dans ces conditions y avoir de défense décente. Aussi, la section nantaise du SAF a-t-elle demandé à

son bâtonnier, M. Michel Tulpier, et à l'assemblée générale de l'Ordre, le 2 octobre, de se prononcer sur la grève totale de l'aide légale. A l'unanimité, l'assemblée générale a approuvé cette grève. Des formulaires types expliquant la situation aux justiciables et aux magistrats ont été mis au point. Cependant, une commission d'urgence permettra — notamment pour les cas où la détention est en jeu — de ne pas laisser les justiciables sans défense.

« Une cour des miracles »

Parallèlement, les avocats dénoncent l'état de « sinistre » dans lequel se trouve leur tribunal. Le tribunal de grande instance de Nantes, composé de six chambres, est répertorié « hors classe » ; il est, écrivent les avocats, en réalité « hors service » : « Quinze magistrats doivent actuellement faire fonctionner trois chambres civiles et trois chambres pénales, dont cinq sont collégiales. C'est-à-dire formées de trois juges. » Ils doi-

vent, en outre, assurer les postes de juge aux affaires matrimoniales, juge d'instance, juge de l'expropriation, de l'application des peines, des référés, etc. « Six postes ne sont pas pourvus, les magistrats en congé maladie ne sont pas remplacés. » « Le palais de justice n'est plus qu'une cour des miracles, et l'espérance de se voir rendre justice un vain mot », estiment ces avocats.

Aussi ont-ils décidé, là encore à l'unanimité de l'assemblée générale de l'Ordre, d'exiger, à partir du 2 novembre, de plaider devant une formation collégiale et non devant un juge unique comme les y autorise l'article 804 du nouveau code de procédure civile. Cela devrait conduire à la paralysie du tribunal. Pour les avocats nantais, la dégradation de la qualité de la défense justifie cette démarche pour « démontrer que, lorsque les justiciables exigent seulement du service public qu'il fonctionne normalement, la justice à Nantes ne peut plus être rendue. »

Ag. L.

L'affaire Touvier et le démenti de M. Pierre Arpaillange

Histoire d'une grâce

La chancellerie a réagi, samedi 28 octobre, aux questions posées dans l'ouvrage publié par nos deux collaborateurs, Laurent Goussier et Daniel Schneidermann (1), concernant l'attitude en 1971 de M. Pierre Arpaillange, alors directeur des affaires criminelles, lors de la grâce présidentielle accordée à l'ancien milicien Paul Touvier. « Il a toujours, tant par écrit qu'oralement, émis un avis défavorable (...) aux recours en grâce formés en faveur de Paul Touvier », assure le ministère de la justice. A l'appui de ces affirmations, le quotidien *Libération* publie, lundi 30 octobre, une note manuscrite de M. Arpaillange, datée du 3 février 1971, concluant au rejet de la grâce de Touvier.

« Touvier ? Douze balles dans la peau ! » Prétée au général de Gaulle, la réplique se voulait définitive.

Condamné à mort par contumace en 1946 et en 1947 — respectivement pour trahison et intelligence avec l'ennemi — Paul Touvier, pluri-élu de préférence comme bien d'autres collaborateurs, l'exil à l'étranger, a choisi de se consacrer à une grande cause : sa réhabilitation. Dès 1957, sa rencontre avec Mgr Charles Duquaire, secrétaire particulier du cardinal Gerlier, archevêque de Lyon, va jouer un rôle déterminant.

Cet ecclésiastique sera son principal soutien tout au long des interminables années de sollicitations et de relances. Rien d'extraordinaire à cela : chanoines et monsignori font souvent fonction d'intercesseurs en faveur des condamnés. Mais Mgr Duquaire se distingue par son ardeur, habité qu'il est par la défense de « Monsieur Paul ».

Tandis que Touvier vit cloîtré à Chambéry, il collationne les rares témoignages favorables à son pro-

tégé. C'est lui qui lève une véritable armée de témoins de moralité. Il s'efforce de faire élire Edouard Michelet, garde des sceaux, profondément catholique, obsédé de « réconciliation nationale ». Ce dernier recule pourtant devant le cas Touvier. « L'intéressé ayant été condamné pour avoir exposé, ou tenté d'exposer, autrui à des tortures, à la déportation ou à la mort », selon ses termes.

Il en faudrait davantage à Touvier et à son intercesseur pour que leur travail de lobbying. Avant de s'éteindre en 1965, Mgr Gerlier, primat des Gaules, intervient notamment auprès du secrétaire de l'épiscopat de France : « J'approuve tout ce qu'écrit Mgr Duquaire, en souhaitant moi-même qu'une mesure de clémence, vraiment très désirable, puisse intervenir. »

La promotion de Mgr Duquaire

En dépit de ces appuis, les recours de Touvier vont rester lettre morte. Il doit attendre jusqu'en 1967 pour que la prescription lève, de plein droit, ses condamnations à mort. Le voici libre sans avoir jamais connu la prison. Seules trois peines accessoires pèsent encore sur lui : la confiscation de ses biens, de nombreuses interdictions de séjour et enfin la dégradation nationale. Mais la prescription ne lui suffit pas. Certains de l'innocence de son protégé, Mgr Duquaire entame la dernière manche de son combat. C'est une grâce présidentielle qu'il veut désormais arracher. Deux éléments vont le servir : l'élection à la présidence, en 1969, de Georges Pompidou et le fait que, entre-temps, il soit devenu secrétaire particulier de Mgr Villot, secrétaire d'Etat de Paul VI, c'est-à-dire numéro deux du Vatican.

Lorsqu'il rencontre, pour la première fois M. Pierre Arpaillange, alors directeur des affaires criminelles et des grâces à la chancellerie, il laisse à penser que tout le Vatican est derrière lui. Le 14 avril 1970, ayant étudié tout le dossier Touvier, Pierre Arpaillange lui écrit une longue lettre où il détaille la situation juridique de l'ancien mili-

cion, lui indiquant que quatre arrêts d'interdiction de séjour visent son protégé : « (...) Il semble que ces arrêts n'aient pas encore été notifiés, et faire instruire le dernier recours (en grâce) que vous m'avez adressé risque d'alerter les autorités, qui mettront alors à exécution ces mesures, indique-t-il. » Aussi, je me demande s'il ne serait pas préférable que, dans un premier temps et avant que je ne fasse instruire ce recours, vous demandiez pour M. Touvier au ministre de l'Intérieur soit la suspension de l'exécution de ces arrêts, soit une autorisation de séjour, en application des dispositions des articles 46, 47 du code pénal. Voulez-vous me tenir au courant de ce que vous comptez faire ? Je ne fais rien dans l'attente de votre réponse. »

Rejet d'un recours

Sans nul doute, Charles Duquaire et Paul Touvier se

conforment-ils fidèlement à ces conseils. Toujours est-il que l'étude du recours se poursuit. Mais le rapport commandé par le Cour de sûreté de l'Etat au commissaire Jacques Delarue et remis en juin 1970 est très défavorable à Touvier, synthétisant pour la première fois les crimes et délits qui lui sont reprochés.

Se rangeant à l'avis du commissaire Delarue, le ministre de la justice décide, l'année suivante, de rejeter le recours en grâce de Touvier. Ce refus est notifié à Mgr Duquaire dans une lettre que lui adresse, le 17 mars 1971, Pierre Arpaillange. Dans ce courrier, celui-ci assure « regretter vivement » cette décision. Quel fut alors l'avis personnel de M. Arpaillange ? « Il a toujours, tant par écrit qu'oralement, émis un avis défavorable à ces recours », assure le communiqué publié le 28 octobre par la chancellerie. A l'appui de cette affirmation, un document

Le communiqué de la chancellerie

Voici le texte intégral du communiqué publié samedi 28 octobre par la chancellerie :

« Deux journalistes ont insinué que Pierre Arpaillange aurait joué un rôle actif dans la grâce présidentielle dont a bénéficié Paul Touvier en novembre 1971. Il apparaît nécessaire d'apporter les précisions suivantes : Pierre Arpaillange occupait à l'époque le poste de directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice. Ayant eu à ce titre à donner son avis sur divers recours en grâce formés en faveur de Paul Touvier, il a toujours, tant par écrit qu'oralement, émis un avis défavorable. C'est sur sa proposition écrite que le dernier en date de ces recours fut rejeté le 18 mars 1971. »

« Peu après, il fut saisi d'une communication émanant directement du directeur du cabinet du président de la République lui enjoignant de transmettre le dossier de Paul Touvier à l'Ely-

sée, ce qu'il fit, pensant qu'il s'agissait de l'information personnelle du président. Ce dossier fut évidemment transmis dans son intégralité. »

« Il fut restitué à la chancellerie, le 5 novembre 1971, cette fois par la procédure normale, c'est-à-dire par l'intermédiaire du magistrat détaché au secrétariat général de la présidence de la République pour les questions judiciaires, et du cabinet du garde des sceaux. Par cette même transmission, il était, par ailleurs, demandé au cabinet du garde des sceaux de faire préparer et de transmettre [à l'Elysée] un décret de grâce accordant à Paul Touvier la remise des peines dont il demeurait frappé, d'une part les diverses interdictions de séjour, d'autre part la confiscation de ses biens. » Ces instructions furent évidemment exécutées, malgré les extrêmes réserves qu'avait toujours formulées la chancellerie sur cette affaire. »

manuscrit, publié lundi 30 octobre par le quotidien *Libération*, sur papier sans en-tête où l'on lit de la main de Pierre Arpaillange cette simple phrase : « L'empêchement, et demandé par Mgr Duquaire, n'a pas tourné à l'avantage de Touvier. Même avis 3 février 1971. » Sur cette feuille figurent aussi, au-dessus du texte de M. Arpaillange, quelques lignes — la signature est illisible — concluant : « Avis de rejet amnistie et grâce. »

Pour autant, Touvier et ses amis ne s'avouent pas battus. Evidemment, ils vont frapper plus haut. « Est après, indique la chancellerie, [M. Arpaillange] fut saisi d'une communication émanant directement du directeur de cabinet du président de la République lui enjoignant de transmettre le dossier Paul Touvier à l'Elysée, ce qu'il fit pensant qu'il s'agissait de l'information personnelle du président. Ce dossier fut évidemment transmis dans son intégralité. »

Tel n'est pas l'avis de M. Anne-Marie Dupuy, directeur de cabinet du président Pompidou, qui, lundi 30 octobre, déclare au *Figaro* : « A mon avis, le rapport Delarue ne faisait pas partie du dossier (...) Si M. Arpaillange connaissait alors son existence, il aurait dû nous le transmettre et nous mettre en garde. (...) En tout cas, qu'on ne s'accuse pas d'avoir subtilisé un élément du dossier. Je l'ai transmis tel quel à Georges Pompidou. »

Pour sa part, dans son communiqué du 28 octobre, M. Arpaillange indique que « le dossier fut évidemment transmis dans son intégralité » mais ne dit pas explicitement que le rapport Delarue s'y trouvait.

Ancienne résistante, M. Dupuy, qui occupe à l'Elysée le bureau contigu à celui de Georges Pompidou, est une fidèle de longue date du président. En favorisant la grâce de Touvier, elle s'engage alors à contribuer à améliorer les rapports, jusque-là exécrables, entre le chef de l'Etat et la hiérarchie catholique. Son attention, en effet, a été attirée sur Touvier par le chef de cabinet de Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur, M. Guy Villat. Lui aussi entrepris par Mgr Duquaire, le haut

fonctionnaire n'a pas cru pouvoir résister à cet intermédiaire obligé de quiconque souhaite accéder au Vatican.

Sur les instances de M. Villat, M. Dupuy repart Mgr Duquaire à l'Elysée le 3 septembre 1971. Elle demande alors à la chancellerie le dossier Touvier qu'elle renvoie le 5 novembre. « Par cette même transmission, écrit aujourd'hui M. Arpaillange, il était par ailleurs demandé au cabinet du garde des sceaux de faire préparer et de transmettre à l'Elysée un décret de grâce accordant à Paul Touvier la remise des peines dont il demeurait frappé. » Il ne reste plus à Georges Pompidou qu'à signer ce décret : c'est chose faite le 23 novembre.

D'abord passée inaperçue, la grâce de Touvier sera révélée l'année suivante par l'hebdomadaire *L'Express*, s'emparant d'abord la controverse, puis la fureur dans les milieux des anciens résistants. L'affaire Touvier était désormais lancée.

(1) « Un certain Monsieur Paul », éditions Fayard. Lire le compte-rendu de cet ouvrage dans le Monde du 27 octobre.

[L'organisation de M. Arpaillange laisse en suspens au moins trois questions : 1) Le garde des sceaux déclare dans son communiqué que « le dossier fut évidemment transmis dans son intégralité ». Pourtant, dans une déclaration au Sénat en mai dernier, il affirmait : « Le président » [Georges Pompidou] n'avait pas été « complètement informé au moment de sa décision ». N'y a-t-il pas une contradiction ?

2) Comment comprendre que M. Arpaillange, qui assure avoir tout fait pour s'opposer à la grâce de Touvier, n'ait pas cherché à intervenir auprès de l'Elysée pour faire valoir son point de vue, alors qu'il savait que Touvier pouvait être gracié ?

3) Pourquoi la chancellerie, dans son communiqué qui se veut exhaustif, s'abstient-elle de toute allusion aux deux lettres adressées par M. Arpaillange à Mgr Duquaire en 1970 et 1971 ? — L.G. et D.S.]

CULTURE

CINÉMA

Jerry Lee Lewis, fils prodigue

Les « Grosses boules de feu », titre de la chanson et du film, symbolisent l'enfer. C'est toute l'ambiguïté du rocker et c'est ce qui a séduit le réalisateur

La vie de Jerry Lee Lewis est juste un petit peu trop pour le cinéma. Pris séparément, la gloire et la déchéance d'une des premières stars du rock'n'roll, l'histoire d'une famille de petits blancs métoyens sur les champs de coton de Louisiane, incestes et détournement de mineurs compris, ou le coustume entre le dévouement de la jeunesse américaine et un télévangéliste aussi intégriste que lubrique, auraient pu inspirer une bonne demi-douzaine de films.

Jim McBride a choisi de raconter les deux ans qui ont vu l'ascension fulgurante et la chute vertigineuse de Jerry Lee Lewis, de 1956 à 1958. Ce qui permet d'abord de se concentrer sur le moment où le rock'n'roll a été inventé et d'éviter les aspects les plus pénibles de la vie du Killer, la mort de deux de ses dernières épouses, l'agression à

main armée contre Presley (tous deux se sont partagés au temps le même médium, un homme qui avait le neuroleptique et l'amphétamine faciles) et autres épisodes qui ont rempli des colonnes dans les journaux de Memphis (Tennessee) et de la région.

Même si Dennis Quaid prend son rôle comme une manifestation d'adoration (la reproduction rituelle de gestes et de mimiques investies d'une charge presque religieuse : les glissandos anarchiques sur le piano ; la longue mèche blonde qu'il rejette sans cesse en arrière ; le sourcil en balade perpétuelle) plutôt que comme l'interprétation d'un personnage (mais aller pour quelqu'un quand l'original rôde en permanence sur le plateau), *Great Balls of Fire* ramène à quelques vérités élémentaires.

Le titre d'abord, ces grosses boules de feu qui valent autant comme métaphore biblique que comme plaisanterie de marché aux bestiaux. Jerry Lee Lewis a toujours été persuadé qu'il serait damné à cause du rock'n'roll mais n'a jamais pu s'empêcher d'en jouer. Tout juste est-il passé au country de temps à autres, franchissant la frontière entre la musique du péché et celle du remords, selon la formule de Nick Tosche, l'auteur de *Hellfire*, la meilleure biographie jamais consacrée à un rocker.

Une ambivalence permanente

Cette ambivalence permanente trouve sa synthèse parfaite dans une voix, parut en 1956. Albert Camus y dénonçait la mauvaise foi de certains intellectuels de gauche qui accusaient leur époque - et s'accusaient eux-mêmes - pour mieux mettre en valeur leur beauté morale. Situait son récit à Amsterdam, dans les brumes du Nord, l'homme du soleil méditerranéen

THÉÂTRE

La faute de Jean-Baptiste Clamence

François Chaumette joue « la Chute » d'Albert Camus
Une expertise de la culpabilité

Albert Camus fait cette saison un retour remarqué sur la scène du théâtre. Curieusement, non pas avec ses pièces, *Caligula*, *Justes*, *l'Etat de siège* ou le *Malentendu*, mais avec deux récits que présentent à bras le corps deux comédiens solitaires, comme s'ils voulaient, par les mots de Camus, dire ce qui leur tient à cœur.

Francis Huster joue la *Peste* (le Monde du 20 octobre), François Chaumette a choisi la *Chute*. Rien à voir entre ces deux hommes au tempérament très différent. Francis Huster peuple le théâtre d'ombres, l'hôte avec un romantisme déposé. François Chaumette, mis en scène par Hervé Dubourjal, compose une partition rigoureuse quasi janséniste, dont la casuistique est redoutablement efficace.

La *Chute*, bref et dense récit à une voix, parut en 1956. Albert Camus y dénonçait la mauvaise foi de certains intellectuels de gauche qui accusaient leur époque - et s'accusaient eux-mêmes - pour mieux mettre en valeur leur beauté morale. Situait son récit à Amsterdam, dans les brumes du Nord, l'homme du soleil méditerranéen

racontait aussi l'impossible rédemption de l'homme sous un ciel vide en un récit aux accents bibliques, récit dont le héros porte un prénom de prophète et un nom qui, à une lettre près, sonne comme clémence : Jean-Baptiste Clamence.

Un art de convaincre diabolique

Un soir, cet homme, avocat sans reproche ne s'est pas retourné sur une petite tache noire qui disparaissait au fil de l'eau, sur les cris d'une femme qui venait de se jeter dans la Seine. Cette faute par omission pour non-assistance à personne en danger, ce cri, et un rire le poursuivent depuis. Tous les soirs, dans un bar glauque d'Amsterdam, il se confesse, avec une technique très au point, pour mieux englober son interlocuteur dans sa culpabilité, pour mieux passer du « je » à « vous » au « nous ». « Racontez-moi, dit-il pour finir à son interlocuteur, comment vous avez réussi à ne jamais risquer votre vie. » Comédien donc désormais, il juge sa vie passée à l'aune de son

nouveau métier : il démasque la vanité de ses vertus. Elles n'étaient que subterfuges pour caresser son confort moral. « Dieu n'est plus à la mode », lui fait dire Albert Camus. C'est bien la seule phrase de la *Chute* tombée en désuétude. Il y a, par exemple, cette autre phrase : « Après un certain âge, tout homme est responsable de son visage. » Quand François Chaumette la prononce, regard d'aigle sans dureté, visage sculpté en traits nets, on ne peut s'empêcher de penser qu'elle lui va bien.

Cet ancien de la Comédie-Française cède un spectacle exigeant, tout en arêtes vives. Il ponctue son monologue de ces rires faussement bombastiques qui sonnent juste, car ils désignent un malaise, et une entorse. Il joue un homme « à van-l'eau », mais sans une once de vanité. Dans un décor minimal, il habite la *Chute* avec une hauteur de vue aux accents dostoïevskiens, un art de convaincre diabolique.

ODRE QUIROT

► Au Studio des Champs-Élysées, du mardi au samedi 20 h 30, dimanche 15 heures. Tél. : 47-23-10.

Jim McBride, l'homme tranquille

« Jerry Lee Lewis est l'un des seuls grands débuts du rock à être encore en vie. Il donne toujours des concerts, la seule différence avec l'époque du film est dans le nombre de spectateurs », dit Jim McBride avec un sourire tendre. Il aime Jerry Lee Lewis, en avait fait l'idole de son héros ringard (Richard Gere) dans *Breathless* aime les ratés optimistes qui ne se rendent compte de rien, qui friment, bluffent, sont sur le point de sauter le pas, de réussir, mais ne savent pas calculer la distance, ni leurs capacités.

Est-ce qu'il s'identifie à ce genre de personnage ? En tout cas, il apparaît presque timide, aux antipodes du côté bluffeur, frimeur, immature de ses personnages favoris. Cela dit, il tourne rarement : le *Journal de David Holzman* en 1967, *Breathless* en 1983.

The Big Easy en 1987, et, comme le film a bien marché, il a eu de l'argent sans avoir besoin de crapahuter et de travailler dans d'autres domaines pendant des mois.

Venu au festival de Deauville où était présenté *Great Balls of Fire*, il racontait, tou-

jours en souriant, que la sortie aux Etats-Unis, en même temps que *Batman* avait été un flop. Même quand il a un succès, il balade une résignation nonchalante, extrêmement rare chez les cinéastes américains, chez les Américains en général.

Avec son ironie tranquille, sa façon de jouer sur les décors, de faire venir une vérité en juxtaposant des clichés, en les détournant, on pourrait facilement le prendre pour un Européen. Il s'en défend, prétend représenter l'Américain moyen, avec juste assez de rigolade dans le regard pour qu'on n' imagine pas qu'il veuille faire croire à ce qu'il dit. Il n'est pas vraiment lugubre, mais s'entoure d'un rideau de brouillard. Et puis, d'un coup, il se livre en une phrase sans détour : « Oui, j'ai d'autres projets, seulement j'ai travaillé à Hollywood. J'ai pris de mauvaises habitudes. Maintenant, je vais devoir revenir à des petits budgets. » C'est dit sans amertume, naïvement, mais c'est peut-être encore une nuse.

COLETTE GODARD

THOMAS SOTINEL

► Grâce à la sortie du film on peut trouver l'intégrale des enregistrements de Jerry Lewis : les 223 titres enregistrés pour Sun sont disponibles en huit CD ou douze albums réunis en coffrets (Charly, distribution Media 7), sa période Mercury, plus country, fait également l'objet d'une réduction en CD chez Phonogram.

► Jerry Lee Lewis donnera un concert exceptionnel à la Halle Georges Carpentier, 31, boulevard Massena, le 8 novembre à 21 heures. Location FNAC et Minitel 3615 BILLETTEL.

Folles journées du muet à Pordenone

Chaque année, la petite ville de Pordenone en Italie organise ses Journées du cinéma muet, consacrées cette fois aux russes d'avant la révolution et aux américaines de la préhistoire

Les œuvres présentées aux Journées du cinéma muet, organisées par la ville de Pordenone, en Italie, peuvent être considérées comme les ancêtres des films d'auteur. Auteurs à découvrir comme Evgenij Bauer, cinéaste russe d'avant la révolution, dont une douzaine de films ont été assésés - huit en un tour ce qui fait quand même beaucoup. Quelques présentations ont également été confirmées, par exemple : des son second film *Regeneration* (1915), Raoul Walsh était l'homme de toutes les violences, et ne s'embarrassait guère de nuances.

A partir de ces Journées, on peut aussi élargir son champ d'investigation. La rétrospective du cinéma tsariste (une trentaine d'heures de projection) a été un événement historique : pour la première fois, les caves du Gosfilmofond - la cinémathèque soviétique - s'ouvrent à l'Occident. Et en même temps s'efface une radicale remise en perspective. « Il fut un temps, écrit Vladimir Antropov, président du département historique national des archives filmées, où toute la production pré-révolutionnaire était qualifiée de « bourgeois », donc coupée du peuple, vouée à la destruction. »

Un septième environ des films tournés à cette époque ont été sauvés. La proportion est respectable au regard de ce qui s'est passé dans d'autres pays. La sélection présentée à Pordenone a révélé un art abouli, par le biais de grands films très contrôlés, ou de vignettes comme *Romance et contrebas* (1911) d'après un conte de Tchekhov, réalisé par Pathe Frères de Moscou par Kai Hansen, employé à la maison mère de Paris. On y voit une baigneuse bien en chair et

un vagabond dépoillé de leurs vêtements au bord de l'eau. Tout est dit en une dizaine de minutes avec une pudeur, une émotion, un érotisme latent, un humour qui font du film un petit chef-d'œuvre.

Le *Champion à la dérive* (1916), non signé, montre un Moscou enneigé et glacé tout occupé aux joies du patinage. Un clown, ami de Maligowski, Vitali Lazzarino, pour conquérir sa belle joue à l'idiot de village, incapable de se tenir sur ses jambes, il est irrésistible.

Soixante secondes de Milius

Les Américains ont fait mouche avec - outre Raoul Walsh - des découvertes passionnantes : le début de *Charlot soldat* dans son intégralité, c'est-à-dire le conseil de révision et une extraordinaire partie de cache-cache entre des secouristes et le futur conscript à moitié nu. L'art de Chaplin relevait avant tout de la pantomime, celui d'Harold Lloyd de la performance physique. En première mondiale, l'équipe de Thames Television (Kevin Brownlow et David Gill) a présenté *Harold Lloyd, the third genius*, dont on retient surtout l'explication des fameuses scènes où, dans *Savory first* l'acteur, accroché à l'aiguille d'une horloge en suspens au-dessus du vide, tandis qu'en bas, la foule s'agglutine.

Autre temps fort de ce programme trop riche : les *Lumières de la ville* avec l'orchestration originale pour grande formation, conçue par Chaplin lui-même, et interprétée en direct par Carl Davis. Mais l'intensité de la musi-

que écarasait presque l'image. Il y a en encore un film d'Augusto Genina (1927) parfaitement restauré par René Lichtig, de la Cinémathèque française, *Tout est sa chance*, coproduction franco-allemande. Un pianiste, appelé à la dernière minute, a improvisé avec une discrétion et une finesse qui apportent une richesse supplémentaire aux images.

Le *Chevalier du mystère*, de Georges Méliès (1899) tout juste exhumé et identifié, et qui dure une minute, est un chef-d'œuvre : d'un dessin, le magicien fait surgir une tête vivante, puis une jeune fille qui s'évanouit. Soixante secondes, un siècle de plaisir. Ressuscitées également les films russes de marionnettes de Ladislav Starevitch, dont on promet l'œuvre complète.

Hors ces limites, d'autres moments exemplaires ont illuminé les folles journées de Pordenone. Une comédie américaine de Francis Harry d'Abadie d'Arrest, *A Gentleman of Paris* (1927) avec Adolphe Menjou et des intertitres d'une grande qualité littéraire, dus à Herman Mankiewicz. Plus éponouffant encore, une récitation poétique avec film à l'appui, à partir d'une scène de *Boris Godounov*, sur le thème de la grandeur et de la misère des tsars, entre le Père Pimen et un jeune moine. A l'époque, deux acteurs récitaient devant ou derrière l'écran et parvenaient à un synchronisme parfait. Le responsable de la rétrospective russe de Pordenone, Yuri Trivian dans la pénombre d'une loge, déclamaient le poème, épousant spontanément les gestes des acteurs sur l'écran. Du grand art.

LOUIS MARCORELLES

Comment s'écrit « le Monde »

Dans « la Folie démocrate » de Bernard Raffalli
une journaliste rêve l'Histoire... et son article

Une fois n'est pas coutume : le protagoniste numéro un d'une pièce de théâtre est une journaliste du Monde !

Bien de sa personne : coiffure, vêtements convenables mais plaisants. « *Bibliothèque très en désordre* », précise Bernard Raffalli, auteur de cette pièce, la *Folie démocrate*.

Notre journaliste n'est quand même pas flamboyante. Elle doit remettre au journal, dans le courant de la nuit, un papier sur « Les origines européennes de la démocratie ». « Pour la page d'Idées », précise-t-elle à son fiancé, qui l'appelle au téléphone.

Depuis des heures, elle pioche ses livres, ceux du siècle et du siècle suivant. « *Qu'est-ce qu'ils ont rêvé, en ce temps-là, de cités futures ?* Et, à bout de fatigue, notre journaliste s'endort. Et se met à rêver.

Elle voit, en rêve, quatre phénomènes, en route pour la foire d'Anvers, dans un chariot. Il y a là un Hollandais, Didier Erasme, un Anglais, Thomas More ; un Français, François Rabelais ; et un Italien, bien plus jeune (en vérité il vivra près d'un siècle plus tard), Tommaso Campanella. Leurs fantasmagories « démocratiques » sont, dans l'ordre, *Eloge de la folie*

(1511), *l'Utopie* (1516), l'abbaye de Théotême (dans *Gargantua*, 1534) et *la Cité du soleil* (1602).

Secoués par les dos d'âne de la route et les embouteillages des chevaux, assourdis par les sabots, le vent, les quatre « politiques » se jettent leurs quatre vérités à la figure, en viennent presque aux mains.

La sonnerie du téléphone

« Chez vous, dit Thomas More, l'or est adoré, comme un dieu. En Utopie, l'or est destiné aux plus vils usages, on en fait même des vases de nuit, et des chaises pour les condamnés qui ont commis des crimes infâmes. » « Sans la folie, dit Erasme, aucune société n'a d'agrément, aucune liaison n'a de durée ; sans la folie, le peuple ne supporterait pas son prince, ni l'écolier, son professeur, ni la femme, son mari. » « A Théotême, dit Rabelais, se levaient du lit quand bon leur semblait, buvaient, dormaient, travaillaient, quand le désir leur venait. » « Après force ablutions, dit Campanella, ils font l'amour tous les soirs, les belles filles avec les hommes intelligents, les grosses avec les maigres, les

maigres avec les gros, afin de tempérer les excès. »

Et de s'empoigner, toute la route, toute la nuit, et brusquement, la sonnerie du téléphone, le journaliste du Monde réveille en sursaut, c'est le rédacteur en chef qui le remercie pour son papier, très documenté, très vivant, excellent, et remis à l'heure !

Qu'un article se fasse tout seul, pendant que le ou la journaliste dort à poings fermés, c'est peut-être arrivé, sait-on jamais ! Mais qu'un rédacteur en chef voit téléphone pour voir dire merci et bravo, ça ne s'appelle pas de l'utopie, de la folie, du soleil, comme vous voudrez.

Si vous avez la liberté d'aller voir cette pièce avant le 5 novembre, jour de la dernière, risquez-vous. C'est très drôle, c'est beau, mis en scène avec des jolies idées par Catherine Dasté.

Les acteurs, remarquables, sont déchaînés : Graeme Allwright (More), Fernando Begerril (Erasme), François Kergourlay (Campanella), Claude Merlin (Rabelais) et Catherine Dasté (la journaliste endormie qui n'est écrite pas moins).

MICHEL COURNOT

► Théâtre d'Ivry. Tél. : 46-72-37-43.

Le rôle impossible de Don Carlos

Jean-Michel Dupuis, dans « Hernani »
magnifie le drame et les vers de Victor Hugo

Dans une note à l'édition de 1830 de son drame en cinq actes et en vers, Victor Hugo indique en quelques mots sa vision de l'interprétation du rôle de Don Carlos : « Dans les trois premiers actes, il aura la gaieté, l'insouciance, l'esprit d'aventure et de plaisir, et à travers tout cela, à la fermeté, à la hauteur, à la noblesse, à la prudence dans l'audace, on distinguera déjà en germe le Charles Quint du quatrième acte. »

Quel programme ! Il faudrait que le jeune roi d'Espagne soit à la fois l'adolescent joyeux qu'il n'a pas cessé d'être et déjà le cerveau du Saint-Empire, cette sorte de libidine, moins désinvolte qu'il ne voudrait l'être, et bientôt l'égal du saint-père, ce soldat de bravoure et d'orgueil, qu'aucun champ de bataille n'effraie, et aussitôt le roi des rois, sacré sur le tombeau de Charlemagne et guide d'une Europe qui était au seizième siècle le monde entier à elle seule. Il faudrait à Don Carlos toute la jeunesse - la chair et le sang, la sensualité et la force de la jeunesse - et dans le même temps l'intelligence, la sagesse, l'autorité politique et morale d'un monarque absolu.

Cambien d'acteurs français peuvent prétendre aujourd'hui jouer un tel personnage ? Très peu, dont

Jean-Michel Dupuis. Inexplicablement, et donc injustement, cet acteur de trente-trois ans n'est que rarement distribué dans ce qu'il est convenu d'appeler les « grandes mises en scène ». Pourtant, il n'a jamais cessé de travailler et d'être l'objet d'éloges pour son interprétation des classiques comme *Antoine et Cléopâtre* ou *Pélicles*, de Shakespeare, sous la direction de Roger Planchon, Platonov, de Tchekhov, mis en scène par Gabriel Garran, ou celle d'auteurs contemporains comme Milan Kundera dont il fit triompher à Paris *Jacques et son maître*, sous la direction de Georges Werler.

On le retrouve aujourd'hui à Nantes dans une mise en scène du premier grand ouvrage dramatique du jeune Hugo signé Jean-Luc Tardieu, aux côtés de Jean-Marie, diablement sympathique dans le rôle de Don Ruy Gomez, de Gabriel Le Douz (Hernani) et de Martine Rougemont (Donna Sol). Hormis quelques beaux décors de Dominique Arel aux deuxième et quatrième actes et les lumières souvent belles de Jacques Rouveyrolis, Jean-Michel Dupuis est la raison d'aller découvrir ce spectacle.

Il est tout ce dont Hugo rêvait : sére, énergie, séduction, violence,

tourment, humour, finesse. Il s'empare des vers les plus faibles de la pièce pour les hisser au rang de la poésie et sait nous donner les plus beaux pour ce qu'ils sont : cristallins. Il est à la fois respectueux de la tradition classique, puisé juste ce qu'il faut dans l'interprétation romantique et, de sa culture et de son talent, rend toute l'intelligence du texte pour lui donner, comme au moment de la scène du tombeau de Charlemagne où Don Carlos s'apprête à devenir Charles Quint, une résonance moderne, politique, essentielle.

OLIVIER SCHMITT

► Espace 44, Nantes. Jusqu'au 18 novembre (horaires variables). Tél. : 40-48-70-06. De 70 francs à 125 francs.

Café de la Plage
LES BLUES BEL BOYS
Street Jazz Band
LES DIMANCHES
5, 12, 19 et 26 novembre
à partir de 22 h
59, rue de Charonne Paris 11^e

« Tristan » chez

par les pour
le directeur

Menaces sur la chanson

Après la
nationale

Après la
nationale

Après la
nationale

Après la
nationale

Après la
nationale

Après la
nationale

Après la
nationale

Après la
nationale

Après la
nationale

Après la
nationale

Après la
nationale

Après la
nationale

مكتبة من الكتب

CULTURE

MUSIQUES

« Tristan » chez les Wesendonck

Le drame wagnérien vu par les yeux de Mathilde (et de Jean-Claude Auvray) à l'Opéra de Nantes, dont le directeur et chef d'orchestre vient de démissionner

C'est un vrai dîner de têtes, silencieux : il y a là le roi Marke (Ottó Wesendonck), Tristan (son neveu, militaire, Richard Wagner ?), Isolde (Mathilde, femme d'Otto), Kurwenal (officier, ami de Tristan), Brangäne (Eliza Wille, confidente de Mathilde), Melot (secrétaire d'Otto). Le repas s'achève : Otto examine les hommes au fumoir ; Mathilde regarde Tristan-Richard et l'orchestre attaque le prélude, ce long soupir de désir... Rideau.

Quand il se relève, Mathilde est au piano avec la partition de *Tristan et Isolde* (sans doute fraîchement parue) ; elle s'apprête à la déchiffrer, lorsqu'un dehors retentit la voix du marin.

Nous sommes au Théâtre Graslin à Nantes et, grâce à l'imagination du metteur en scène, Jean-Claude Auvray, le drame lyrique va se dérouler dans la pensée et à travers les yeux de Mathilde, l'inspiration de Wagner, qui suscite ou attise sa passion, porta la musique au fer rouge, avant d'être bourgeoisement délaissée et presque oubliée : « Je ne suis allée à Bayreuth qu'en passant à peine reconnue. Et pourtant, c'est moi qui suis Isolde », écrit-elle à Louis de Fourcaud.

Le tableau d'époque est d'autant plus frappant que le beau décor de Louis Bercut évoque étonnamment Wahnfried, la maison que se fit construire Wagner à Bayreuth, mélange de l'atrium avec ses colonnes et du grand salon-bibliothèque avec le grand piano où

jouait Liszt. Et Nadine Denize (Brangäne) n'évoque-t-elle pas aussi une Cosima, qui, peut-être, n'aurait pas hésité à jeter Richard dans les bras de Mathilde pour créer un chef-d'œuvre ?... Autant dire qu'une bonne culture wagnérienne ne gâte rien pour voir ce spectacle.

Le parti pris ne va pas cependant sans quelques incohérences, d'autant que toute l'action est censée se dérouler dans le salon des Wesendonck. Un seul exemple : pendant le prélude du troisième acte, Isolde et Brangäne partent à la recherche de Tristan... qui arrive deux minutes après, porté par Kurwenal, et passera une heure à bramer de désir en attendant le retour de l'aimée. Situation qui, prise au premier degré, serait vandévillesque...

Une distribution excellente

Mais en fin de compte, cette interprétation, un peu trop anecdotique et qui ne se présente certes pas comme archétypique à la manière de Wieland Wagner, offre un éclairage assez vif sur le fondement circonstanciel de *Tristan*, le drame bourgeois qui le sous-tend, sans que l'œuvre en souffre, la puissance de la musique évacuant tout risque de caricature.

Marc Soustrot réalise une fois de plus une remarquable performance, grâce à son dynamisme passionné qui soulève l'orchestre

au-delà de lui-même, et son lyrisme souvent nous serre la gorge. Un peu empêtré tout d'abord dans son uniforme d'officier de marine (sur le lac de Zurich ?), le jeune ténor finlandais Heikki Simola se révèle un formidable Tristan, un colosse au cœur tendre, dont la voix surprenante en vient malheureusement à saturer le beau timbre frémissant. Un personnage encore pris dans sa gangue, mais déjà ému.

Dans sa robe Winterhalter, l'Isolde-Mathilde de l'Américaine Stéphanie Sandrine, fine, fiancée, correspond tout à fait au dessin d'Auvray. Elle porte vaillamment ce rôle écrasant, bien que la voix manque de solidité, mais non d'éclat, marquée par un vibrato un peu inquiet et épuisé par le *Liebestod* final. Après quoi d'ailleurs, Tristan, bien requinqué, part avec elle bras dessus, bras dessous vers quelques pâturages métaphysiques annoncés par ces mystérieuses fumées des deux metteurs en scène son si frivole.

Toute la distribution est par ailleurs excellente, avec la somptueuse Brangäne de Nadine Denize, le Kurwenal brutal et fraternel d'Hermann Becht, le Marko-Wesendonck un peu branlant de Gabor Andrásy et Philippe Duminy qui incarne un Melot fraîchement odieux, entouré de chasseurs inépuisables.

JACQUES LONCHAMPT

Prochaines représentations : à Nantes, le 31 octobre (à 19 h) ; à Nancy les 15, 18, 22 et 27 mai.

L'amour au piano

Un concert d'une grande rigueur le trio de Keith Jarrett a montré, au Festival de Paris un indicible plaisir de jouer

Ils ont des chemises de soie boutonnées au col. Ni trop habillées, ni pas assez. Juste comme il faut. Naguère, le Modern Jazz Quartet portait des tenues de loup de brasserie parisienne. Eux, sont en amis du marié dans les noces d'aujourd'hui. Ils installent un silence particulier. Et dès qu'ils jouent, cette imprégnation du silence par le son impressionne. Dosage idéal, énergie parfaitement maîtrisée, le son circule comme un fluide. Jack DeJohnette, que l'on sait du genre cogné, a ici l'air d'un boxeur qui jouerait au mikado pour égarer quelques enfants handicapés de jeux de baguettes en bord de caisse, en bord de cymbale, d'une finesse aiguë, d'une précision parfaite. Ni trop, ni pas assez, juste comme il faut. Seul un très grand drummer peut jouer si doucement.

Gary Peacock — mais de quelle huile oint-il son index droit avant de jouer ? — caresse les cordes de sa contrebasse. Dans les graves on le reconnaît immédiatement les yeux fermés, ce son qui se prolonge au-delà du rêve. C'est le phrasé qui est le plus caractéristique chez lui, d'une musicalité mouvementée, comme par vagues ou par ondes. Et cette manière de jouer à peine au-dessus du ton. En technique pure, on en connaît de meilleurs, en musicalité, non.

A partir de *Lovely Man*, Keith Jarrett, Gary Peacock et Jack de Johnette déclinent un programme de standards. C'est à la carte. Les grands musiciens, comme les grands restaurateurs, travaillent à la carte. Le jeu de Keith Jarrett, toujours mobile, d'articulations si claires, s'accompagne toujours, de plus en plus nettement, de ces mimiques qui le font ressembler à un Marcel Zanini en train de réciter du saint Jean-de-la-Croix. La religion compte d'ailleurs beaucoup pour lui. Par moments, il se soulève de son siège. Il joue presque debout, et l'on entend le piano gémir de plaisir. A deux ou trois reprises, il m'a semblé le voir quitter le plancher des vaches. Mais je n'en jurerai pas. Ces phénomènes

de lévitation ne sont pas rares. A l'entendre, une jeune fille blonde, une enfant encore, murmurait à son copain, un grand sifflet sans intérêt : « On dirait qu'il fait l'amour avec son piano. » Une fois que l'on a accepté ce que la métaphore peut avoir d'inconvenant, on s'émerveille qu'elle se répète, inchangée, comme réinventée chaque fois depuis trois bons lustres.

Une impression de paix

Par son goût, son harmonie, son entente et la beauté du son, le trio incite à la méditation. Méditation plutôt transcendante, il nous aurait semblé. Par deux fois, il s'embarque dans le répertoire : un accord insistait au piano, une ligne de basse efficace, un rythme simple mais très sophistiqué de DeJohnette : oration immédiate. Le revival des années 70 s'annonce sous les meilleurs auspices.

Pour une fois que je suis à côté de la console, je demande au type d'ajouter un poil de basse (ce sont les termes techniques). Il me rabroue. Mais il corrige en douce. Ça me console. Le programme est composé avec un équilibre, une souplesse, une rigueur dignes des très grands. Impression de paix parfaitement rassérénante, avec juste ce qu'il faut de bêtises pour rester dedans et dehors à la fois. C'est probablement la raison du succès énorme du trio. Cette fonction retrouvée de la musique, ce rôle simple mais pas méprisable de l'ensemble. Et le fait que ce sont d'extraordinaires musiciens.

Quand ils s'adressent des sourires de complicité, de satisfaction, on sait que ce n'est pas feint. Ils ne peuvent que prendre un indicible plaisir à jouer ainsi, et ils auraient sans doute pu remplir deux fois le Théâtre des Champs-Élysées. A la fin, la jeune fille blonde, presque une enfant encore : « J'aime la musique où rien ne dépasse. » En effet.

FRANCIS MARMAÏDE

Menaces sur la chanson française

En convalescence depuis trois ans la chanson d'expression nationale reste fragile

Réorganisé de fonds en comble à la suite des dispositions de la loi Lang du 3 juillet 1985, armée de nouveaux droits, grâce à une des organisations nouvelles et à une fondation pour la création, l'industrie de la chanson française s'est stabilisée. Le mécanisme de dégradation qui remontait aux années 20 et 30 s'était singulièrement accéléré entre 1975 et 1985.

Le redressement spectaculaire de la chanson s'est traduit par une présence forte de titres (jusqu'à trente-quatre) au « Top 50 », contre dix, trois ans plus tôt, par une diffusion de la production nationale en augmentation de 20 % sur les radios (55 % sur RTL, 62 % sur France-Inter) et de 30 % dans les discothèques. Enfin, par des réinvestissements importants au profit de groupes et d'artistes en particulier chez des firmes comme Philips, Barclay et Pathé-Arcant et une exportation en hausse.

Situation exceptionnelle qui a fait entrer la France dans une sorte de club des dix pays dans le monde ayant une diffusion majoritaire de sa propre production. Tous les

autres pays — y compris l'Allemagne, l'Italie, la Hollande, et la Scandinavie — étant envahis par la musique anglo-saxonne.

Pourtant, depuis la rentrée de septembre, rien ne va plus. « Il y a péril dans la demeure », dit Jean-Loup Tournier, directeur général de la SACEM. « La production nationale doit être défendue », affirme de son côté Denis Boyer, vice-président du Syndicat national des éditeurs phonographiques (SNEP). Trois éléments concourent à une conjoncture nouvelle.

Un nouveau hit-parade

Première donnée : depuis un mois, NRJ (audience : 10,7 soit près de cinq millions d'auditeurs dont 80 % de quinze à trente-quatre ans, c'est-à-dire la tranche d'âge qui achète le disque) a radicalement modifié sa programmation. Constatant qu'il lui était difficile et coûteux de progresser encore par rapport aux radios gé-

ralistes (d'autant que d'autres radios locales commencent à grignoter des parts de marché), NRJ est retombée à une programmation plus « branchée », faite pour l'heure de « dance music » américaine. Après avoir diffusé un pourcentage moyen de 41 % d'œuvres francophones (du 1^{er} avril au 31 décembre 1988), avec des points certains jours à 43 %, la diffusion est brusquement tombée aux alentours de 20 %.

Deuxième donnée : la puissante synergie TF1-NRJ pour appuyer un nouveau hit-parade qui, à la différence de « p 50 » n'est basé ni sur un classement des ventes ni sur des méthodes de mesure objectives mais constitue simplement le reflet de la programmation d'une station (NRJ) et des « coups de cœur » de programmeurs de NRJ et de TF1.

Libre bien sûr à chacun de faire ses propres émissions. Mais la SACEM souligne que ce nouveau hit-parade « se rapproche des classements parfois contestables présentés sur certaines radios avant l'arrivée du « Top 50 ». Trois clips ou extraits de clips français ont ainsi été diffusés le dimanche 15 octobre contre onze anglophones. L'image, ayant l'effet promotionnel que l'on sait, c'est à une promotion des titres de NRJ — généralement de dance-music américaine — que se livre ce nouveau hit-parade ».

Troisième donnée : l'exclusion probable de la chanson et de la musique en général des quotas protégeant les œuvres dramatiques et les documentaires français à la télévision. Ce qui peut avoir pour conséquence la réduction du nombre d'émissions de variétés en « prime-time » sur une chaîne comme TF1.

Dans les années 70, les maisons mères de certaines multinationales donnaient impérativement comme ordre à leur filiale de Paris (WEA, par exemple) de limiter à 25 % la production nationale. Cette stratégie pourrait bien revenir. « L'équilibre de diffusion doit être maintenu à 50-50 », affirment en chœur auteurs et producteurs.

CLAUDE FLÉOUTER



Le Monde

« Le Paris des écrivains du XX^e siècle »

DU 25 OCTOBRE AU 5 DÉCEMBRE

La Vidéotheque de Paris et « Le Monde » donnent carte blanche à :

- ALAIN CORNEAU, le mardi 31 octobre à 18 h 30 et 20 h 30 ;
- LA MAISON DE LA POÉSIE, le jeudi 9 novembre à 14 h 30, 16 h 30, 18 h 30 et 20 h 30 ;
- JEAN-CLAUDE CARRIÈRE, le dimanche 19 novembre à 18 h 30 ;
- HECTOR BIANCHIOTTI, le vendredi 24 novembre à 18 h 30 ;
- ÉRIK ORSENA, le jeudi 30 novembre à 18 h 30 et 20 h 30 ;
- JEAN VAUTRIN, le mardi 5 décembre à 18 h 30.

Vous pouvez prendre connaissance de la programmation complète sur minitel : Tapez : 36-15 VDP15, ou 36-15 Le Monde

OPERA DE PARIS GARNIER

BALLET DE L'OPERA DE PARIS

DIAGHILEV

5-16 NOVEMBRE 1989

PETROUCHKA

I. Stravinski - M. Fokine - A. Benois

LE SPECTRE DE LA ROSE

C.M. von Weber - M. Fokine - L. Bakst

L'APRES-MIDI D'UN FAUNE

C. Debussy - V. Nijinski - L. Bakst

LES NOCES

I. Stravinski - B. Nijinska - M. Gontcharova

LES ETOILES ET LE BALLET DE L'OPERA DE PARIS

ORCHESTRE ET CHOEURS DE L'OPERA DE PARIS

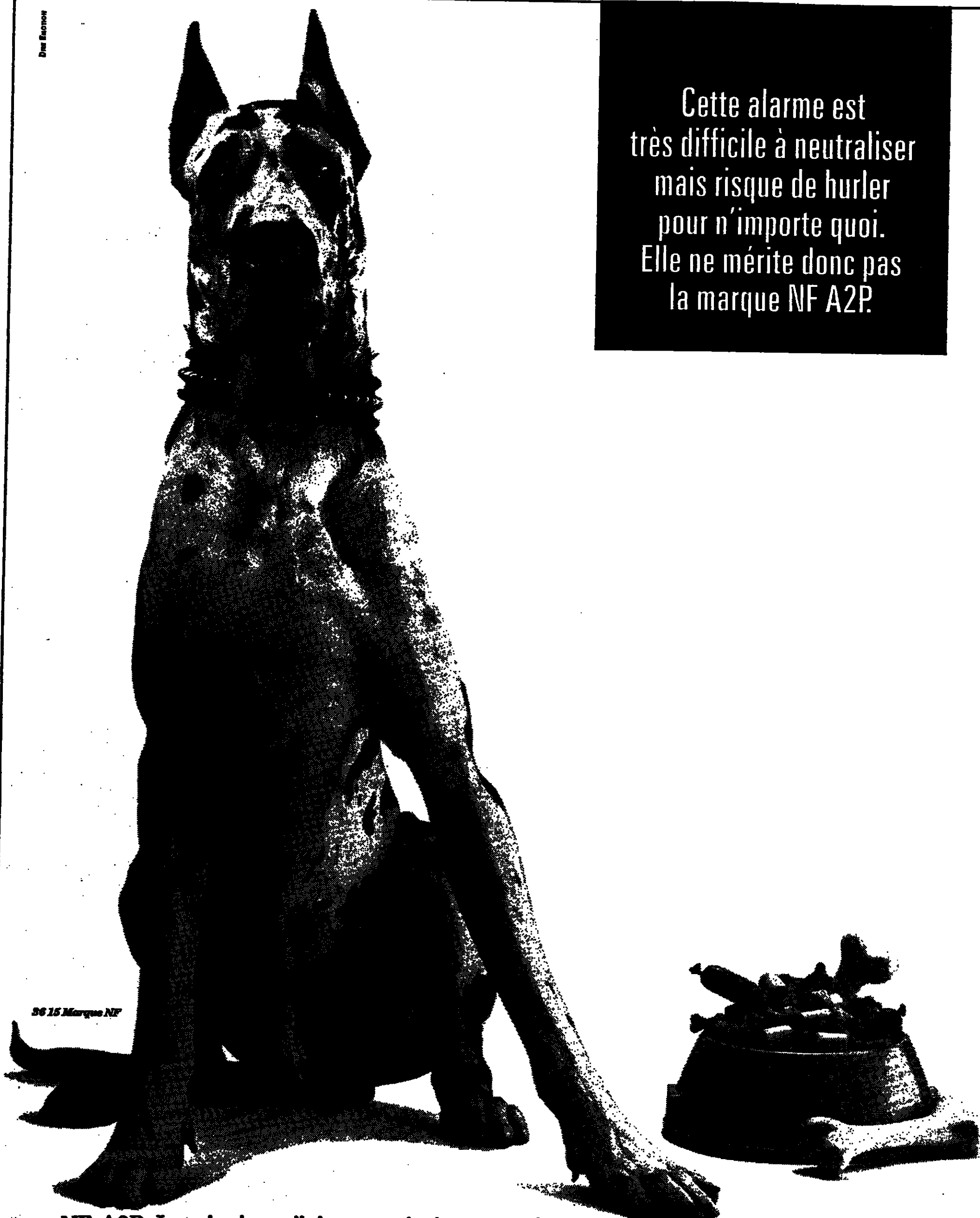
Direction : Michel Tabachnik

LOCATION (14 jours à l'avance) 47 42 53 71

et aux caisses de l'Opéra de Paris Garnier

TARIF soirée : de 45 à 300 F matinée : de 30 à 200 F

Des Baignes



96 15 Marque NF

Cette alarme est
très difficile à neutraliser
mais risque de hurler
pour n'importe quoi.
Elle ne mérite donc pas
la marque NF A2P.

NF A2P. Jamais, jusqu'ici, vous n'aviez entendu parler de cette marque d'alarme. Et pourtant c'est la plus sérieuse. C'est l'association de deux marques : A2P, fondée par les assureurs, et NF, que l'on ne présente plus. Pour en bénéficier, une alarme doit subir de nombreux tests démontrant sa fiabilité, sa sécurité de fonctionnement et sa résistance aux tentatives de neutralisation... NF teste avec le même sérieux plus de 130 000 produits dans des domaines aussi bien professionnels que grand public, vous donnant ainsi une indiscutable preuve de leur qualité.



NF, pas besoin d'en dire plus

ENQUÊTE : LES VRAIS REVENUS DES ENSEIGNANTS

DES ENSEIGNANTS

Il n'y a pas que le salaire qui compte. En plus de leur traitement mensuel, bien des profs tirent des revenus annexes, parfois très importants, des heures supplémentaires, des « colles », des cours particuliers, ainsi que d'autres interventions, notamment dans la formation continue. En tête du palmarès des « heureux », les enseignants de gestion, de technologie, de maths, d'éducation physique, d'anglais. L'enseignement paie-t-il moins bien que l'entreprise ? A bien y regarder, pas si sûr !

PROFESSEURS D'UNIVERSITÉ

...ants de ces filières pour les jeunes diplômés : une

...nde de l'éducation indique l

■ **LES INGÉNIEURS D'UNIVERSITÉ**

■ **LES INGÉNIEURS D'UNIVERSITÉ**

Les universités forment de plus en plus d'ingénieurs. Les atouts de ces filières pour les jeunes diplômés : une formation de haut niveau et une bonne cote auprès des entreprises. *Le Monde de l'éducation* indique la démarche à suivre et les adresses utiles pour s'inscrire.

FORMATION AUX LANGUES ÉTRANGÈRES

Les universités forment de plus en plus des étudiants capables de mener une formation de haut niveau et une bonne cote auprès des entreprises. Elles ont aussi une démarche à suivre et les adresses utiles pour s'inscrire.

■ L'INITIATION AUX LANGUES ÉTRANGÈRES DÈS LE PRIMAIRE

Les langues étrangères dans les écoles primaires, lancée par Lionel Jospin, a trois objectifs : permettre à l'enfant de découvrir dans le monde de l'éducation.

L'INITIATION AUX LANGUES ÉTRANGÈRES DÈS LE PRIMAIRE

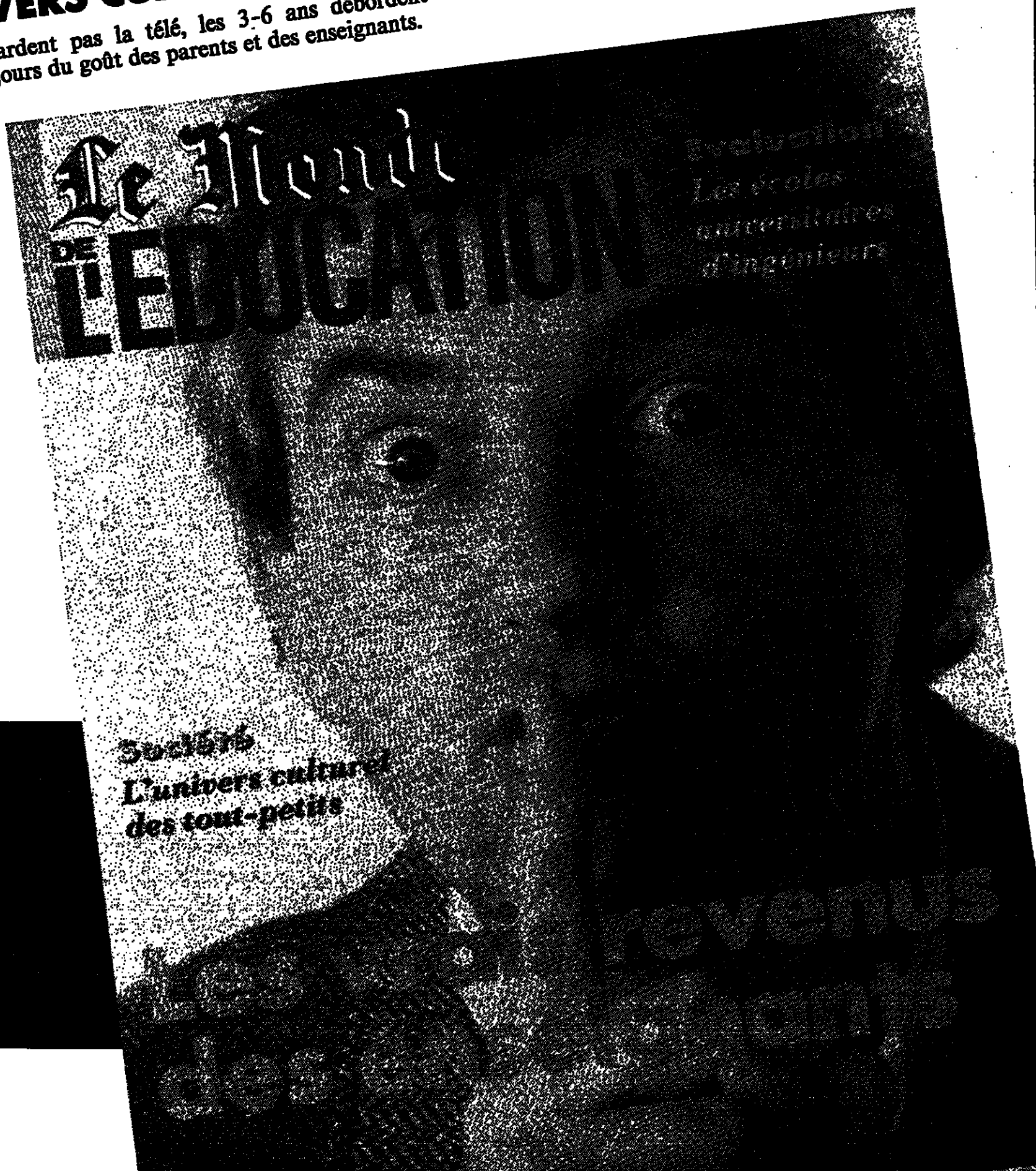
L'initiation aux langues étrangères dans les écoles primaires, lancée par Lionel Jospin, a trouvé un actif soutien de la part des municipalités. Une expérience à découvrir dans *le Monde de l'éducation*.

LE CULTUREL DES TOUT-PETITS

... d'activités culturelles (lecture, musique, jeux)

■ L'UNIVERS CULTUREL DES TOUT-PETITS

■ L'UNIVERS CULTUREL DES TOUT-PETITS

**17 F**

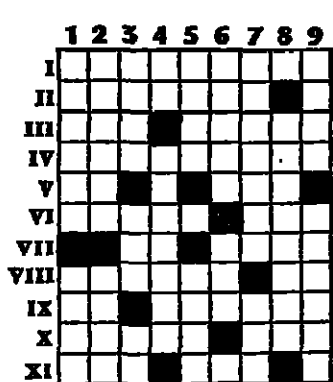
**En vente chez
votre marchand
de journaux**

هكذا من الأصل

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5120



HORIZONTALEMENT

1. Marques de reconnaissance.
2. Une femme parfois étendue sur une nappe.
3. Ill. S'adresse à la Vierge. Une voiture pour les retardataires.
4. Ce qui reste quand on enlève les légumes.
5. Est souvent sur la planche. D'un auditeur.
6. L'arme au pied. L'essence y est rare.
7. Point de départ. Nom donné à un auteur.
8. Ne donne que l'essentiel. En Espagne.
9. IX. D'abord par le chef. Saintes, à l'église.
10. Qui se rapporte aux représentations abstraites. Qui peut faire rougir.
11. Une manche. Peut décorer la crête d'un toit.

VERTICALEMENT

1. Dont on ne pourra pas faire un homme. Il n'y en a pas devant le capot.
2. Utile pour extraire des racines. Quand on y reste,

c'est la panne.
3. Une partie de la Méditerranée. Endroit où l'on peut couper le courant. Lie.
4. Adverbe. Une figure populaire.
5. A du piston. Est plus avancé que le quadrupède.
6. Le prophète de l'espérance messianique. Dans un alphabet étranger.
7. Est simple et fragile. Fut mise sur table.
8. Qui auraient besoin d'un peu de liquide.
9. Rayonne quand elle n'est pas naturelle. Certaines sont odorantes.

Solution du problème N° 5119

Horizontalement

1. Gandoura. Assaut.
2. Il. Union. Inexplicite.
3. Ill. Esérine. Sée. Rue.
4. Ré. Erins. Cuers.
5. V. Sein. Pelisse.
6. Vi. Lail. Sapin. As.
7. VII. Lu. Erns. Etaleras.
8. VIII. Erdre. Cri.
9. IX. Rols. Pi. En. Tau.
10. X. Ora. Réclamer. Ne.
11. XI. Eus. Réclamer. Ne.
12. XII. Apt. Hériter.
13. XIII. Rengaines. Napes.
14. XIV. Odeuse. Acné.
15. XV. Cois. Zoalotes.

Verticalement

1. Guérillero. Froc.
2. Anse. Aurore. Edo.
3. Nis. Si. Dieu.
4. Dorée. Ers.
5. Sagés.
6. Nines. Paris.
7. Rien. Cité. Nez.
8. An. Epler. Eche.
9. Essentielles.
10. Ave. Nias. Al.
11. Spéciale. Erimpa.
12. Si. Usé. Retent.
13. Aérés. Rat. Naper.
14. Usure. Antra.
15. As. Ossues. Sus.

GUY BROUTY

Les services ouverts ou fermés le 1^{er} novembre

Presse. — Les quotidiens paraissent normalement.

Banques. — Fermées.

Postes. — Pas de distribution de courrier à domicile. Les bureaux de poste seront fermés, sauf ceux assurant le service des dimanches et jours fériés.

RATP. — Service réduit des dimanches et jours fériés.

Assurance maladie. — Les centres de la région parisienne seront fermés au public du mardi 31 octobre, à 15 heures, au jeudi 2 novembre, à 8 h 30.

Allocations familiales. — Les services d'accueil du siège et les unités de gestion de la région parisienne seront fermés du mardi 31 octobre, à 12 heures, au jeudi 2 novembre aux heures habituelles.

Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés. — Les centres d'information de Paris et de la région parisienne seront fermés du mardi 31 octobre, à 14 h 30, au jeudi 2 novembre aux heures habituelles.

Musées. — A Paris, le Musée du Louvre sera fermé. Seront ouverts le Musée d'Orsay, le Palais de la découverte, la Cité des sciences et de l'industrie à La Villette et l'exposition « Archéologie de la France. Trente ans de découvertes » au Grand Palais. Pour les autres musées, il est préférable de se renseigner.

En Ile-de-France. — Seront ouverts le Musée de l'air et de l'espace, au Bourget, le château de

Chantilly, ainsi que le domaine et l'abbaye de Chailly.

Desert des cimetières parisiens. — La mairie de Paris organise, comme chaque année, un service de transport gratuit à l'intérieur de certains cimetières parisiens : Pantin, de 8 h 30 à 18 heures ; Thiais, de 7 heures à 18 heures ; Bagneux, Saint-Ouen, Montmartre et Batignolles, de 8 heures à 18 heures.

Desserte des cimetières parisiens. — La mairie de Paris organise, comme chaque année, un service de transport gratuit à l'intérieur de certains cimetières parisiens : Pantin, de 8 h 30 à 18 heures ; Thiais, de 7 heures à 18 heures ; Bagneux, Saint-Ouen, Montmartre et Batignolles, de 8 heures à 18 heures.

Un projet futuriste. Techno-ran 2001. a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 4 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

On ne compte plus les pieds-noirs retournés en « pèlerinage » dans une Afrique du Nord devenue le Maghreb. Concernant les anciens départements français, le mouvement Pieds-noirs pour l'Algérie a, quant à lui, multiplié les initiatives notamment économiques, depuis sa création il y a six ans.

Un projet futuriste. Techno-ran 2001. a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 4 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

On ne compte plus les pieds-noirs retournés en « pèlerinage » dans une Afrique du Nord devenue le Maghreb. Concernant les anciens départements français, le mouvement Pieds-noirs pour l'Algérie a, quant à lui, multiplié les initiatives notamment économiques, depuis sa création il y a six ans.

Un projet futuriste. Techno-ran 2001. a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 4 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

On ne compte plus les pieds-noirs retournés en « pèlerinage » dans une Afrique du Nord devenue le Maghreb. Concernant les anciens départements français, le mouvement Pieds-noirs pour l'Algérie a, quant à lui, multiplié les initiatives notamment économiques, depuis sa création il y a six ans.

Un projet futuriste. Techno-ran 2001. a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 4 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

On ne compte plus les pieds-noirs retournés en « pèlerinage » dans une Afrique du Nord devenue le Maghreb. Concernant les anciens départements français, le mouvement Pieds-noirs pour l'Algérie a, quant à lui, multiplié les initiatives notamment économiques, depuis sa création il y a six ans.

Un projet futuriste. Techno-ran 2001. a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 4 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

On ne compte plus les pieds-noirs retournés en « pèlerinage » dans une Afrique du Nord devenue le Maghreb. Concernant les anciens départements français, le mouvement Pieds-noirs pour l'Algérie a, quant à lui, multiplié les initiatives notamment économiques, depuis sa création il y a six ans.

Un projet futuriste. Techno-ran 2001. a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 4 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

On ne compte plus les pieds-noirs retournés en « pèlerinage » dans une Afrique du Nord devenue le Maghreb. Concernant les anciens départements français, le mouvement Pieds-noirs pour l'Algérie a, quant à lui, multiplié les initiatives notamment économiques, depuis sa création il y a six ans.

Un projet futuriste. Techno-ran 2001. a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 4 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

On ne compte plus les pieds-noirs retournés en « pèlerinage » dans une Afrique du Nord devenue le Maghreb. Concernant les anciens départements français, le mouvement Pieds-noirs pour l'Algérie a, quant à lui, multiplié les initiatives notamment économiques, depuis sa création il y a six ans.

Un projet futuriste. Techno-ran 2001. a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 4 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

On ne compte plus les pieds-noirs retournés en « pèlerinage » dans une Afrique du Nord devenue le Maghreb. Concernant les anciens départements français, le mouvement Pieds-noirs pour l'Algérie a, quant à lui, multiplié les initiatives notamment économiques, depuis sa création il y a six ans.

Un projet futuriste. Techno-ran 2001. a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 4 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

On ne compte plus les pieds-noirs retournés en « pèlerinage » dans une Afrique du Nord devenue le Maghreb. Concernant les anciens départements français, le mouvement Pieds-noirs pour l'Algérie a, quant à lui, multiplié les initiatives notamment économiques, depuis sa création il y a six ans.

Un projet futuriste. Techno-ran 2001. a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 4 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

On ne compte plus les pieds-noirs retournés en « pèlerinage » dans une Afrique du Nord devenue le Maghreb. Concernant les anciens départements français, le mouvement Pieds-noirs pour l'Algérie a, quant à lui, multiplié les initiatives notamment économiques, depuis sa création il y a six ans.

Un projet futuriste. Techno-ran 2001. a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 4 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

On ne compte plus les pieds-noirs retournés en « pèlerinage » dans une Afrique du Nord devenue le Maghreb. Concernant les anciens départements français, le mouvement Pieds-noirs pour l'Algérie a, quant à lui, multiplié les initiatives notamment économiques, depuis sa création il y a six ans.

Un projet futuriste. Techno-ran 2001. a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 4 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

On ne compte plus les pieds-noirs retournés en « pèlerinage » dans une Afrique du Nord devenue le Maghreb. Concernant les anciens départements français, le mouvement Pieds-noirs pour l'Algérie a, quant à lui, multiplié les initiatives notamment économiques, depuis sa création il y a six ans.

CARNET DU Monde

Mariages

— Laurence TRAGIT et Patrick GOSSOT,

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu à Paris, le 28 octobre 1989.

— Paris.

— Annick PERNOT de BREUIL et Guy PERRIMOND,

ont la joie de faire part de leur mariage, qui a été célébré en la cathédrale Saint-Martin de Champigny, le 7 octobre 1989.

— M. et M^{me} Michel POMMIER, M^{me} SANGOORI et M^{me}, sont très heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants

Aida et Jean-Christophe, le 26 octobre 1989, à Paris-7.

— L'Isle-sur-la-Sorgue. Rio-de-Janeiro.

— Jean-Pierre SIMONNOT et Marina CARNEIRO DO AMARAL,

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 23 septembre 1989, à la mairie d'Avignon.

— Mariage et fiançailles

— Jeannette et Pierre BOULAY ont la joie de faire part de leur mariage de leur fille

Aune avec Michel DALLON,

et des fiançailles de leur fils Olivier avec Anne-Cécile CHEVALLIER, Juillet, août 1989.

3, square du Châteaun, 67300 Schiltigheim.

— Nous apprenons le décès de René FAURE,

survenu dimanche 29 octobre 1989, à l'hôpital Saint-Joseph de Marseille.

né le 2 novembre 1920 à Azé (Dordogne), M. René Faure a été créateur du Centre de Recherches de Chimie et de Physique de 1964 à 1973 et directeur de l'Institut de Recherches de Chimie et de Physique de 1973 à 1989. Il fut aussi président de la Société des Sciences de la Vie, fonction qu'il occupa jusqu'en septembre 1988. M. René Faure était marié, avait 4 enfants et 12 petits-enfants. Ses obsèques ont eu lieu le 27 octobre 1989, à 14 heures, à la chapelle de la Trinité, 10, rue de la Trinité, à Marseille. Inhumation au cimetière de St-Joseph, à Marseille.

— M. et M^{me} Henri Herzog, M. et M^{me} Maurice Weber, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Ernestine HERZOG, née Weber, survenue le 22 octobre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— L'Eternel est mon refuge ! Dans le Très-Haut tu es placé ton âme. (Psaume 91).

— M. et M^{me} Henri Herzog, M. et M^{me} Maurice Weber, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Ernestine HERZOG, née Weber, survenue le 22 octobre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— L'Eternel est mon refuge ! Dans le Très-Haut tu es placé ton âme. (Psaume 91).

— M. et M^{me} Henri Herzog, M. et M^{me} Maurice Weber, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Ernestine HERZOG, née Weber, survenue le 22 octobre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— L'Eternel est mon refuge ! Dans le Très-Haut tu es placé ton âme. (Psaume 91).

— M. et M^{me} Henri Herzog, M. et M^{me} Maurice Weber, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Ernestine HERZOG, née Weber, survenue le 22 octobre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— L'Eternel est mon refuge ! Dans le Très-Haut tu es placé ton âme. (Psaume 91).

— M. et M^{me} Henri Herzog, M. et M^{me} Maurice Weber, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Ernestine HERZOG, née Weber, survenue le 22 octobre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Décès

— M. et M^{me} René Canot, M. et M^{me} Jean Lemaire, M. Christian Canot, M. et M^{me} Marc Almeras et leurs enfants, M. et M^{me} Benoît Rosard et leurs enfants, M. et M^{me} Dominique Lemaire et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Maurice CANUET, née Suzanne Laval,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

endormie dans la paix du Seigneur à Combray, le 27 octobre 1989, dans sa cent unième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 2 novembre, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul d'Epervy et sera suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

Une messe à son intention sera célébrée ultérieurement à Paris.

— Cet avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes.

45, avenue Marceau, 75116 Paris.

43, rue de la Pierre-de-Ville, 51480 Cambray.

— Myriam et Chloé, ont la douleur de faire part du décès de

Roger DRÉNO, inspecteur général de la construction, survenu à Bordeaux, le 26 octobre 1989, à l'âge de cinquante-sept ans.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le samedi 28 octobre 1989, à Bordeaux (Gironde).

36, avenue de Mirmont, 33200 Bordeaux-Mérignac.

— Nous apprenons le décès de René FAURE,

survenu dimanche 29 octobre 1989, à l'hôpital Saint-Joseph de Marseille.

né le 2 novembre 1920 à Azé (Dordogne), M. René Faure a été créateur du Centre de Recherches de Chimie et de Physique de 1964 à 1973 et directeur de l'Institut de Recherches de Chimie et de Physique de 1973 à 1989. Il fut aussi président de la Société des Sciences de la Vie, fonction qu'il occupa jusqu'en septembre 1988. M. René Faure était marié, avait 4 enfants et 12 petits-enfants. Ses obsèques ont eu lieu le 27 octobre 1989, à 14 heures, à la chapelle de la Trinité, 10, rue de la Trinité, à Marseille. Inhumation au cimetière de St-Joseph, à Marseille.

— M. et M^{me} Henri Herzog, M. et M^{me} Maurice Weber, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Ernestine HERZOG, née Weber, survenue le 22 octobre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— L'Eternel est mon refuge ! Dans le Très-Haut tu es placé ton âme. (Psaume 91).

— M. et M^{me} Henri Herzog, M. et M^{me} Maurice Weber, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Ernestine HERZOG, née Weber, survenue le 22 octobre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— L'Eternel est mon refuge ! Dans le Très-Haut tu es placé ton âme. (Psaume 91).

— M. et M^{me} Henri Herzog, M. et M^{me} Maurice Weber, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Ernestine HERZOG, née Weber, survenue le 22 octobre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— L'Eternel est mon refuge ! Dans le Très-Haut tu es placé ton âme. (Psaume 91).

— M. et M^{me} Henri Herzog, M. et M^{me} Maurice Weber, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Ernestine HERZOG, née Weber, survenue le 22 octobre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— L'Eternel est mon refuge ! Dans le Très-Haut tu es placé ton âme. (Psaume 91).

— M. et M^{me} Henri Herzog, M. et M^{me} Maurice Weber, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Ernestine HERZOG, née Weber, survenue le 22 octobre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— L'Eternel est mon refuge ! Dans le Très-Haut tu es placé ton âme. (Psaume 91).

— M. et M^{me} Henri Herzog, M. et M^{me} Maurice Weber, ont la douleur de faire part du décès de

Anniversaires

— Le 31 octobre 1987 Ma chère épouse, Et votre amie,

Raymonde BRIMBEUF, née Léry,

s'endormira du sommeil éternel.

Ses cendres reposent au Jardin du souvenir du columbarium du Père-Lachaise, près de sa maman et de son papa.

— Pour le premier anniversaire de la disparition de

Isolael SANIEL,

une pensée est dédiée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Tous ceux qui ont connu et aimé M^{me} Georges WEG, née Michèle Daquenne,

se réuniront pour célébrer le deuxième anniversaire de son décès accidentel.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, le mercredi 1^{er} novembre 1989, à 11 heures.

De la part de M. Georges Weg, son époux, De toute la famille, Et de ses nombreux amis.

— Pour le dix-neuvième anniversaire de la mort du général de Gaulle, l'Ordre de la Libération organise un pèlerinage en train spécial pour Colombey-les-Deux-Églises, le jeudi 9 novembre 1989. Départ jeudi 9 novembre, gare de Vitry, 7 h 56. Retour, arrivée à Paris à 16 h 05.

Le prix comprendra le déjeuner sur le trajet du retour et sera de 500 F (sans réduction SNCF).

Renseignements et inscriptions : Chancellerie de l'Ordre de la Libération : François Spinaud, 51 bis, boulevard de Létour-Maubourg, 75007 Paris. Tél. : 47-05-35-15, poste 41 (chèque à libeller à l'ordre de Jules Muraud).

Le soir même à Paris, à 19 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, l'Association des Français libres fera dire une messe (portes ouvertes) à la mémoire du général de Gaulle et des siens.

— Très touchée par les nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

Cécile ANGLIVIEL de LA BEAUMELLE,

Sa famille,

dans l'impossibilité de répondre à chacun individuellement, remercie ceux qui se sont associés à sa peine et les prie de trouver ici l'expression de sa gratitude.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDOPAR 660572 F

Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF FRANCE BENELUX SUISSE AUTRES PAYS

3 mois 365 F 399 F 384 F 700 F

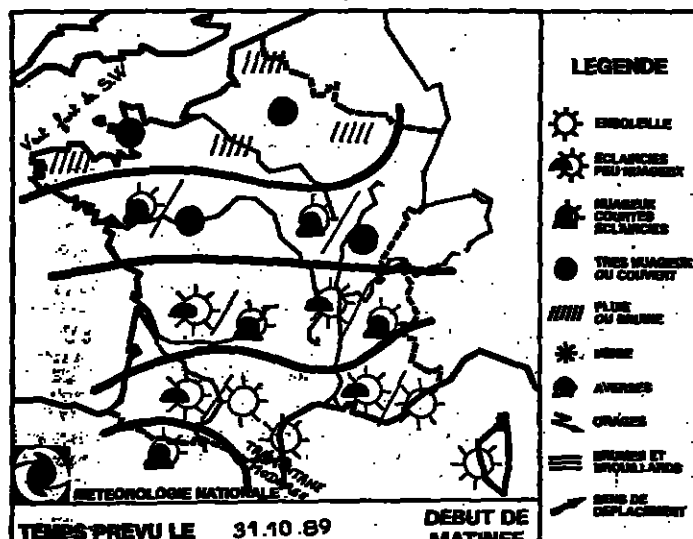
6 mois 720 F 762 F 772 F 1 400 F

1 an 1 390 F 1 399 F 1 3

MÉTÉOROLOGIE

sur le littoral méditerranéen. Les températures maximales s'élèveront guère 13 à 15 degrés sur la moitié nord du pays, 18 à 20 degrés dans le Massif Central, 20 à 22 degrés sur le Sud-Ouest et le Sud-Est.

Le vent de sud-ouest sera assez soutenu sur le Nord-Ouest et le Nord : il pourra souffler le matin jusqu'à 60 kilomètres/heure sur les côtes de la Manche. Vent faible sur les régions méridio-

[illegible]

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi dans dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à écrire ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

TF 1

20.40 **Cinéma : Le coup du parapluie.** M
22.20 **S.O.S.**
Émission de Brigitte Bardot. La chasse.
23.25 **Magazine : Minuit sport.**
0.00 **Journal et Météo.**
0.20 **Série : Mémoires.**

A2

20.40 Théâtre : Nuit d'ivresse.
22.10 Flash d'informations.
22.15 ► Documentaire :
Le sorcier habite l'immuable.
23.10 Quand je serai grand.
Invité : Francis Cavanna.
23.15 Informations : 24 heures sur 2.
23.35 Météo.
23.40 Soixante secondes.
Aline Nicolas, chorégraphe.
23.45 Histoires courtes.
Jours de vague, d'Aline Tasma.

FR 3

20.35 Cinéma : Les tribulations
d'un Chinois en Chine. III

22.20 Journal et Météo.

22.45 Sport : Tennis.
Quatrième Open de la Ville de Paris, à Boulogne

TF 1

- 14.30 Série : Les chevaliers du ciel.
- 15.25 Série : Tribunal.
- 16.55 **Vérités : La chance aux chansons**
- 16.25 **Fénelaïon : En cas de bonheur.**
- 16.50 **Sport : Football.**
Coupe d'Europe de l'UEFA (2^e tour) :
Austria-Paradis, en direct d'Austria.
- 18.45 **Avis de recherche.**
- 18.55 **Fénelaïon : Santa-Barbara.**
- 19.25 **Jeu : La roue de la fortune.**
- 20.00 **Journal, Météo et Tapis vert.**
- 20.40 **Téléfilm : Poker Alibi.**
- 22.30 **Magazine : Ciel, mai mardi !**
De Christophe Duchesneau.
- 23.55 **Journal et Météo.**
- 0.15 Série : Intrigues.
- 0.40 Série : Les invincibles.

A2

- 15.15 Sport : Tennis.
Quatrième Open de la Ville de Paris, à Bagatelle.
- 17.45 Magazine : Graffiti 5-15.
Présenté par Groucho et Chico.
Alt.
- 18.15 Série : Les voisins.
- 18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19.00 Série : Top model.
- 19.25 Jeu : Desmines, c'est gagné !
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Cinéma : Superman II. Le
"Flash of Freedom".
- 22.50 Documentaire :
La Révolution française.
Journal de René de Robert Enrico, par M.
Enrico.
- 23.45 Quand le soleil grand-
grand : Hugué Labonté.
- 23.50 Informations : 24 heures sur la 2.
- 0.10 Météo.
- 0.15 Solozzo et secondes.
Benoît Mandelbrot, mathématicien.

FR 3

18.00 Feuilletton : A cœur ouvert.
18.25 Magazine : T64 Caroline.
17.00 Flash d'informations.
De 17.05 à 18.00 Annus 3.
17.05 Petit ours brun.
17.06 Inspecteur Gadget.
17.10 Les petits malins.
17.30 Auto vite bravo.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Body double. ■
22.20 Flash d'informations.
22.25 Magazine : Lundi sport.
 Football ; à 22.45, Boxe ; à 23.40, Football américain.
0.35 Cinéma :
La petite fille au tambour. ■■

LA 5

20.40 Téléfilm : Un quartier d'enfer.
22.20 Série : Matlock.
23.30 Magazine : Aperté.
De Pierre-Luc Séguillon.
0.00 Journal de minuit.

NR

20.30 Cinéma :
Vertige pour un tueur. ■

22.00 Série :
Poigne de fer et séduction.

22.30 Cinéma :
Tous en scène. ■ ■

0.25 Six minutes
d'informations.

0.30 Magazine : Jazz 6.
De Philippe Adler.

17.35 David le gnome.
18.00 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 18.10 à 19.30, le journal de la région.
19.58 Dessin animé : Kimbo.
20.05 Jeux : La classe.
20.30 INC.
20.35 Téléfilm : Adieu Irlande
(dernière partie).
22.18 Journal et Météo.
22.40 Sport : Tennis.
Quatrième Omb de la Ville de Paris : à Barcelone.

CANAL PLUS

13.30 Cinéma :
La vieille dame indigne. ■■■
15.00 Pochettes surprises.
15.30 Cinéma : L'as de cœur. ■
17.05 Documentaire :
Désastre aux Galapagos.
17.25 Cabou cadin.

Desired

18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
18.30 Top 50.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Cinéma : Arizona junior. ■■
22.00 Flash d'informations.
22.10 Cinéma :
Hope and glory. ■■■■
0.00 Cinéma : La petite amie. ■
1.25 Cinéma :
La femme aux bas noirs.
2.20 Pochettes surprises.
Société érotique.

LA 5

- 14.30 Série : L'inspecteur Derrick.
- 15.30 Série : Kung fu.
- 16.45 Dessins animés.
- 18.50 Journal Images.
- 19.00 Série : Happy days.
- 19.30 Le bar des ministères.
- 20.00 Journal.
- 20.40 Cinéma : L'armée prochaine
à tout va bien. III
- 22.30 Série : L'enfer du devoir.
- 23.20 Magazine : Nomades.
- 0.00 Journal de minuit.
- 0.06 Série : La brigade des mœurs.
- 1.35 Feuilletin : Comment ne pas
épouser un milliardaire.

1.00 Rediffusions.

LA SEPT

20.45 Cinéma : Le sang d'un poète. ■
21.35 Cinéma :
Le testament d'Orphée. ■
22.55 Documentaire :
L'esprit des lois (5).
De Pierre Dumayst et Pierre Lemaçon
0.00 Cinéma : Agosto.
1.45 Magazine : Mégamix.
De Martin Melsonnier.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le grand débat.
La religion à l'école : libre ou obligatoire ?
21.30 Cinémaquarte.
Drame sur Caligula, de Pierre Chenel
22.40 Cote d'amour.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Code.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon.
Concert (en direct de la Radio de Strasbourg : Divertimento (arrangement du Baïser de la fée), de Stravinski; Concerto pour piano à quatre mains de Miyoshi; November steps II de Greut, de Takemitsu; La mer, de Debussy, par l'Orchestre symphonique de la RTF; dir. Michiyoshi Inoue, cd; Duo Crommelyns (piano). A 22.30, Virtuoses, virtuoses, l'Ensemble Hiliard. A 22.55, Fêtes pour la musique. A 23.07, Ciro in Babilonia, ossia la storia di Baldassarre, opéra en 2 actes (1^{er} acte), de Rossini.

0.30 Myosotis.

M 6

13.45 Feuilletton : La clinique de la Forêt-Noire.
17.05 Série : L'homme de fer.
18.05 Variétés : Multitop.
18.35 Série : Le frelon vert.
19.00 Série : Magnum.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Série :
Les jupons de la Révolution.
22.10 Magazine : Ciné 6.
22.30 ► Cinéma :
Hercule contre Moloch. ■
0.05 Six minutes d'informations.
0.10 Musique : Boulbrock'n hard.
1.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 16.00 Méthode Victor : Espagnol.
- 16.30 Magazine : Club sans nom.
- 17.30 Cinéma : Esclave de l'amour. ■■
- 19.05 Court métrage :
Voyage à Sopot.
- 19.30 Documentaire :
Histoire paralysés.
- 20.15 Jazz soundies collection.
- 20.25 Documentaire :
Traver à domicile.
- 20.30 Documentaire :
Nüjang, la vallée perdue.
- 22.00 Documentaire :
L'autre côté, documents interdits.
- 22.30 Documentaire :
L'esprit des lois (8).
- 23.25 Vidéo : The flood.
- 23.50 Danse : Svadebka.
- 0.20 Musique : Nocturne.
- 0.30 Documentaire : Igor Stravinski (3).

FRANCE-CULTURE

- 20.30** Archipel science. Le CNAM : le plus belle collection d'objets scientifiques au monde.
- 21.30** Mathématiquement vôtre. Quand les mathématiciens veulent se populariser...
- 22.40** Nuits magnétiques. Les bords de Marne.
- 0.05** Du jour au lendemain.
- 0.50** Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 21 octobre, Salle Gaveaux) : Sonate pour clarinète et piano, op. 129, de Stanford; Fantasiestücke, pour clarinète et piano, de Schumann; Sonate pour alto et piano, de Glazov; Sonate pour alto, piano et harpe, de Debussy; Sonate à Brahms; Trio pour clarinète, alto et piano, n° 4 en mi bémol majeur K 493, de Mozart; pour Michel Arrignon (clarinète), Bruno Pascaud (alto) et Catherine Lecoq (harpe).

22.07 Club d'archives. Les perles : œuvres de Prokofiev, Stravinski, Vivaldi; Les inconnues : œuvres de Bartok, Ruzhik, Martinu; Mieux tard, qu'à l'heure : œuvres de Ballo, Donizetti; Perles : œuvres de Puccini, Ravel; Les perles : œuvres de Sade, von Wolfenstein; Ruzhik.

26 Les bénéfices de Peugeot au 1^{er} semestre
27 Champs économiques

43 Les banques face à leur client
44 Régions

46 Marchés financiers
47 Bourse de Paris

BILLET

L'argent
des chômeurs

La sortie de crise se profile-t-elle pour le régime paritaire d'assurance-chômage UNEDIC après plus de quarante ans d'existence ? Les négociations qui s'engagent le 31 octobre entre les syndicats et le patronat, en vue du renouvellement d'une convention de deux ans qui arrive à expiration le 31 décembre 1989, se présentent en tout cas sous un jour beaucoup plus favorable que par le passé. Il y a deux ans, lors des précédentes discussions, le déficit planait comme une menace permanente, et les partenaires sociaux avaient tablé sur une aggravation continue du chômage en 1989 et en 1990. Logiquement, ils avaient partagé à égalité la responsabilité de la cotisation.

Les experts s'étaient montrés trop pessimistes. Le nombre de chômeurs a diminué de 30 000 environ en 1988, et un résultat proche est attendu en 1989. La croissance économique, plus généreuse que prévue, a donc favorisé un mouvement de création d'emplois qui a même mordu sur le chômage, tout en laissant un noyau dur de 800 000 chômeurs de longue durée. Avec en plus des hausses de salaires plus importantes que prévu, les rentrées de cotisations ont dépassé les prévisions. Ainsi, si l'on met à part le remboursement d'une dette qui s'élève à près de 8 milliards de francs, l'UNEDIC devrait se retrouver à la fin de 1989 avec un excédent de 5,1 milliards de francs. Des excédents du même ordre de grandeur devraient se retrouver en 1990 (+ 4,7 milliards) et en 1991 (+ 5,4 milliards) — la situation financière devant même se révéler positive l'an prochain en tenant compte du remboursement de la dette, — alors même qu'on s'attend à une hausse de 100 000 chômeurs sur les deux ans à venir.

Dès lors, l'interrogation qui domine la négociation ne sera plus : « Comment trouver de l'argent supplémentaire pour les chômeurs ? » mais : « Comment mieux utiliser l'argent des chômeurs ? » La hausse de cotisations et baisses des prestations sont renvoyées aux oubliettes. Mais les divergences demeurent importantes. Le CNPF veut privilégier une baisse des cotisations puis consolider les réserves et examiner une meilleure indemnisation des chômeurs. Les priorités des syndicats sont presque inverses. Ils veulent notamment revoir les durées d'affiliation afin que les salariés précaires qui sont actuellement exclus de l'indemnisation en raison de périodes trop courtes de travail soient davantage aidés. Histoire de réduire quelques inégalités...

M. N.

Face à l'OPA de Paribas

L'assureur allemand Allianz
autorisé à prendre 20 % de la Mixte

Nouveau rebondissement dans la bataille boursière qui oppose Paribas à la Mixte. Le Comité des établissements de crédit a donné à l'assureur ouest-allemand Allianz l'autorisation de franchir 20 % des droits de vote dans le capital de la Compagnie de navigation mixte.

Le numéro un européen de l'assurance en Europe, le groupe ouest-allemand Allianz, a demandé et reçu le feu vert du Comité des établissements de crédit pour franchir le seuil de 20 % dans le capital de la Navigation mixte. Allianz, qui était déjà actionnaire à hauteur de 5 % n'est toutefois pas autorisé à franchir le seuil de 33 %. Dans un communiqué publié dimanche 29 octobre, la société Allianz affirme que cette mesure est destinée à « veiller à la protection des intérêts qu'elle a acquis », à savoir 50 % du capital des assurances VIA-Rhin et Moselle, soit l'un des principaux actifs de la compagnie.

Allianz ajoute que dans le souci de « conforter sa position d'assureur et au vu des incertitudes qui caractérisent actuellement la situation de la Compagnie de navigation mixte », elle a tenu à « se réserver un espace de liberté (dont elle ferait usage au cas où les circonstances des jours à venir lui paraîtraient le lui commander, et sous réserve qu'elle rencontre à cet égard l'approbation des autorités de marché ».

Allianz rappelle qu'elle s'est associée au conseil d'administration de la Mixte qui avait fait savoir vendredi 27 octobre, que l'offre publique d'achat lancée par Paribas était jugée « trop faible dans son montant et ce d'autant plus que les actionnaires doivent s'attendre à une forte réduction qui ne peut être conforme à leurs intérêts ». L'assureur allemand fait ainsi référence au fait que l'OPA de Paribas ne porte que sur 66 % du capital de la Mixte. Les actionnaires qui apporteraient leurs titres ne profiteraient que partiellement de l'offre. Paribas réservant le droit de rejeter les titres au-delà de la limite des deux tiers.

Le coup est rude pour Paribas qui affirmait à la veille du lancement de l'OPA qu'elle s'était assurée de la neutralité du groupe d'assurance allemand. Mais il est conforme aux déclarations de M. Marc Fournier. Lors de sa conférence de presse du 27 octobre, le PDG de la Navigation mixte

avait prétendu s'effacer devant ses actionnaires.

L'annonce d'Allianz faite dimanche 29 octobre dans la soirée, à la veille du jour de reprise des cotations de la Mixte, est particulièrement habile. Elle signifie tout d'abord que M. Fournier avait des cartes en réserve. Elle risque ensuite d'avoir un fort impact sur le titre qui pourrait bien s'envoler au-dessus du cours qu'il avait à la veille de la suspension de cotation (1800 F environ) et surtout bien au-dessus de l'offre faite par Paribas (1850 F). Lundi 30 octobre à 10 h 30, l'action avait déjà gagné 9 % et s'échangeait à 1945 F. L'attitude des petits porteurs sera aujourd'hui déterminante. La limite de 7 % qui permet une reprise de la cotation pourrait bien être atteinte et dépassée. La Compagnie financière de Paribas qui garde la possibilité de racheter les titres qu'elle convoite sur le marché n'a cependant le droit de le faire que si la valeur des actions Mixte n'excède pas 5 % du prix qu'elle a offert à l'OPA (soit 1942,50 F). Paribas risque donc de ne pas pouvoir accroître sa pénétration. Lundi matin, la Compagnie financière annonçait qu'elle maintenait son offre.

YVES MAMOU

Les pays de l'ACP divisés

Echec des renégociations
pour la Convention de Lomé

La conférence ministérielle entre la CEE et soixante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) a achevé ses travaux dans la nuit de dimanche 29 à lundi 30 octobre, sans aboutir à un accord général sur le renouvellement de la convention de Lomé. La cérémonie de signature du quatrième traité de Rome reste prévue en décembre prochain dans la capitale togolaise.

LUXEMBOURG

(Communautés européennes)

de notre correspondant.

« La Communauté était prête, mais j'ai l'impression que les ACP ne l'étaient pas », a déclaré M. Douze à l'issue de la réunion. Les Douze avaient réussi au matin du 29 octobre à présenter à leurs associés du tiers-monde une position sur l'ensemble des points litigieux. C'est ainsi qu'ils avaient semblé leur offrir sur le régime à consentir aux exportations agricoles des pays en développement.

La CEE acceptait aussi de modifier le système de stabilisation des

recettes à l'exportation des produits de base (STABEX) de telle sorte que l'ensemble des ACP n'aurait plus à rembourser les compensations financières versées par des fonds communautaires. Douze s'engageait en outre à libérer les importations de rhum en provenance des Caraïbes après l'achèvement du marché unique.

Du coup, les Britanniques ont levé leurs réserves sur la demande d'adhésion de Saint-Denis et de Saint-Domingue. La CEE donnait enfin son accord définitif pour interdire à ses industriels l'exportation de déchets dangereux et radioactifs vers le tiers-monde.

M. Roland Dumas comptait beaucoup sur une réponse positive des ACP sur ce « paquet » pour aborder la question-clé de la négociation, c'est-à-dire l'enveloppe financière à fixer pour les années 1990-1994. Au train où allaient les choses du côté européen, l'optimisme était de rigueur quant à la capacité du ministre français de convaincre les Néerlandais, les Britanniques et, dans une certaine mesure, les Allemands, à faire preuve de plus de générosité qu'ils ne le voulaient au départ.

Quelle ne fut pas la surprise dans les milieux communautaires lorsque les ACP annoncèrent dimanche soir qu'ils rejettent l'offre communautaire.

En réalité, les ACP s'étaient trop déçus de la veille pour être en mesure d'effectuer les arbitrages nécessaires sur le projet présenté par les Douze. Pendant que les ministres européens élaboraient leurs propositions, les ACP procédaient à l'élection de leur secrétaire général. Toute une nuit et quatre tours de scrutin furent nécessaires pour désigner un Africain à la succession d'un Caribéen.

Certaines délégations, notamment africaines, ont tenté en vain de rattraper le temps perdu. A l'issue de deux heures de réunion, les ACP annonçaient qu'ils leur fallait un délai plus long pour « achever leur concertation ». Les Européens quittaient alors Luxembourg, et les pays en développement poursuivaient leurs négociations. Ces péripéties n'empêcheront pas les Douze de continuer leurs travaux sur l'aide financière. M. Roland Dumas a l'intention de soulever la question lors du prochain conseil des ministres des affaires étrangères, le 6 novembre à Bruxelles. Il considère comme possible un volume global approchant les 12 milliards d'euros (14 milliards de francs) contre 8,5 milliards pour la convention actuelle.

MARCEL SCOTTO

INSOLITE

La défense
du mammoth

Fin l'éléphant, jouons la carte mammoth. Le Japon, qui interdira totalement le 1^{er} janvier 1990 l'importation d'ivoire d'éléphant a déjà trouvé un produit de substitution : la défense de mammoth. 1,4 tonne a déjà été importée de Sibérie entre juillet et septembre derniers. Avec cet avantage : personne ne pourra attribuer aux ivoiristes japonais une quelconque responsabilité dans l'extinction d'une espèce disparue il y a plus de dix mille ans.

Toutefois, selon les fabricants nippons, la qualité de l'ivoire extrait des défenses du préhistorique pachyderme serait assez médiocre. Résultat : on s'attend à une explosion du marché noir de l'ivoire d'éléphant, matière dont les Japonais sont très friands (106 tonnes importées en 1988), soit 40 % des achats mondiaux.

MARCEL SCOTTO

La crise politique en Grande-Bretagne provoque un affaiblissement de la livre

Interrogée sur la chaîne de télévision britannique ITN, le dimanche 29 octobre, la première ministre britannique, M^{me} Margaret Thatcher, a déclaré avoir toujours apporté son soutien au chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson. Celui-ci a annoncé sa démission, jeudi 26 octobre, en raison notamment de désaccords avec le premier ministre sur l'union économique et monétaire dans la CEE. M^{me} Thatcher a indiqué une nouvelle fois que l'entrée de la livre dans le système européen ne pourrait se faire que lorsque tous les mouvements de capitaux dans la Communauté auraient été libérés. Sir Geoffrey Howe, vice-premier ministre britannique, avait déclaré, samedi, que « oui, la Grande-Bretagne devrait adhérer et adhérer au mécanisme des changes européen ».

La crise gouvernementale met en lumière les difficultés de l'économie britannique. Lundi 30 octobre, la devise britannique chutait brutalement sur les marchés des changes, tombant à 9,80 F contre 9,88 F vendredi, et contraignant la Banque d'Angleterre à intervenir une nouvelle fois.

LONDRES

(correspondance)

La réhabilitation de Nigel Lawson a déjà commencé. De nombreux millions de foyers britanniques émus par leurs emprunts immobiliers par ces hausses successives des taux d'intérêt, l'ex-chancelier de l'Echiquier est devenu du jour au lendemain victime de l'opposition acharnée de M^{me} Margaret Thatcher aux progrès de l'Europe monétaire.

Les superlatifs pleuvent sur lui pour la première fois depuis son heure de gloire de 1987, quand il avait été officiellement reconnu comme l'artisan de la réélection triomphale des conservateurs. M. Lawson a occupé le 11 Downing Street presque six ans et demi, plus qu'aucun de ses prédécesseurs depuis la guerre. Pendant cette période, la Grande-Bretagne a connu une croissance ininterrompue, plus rapide que celle de ses partenaires.

Et si la « Dame de fer » peut se vanter d'avoir renversé un siècle de déclin relatif de l'économie anglaise, c'est aux années Lawson qu'elle le doit. Mais le chancelier est peut-être parti à temps : il laisse à son successeur, M. John Major, une croissance ralentie (sans doute moins de 2 % cette année), un déficit des paiements courants égal à 4 % du produit intérieur, une inflation de 7,6 % des taux d'intérêt de 15 % et une livre vacillante.

M. Major hérite aussi d'une promesse, celle de faire entrer la livre dans le système monétaire européen (SME) « le moment venu ». M. Nigel

Lawson ne faisait plus mystère que, pour lui, ce moment était venu il y a trois, voire quatre ans, assez tôt pour prévenir la catastrophe destructrice de l'économie.

C'était compter sans la résistance farouche du premier ministre, symbolisée par le retour Downing Street, en mai dernier, du conseiller monétariste par et dur des premières années du Thatcherisme, Sir Alan Walters. Celui-ci a achevé de convaincre sa protection par le retour Downing Street, en mai dernier, du conseiller monétariste par et dur des premières années du Thatcherisme, Sir Alan Walters. Celui-ci a achevé de convaincre sa protection par le retour Downing Street, en mai dernier, du conseiller monétariste par et dur des premières années du Thatcherisme, Sir Alan Walters.

Le moment

Rassuré par un tel pronostic, la « Dame de fer » a accepté sans peine la première phase du rapport Delors. Pour M. Lawson, le leçon était claire : il fallait encore attendre longtemps le « moment venu » et, dans l'intervalle, continuer à garantir pour soutenir la livre.

La loyauté du chancelier n'a pas été payée de retour. En octobre, au lendemain de la dernière hausse d'un point des taux d'intérêt à 15 %, aucun démenti officiel n'est venu infirmer les articles de presse selon lesquels Sir Alan démissionnait cette initiative. Pour le professeur, la livre devrait être abandonnée à son triste sort.

Les années Lawson

C'est justement cette politique monétariste que M. Lawson a abandonnée voici quatre ans, au profit d'une politique du taux de change. Ce fut la décision la plus lourde de conséquences de son mandat. Jeune sous-secrétaire d'Etat au Trésor, M. Lawson avait inventé en 1980 la stratégie financière à moyen terme (MTFS), le plan de réduction simultanée de la création monétaire et du déficit budgétaire. En 1985, il lui fallut se rendre à l'évidence : le succès remporté sur l'inflation avait été acquis au prix de mouvements erratiques de la livre et des taux d'intérêt, mouvements très néfastes pour l'industrie.

Le gouvernement a beau multiplier les mesures de la même monnaie, la révolution des moyens de paiement rend toute réforme impossible et les objectifs de la MTFS sont systématiquement dépassés. M. Lawson ajoute donc le taux de change à ses « indicateurs », puis en fait rapidement un objectif à part entière de sa politique. Voici donc le successeur d'un SME fondé, sans contraintes mais aussi sans mécanismes d'entraide. A mesure que la reprise se confirme, la monnaie britannique est de plus en plus recherchée, et le chancelier doit maintenant les taux d'intérêt artificiellement bas pour préserver le niveau de 3 deuschemarks par livre qu'il a choisi de défendre.

Quand cette politique oblige la Banque d'Angleterre à intervenir massivement pour faire baisser la livre

en mars de l'an dernier, M^{me} Thatcher se rebelle. « On ne peut pas aller à l'encontre du marché », lance-t-elle.

En quelques semaines, la situation économique se retourne. La surchauffe ne met à produire des déficits commerciaux records, et les taux d'intérêt peuvent commencer à augmenter sans risque de poussée de la livre.

Cet échec a jeté le doute sur les acquis à long terme du Thatcherisme. L'inflation n'est jamais descendue durablement en dessous de 4 % et, malgré la perte de pouvoir des syndicats, les salaires ont empêché une hausse réelle de 28 % de leurs revenus depuis 1979, bien supérieure à celle de leurs collègues allemands ou français.

La productivité de l'industrie a progressé de près de 5 % par an, mais les produits importés restent compétitifs. Et, une nouvelle fois, comme dans les années 70, une flambée de croissance s'achève dans un déficit de la balance des paiements courants. Seul le chômage, point noir des débats, est un peu bas depuis 1980 à 6 % de la population active et le déficit budgétaire a fait place à un excédent représentant l'équivalent de 150 milliards de francs cette année.

M. Lawson est surtout fier d'avoir aboli le contrôle des changes, parrainé le programme de privatisations et doté le pays d'un des régimes fiscaux les plus légers du monde avec seulement deux tranches d'impôt sur le revenu (25 % et 40 %).

Au cours des derniers mois, l'ancien chancelier avait engagé un combat contre les idées reçues pour tenter de persuader ceux qu'il appelle les « adolescents gracieux-papier » (les analystes de la City) que le déficit des paiements courants n'a aucune importance tant que les investisseurs étrangers sont prêts à le financer par des placements en livres. Sans grand succès. Le déficit « révèle des faiblesses économiques fondamentales, telles que tendances inflationnistes latentes, surconsommation et problèmes structurels durables », a répliqué M. Gavin Davies, chef économiste londonien de Goldman Sachs.

Le message de M. Lawson n'a pas convaincu.

VINCENT BORD

« M. Fabius a la reconnaissance de M. Kincock. — M. Laurent Fabius a participé à un meeting, samedi 28 octobre, dans la petite ville de Pontlauraud, au Pays de Galles, à l'invitation de M. Neil Kincock, chef du Parti travailliste. Devant près de six cents personnes M. Kincock a durément attaqué M^{me} Thatcher. « Elle est dans l'erreur et il faudra qu'elle parte », a déclaré notamment le dirigeant travailliste. Pour sa part, M. Fabius a dénoncé « l'échec du conservatisme » et affirmé à propos de la popularité de M^{me} Thatcher en Pologne qu'« on ne peut pas être pour les travailleurs à l'étranger quand on est contre eux dans son propre pays ».

50 من الأصل

CHAMPS ECONOMIQUES

La CEE se hâte lentement vers l'Est

L'évolution actuelle rend caducs les accords les plus récents avec les pays d'Europe orientale. Mais les Douze pensent surtout à préserver les intérêts de leurs producteurs.

La situation à l'Est évolue rapidement, trop rapidement pour la CEE. Les accords récemment conclus par les Douze avec la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne, et ceux en préparation avec la RDA et la Bulgarie sont d'une conception dépassée. A telle enseigne qu'il est d'ores et déjà question d'y apporter des modifications. Suffiront-elles pour répondre à l'attente de Budapest, de Prague ou de Varsovie, et peut-être demain de Berlin-Est ?

Qu'elle parait lointaine l'époque où dirigeants du COMECON et de la Communauté prenaient tout leur temps pour négocier le traité sur la « reconnaissance mutuelle » ! Huit ans de pourparlers, de palabres, pour aboutir le 25 juin 1988 à la déclaration commune permettant l'établissement de relations diplomatiques entre la CEE d'une part, l'Union soviétique et ses alliés d'autre part, et la déclaration de l'autre, huit ans pour faire admettre à Moscou que les négociations futures ne pourraient se dérouler de bloc à bloc : « Les relations commerciales doivent faire l'objet d'accords distincts avec les membres du COMECON ». Huit ans enfin pour que l'URSS accepte le statut de territoire communautaire pour Berlin-Ouest. Enjeu diplomatique encore marqué par une terminologie de guerre froide.

En 1980, après la signature du premier accord avec la Roumanie, les instances communautaires se félicitaient de la brèche ainsi ouverte au sein du bloc communiste. Depuis l'ère Gorbatchev, c'est au tour de Bucarest d'être au banc des accusés. Les discussions avec les Roumains pour la conclusion d'un nouveau traité ont été suspendues en avril dernier, au nom de la défense des droits de l'homme.

La prudence, voire la méfiance, à l'égard des pays de l'Est reste malgré tout assez grande. Les accords passés avec la Hongrie (septembre 1988), avec la Tchécoslovaquie (décembre 1988) et avec la Pologne (septembre 1989) sont significatifs de la manière avec laquelle les responsables communautaires ont appréhendé jusqu'ici les relations avec l'Europe orientale. S'appuyant sur des schémas classiques, les Douze ont négocié en tenant compte des intérêts spécifiques de certains de leurs producteurs agricoles et industriels.

Ainsi, les exportations de produits textiles et sidérurgiques font l'objet d'arrangements à part, qui ne sont pas plus généreux que ceux conclus avec d'autres pays fournisseurs. La libéralisation des importations de produits agricoles est très limitée. La suppression des restrictions quantitatives, prévue pour

les produits dits les moins sensibles pour l'économie communautaire doit prendre effet en 1994 pour la Pologne et en 1995 pour la Hongrie.

L'inquiétude des pays tiers

Consciente du décalage entre les dispositions actuelles et les événements exceptionnels qui se déroulent à l'Est, la Commission européenne a proposé aux gouvernements des pays membres que ces échéances soient avancées au 1^{er} janvier 1990. Les ministres des affaires étrangères des Douze se prononcèrent le 6 novembre sur le projet de Bruxelles, qui comporte en outre un meilleur accès pour les produits agricoles hongrois et polonais.

Les organisations professionnelles de la CEE ont déjà manifesté, discrètement il est vrai, leurs réticences à l'égard des concessions supplémentaires envisagées. Les pays tiers ne sont pas moins inquiets de l'intérêt porté à l'Europe de l'Est. Les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, associés aux Douze dans la convention de Lomé, manifestent même de l'irritation. Bénéficiant de l'ouverture du marché communautaire, les Etats liés à la CEE par des accords commerciaux (ACP, Maghreb, Machrek, Amérique centrale, pays du Sud-Est asiatique, etc.) craignent en effet l'arrivée de nouveaux concurrents.

Il n'est pourtant pas question, à ce stade, de réduction des droits de douane ou des « prélèvements agricoles » (taxe supplémentaire à l'importation couvrant l'écart entre les cours mondiaux et les prix européens). Il s'agit simplement, selon les propositions de la Commission, d'accorder la clause de la nation la plus favorisée et le système communautaire de préférence généralisée (contingents bénéficiant de concessions tarifaires).

Quant à un régime plus avantageux pour les ventes d'acier et de textile, la question n'a même pas encore été soulevée. Un haut fonctionnaire européen reconnaît tout de même qu'« il serait peut-être temps d'y songer... ». Ces blocages paraissent surdimensionnés par rapport au volume d'exportation des pays de l'Est. En 1988, leurs ventes à la CEE ont atteint 11,5 milliards d'euros (1 euro vaut environ 7 francs français) 24,1 milliards en englobant celles de l'Union soviétique, alors que la Suisse, à elle seule, a vendu la même année pour 29 milliards d'euros de marchandises aux Douze. Encore s'agit-il pour l'essentiel de matières premières, de produits agricoles et semi-finis.

En réalité, seule la RDA a un flux d'échanges significatif, mais seulement avec l'Allemagne fédé-

rale. La République démocratique vend trois fois plus à la RFA qu'aux onze autres pays membres de la CEE réunis. Les relations entre Bonn et Berlin constituent, sous l'angle commercial aussi, un cas à part.

La situation économique des autres pays de l'Est, notamment de la Pologne, est telle que leur potentiel d'exportation ne présente pas de réel danger, du moins à moyen terme. C'est ce qui explique en partie que le sommet de l'Arche (de la mi-juillet) ait lancé un plan d'action des Occidentaux en faveur de la Hongrie et de la Pologne.

Aux conditions du marché

En sa qualité de coordinatrice de l'aide des vingt-quatre pays concernés, la Commission a proposé l'octroi d'une enveloppe financière de 600 millions d'euros : la moitié à la charge de la CEE (dont 100 millions d'euros à prélever sur le budget des Douze) et l'autre à celle des autres pays occidentaux.

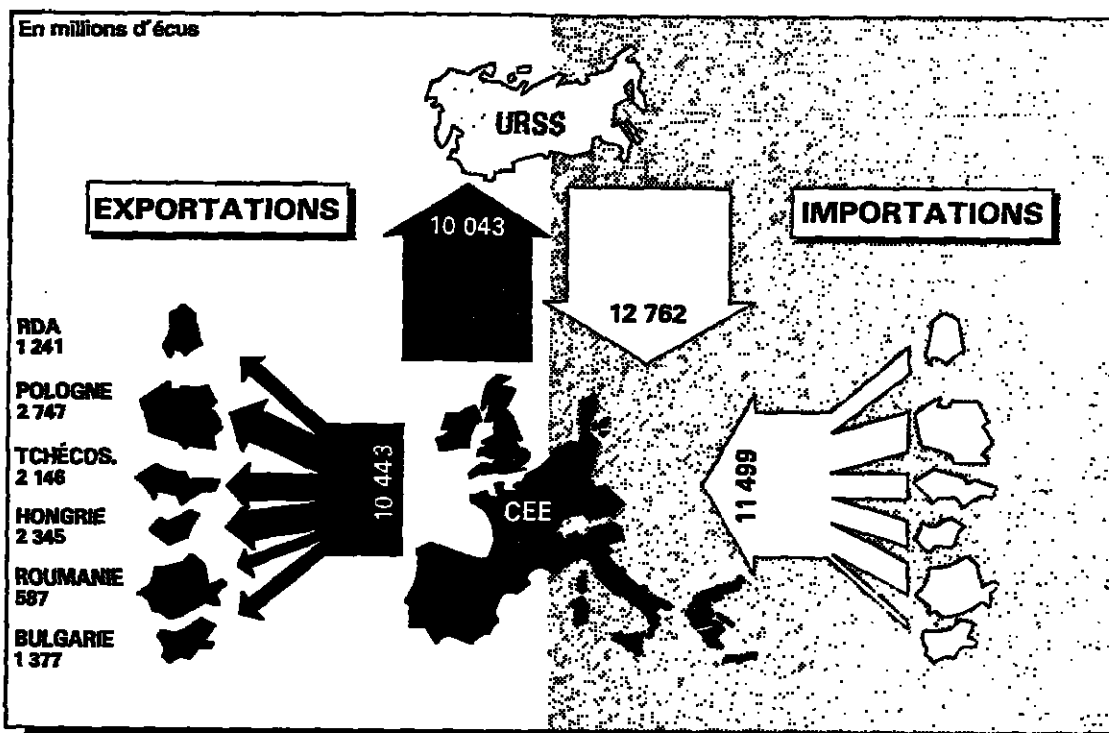
Outre les mesures commerciales et les subventions qui devraient être décidées d'ici à la fin de l'année, Bruxelles a demandé, et obtenu, pour ce qui concerne spécifiquement la Communauté, que les banques européennes d'investissement (BEI) puissent accorder des prêts garantis par les Etats membres, mais aux conditions du mar-

ché, ce qui ne peut être, compte tenu de l'endettement de ces deux pays, que de faible portée. Une première réunion des « vingt-quatre » s'est tenue en septembre à Bruxelles au niveau des experts. Une deuxième est prévue pour la mi-novembre, avec l'idée de préparer une conférence ministérielle en décembre.

Ce calendrier masque mal les difficultés de la Commission à faire entrer un projet qui met pourtant en jeu des sommes modestes, comme si les Occidentaux, et singulièrement les Etats-Unis, n'avaient pas arrêté leur doctrine au regard de l'évolution de la situation à l'Est.

La CEE — ou plus précisément certains des pays membres, trop attentifs aux tergiversations de Washington — n'a pas encore vraiment fait le pari que l'URSS et ses alliés de l'Europe de l'Est ne pourront plus jamais être l'« Empire du mal ». La démonstration de cet attentisme a eu lieu lors de la séance de négociations qui a réuni à la mi-octobre les délégations de la CEE et de l'URSS. Les responsables européens se sont montrés très négatifs à l'égard de Moscou, qui demandait une coopération en matière de transports, de normes industrielles et d'environnement entre la CEE et le CAEM (ex-COMECON), pourtant prévue par le traité sur la « reconnaissance mutuelle ».

de Bruxelles
MARCEL SCOTTO



Les échanges de la RFA avec la RDA (3,6 milliards d'euros d'importations, 3,2 milliards d'exportations) ne sont pas comptabilisés.

Les trois courants de la pensée économique

Les uns partent des choix individuels, d'autres des systèmes globaux, d'autres enfin des relations entre les uns et les autres.

par Maurice Boslé

L'ANALYSE économique reviendrait-elle à la mode ? On pourrait le croire, au vu des efforts de Michel Rocard pour expliquer ce que devrait être « un pacte de croissance » et « une économie juste », où l'on sait s'arrêter aux limites du possible, avant la sanction de l'inflation et de la baisse du franc.

Si c'était vrai, cela signifierait que l'on cesserait de se plaindre de deux choses contradictoires. En premier lieu, la science économique dominante serait trop influencée par un courant néoclassique, adepte des « équilibres » et allant jusqu'à préconiser le contrôle monétaire et la gestion orthodoxe des finances publiques. En arrière-plan figurent, au choix, les réalités ou les mythes de politique de type thatcherien, ou de la « rigueur allemande », exemples qui seraient incontournables en raison des échecs du grand marché de 1993. En second lieu, les économistes — théoriciens, professeurs, experts — aménageraient trop de propositions discordantes à la fois :

► Professeur à l'université de Rennes-I.

« Six économistes à la même table font douze programmes de politique économique mutuellement inconciliables », entend-on dire sous forme de boutade...

Il serait normal qu'il y ait un retour de balancier car la plainte antérieure n'était aucunement justifiée sur le fond. Nous allons essayer de le montrer ici en acceptant simplement l'évidence que, sur la forme, des progrès restent à faire. Les analyses économiques sont mal connues, souvent parce que mal mises en valeur, mais aussi parce que, dans certains cas, la forme de l'exposé est réservée à de petits cercles ou séminaires où l'on utilise plusieurs outils : modélisation pure et simple sans littérature sur les hypothèses et sans discussion de la portée des résultats ; littérature académique tellement bardée de références en bas de page que le lecteur même éclairé a l'impression de jouer au jeu du labyrinthe ; discours convenus pleins de sous-entendus pour initier ; simplifications abusives tendant à la réunion d'antennes sur des bases affectives mais évitant les confrontations d'idées, de propositions ou de démarches à suivre...

Tous ces problèmes sont d'abord ou bien des problèmes d'information — certes non négligeables mais

sur lesquels il y a des progrès indéniables — ou bien des tics de la profession ni plus ni moins analogues à ceux que l'on trouve dans la plupart des corps constitués d'experts ou de spécialistes. Les rites, les cérémonies, les choix des mots ou des concepts, les métaphores habituelles, le cérémoniel des références croisées, sont des usages nécessairement liés à la vie en société plus ou moins organisée ou corporatiste, et il serait injuste d'en vouloir tout particulièrement au cérémoniel ou au jargon des économistes...

Un enrichissement mutuel

Sur le fond — un chef-d'œuvre éditorial en cours de publication, en langue anglo-saxonne (1) sous le titre de *« The Economics of the Future »* — les économistes sont certes divisés en grands courants. Mais, d'abord, ceux-ci sont assez facilement identifiables. Ensuite, il y a enrichissement mutuel, et cet enrichissement provient de la concurrence permanente sur les marchés — qui paraissent à certains « hautement contestables » — des idées économiques. Enfin, les hommes politiques ne doivent pas s'attendre à

trouver des recettes de cuisine prêtées par des économistes qui seraient omniscients en politique.

Si l'on se réfère aux titres de la somme précitée, la carte des courants d'économistes comprend les paysages suivants (je ne choisis pas ici l'ordre de publication) : micro-économie néoclassique ; économie autrichienne ; moudarisme ; héritage keynésien ; économie des comportements (behavioral economics) ; économie expérimentale ; économie institutionnelle ; économie postkeynésienne ; économie de Sraffa ; économie politique radicale ; économie marxienne. Cela représente effectivement un ensemble qui paraît touffu, d'autant qu'à l'exception de quelques puristes la majorité des économistes peuvent se reconnaître dans au moins deux courants à la fois.

Lire la suite page 30

(1) M. Blang, éditeur des séries *Schools of Thought in Economics*, 12 volumes, 23 tomes, Edward Elgar Publishing Limited, Gower House, 1988-1989. Cette œuvre suit la publication de *The Palgrave Dictionary* sous les auspices de l'école de Cambridge. Voir aussi *Histoire des pensées économiques*, Les contemporains, Sirey, 1988, 537 pages, 98 F.

DYNASTEURS

LE MENSUEL DES ECHOS

Enquête

Marché de l'art : diabolique !

Et aussi

- Les managers américains sur la sellette
- Les Augustes Thouard
- Stratégies bancaires
- Le baroque à son apogée

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

CHAMPS ECONOMIQUES

Quand les chercheurs créent des entreprises

Elles ont dès le départ des liens avec la production, la finance et l'étranger : de nouvelles relations s'esquissent entre la science et l'industrie.

par Philippe Mustar

Le développement de la Silicon Valley et la réussite outre-Atlantique de nombreuses sociétés dans les domaines de l'informatique ou des biotechnologies ont montré la capacité des universités américaines à commercialiser directement les résultats de leur recherche, notamment à partir de la création d'entreprises par les scientifiques eux-mêmes. La France n'est pas en reste dans ce domaine.

Selon une enquête menée auprès de cent quarante-cinq entreprises créées par des chercheurs (1), les trois quarts d'entre elles sont nées depuis moins de cinq ans. Elles sont présentes sur la totalité du territoire métropolitain, même si elles restent particulièrement implantées dans les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Ile-de-France, Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées. Elles recouvrent aussi l'ensemble des secteurs de la haute technologie : biotechnologies, informatique, logiciel, intelligence artificielle, robotique, télécommunications, nouveaux matériaux.

► Chercheur au centre de sociologie de l'innovation de l'École des mines de Paris.

Ces entreprises résultent à chaque fois d'un long processus. Au départ le chercheur s'est peu à peu rendu compte que ses travaux intéressaient un public ou créaient une demande. Au fil des contacts ou des contrats d'étude, il en vient à créer une nouvelle société, souvent en s'associant avec une personne extérieure au monde de la recherche mais familière des affaires ou de l'industrie.

La mise au point de produits industriels

Les entreprises issues de l'Université ont souvent été des sociétés de recherche sous contrat (c'est-à-dire ne produisant que des rapports). Ce qui est nouveau aujourd'hui, outre l'ampleur du mouvement, c'est qu'elles mettent au point et réalisent des produits industriels. Les développements actuels des biotechnologies, des nouveaux matériaux ou de l'intelligence artificielle nécessitent la mobilisation de savoirs et de compétences que les chercheurs sont seuls à maîtriser. Leurs firmes fabriquent des produits à « haute intensité technologique » destinés aussi bien à des marchés internationaux (machines industrielles micro-ondes, produits d'informatique industrielle, laser à usage

médical, appareils de mesure...) qu'au « grand public » (tests de grossesse vendus en pharmacie ou logiciels...).

La majorité de ces entreprises se portent plutôt bien : leur chiffre d'affaires (situé dans 72 % des cas entre 1 et 10 millions de francs), leur capital (supérieur à 1 million de francs dans un cas sur trois), leurs bénéfices parfois même s'accroissent. D'après de récentes études, aux Etats-Unis les industries de haute technologie ne sont pas à l'origine de massives créations d'emplois. Les entreprises françaises non plus, mais, compte tenu de leur jeune âge, elles contribuent néanmoins à en créer : plus de quatre mille en total.

A la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième, des scientifiques, tels Werner Siemens, Gerard Philips ou Conrad Schlumberger, se sont lancés dans l'aventure industrielle avec un succès qu'il est aujourd'hui facile de constater. La société la plus ancienne de l'échantillon, la Comex, spécialisée dans l'ingénierie des matériels sous-marins, a été créée par un directeur de recherche du CNRS en 1961 avec un capital de 50 000 francs. Elle compte aujourd'hui mille sept cents salariés, et son capital s'est multiplié par mille.

Certes, ce type d'entreprise ne saurait constituer la base d'une expansion économique immédiate : il faut une ou plusieurs décennies avant qu'elles aient des effets perceptibles sur l'investissement et sur l'emploi. Mais plutôt que de se fixer sur les bénéfices économiques directs, il est intéressant d'analyser le mouvement qu'il porte et qui le porte. La multiplication des entreprises créées par des chercheurs, que l'on peut, à première vue, ne rapporter qu'à des initiatives individuelles, provient en partie des possibilités croissantes offertes par le changement de statut des institutions publiques de recherche, les politiques d'encouragement à l'innovation, la décentralisation, le développement des parcs scientifiques et des technopoles.

L'intervention des pouvoirs publics dans la science et la technologie n'est pas en soi une chose nouvelle. Ici, la puissance publique est intervenue par des réglementations qui facilitent la mobilité des hommes, la valorisation de la recherche, mais également par un ensemble d'aides à la création d'entreprises. Les résultats ne venant que plusieurs années après les premiers investissements, les chercheurs-entrepreneurs insistent beaucoup sur le rôle des aides de l'Etat (ministères, ANVAR...) et

des régions : sans elles, de nombreuses sociétés n'existeraient plus ou n'auraient jamais été créées.

La mise au point des produits nouveaux dans les domaines de la haute technologie oblige l'entreprise à garder des contacts étroits avec le monde académique et à consacrer une part importante de son chiffre d'affaires à la recherche-développement. La majorité des sociétés interrogées sont localisées à proximité d'institutions de recherche, ce qui leur permet notamment d'accueillir des thésards ou de jeunes chercheurs au moyen de conventions industrielles de formation par la recherche (qui permettent de faire une thèse à la fois dans un laboratoire universitaire et dans une entreprise).

Sans rupture avec le laboratoire

La majorité des chercheurs créateurs, en même temps qu'ils prennent des brevets, mettent au point et commercialisent de nouveaux produits, continuent à rédiger des articles et à participer à des colloques scientifiques. En fait, il y a rarement rupture complète entre le chercheur créateur et son laboratoire.

Ces jeunes entreprises ont noué dès leur origine des liens très

étroits avec l'industrie et le monde de la finance : ainsi des sociétés ou des groupes industriels participent au capital de soixante-dix sociétés sur cent quarante-cinq. Les nouvelles firmes de haute technologie apparaissent comme des éléments de diversification ou comme des placements sur l'avenir pour de nombreux grands groupes industriels. Les banques, sociétés de capital-risque ou financières, sont présentes dans le capital d'un tiers des entreprises. Ce dernier chiffre permet de nuancer voire de mettre à mal une idée reçue : l'existence de capital-risque en France.

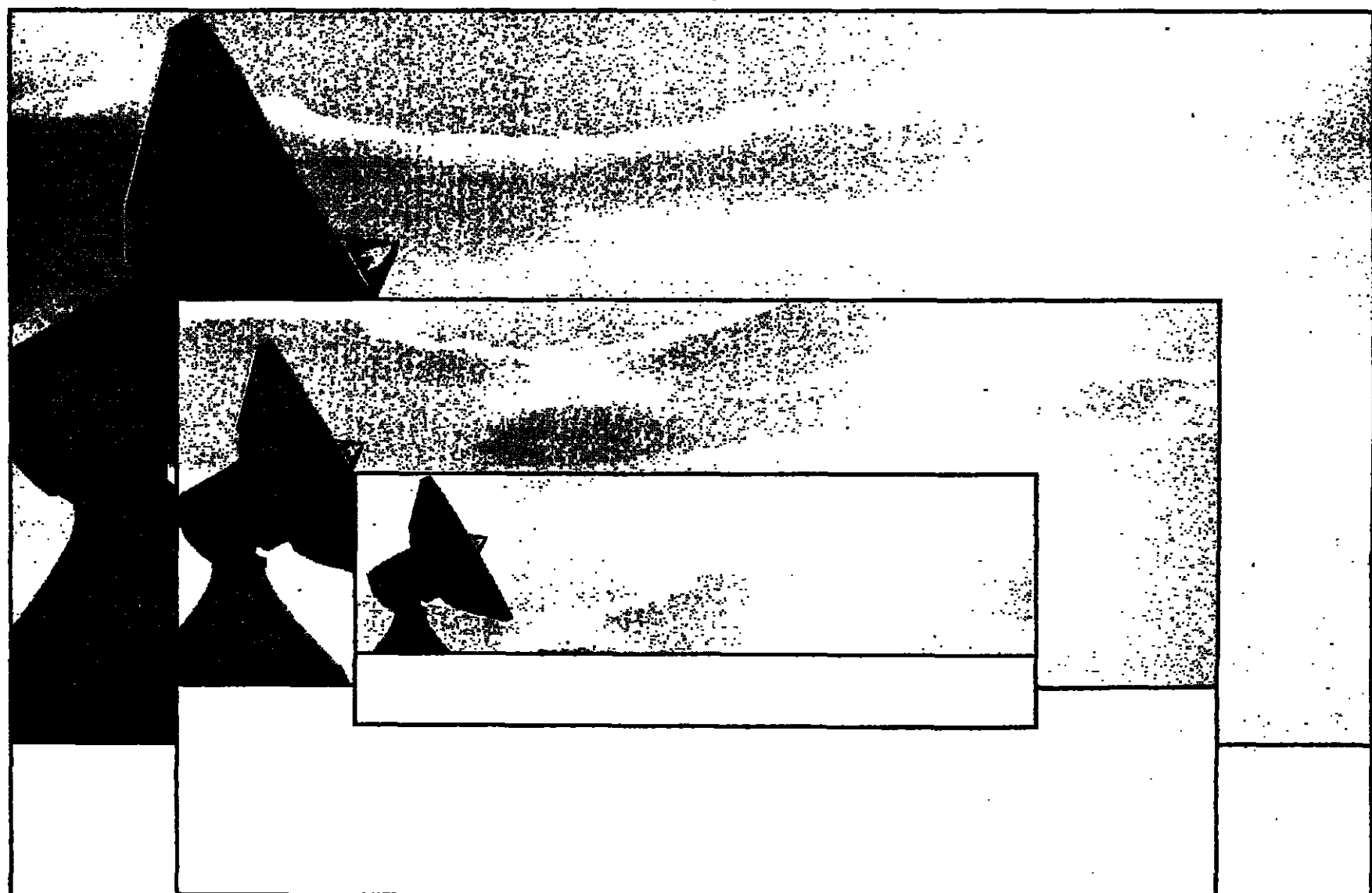
Enfin, ces entreprises sont largement internationalisées, soit par les marchés sur lesquels elles opèrent (cinquante sociétés sur les cent quarante-cinq étudiées réalisent plus de 25 % de leur chiffre d'affaires à l'exportation), soit à travers des collaborations dans le domaine de la recherche (participation aux programmes technologiques communautaires Brin, Esprit, Euclid...). La science est internationale : la mise au point de produits ou procédés nouveaux par des chercheurs est donc elle aussi destinée à des marchés internationaux.

Pour réussir, ces entreprises doivent mobiliser un réseau qui mêle une grande variété d'agents économiques : l'Etat, les collectivités locales, des sociétés financières, des grands groupes industriels, des programmes technologiques européens, des laboratoires scientifiques, des fournisseurs, des clients... Tous ces acteurs sont associés et travaillent collectivement et dans la durée à déformer et à redéfinir les produits pour qu'ils rencontrent un marché.

A travers ces entreprises et les relations entre l'industrie et la recherche qui se multiplient aujourd'hui en France sous diverses formes (recherche associative, coopérations communautaires, détachement de chercheurs, contrats, accords de licence, création de laboratoires mixtes entre le CNRS et des groupes industriels...), c'est à l'émergence de nouvelles relations entre la science et l'économie que l'on assiste.

L'étude de ces multiples relations entre les laboratoires de recherche et l'industrie devient pour l'économiste un moyen privilégié dans la compréhension des processus d'innovation et de la dynamique de nombreux secteurs économiques.

(1) Science et Innovation, Annuaire raisonné de la création d'entreprises technologiques par les chercheurs en France, Paris, CFE-Economica.



INVESTISSEZ DANS UNE VALEUR SÛRE: L'AVENIR

CNT La Caisse Nationale des Télécommunications finance le développement et l'effort de recherche des Télécommunications françaises par l'émission d'emprunts à long, moyen et court terme sur les principaux marchés financiers français et internationaux. Elle met ainsi régulièrement à la disposition de l'exploitant public national "France Télécom" les ressources financières nécessaires à ses investissements et à ses besoins de trésorerie.

Soyez les partenaires du progrès Organisme financier au service d'un secteur d'activité qui présente actuellement les perspectives d'expansion les plus fortes, la CNT associe les souscripteurs de ses emprunts à l'essor de l'une des forces les plus vives de l'économie française. France Télécom a la volonté de développer un réseau de communication capable de transmettre instantanément voix, images, données, écrits ainsi que d'étendre constamment la gamme de produits et services performants adaptés aux exigences du public et des professionnels : ce sont autant de garanties de succès et d'avenir.

Faites confiance au dynamisme

Le dynamisme et la compétence de la Caisse Nationale des Télécommunications sont à l'image de France Télécom. Respect des investisseurs et actions innovatrices mais prudentes sont les fondements de ses opérations. Le professionnalisme de la CNT, son ouverture sur les produits financiers nouveaux, le suivi de ses titres sur les marchés lui permettent de jouer pleinement son rôle d'émetteur tout en étant très attentive aux intérêts légitimes des investisseurs.

Souscrivez à l'avenir

La notoriété de la Caisse Nationale des Télécommunications se vérifie régulièrement par son excellente notation (l'une des meilleures de la place de Paris) et par la qualité de l'accueil réservé à ses émissions par la communauté financière internationale. Label de qualité pour les porteurs institutionnels ou privés, associée aux réussites de France Télécom, la signature de la Caisse Nationale des Télécommunications est une valeur sûre ; une valeur qui s'appelle avenir!

CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

Le Monde
PLANTU

DES FOURMIS
DANS LES JAMBES



L'ALBUM 89
164 PAGES - 250 DESSINS

EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX

Jean-Marie Chauvier

URSS :
Une société
en mouvement

Un quinqué très vivant
avec ses 240
photos en couleur
Bernard FERON, Le Monde
Un livre remarquable
Pages MONDARON TO
1989, 1990

éditions de l'aube

كثير من الاصل

CHAMPS ECONOMIQUES

L'attrait des Etats-Unis

Alors que les Américains reviennent sur leur marché, les investissements étrangers ne cessent d'y monter, Grande-Bretagne en tête. Mais leur rendement n'est pas à la hauteur des dépenses.

par Jean Lempérière

L'ANNÉE 1988 aura-t-elle été un tournant pour les investissements directs à l'étranger ? Ils semblent en tout cas marquer une pause, sans doute même un léger recul sur leur montant record de 1987, après trois années d'une progression spectaculaire, où leur montant annuel avait été multiplié par 2,7 selon le FMI.

Après une éclipse de trois ans, les Etats-Unis s'étaient pourtant replacés largement en tête des grands pays investisseurs depuis 1985, avec des chiffres records. La baisse du dollar n'était pas étrangère à cette reprise spectaculaire, puisqu'il s'agissait essentiellement de réinvestissements. La faiblesse de la monnaie américaine, qui gonflait la valeur comptable des bénéfices réalisés à l'étranger, n'incitait guère à les rapatrier en dollars dévalués.

En 1988-1989, les entreprises américaines ont repris confiance en leur monnaie et préféré sans doute investir elles-mêmes aux Etats-Unis. De 44,5 milliards de dollars, les investissements directs des Etats-Unis à l'étranger tombent à 18,9 milliards (1).

La réorientation était sensible vers la CEE, qui recevait 55 % des investissements américains en 1985-1987 (contre 35 % auparavant), dirigés principalement vers l'Allemagne et surtout la Grande-Bretagne. Mais, en 1988, la part de la CEE revient à 35 % ; les investissements américains sont réduits des deux tiers, destinés presque exclusivement à la Grande-Bretagne (6 milliards de dollars). Un certain redressement s'annonce pour 1989 (4 milliards en six mois).

Un niveau record d'investissements

Cependant, pour la troisième année consécutive, les investissements étrangers aux Etats-Unis ont atteint un niveau record de 57,1 milliards de dollars malgré le ralentissement des flux en provenance de la CEE (-10 milliards). Cette progression est pour plus de 70 % le fait des deux grands pays investisseurs. En un an, la Grande-Bretagne, qui occupe depuis longtemps la première place, accroît de 27 % son stock d'investissements, qui dépasse à présent 100 milliards de dollars ; le Japon a augmenté le sien de 51 % et prend la deuxième place devant les Pays-Bas, avec 53,3 milliards.

L'ensemble des autres pays maintiennent à peu près leurs investissements de 1987 (16,7 milliards), avec en tête l'Allemagne (3,5 milliards) et le Canada. Mais pour la France, l'achat d'American National Can par Pechiney n'apparaît pas dans les chiffres officiels pour son montant véritable.

De plus, aux Etats-Unis comme ailleurs, la balance des paiements sous-estime fortement le montant réel des investissements, ne tient pas compte des financements obtenus sur place par les investisseurs. Or les emprunts aux banques américaines, l'appel au marché

local des capitaux sont de plus en plus courants pour les opérations importantes.

Ainsi, en 1988, le montant publié des ventes d'entreprises américaines à des sociétés étrangères - évalué à 72 milliards de dollars par des bureaux spécialisés - s'élevait d'après le département américain du commerce à 60 milliards, contre 57,1 mentionnés dans la balance des paiements pour l'ensemble des investissements directs (pour la France : 3,7 milliards de dollars au lieu de 1,2 milliard).

400 premières sociétés des Etats-Unis sont des filiales étrangères, dont 23 britanniques, 16 canadiennes, 13 allemandes, 11 françaises, 11 néerlandaises et 8 japonaises, avec en tête la Royal Dutch, British Petroleum, Unilever, Nestlé et les trois grandes firmes allemandes de chimie. Fin 1988, Pechiney se classait au 10^{ème} rang au lieu du 86^{ème}.

Le grand succès des sociétés étrangères aux Etats-Unis a été celui de leurs filiales commerciales. En 1987, elles assuraient 34,5 % des importations de mar-

chandise sortant de leurs usines aux Etats-Unis (81 milliards de dollars contre 106).

Nul doute que l'industrie américaine soit stimulée par ces investissements étrangers, qui ont de plus réveillé les entreprises rivales ! Mais l'élimination de la concurrence et la maîtrise de nouvelles techniques sont devenues des objectifs majeurs des investisseurs. Lorsque les usines qui ont changé de mains poursuivent leur activité avec leur spécialisation et leurs techniques, le changement qualitatif et quantitatif pour la production d'un pays aussi avancé que les Etats-Unis n'est certainement pas à la mesure des sommes investies.

Les progrès des investissements croisés Etats-Unis-CEE ne doivent pas alors dissimuler les différences de situation entre les sociétés américaines et européennes, très nettes dans le financement des investissements et la rémunération du capital investi. Les pays étrangers apportent des capitaux frais, tandis que l'investissement américain, constitué surtout de réinvestissements, est pratiquement financé par les bons résultats des filiales.

Depuis 1983, les stocks d'investissements de la CEE aux Etats-Unis sont supérieurs à ceux des Américains dans le Marché commun, les dépassant de 71 milliards de dollars en 1988. En revanche, comme revenus de leurs investissements directs dans la CEE pour les trois dernières années, les Etats-Unis ont reçu 63 milliards de dollars, soit presque trois fois plus que leurs versements correspondants aux pays du Marché commun (23,4 milliards de dollars).

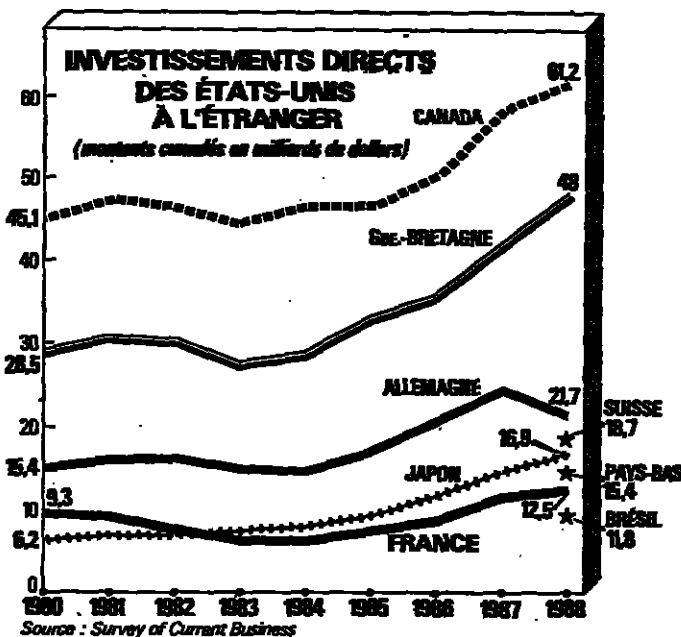
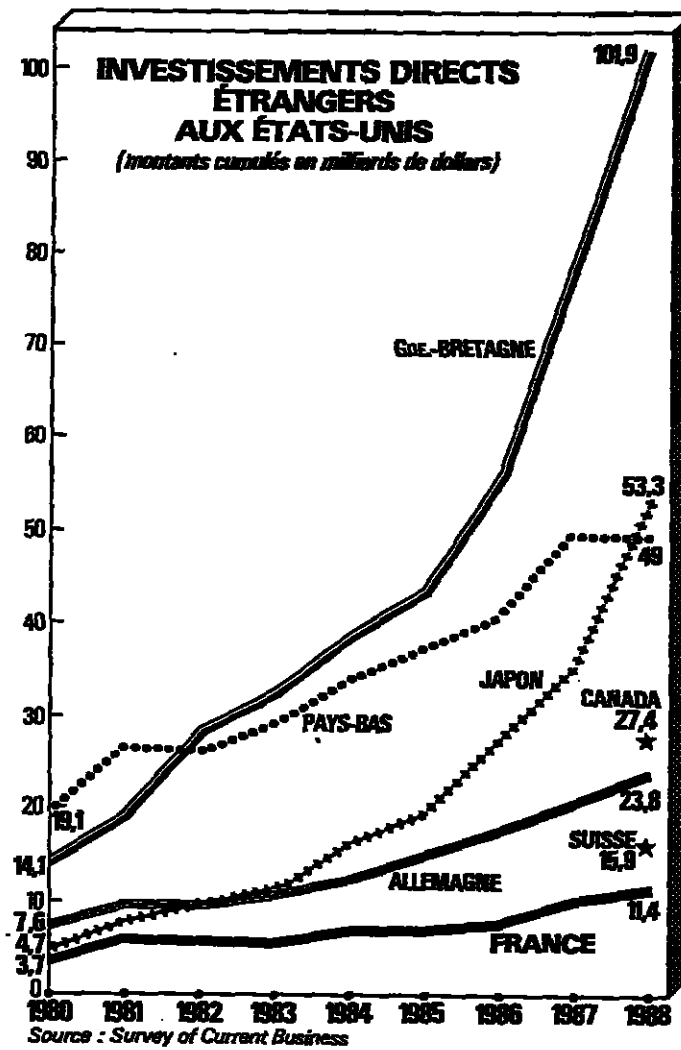
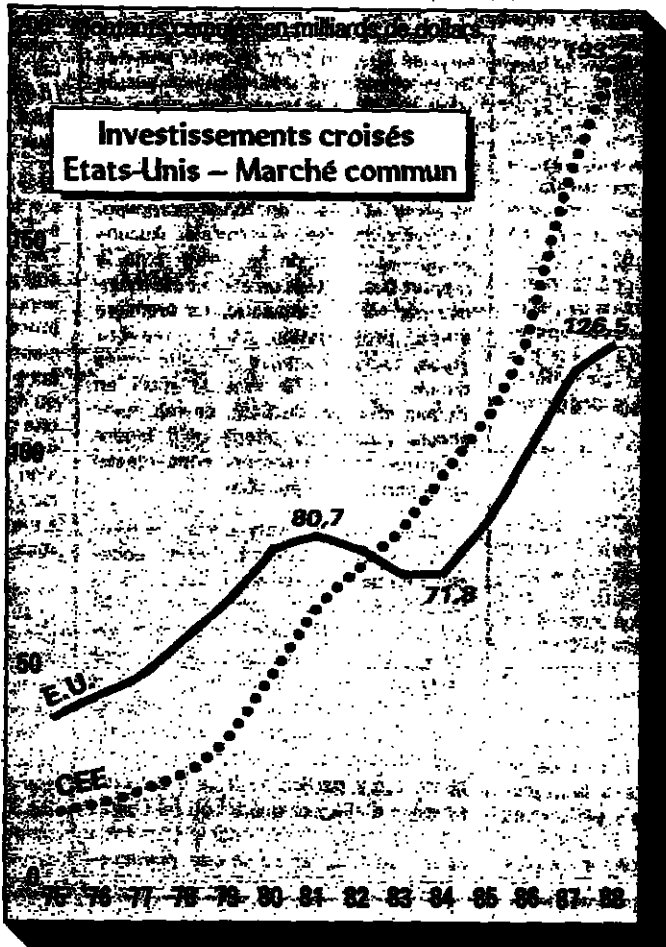
Certes, il s'agit de moyennes et des chiffres « officiels » de la balance des paiements. Mais les explications de cette situation fournies jusqu'ici - manque de maturité des filiales européennes, différences dans les phases actuelles de l'investissement américain et européen - perdent progressivement de leur valeur. Les achats d'entreprises en état de marche, qui représentent depuis plusieurs années l'essentiel des investissements européens, devraient en principe assurer une rentabilité rapide... après amortissement des frais d'acquisition.

Economistes et journalistes ne peuvent pas mettre entre parenthèses cette asymétrie dérangeante, caractéristique jusqu'à présent des rapports CEE-Etats-Unis, ni se contenter d'explications trop simples. Mais la réflexion n'est pas sans risques à partir des sources disponibles, trop générales et toutes incertaines, couvrant seulement un aspect des investissements directs ou une partie d'entre eux.

La progression des investissements directs se traduit à présent en redistribution des sphères d'influence plus que dans l'activité économique. L'incidence, évidente autrefois, de l'investissement direct sur la production et les échanges devient de plus en plus aléatoire et incertaine, surtout aux Etats-Unis, compte tenu de la place prise dans l'esprit des décideurs par la compétition commerciale, l'élimination des concurrents, les soucis de prestige et la spéculation.

► Economistes.

- (1) Un dollar vaut environ 6,3 F.
- (2) Un écu vaut environ 7 F.



Le Monde microfilms et index

- Le Monde sur microfilm depuis 1944 à ce jour, publié chaque mois.
- L'index mensuel du Monde avec une présentation alphabétique en fin d'année.

Pour tous renseignements veuillez contacter l'éditeur.

research publications

Le Prêt à la Carte Premier : c'est Sofinco.

De 50000 à 150000 F en 48 heures

- sans changer de banque
- un compte à part
- un découvert permanent "revolving"
- un taux privilégié 13,56 %

* 13,56 % la date d'émission, perceptions forfaitaires de assurance non obligatoire en cas de résiliation d'acceptation de votre dossier.

Service Premier
Mme Barbara Mechlin
91038 Evry Cedex
Tél. (1) 60 79 49 98



Prix de la Carte Premier : 650 F au 30/09/89

CHIFFRES CROISÉS

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Le surplacé communautaire

POUR François Mitterrand, à faut, pour avancer dans la construction européenne, réviser les traités qui fondent la Communauté. C'est là, selon lui, que réside « le cœur de la question » (discours prononcé le 25 octobre devant le Parlement de Strasbourg). Pour Jacques Delors, « il y a urgence » sur le même chapitre (discours prononcé au collège d'Europe de Bruges, le 17 de ce mois). Non seulement nos pratiques actuelles de délibération et de décision au sein de l'Europe des Douze resteraient encore insuffisantes, malgré les réformes apportées par l'acte unique, pour entrer dans la voie d'union économique et monétaire, mais leur refonte, au prix d'un « saut qualitatif » serait nécessaire si l'on veut être en mesure de « répondre aux accélérations de l'histoire », en l'occurrence aux transformations en cours dans l'Est européen.

Ainsi, tant pour le président de la République française que pour le président de la Commission européenne, la préoccupation fondamentale est le calendrier. Il s'agit, pour eux, d'obtenir coûte que coûte la convocation, dans des délais rapides, avant la fin de l'année prochaine, de la conférence intergouvernementale destinée à réviser l'appareil institutionnel du traité de Rome. Dans la mesure où le seul adversaire déclaré de cette procédure expéditive est M^{re} Thatcher, laquelle n'a pas de chance auprès des foyers d'opinion (voyez le remplacement de son ex-chancelier de l'Échiquier, Nigel Lawson : celui-ci a mené une politique financière désastreuse — retour en force de l'inflation, taux d'intérêt tour à tour effrénés, ce qui a entraîné une dévaluation de la livre sterling —), la tâche diplomatique de Paris et de Bruxelles pour réussir. Serait-ce un bien ou un mal pour l'Europe ?

Du reste, ce n'est pas uniquement la maladresse médiatique du premier ministre britannique qui risque de fausser le débat public. Les arguments souvent mis en avant par les membres du groupe dit de Bruges, qui se réclament des idées exposées dans cette même

ville, un an auparavant, par M^{re} Thatcher, sont probablement voués à tomber à plat en dépit, ou à cause, de leur caractère provocant.

Proposer par exemple, comme le font certains d'entre eux, pour contrer le projet de création d'une monnaie européenne, de mettre en libre compétition les monnaies en présence (ne le sont-elles pas déjà ?) en leur permettant de circuler côte à côte à l'intérieur de chaque pays, a-t-il un sens, sinon pour ceux qui confondent leurs préjugés utopiques avec le fonctionnement d'un marché ? Le fameux rapport du comité Delors sur l'union économique et monétaire a, entre autres choses, fait justice de cette fausse solution.

Ce n'est évidemment pas une raison pour accepter pour argent comptant (qu'on nous permette ici l'expression !) les propres recommandations de ce document hautement politique où, précisément, domine le souci du calendrier et de la réforme institutionnelle sous l'influence du président du comité, fortement appuyé par Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, l'un des deux autres participants ayant joué un rôle essentiel dans la confection du document (l'autre étant Karl-Otto Poehl, président de la Bundesbank).

S'il est permis d'espérer sur ce sujet d'importance capitale un débat qui ne soit pas étouffé par sa réduction à la trop facile opposition entre les deux discours de Bruges, celui de M^{re} Thatcher et celui de sa « bête noire », Jacques Delors, il conviendrait peut-être de se demander : et derrière la réforme institutionnelle, que nous propose-t-on de concret, pour l'avenir prévisible, pour nous rapprocher de l'objectif final complaisamment décrit dans le rapport Delors ? Cet objectif étant caractérisé par des taux de changes « irrévocablement fixés » (le qu'est-ce que cela veut dire, des parités irrévocables ?), dit en privé un des membres du comité, par

une « politique monétaire commune », la mise au ban des déficits budgétaires et toutes choses aussi simples, on ne peut pas imaginer que, si on prend au sérieux sa réalisation, on reporte systématiquement à plus tard les décisions les plus difficiles à prendre dans la direction ainsi choisie.

C'est ici qu'il convient sans doute d'être vigilant pour ne pas se laisser prendre aux mots. Le rapport Delors — on ne dispose pas, en la matière, d'autres sources pour se faire une idée du programme — énumère ce qu'il appelle les « premières mesures de la première étape », dont l'objectif est d'« accroître la convergence » (une expression-clé dans le vocabulaire européen, elle d'inspiration allemande) des politiques économiques menées par les Douze et de leurs « performances ». Mais, ce qui caractérise ces mesures, c'est qu'elles n'en ont pas, n'ayant rien de spécifique. Il est vrai que les politiques économiques se sont beaucoup rapprochées au fil des ans et que, en particulier depuis mars 1983, la France a progressivement abandonné les particularités les plus douteuses de sa politique traditionnelle (contrôle des prix et des changes, etc.), mais il n'existe pas et il ne peut pas exister de critères précis pour mesurer le « degré de convergence ».

RÉSIGNÉS ou soulagés, les auteurs du rapport ne prévoient donc aucune sanction pour les « contrevenants ». Essentiellement, la première étape consiste à continuer dans tous les domaines les efforts déjà entrepris, et cela sans rien changer aux modes communautaires de décision. C'est que la voie est déjà tracée : avertis, on oublie que les pays membres du SME, dont le Grand-Bretagne fait partie, ont été précédemment toujours à la première étape que prévoyait déjà, dans des termes très voisins, le traité de décembre 1978. Le changement le plus

notable que préconise le rapport Delors, c'est encore et, uniquement, une modification de procédure pour renforcer la coordination. On peut y voir la main de M. de Larosière qui, au Fonds monétaire, a beaucoup poussé à la coopération internationale au sein du « groupe des Sept ». On réintroduit à Bruxelles des « indicateurs de performances » (taux d'inflation, soldes de balances des paiements, etc.) sans doute dans l'idée que la métaphore du tableau de bord est à elle seule une garantie de bon pilotage, douze pilotes pour l'Airbus de la Communauté, cela mérite en effet quelques réflexions.

Dans le traité fondant le SME, il était disposé que, au bout de deux ans, les États signataires délibéreraient sur le point de savoir si les conditions étaient réunies pour passer à la seconde étape au cours de laquelle ils auraient dû mettre en commun une fraction de leurs réserves auprès d'un fonds européen, embryon de banque centrale. Aucune recommandation de ce genre dans le rapport Delors (bien qu'elle ait été avancée par M. de Larosière). La première étape, prolongation de la première étape, où nous sommes en réalité entrés depuis mars 1979 avec la mise en vigueur effective du SME, devrait durer encore autant de temps qu'il faudra pour que soit réalisée une convergence aussi parfaite que possible.

Quand on sait que cette première étape, selon le rapport Delors, document d'ailleurs approuvé par les Douze à Madrid, doit être remarquée par « l'élimination complète des obstacles physiques, techniques et fiscaux à l'intérieur de la communauté » (ce qui correspond au « grand marché sans frontières » de l'acte unique), on prend conscience du flou extraordinaire que comporte l'engagement d'y participer. Il sera toujours possible d'alléguer que tel ou tel obstacle n'a pas encore été « complètement » aboli. Ce flou, si commode politique-

ment, ne chercherait-on pas à le compenser en ouvrant de grandes perspectives pour un avenir indéterminé ? Toute la subtilité de Jacques Delors était nécessaire pour concilier la notion d'« urgence » avec celle de répit.

TOUT cela n'est pas un nouveau. Le rapport Werner de 1970 préconisait déjà la convocation d'une conférence gouvernementale dont l'objet était d'« adapter et compléter le traité ». Toute la philosophie de ce document, dont le rapport Delors s'est beaucoup inspiré, était contenue dans cette phrase : « L'union économique et monétaire est un objectif réalisable dans le courant de la présente décennie [c'était donc pour... 1980] dès lors que la volonté politique des États membres de réaliser cet objectif, exprimée solennellement à la conférence de La Haye, est présente. » Remplacer La Haye (décembre 1969) par Madrid (juin 1989) et on se retrouve, vingt ans plus tard, vingt ans en arrière.

Si le rapport Delors est plus prudent sur le délai (on lui sait gré de ne pas annoncer le grand tournant pour l'an 2000), il est aussi discret que l'était son prédécesseur sur la question la plus importante. Celle-ci ne concerne pas la procédure. Il s'agit de se faire une idée claire de la façon de s'y prendre pour faire des douze États, dont on reconnaît qu'ils resteront des entités distinctes, une unité économique et monétaire relevant d'un seul organe central de décision pour tout ce qui concerne la monnaie et définissant une seule politique « macro-économique » pour l'usage de tous.

Le traité de Rome était plus sobre. La question qui se pose est de savoir si cette sobriété a été un obstacle ou si, au contraire, elle a assuré, grâce notamment à l'équilibre institutionnel qu'il instaurait, la pérennité de la Communauté contre vents et marées. Dans une chronique, on essaiera de montrer ce que le rapport Delors révèle entre les lignes de la finalité de l'exercice en cours et de supputer ses chances de servir la cause qu'il prétend défendre ?

Les trois courants de la pensée économique

Suite de la page 27

Si on cherche à placer tel ou tel grand économiste dans les courants, le jeu des mariages devient — c'est vrai — passionnant mais semble aussi quelquefois terriblement difficile : Paul Anthony Samuelson les incorpore au courant du côté de l'héritage keynésien, Milton Friedman du côté des monétaristes et John Kenneth Galbraith du côté de l'économie institutionnelle. Mais que l'on songe à la difficulté de classement de notre prix Nobel Maurice Allais (mettez six économistes autour d'une table, demandez leur un classement — on voit l'accueil diversifié du « public » français à la remise du prix Nobel).

Les modes de classification des économistes entre ces courants existent cependant. Trois approches méthodologiques principales sont possibles en science économique.

● La première est l'individualisme méthodologique, basé sur un postulat indémonstrable a priori, mais, comme l'indique le fameux théorème de Godel, ce n'est pas grave, car dans tout système logique on peut toujours remonter à des propositions indémonstrables — les philosophes ne nous contrediront pas sur ce point. Ce postulat est le suivant : il est tout à fait possible de comprendre l'économie nationale ou mondiale, celles des entreprises, des ménages, des banques et même de l'État... en étudiant en premier et dernier lieu l'individu, ses choix, son comportement, son action à tout moment et en tout lieu face à la rareté (des biens, des services, du revenu...) qui le contraint.

L'économie est ici la science des choix individuels sous contrainte, pour des situations où les données initiales (revenus, richesses) sont communes et inertes. Un des concepts majeurs et incontournables est alors le fameux « coût d'opportunité » : c'est-à-dire la valeur de la plus haute possibilité — autre que celle qui est choisie — rejetée par l'individu.

Les marchés, au sens de « foires et marchés », où se pratiquent les enchères (au sens des marchés) sont

les lieux privilégiés d'action des individus libres et rationnels (au sens le plus étroit et le plus strict). La mécanique du marché est elle-même rationnelle, et la régulation est automatique : l'équilibre statique est la loi. Le déséquilibre est la faute des perturbateurs. La dynamique n'est pas la préoccupation principale.

● La seconde approche est le « holisme » ou l'approche globalisante. Elle découle sommairement du postulat — lui aussi indémonstrable — que l'on ne peut comprendre le système économique et ses lois qu'en raisonnant sur les agrégats (les entreprises, les ménages, les banques...), ou sur des macro-agrégats (l'État, l'étranger...), ou encore sur des classes sociales (capitalistes, travailleurs, rentiers...). L'individu n'existe plus. Il « est agi » par plus gros que lui. Il « tombe sur sa pratique », dirait-on au sens de Bourdieu.

Les systèmes et structures peuvent alors être régulés, on connaît des crises de régulation, on suit des fluctuations cycliques... Dans certains cas, les plus pessimistes peuvent prédire une chute inéluctable ou un déclin irrémédiable ; les plus optimistes peuvent construire un schéma intégré de développement et y croire (constructivisme).

Les cadres mobiles

● Enfin, la troisième approche est l'approche intermédiaire. Elle découle du postulat que dans les « sciences de l'homme et de la société », le plus important, c'est le « et », c'est-à-dire qu'on ne peut comprendre l'économie qu'en étudiant les rapports entre les hommes, leurs relations, les structures de production, de consommation... Les deux grandes lignes d'études sont alors la technologie et l'institutionnalisme, et l'étude est d'abord dynamique (les changements importants plus que les données statiques).

Les outils, les progrès scientifiques, les progrès dans l'organisation modèlent les schémas men-

taux des individus. Les institutions, habitudes mentales, us et coutumes, rituels, cérémonies, règles, conventions, lois, les institutions sur le marché du travail, la Sécurité sociale, les entreprises avec leurs outils, leur culture, leur histoire... sont alors les cadres — cadres mobiles — dans lesquels les individus évoluent et se reconnaissent pour ce qu'ils sont : nécessairement liés (ou enchaînés dans des millions de rapports eux-mêmes évolutifs).

Des mondes superposés

Ici, on sait d'emblée que trois mondes se superposent. Le premier monde est celui des économies d'échange — grosso modo les foires et marchés —, mais attention, cette fois-ci, il n'y a plus de mécanique rationnelle conduisant à des équilibres statiques ; les marchés sont une technique d'allocation parmi d'autres. Les marchés sont des machines et, comme les autres machines, ils ont besoin d'un environnement institutionnel.

A cet égard, on ne s'improvise pas économiste de marché après que deux ou trois générations d'individus, quelquefois minoritaires en leur temps, possédant la culture des marchés au sens précis ici, ont été sacrifiées : les pays de l'Est en font aujourd'hui la douloureuse expérience.

Le second monde est celui des économies de hiérarchies (principe de subordination, comme pour le marché du travail, avec la relation salariale qui fait du travailleur un

subordonné). C'est un monde où règnent les « commandes », et il est généralement organisé pour produire pour tous.

Le troisième monde, enfin, est celui du don ou du transfert (avec un principe d'asymétrie entre individus, les pauvres au départ par rapport aux riches) où l'on s'efforce — dans une économie qui, par ailleurs, échange et où l'on peut, grâce aux hiérarchies, produire pour tous — de faire en sorte qu'il n'y ait pas accaparement par quelques-uns.

Pour ce courant institutionnaliste, étant donnée la difficulté que ces trois mondes ont à évoluer en même temps, les déséquilibres sont la loi ; la dynamique est le principe d'action ; les surprises ne sont pas simplement potentielles mais réelles. Les institutions peuvent être le frein des progrès techniques ou d'organisation (et en particulier de plus grande efficacité de la « machine des marchés ») ; elles peuvent en être aussi le stimulant.

En tout état de cause, technologies et institutions évoluent et une théorie économique du changement institutionnel existe, qui étudie la « meilleure façon d'évoluer » le grand fondateur est l'économiste américain Commons. C. Ayres, le professeur américain de l'Institut français des relations internationales, a prononcé, en 1965, une conférence restée célèbre sur cette théorie du changement institutionnel.

MAURICE BASLE

Lire la semaine prochaine la suite de l'article sur la classification des économistes.

Le Monde
de la
Révolution française
Pour en savoir plus sur les hommes, les événements et les idées de la Révolution.
MENSUEL : 30 F
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LIVRES

Ramsès 90 : la fin d'une époque

Le triomphe des démocraties libérales n'annonce sans doute pas « la fin de l'histoire », comme le proclamait il y a dix ans le philosophe Francis Fukuyama. L'été dernier dans la revue américaine *National Interest*. Mais la remise en question du monde communiste par le haut (URSS, Hongrie) ou par la base (Pologne, Chine et maintenant RDA) marque sûrement la fin d'une époque.

« La fin d'une époque », c'est le chapitre qui ouvre le nouveau RAMSES, huitième rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies, de l'IFRI (Institut français des relations internationales). Réalisé sous la direction de Thierry de Montbril et Jacques Edin, ce document arrive sur notre table avec une vertu euphorisante : depuis l'origine, il a abandonné la triste déformation des rapports du genre, s'est habillé de couleurs, de tableaux, de graphiques et de cartes d'une grande lisibilité. Surmont, la mise en page et la typographie donnent envie de se plonger dans cette série d'analyses sortant brillantes du four de l'actualité.

Les États-Unis après Reagan, l'URSS en mutation et les chemins de la détente dans les relations Est-Occident fournissent évidemment le premier paquet de réflexions éclairantes, qui se poursuivent par l'étude des espoirs et des appréhensions au Moyen-Orient et la montée des puissances régionales en Asie.

Après la politique, l'économie est l'autre grand chapitre « classique » de RAMSES. L'« embelle sur fond d'incertitudes » que présente la conjoncture s'accompagne d'un déclin industriel américain, des possibilités de la constitution d'une zone asiatique plus autonome et, bien sûr, de la préparation de l'Europe 1993.

L'IFRI n'hésite pas à sortir des sentiers battus à condition de rester dans une autre balayée par l'information. C'est avec un grand sens de l'opportunité que les auteurs ont ainsi fait un sort au trafic de la drogue qui fait partie aujourd'hui des relations internationales.

Soucieux enfin d'extraire de l'actualité des thèmes porteurs, les responsables ont choisi deux grands sujets. Le premier a trait aux « Armes pour le tiers-monde ». Au moment où un processus de désarmement paraît s'engager entre l'Est et l'Ouest, les armements de très nombreux pays du Sud se développent à la façon parfois impressionnante. Les conditions de sécurité sont en train de changer radicalement et les plus décisifs.

L'autre thème récurrent est celui de « La nouvelle Espagne ». Une centaine de pages sont consacrées à ce pays qui a connu ces dernières années les changements les plus rapides et les plus décisifs.

Le monde est ainsi fait qu'on se demande si RAMSES n'aurait pas intérêt l'an prochain à ouvrir une nouvelle rubrique concernant cette fois le sort écologique de notre planète, puisque aussi bien les sept grands ont maintenant inscrit cette question dans leur programme de réflexion. Chaque année, depuis 1984, Lester Brown et son équipe du Worldwatch Institute publient un rapport sur la question (1) qui mériterait d'être beaucoup mieux connu.

PIERRE DROUIN

(1) *State of the World. A Worldwatch Institute report on progress toward a sustainable society*. Ed. W.W. Norton and Company. New York-London.

► RAMSES 90. Système économique et stratégies. Sous la direction de Thierry de Montbril et Jacques Edin. IFRI. Dunod. 452 p. 165 F.

سنة ١٤١٠ هـ

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

O.P.C.V.M.

Paluel-Marmont Banque

Dans le cadre de l'adaptation des produits financiers à l'ouverture européenne, les conseils d'administration de deux Sicav de PALUEL-MARMONT BANQUE ont approuvé, lors de leurs réunions du 24 octobre 1989, un projet de fusion-absorption de la SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT ET DE GESTION "S.I.G." par FRANCE-INVESTISSEMENT.

Dès que l'accord des autorités de tutelle aura été obtenu, une assemblée générale extraordinaire de chacune des deux sociétés sera convoquée le même jour, le jeudi 28 décembre 1989, à l'effet de statuer sur la fusion qui devrait être réalisée le 29 décembre 1989.

Les actionnaires des deux sociétés seront informés individuellement des modalités de l'opération en temps utile.

Paluel-Marmont Banque

Siège social : 26, rue Murillo - 75008 Paris
Tél. : 42.67.01.00 - poste 248

LES SICAV DE CAPITALISATION DE

Paluel-Marmont Banque

CAPITAL-SECURITE* (court terme monétaire) CAPITAL PLUS* (court terme régulière)

- Valoriser votre capital :
- les revenus sont automatiquement réinvestis et augmentent la valeur des parts;
- Vous font bénéficier d'une fiscalité plus avantageuse :
- le revenu n'est pas imposé pendant la durée du placement ;
- lors de la vente, les plus-values sont assujetties au régime fiscal des plus-values sur cessions de valeurs mobilières.
- Les Conseils d'Administration ont décidé de transformer ces OPCVM en Sicav de Capitalisation sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Paluel-Marmont Banque

26, rue Murillo - 75008 Paris - Tél. : (1) 42.67.01.00

cde COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Le conseil d'administration du Comptoir des Entrepreneurs, réuni le 25 octobre 1989 sous la présidence de M^{me} Pauline Dufour, a pris connaissance de l'activité et des résultats du premier semestre de l'exercice.

Activité

L'encours global des prêts gérés par CDE au 30 juin 1989 atteignait 91 milliards de francs, contre 89,1 milliards de francs au 30 juin 1988, soit une progression de 2,1 %.

Cette croissance modérée résulte uniquement de la diminution d'activité du secteur des prêts aidés par l'Etat, ainsi que d'un volume de remboursements anticipés encore important. En revanche, en ce qui concerne le secteur privé, le niveau d'activité est resté élevé (4,9 milliards de francs de crédits nouveaux contre 4,7 milliards de francs au 30 juin 1988), entraînant une augmentation de l'encours de 8,7 % en six mois.

Résultats

Par rapport au premier semestre de 1988, les produits de gestion ont augmenté de 7,6 % et l'ensemble des dépenses de gestion de 1,2 %.

Les produits de gestion intègrent des produits du secteur public calculés dans les conditions nouvelles du protocole relatif aux conditions de gestion des prêts aidés, dont 25 milliards de francs au titre de l'exercice 1988.

Ces nouvelles dispositions auront une incidence positive sur l'ensemble des résultats de 1989, ainsi que sur ceux des exercices à venir.

Les pertes constatées et les provisions pour créances douteuses ont été arrêtées à 137,5 millions de francs, contre 118,7 millions de francs pour le premier semestre 1988.

Cette augmentation importante d'une période à l'autre rend compte des difficultés rencontrées par la clientèle des particuliers qui doivent faire face à des problèmes croissants de surendettement. Toutes les dispositions sont prises pour accroître la sélectivité dans l'acceptation des nouveaux dossiers et pour optimiser l'efficacité du traitement des dossiers existants.

Le résultat courant de gestion, arrêté après imputation des pertes et provisions, ressort à 28,8 millions de francs pour le premier semestre 1989, contre 26,3 millions de francs pour le premier semestre 1988, soit une augmentation de 9,5 %.

Le résultat avant impôt de la société mère s'établit à 27,2 millions de francs fin juin 1989, contre 24,6 millions de francs fin juin 1988 (non compris 114,2 millions de francs correspondant à des plus-values long terme réalisées à la suite de cessions d'immobilisations).

Le résultat consolidé du groupe CDE avant impôt s'établit quant à lui à 39,7 millions de francs. Hors plus-values exceptionnelles, il était de 38,7 millions de francs pour le premier semestre 1988.

Au total, les perspectives de résultats pour l'ensemble de l'exercice s'annoncent bonnes. Par ailleurs, la société poursuivra très significativement le niveau de ses fonds propres en fin d'année, ce qui lui permettra d'amplifier son développement.

La politique de diversification en direction de nouveaux créanciers, afin de dégager des produits n'entrant pas dans le cadre de ses activités traditionnelles et susceptibles d'améliorer ses résultats dans l'avenir, sera poursuivie activement.

COMPAGNIE DE NAVIGATION MIXTE

Réuni le 25 octobre 1989, le conseil d'administration a accueilli en début de séance M. Jeanneret, directeur général adjoint de la Société Générale, et le docteur Schiefer, directeur général de Allianz AG, qui siègent pour la première fois.

La note d'information déposée par Paribas à la COB, dans son exposé des motifs de son offre, ne peut permettre de déceler un objectif qui puisse apparaître conforme à l'intérêt de la société.

Bien plus, la rédaction de cette note laisse craindre que l'initiateur procède à des ventes d'actif pour se rembourser rapidement de son investissement, ce qui porterait atteinte à l'intégrité de la société et à la cohésion de son groupe, dont les actionnaires n'ont eu, jusqu'à présent, qu'à se louer.

Par ailleurs, en ce qui concerne les actionnaires, l'offre apparaît trop faible dans son montant, et ce d'autant plus qu'elle doit s'entendre à une forte réduction qui ne peut être confirmée à leur insu.

Le conseil renouvelé, à l'unanimité, se constitue en président et à son équipe pour poursuivre le développement de la société et recommander fermement aux actionnaires de refuser une offre qui n'est ni dans leur intérêt, ni dans celui de la société dans l'indépendance et l'intégrité doivent être préservées sans ambiguïté.

Un conseil d'administration tenu le 18 septembre 1989 a constaté l'augmentation de capital portée de 606 196 900 F à 609 318 100 F consécutivement aux options reçues des actionnaires de recevoir le paiement de leur dividende en actions.

Compte tenu des prévisions établies, le dividende des prochains exercices devrait marquer une progression sensiblement supérieure au taux de l'inflation.

COMPAGNIE OPTORG

Résultat au 30/6/89

La situation de la Compagnie OPTORG au 30 juin 1989 se traduit par un bénéfice de 160,7 millions contre 14,4 millions au 30 juin 1988.

Cette importante progression est due pour l'essentiel aux plus-values sur cessions, principalement les filiales Dupont Sainclair Chauffage et Mulle.

An niveau consolidé, le résultat au 30 juin 1989 atteint pour la part du Groupe 135,2 millions contre 0,7 million au 30 juin 1988, après avoir pris en compte :

- les plus-values exceptionnelles ci-dessus,
- des provisions exceptionnelles.

Le solde net de ces éléments non récurrents s'élevait à 129,9 millions.

Les dispositions de toute nature adoptées depuis un an, tant dans les filiales qu'au siège de la Compagnie, ont permis une amélioration sensible des résultats d'exploitation et courant.

Sur la base des éléments connus à ce jour, cette amélioration devrait se poursuivre et se confirmer dans les comptes au 31 décembre 1989.

calberson

Le bénéfice du premier semestre 1989 de la COMPAGNIE GÉNÉRALE CALBERSON (société mère du groupe) a été de 45,2 MF avant impôt et participation, contre 38,9 millions de francs au premier semestre 1988. L'essentiel de cet écart positif provient d'une diminution des provisions sur titres des filiales internationales.

Les comptes consolidés du groupe du premier semestre 1989 font apparaître les chiffres suivants (en millions de francs et à périmètre sensiblement identique à celui du premier semestre 1988) :

| | 1 ^{er} semestre 1989 | 1 ^{er} semestre 1988 |
|---|-------------------------------|-------------------------------|
| Chiffres d'affaires HT | 4 122,3 | 3 844,5 |
| Résultat courant | 118,2 | 158,9 |
| Résultat net avant impôt et participation | 138,5 | 184,8 |
| Part du groupe | 110,9 | 158,5 |

La baisse du résultat net est essentiellement due à une diminution du résultat de la messagerie nationale, en raison de la forte pression sur les prix de vente et des coûts engagés pour améliorer la productivité et la qualité.

En revanche, il faut noter l'amorce d'un redressement dans le sous-groupe Hermann Ludwig. Cette tendance positive des activités à l'étranger doit permettre, en fin d'année, de combler en partie l'écart constaté sur la messagerie nationale et internationale en France.

NOKIA

Les ventes nettes du secteur Câbles de Nokia devraient s'accroître de 10 à 15 % (environ 1 milliard et demi de francs).

NOKIA a signé une lettre d'intention avec NKF Holding N.V. afin d'acquiescer 51 % du capital de cette société cotée à la Bourse d'Amsterdam et qui détient la société néerlandaise NKF Kabel B.V., spécialisée dans les câbles. Le montant de la transaction est évalué à 100 millions (environ 630 millions de francs).

Note : le communiqué complet en anglais est disponible à la banque Paribas, R.G. 221-B, 3, rue d'Antin, 75002 PARIS.

GÉVELOT

Le chiffre d'affaires consolidé à la fin juin 1989 est de 357,6 millions de francs contre 290 millions de francs à la fin juin 1988. La hausse constatée résulte de l'augmentation quasi générale des activités du groupe ainsi que de l'entrée pour la première fois dans le périmètre de consolidation de la société normande de mécanique Métaux, spécialisée dans l'extrusion à froid, et dont la société GÉVELOT a pris le contrôle total en février 1989.

A périmètre de consolidation constant, le chiffre d'affaires de 1989 aurait été de 337 millions de francs, soit une progression de 16,2 %.

Après des profits exceptionnels de 4,8 millions de francs, contre 3,5 millions de francs à la fin juin 1988, le bénéfice net consolidé au 30 juin 1989 s'établit à 18,4 millions de francs contre 8,9 millions de francs pour la même période de 1988.

La société mère, pour sa part, a réalisé au premier semestre 1989 un chiffre d'affaires de 110,5 millions de francs contre 92,4 millions de francs pour la même période de 1988. Le bénéfice social s'établit respectivement à 13,6 millions de francs contre 9,1 millions de francs après un résultat exceptionnel de 5,7 millions de francs contre 4,2 millions de francs qui provient principalement de cessions de logements et de provisions pour risques devenus sans objet.

Les perspectives pour le second semestre, tant pour GÉVELOT que pour ses filiales, sont favorables mais risquent d'être quelque peu influencées par le ralentissement possible d'activité chez certains clients du secteur automobile.

GFF

Le GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS, associé aux Nouveaux Constructeurs, vient de remporter devant une vingtaine de candidatures émanant des plus grands opérateurs du marché international de l'immobilier d'entreprise l'appel d'offres lancé par Pechiney pour la vente de son siège de la rue Balzac, dans le huitième arrondissement de Paris.

Une promesse de vente au prix de 2,76 milliards de francs vient d'être signée entre MM. Jean Candolle, président de Pechiney, Bernard Balaresque, président du Groupement foncier français, et Olivier Mitterrand, président des Nouveaux Constructeurs.

Cette opération qui développe 38 700 mètres carrés 700 de surfaces hors-cœur, fera l'objet d'une rénovation lourde accompagnée de la création de parkings supplémentaires, et l'ensemble de l'ouvrage devrait être achevé en 1992.

Les perspectives de résultats des deux constructeurs en seront renforcées au cours des prochains exercices, et, en ce qui concerne en particulier le GFF, les prévisions récemment formulées à l'occasion de l'émission en cours d'actions, et qui ne tenaient pas compte de cette opération, ne manqueront pas de s'en trouver améliorées.

Il est rappelé que cette émission, qui se termine le 6 novembre prochain, a fait l'objet d'une notice qui a reçu le visa de la COB et qui a été publiée au BALO du 9 octobre.

J'ai trouvé une banque à qui parler.

Je souscris à ses emprunts.

La Caisse Centrale du Crédit Mutuel émet deux emprunts

Emprunt subordonné remboursable à taux fixe

830 millions de francs en titres de 5000 F.

Prix d'émission : 98,64 % soit 4 982 F par titre.

Taux d'intérêt : 9,10 % soit 455 F par titre, payable le 20 novembre de chaque année.

Taux de rendement actuariel au règlement : 9,15 %.

Jouissance et règlement : 20 novembre 1989.

Durée : 12 ans.

Amortissement : au pair et en totalité le 20 novembre 2001, sous réserve de rachats en Bourse.

Le titre subordonné diffère de l'obligation. Il s'en distingue notamment par le fait que le rang de créance du titre subordonné est contractuellement défini par la clause de subordination.

Note d'information (visa COB n° 89-487 en date du 23 octobre 1989) disponible sur simple demande. Balé du 30 octobre 1989.

Souscriptions reçues dans toutes les Caisses de Crédit Mutuel

Crédit Mutuel

une banque à qui parler

Caisse Centrale du Crédit Mutuel

Emprunt obligataire à taux variable (TME)

280 millions de francs en obligations de 5000 F.

Prix d'émission : 99,28 % soit 4 964 F par titre.

Intérêt : il est payable le 20 novembre de chaque année et égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'Etat à long terme (TME) établis par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Marge : sur la base d'un THE constant de 8,91 % au 13 octobre 1989, il ressort une marge positive de 0,10 %.

Jouissance et règlement : 20 novembre 1989.

Durée : 12 ans.

Amortissement : au pair et en totalité le 20 novembre 2001, sous réserve de rachats en Bourse.

CANAL+

PROGRESSION DE 15,4 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ AU 30 SEPTEMBRE 1989

| En millions de francs | 1989 | 1988 | 1989/1988 |
|---------------------------|---------|---------|-----------|
| Premier trimestre | 1 199,7 | 1 027,5 | + 16,7 % |
| Deuxième trimestre | 1 248,8 | 1 063,5 | + 17,4 % |
| Troisième trimestre | 1 206,9 | 1 075,9 | + 12,2 % |
| Chiffre d'affaires cumulé | 3 655,4 | 3 166,9 | + 15,4 % |

Les chiffres présentés pour 1988 et 1989 ne concernent que les sociétés intégrées globalement et ne comprennent donc pas ELLIPSE Programme.

La légère baisse du chiffre d'affaires du troisième trimestre 1989 par rapport au trimestre précédent s'explique par des recettes publicitaires plus faibles pendant les mois d'été.

Au cours du troisième trimestre 1989, 121 000 nouveaux abonnés et 50 000 annulations ont été enregistrées. Ainsi, à fin septembre, Canal + comptait 2 737 000 foyers abonnés (soit une croissance nette de 161 000 foyers depuis le début de l'année) et 99 000 prises collectives.

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

DIRECTEUR GENERAL Société de services

Cette entreprise (200 personnes, 50 cadres), aux toutes premières places dans sa profession après un siècle d'existence, a d'ambitieuses perspectives de développement national et international pour les prochaines décennies.

Nous vous proposons d'être le numéro 2 de l'équipe qui mènera à bien ces projets.

Dans vos tâches spécifiques : les hommes, l'organisation et l'informatique, la gestion. Bien sûr en plus la participation, comme Directeur Général, à la réflexion stratégique et à l'activité - notamment commerciale - de la maison. Et pour être complet : les filiales étrangères.

A ce niveau de responsabilité, et dans une société d'origine familiale, il est clair que nous recherchons une collaboration qui s'inscrive dans le temps et qui soit marquée d'une parfaite et réciproque confiance. Ce fut le cas de votre prédécesseur qui part maintenant à la retraite.

Nous souhaitons rencontrer un Directeur Général jeune (35/40 ans) de formation supérieure, connaissant la gestion des ressources humaines et ayant la maîtrise des problèmes financiers et de l'informatique. Il est bilingue Français/Anglais, sait simplifier les situations compliquées et est à l'aise avec tous les interlocuteurs qui constituent notre environnement professionnel.

Nous avons confié à SEFOP qui nous connaît bien le soin de nous mettre en rapport. Voulez-vous lui adresser votre dossier sous réf. LDGA 1082 M.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTHEC

RESPONSABLES DE CENTRES DE PROFIT

HAUT
NIVEAU

Diversifier nos activités, développer nos implantations déjà nombreuses en France et à l'étranger et les gérer dans une optique industrielle sont les axes forts de notre politique d'expansion. Aujourd'hui, nous recherchons deux futurs patrons.

Manager de tempérament, vous désirez prendre un nouveau cap professionnel et vous impliquer dans une mission d'envergure au sein d'un groupe industriel.

A 35-40 ans environ, diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de commerce, vous alliez à vos qualités de gestionnaire des talents de négociateur et une expérience approfondie de l'univers industriel. Bien sûr, vous maîtrisez

l'anglais et l'espagnol ou l'italien serait un plus.

Après une période d'intégration et de formation, nous vous confierons des responsabilités opérationnelles à votre mesure.

Rompant aux techniques de management, en véritable patron de l'un de nos secteurs d'activité, vous participerez ainsi au développement du groupe.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo, sous la référence 6375/LM, à

C.V. 50-54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT Cedex, qui transmettra.

Holding financière groupe distribution recherche

DIRECTEUR FINANCIER

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESCP - ESSEC - ESCAE...), âgé de 30 à 40 ans, vous êtes aussi un homme de terrain justifiant une expérience professionnelle réussie dans un contexte analogue.

Vous prendrez en charge le contrôle de gestion, l'élaboration et le suivi des budgets des filiales, la consolidation et la gestion de trésorerie au niveau du groupe.

Une bonne maîtrise des outils informatiques est nécessaire.

Le poste est situé dans une ville universitaire du Centre-Ouest.

Envoyer dossier de candidature
(lettre manuscrite, C.V., photos, prétentions
à notre Conseil CIME, 25, rue Singer, 75016 Paris.

"PATRON" DES RESSOURCES HUMAINES

Unité Industrielle en Pays de Loire

Un groupe industriel français (CA supérieur à 12 milliards de francs) qui occupe une position de leader européen pour un certain nombre de ses gammes de produits, recherche le RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES de l'un de ses sites (effectif : supérieur à 500 personnes) implanté dans les Pays de Loire. En liaison avec le Directeur de l'unité et le Directeur des Relations Humaines de l'entreprise, il assurera la gestion opérationnelle des ressources humaines du site (recrutement, évolution de carrières, formation...). Il supervisera la logistique de la fonction sociale (paie, tableaux de bord...). Il assurera les relations avec les instances représentatives (DP, CE, CHSCT...). Il sera l'animateur de la communication interne et externe. Il gèrera l'évolution des organisations en manifestant une réelle aptitude à anticiper les changements. Ce poste sera confié à un candidat (homme ou femme) âgé d'environ 35 ans, obligatoirement diplômé d'études supérieures (bac + 4), et il possèdera une expérience de plusieurs années acquise dans une fonction semblable au sein d'une unité de production d'un groupe industriel développant une politique dynamique et novatrice en matière de relations humaines. La connaissance de l'anglais et/ou de l'espagnol sera particulièrement appréciée. De réelles possibilités d'évolution sont envisageables pour un candidat à fort potentiel. Écrire sous référence 1133 M à :

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS.
Discrétion assurée.

Société de Services en forte croissance (+ 35%/an) crée le poste de

RESPONSABLE FORMATION RECRUTEMENT

PARIS 250.000 KF + /an

Vous prendrez en charge la Formation et le Recrutement de nos collaborateurs (planification des besoins, conception et amélioration des outils, sous traitance...) et mettrez en place progressivement la fonction "Ressources Humaines" dans l'entreprise.

De formation supérieure (Droit, ressources humaines, Sciences Po...) vous avez environ 5 ans d'expérience similaire dans une société à taille humaine et des qualités confirmées d'animateur et d'organisateur.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite sous réf. 5601 à notre conseil ou transmettrez par finitail en composant 3616 code CV PLUS.



Ressources
& Développement

Le Monde CADRES

ISOVER SAINT-GOBAIN

N°1 Français et Européen de l'isolation thermique et acoustique, recherche pour son usine D'ORANGE (84) le :

Chef de son service du personnel

Rattaché au Directeur de l'Usine, en liaison étroite avec la direction du Personnel de la Société, vous aurez pour mission de conduire au niveau de l'établissement une politique sociale cohérente avec celle du Groupe.

Vos responsabilités couvriront : l'application des dispositions légales et administratives, la paie, la formation, l'hygiène et la sécurité, les relations sociales, domaines dans lesquels vous devrez coordonner l'activité d'une équipe expérimentée.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la fonction, diplômé de l'enseignement supérieur, qui a démontré, par une expérience réussie de plusieurs années en milieu industriel, ses qualités d'analyse, son souci d'innovation, son sens du dialogue et de la qualité.

Si vous vous sentez concerné par cette opportunité, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la réf. 9108 à notre Conseil qui vous garantira réponse et confidentialité.



Madame Claude FAVEREAU - 56, Avenue de Suffren - 75015 PARIS

SAINT-GOBAIN

PIERRE & VACANCES

Manager de programmes en bord de mer.

Leader européen de la promotion immobilière de loisirs (1000 personnes - 2 milliards de CA), notre groupe a su se distinguer par la qualité de ses prestations et par des formules astucieuses de nouvelle propriété.

Basé à Paris et rattaché à l'un de nos directeurs de programmes, sur la Côte d'Azur ou sur le secteur Manche-Atlantique, vous prendrez la responsabilité complète d'opérations de logements de loisirs (150 à 200 appartements chacune), de la conception jusqu'à la livraison. Si vous nous connaissez de réputation, vous savez que vous aurez à respecter des délais très courts tout en maintenant les impératifs de qualité et de coût qui ont fait notre succès.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous dirigez, depuis 3 ans au moins, des programmes de logement, peut-être même dans le domaine du loisir. Dynamisme, souplesse intellectuelle, vivacité d'esprit et autorité naturelle sont des qualités que l'on vous reconnaît volontiers. Alors, vous trouverez rapidement vos marques dans une entreprise au savoir-faire reconnu, qui vous assurera une brillante carrière. Claude des Reix, associé du cabinet Sirca attend une lettre de motivation et un résumé de carrière sous référence 028 757 M au 64, rue la Boétie - 75008 Paris.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

La région Poitou-Charentes

recrute pour son secteur « Éducation-Formation »

UN CADRE DE NIVEAU A

Assistant, responsable « prospective - schéma »

Profil :
- Formation supérieure, Bac + 5, origine géographique, aménagement du territoire, sciences économiques.
- Expérience en entreprise ou en démarche prospective.
- Maîtrise du traitement statistique.

Mission :
- Détermination des objectifs de qualification à développer dans la région à travers les différents schémas (lycée, apprentissage, université, formation continue).
- Création, suivi de réalisation de tableaux de bord, emploi-formation.

Modalités : soit par la voie du détachement ; soit par la mode contractuelle.

La personne recrutée sera en poste à Poitiers.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé à :
M. Jacques PLANTET, directeur général des services de la région,
15, rue de l'Assommoir-Cordé, BP 575, 89021 Poitiers Cedex.



LES NOUVEAUX
CONSTRUCTEURS

Société nationale de Promotion Immobilière
recherche

RESPONSABLE DE PROGRAMMES

30/40 ANS

pour Paris et proche couronne.

De formation Grande École, École de Commerce. Dans le cadre d'une large délégation, le responsable de programmes devra animer et contrôler une équipe pluridisciplinaire. Il assure la complète responsabilité de la gestion de l'opération, de sa commercialisation et de sa réalisation. Jugé sur sa performance, dans le cadre d'objectifs précis, un candidat à fort potentiel pourra bénéficier d'une progression rapide au sein du groupe.

Nous concevons des espaces de vie.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite et prétentions à
LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS - 31, rue Ernest Renan
92130 ISSY LES MOULINEAUX.

مكتبة من الكتب

ALIMENTAIRE

**Prendre des positions fortes en Europe
Assurer ensuite un développement International**

La Filiale Internationale d'un puissant Groupe Alimentaire recherche pour une de ses divisions qui constitue un véritable centre de profit son

CHEF DE MARCHÉ "HORS TAXES" FRANCE - EUROPE

Le titulaire du poste interviendra auprès de véritables professionnels dans des secteurs variés et il assurera une fonction polyvalente d'études, de négociations et de développement des marchés.
Agé de 30 ans environ il devra disposer d'une formation ESSEC, ESCP, ESC... (option commerce international) de 5 à 6 ans d'expérience commerciale acquise dans les produits à forte image (de préférence boissons - parfums...). Sa réussite à ce poste implique une connaissance concrète du terrain, du merchandising... ainsi qu'une envergure personnelle, des qualités de contact et un dynamisme commercial qui lui permettra d'être un interlocuteur apprécié par ses partenaires commerciaux.
Maîtrise de l'anglais indispensable (la connaissance d'une 2^e langue serait appréciée).
Réelles perspectives d'avenir dans la Société ou dans les filiales France et étranger du Groupe.

Poste à Paris.
Ecrire sous réf. 44 A 1622 - 9 M
Discrétion absolue

300.000 +

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

CONTROLEUR DE GESTION

**UN ROLE STRATEGIQUE
POUR UN PRATICIEN DE LA GESTION**

L'UFB (CA 1,6 Md - 800 pers.), filiale du Groupe BSN, commercialise annuellement 600 millions de cols de liquides alimentaires dans ses 24 filiales de Distribution.

Pour son siège à Paris, elle recherche son CONTROLEUR DE GESTION. Rattaché au Directeur Général et secondé par 2 cadres, il a pour mission d'améliorer les performances de l'entreprise et de chacune de ses filiales dans le domaine de la gestion. Il intervient aux différentes phases de l'organisation, des procédures, de la planification, de la stratégie et des achats. Diplômé ESC ou équivalent, la trentaine, il sera de par son expérience un praticien de la gestion. La rigueur et la pertinence de ses analyses et de ses recommandations, son poids et sa maturité personnels, son sens du dialogue sous-tendent la crédibilité et l'efficacité de son action auprès du management de l'entreprise.

Ecrire sous réf. 44 A 1621 - 9 M
à Annie SANTAMARIA - Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

JURISTE CONFIRME

**ISSU DU NOTARIAT OU
DU SECTEUR DE LA PROMOTION IMMOBILIERE**

Nous sommes parmi les Etudes de Notaires importantes et dynamiques l'une de celles qui ont su faire évoluer leur métier.

Vous disposez d'une formation juridique supérieure (DESS, Doctorat...) et vous avez une expérience d'au moins cinq ans avec une solide compétence acquise dans le notariat, dans une société du secteur immobilier ou dans un cabinet spécialisé.

Vous souhaitez valoriser votre compétence dans une équipe de juristes résolument tournés vers l'avenir. Vous prendrez la responsabilité complète de missions auprès d'une clientèle d'affaires du secteur immobilier. Vous développerez le travail de synthèse qui est maintenant notre caractéristique (prise en compte des facteurs urbanistiques, de construction, de fiscalité...) en mettant en pratique votre capacité à mettre au point les aspects contractuels.

Nous offrons une rémunération à la hauteur de nos ambitions et des vôtres.
Rencontrez-nous.
Poste basé à Paris 8^e.
Ecrire sous réf. 44 C 1489 - 9 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Etre le "moteur" de nos progrès techniques

Société, filiale d'un Groupe mondial, spécialisée dans des équipements mécaniques pour la construction automobile, recherche pour l'un de ses centres de production à taille humaine (250 personnes), son

RESPONSABLE TECHNIQUE USINE METHODES - INVESTISSEMENTS - MAINTENANCE

Sous l'autorité du directeur d'usine, et animateur d'une équipe de 30 personnes (dont 2 ingénieurs), il sera plus spécialement chargé de :
• définir les méthodes et process de fabrication,
• mettre à disposition de la fabrication un outil fiable et performant, dans un souci permanent de progrès (flexibilité, productivité, qualité). Cette fonction "de" pour la compétitivité de l'usine sera confiée à un ingénieur Mécanicien d'une trentaine d'années, ayant déjà occupé des fonctions d'encadrement et mis en place des chaînes de production automatisées dans un domaine de petites et moyennes séries.
Un tempérament de leader et d'organisateur, un goût prononcé pour la technique et un potentiel important sont indispensables.

Poste basé banlieue Ouest Paris.
Ordre de grandeur de rémunération : 300-320 KF
Ecrire sous réf. 44 A 1619 - 9 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

LE CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-D'OISE RECRUTE

LE RESPONSABLE DES PUBLICATIONS DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'ARCHÉOLOGIE

(par voie de contrat) (H. ou F.)

Il sera chargé de la mise en page, l'illustration, la conception graphique de publications très diversifiées. Il devra assurer la coordination entre les différents auteurs et sera en relation directe avec les imprimeurs. Il devra en outre gérer une régie de recettes.

Titulaire d'une maîtrise en archéologie, le candidat aura une connaissance approfondie des activités de la recherche. Il aura le sens des relations humaines. Il devra maîtriser MAC II Page Maker.

UN CONSERVATEUR DE L'INVENTAIRE GÉNÉRAL ET DES FOUILLES POUR LE SERVICE DÉPARTEMENTAL ARCHÉOLOGIQUE

(par voie de concours sur épreuves option : fouilles archéologiques) (H. ou F.)

Qui se déroulera le 29 novembre 1989.
Date de clôture des inscriptions, le 10 novembre 1989.
Niveau de diplôme : licence.

UN ANIMATEUR POUR LE MUSÉE DE GUIRY-EN-VEXIN

(par voie de contrat) (H. ou F.)

Cet animateur devra créer et organiser des animations pour le public adulte du musée. Il sera amené occasionnellement à collaborer aux animations scolaires. Il assistera également l'équipe de la conservation pour les expositions. Titulaire d'une licence en histoire de l'art et en archéologie, le candidat doit avoir une bonne culture générale. Il doit savoir s'adapter à tous les publics et s'exprimer avec aisance. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.

Les candidatures devront être adressées à :
CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-D'OISE
Direction des Ressources Humaines, Gestion Prévisionnelle du Personnel,
2, avenue du Parc, 95032 Cergy-Pontoise Cedex.
Téléphone : 34-25-30-39.

Centre handicapés profonds Chyvelde

108 bis, CCN 1951

recherche

URGENT

1 DIRECTEUR DIPLOME INSP RENNES

Expérience dans poste à responsabilité similaire exigée.

Adresser candidature avec C.V. au secrétariat de l'Association

LA DUNE-AUX-PINS
Hôtel de Ville, BP 6347, 59385, Dunkerque Cedex 1.

UN MANAGER D'ENVERGURE A DOMINANTE COMMERCIALE

HEC, Sciences Po...

Un groupe de tout premier plan du secteur tertiaire qui commercialise une large gamme de produits auprès du Grand Public recherche le MANAGER d'une de ses unités (plus de 500 personnes, CA environ 1,5 milliard).

Dans un marché compétitif et porteur, notre Groupe a des projets ambitieux et les moyens de les atteindre.

Votre mission sera d'accroître l'efficacité d'un réseau important à implantations multiples en optimisant l'organisation et en développant la motivation et le dynamisme commercial de votre personnel.

La réussite à ces fonctions nécessite un profil de "patron" entrepreneur et gestionnaire. Il devra disposer d'une expérience de 10 ans environ, justifier de résultats performants et avoir dirigé un centre de profit (société, filiale ou département important) à dominante commerciale dans un secteur de produits Grand Public de préférence dans le tertiaire (services - produits financiers...).

Poste à Paris.
Ordre de grandeur de rémunération 500 KF

Ecrire sous réf. 44 A 1623 - 9 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

MAÎTRISE DROIT + DESS DROIT IMMOBILIER

JEUNE JURISTE IMMOBILIER, VENEZ VALORISER VOTRE FORMATION.

Avec un effectif de 160 collaborateurs, des réalisations prestigieuses, la SINVIM occupe une position prépondérante dans tous les secteurs de la promotion immobilière.

C'est dans ce contexte stimulant que nous vous proposons de valoriser votre maîtrise en droit complétée par un DESS de droit immobilier ainsi que vos qualités relationnelles.

Dans un premier temps, vous serez chargé du suivi contentieux. Puis, vous élargirez votre champ d'interventions dans le domaine du conseil juridique, notamment en matière de montage de nouvelles opérations.

Si vous êtes motivé par un poste aux facettes multiples, riche en contacts internes comme externes et ayant de réelles perspectives de développement (au sein de la société ou du groupe), adressez lettre, CV et photo à Armet Nohé Compagnie Bancaire - Service Orientation Recrutement 5, avenue Kleber - 75116 PARIS, sous réf. 448.

COMPAGNIE BANCAIRE

SINVIM

Le Monde
CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 £ 38

Patron Division Assurance

SUD-OUEST

Dans le cadre de la diversification de ses activités, un important établissement financier du Sud-Ouest, déjà fortement implanté dans la branche "VIE-CAPITALISATION", et désirent élargir ses activités dans le domaine "IARD", recherche le

Responsable de sa Division Assurance

Vous serez chargé, avec le concours de la Compagnie d'Assurance du Groupe, et en liaison directe avec notre Direction

- d'une part de mener à bien la phase de lancement de l'activité IARD (de l'élaboration du plan d'action à sa mise en œuvre),
- d'autre part de prendre la responsabilité de l'ensemble de l'activité "VIE-CAPITALISATION-IARD" (de la production à la gestion).

Agé de 40 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur ou professionnel, votre expérience de l'organisation, de l'animation et de la gestion dans le domaine spécifique de l'assurance, et vos qualités relationnelles, votre force d'entraînement et de proposition contribueront à votre réussite et à la nôtre.

Merci d'adresser les dossiers de candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions), sous réf. C 89-85, à Evelyne REDON - CAPFOR GRAND SUD-OUEST COMMUNICA - 2, rue Emile-Pelletier - 31082 TOULOUSE CEDEX. Informations Minitel : 3615 Code CAPFOR.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND - BORDEAUX
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - NICE - NIORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

RESPONSABLE DES FORMATIONS INFORMATIQUES

ECOLE D'INGENIEUR OU DE COMMERCE, MAGE, MAITRISE DE GESTION, 1ERE EXPERIENCE

Notre important groupe, leader incontesté sur son marché, gère un puissant système informatique IBM jouant un rôle essentiel dans nos activités. L'évolution des technologies que nous employons exige une remise à niveau permanente des équipes informatiques ainsi que des utilisateurs.

Dans ce contexte, nous recherchons un jeune Cadre à fort potentiel qui, rattaché au responsable du service Formation, se verra confier les missions suivantes :

- détecter les besoins du personnel et élaborer le plan de formation informatique
- concevoir les stages et créer les outils pédagogiques
- organiser la mise en œuvre des actions de formation et coordonner les interventions des organismes extérieurs
- assurer l'animation de certaines sessions.

De formation supérieure (Bac + 4 minimum), âgé d'environ 28 ans, une première expérience professionnelle en entreprise vous a sensibilisé à l'informatique et vous a permis de développer des qualités pédagogiques.

Au-delà de ce poste, notre groupe par sa taille et ses perspectives de développement offre de réelles possibilités de carrière.

Si cette offre vous intéresse (poste basé à Paris), adressez votre lettre manuscrite et votre curriculum vitae, en mentionnant sur l'enveloppe la référence 5031, à Carré Turenne - 129, rue de Turenne 75003 Paris.

PARIS

Importante Mutuelle Parisienne,
nous recherchons notre

DIRECTEUR (H/F)

Vous avez en charge, avec une équipe de cadres, la gestion et le développement de l'entreprise en étroite collaboration avec notre Président.

De formation supérieure (Commerce, Gestion/Finance), vous possédez une expérience probante (5 ans minimum) du management sous tous ses aspects, si possible dans le secteur de l'Economie Sociale.

Apprécié pour votre rigueur et votre souplesse de caractère, vous êtes un professionnel privilégiant le travail en équipe et les relations humaines.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous Réf. M1 /02 C à notre conseil

Cabinet SWITCH 40, rue Amélot 75011 Paris qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Porteur
de vos ambitions

SWITCH
Département Recrutement

La région Poitou-Charentes

recrute
pour son secteur « Développement économique »

UN AGENT DE NIVEAU A CHARGÉ DE MISSION

Profil :

- Formation supérieure de type scientifique et économique.
- Expérience professionnelle indispensable dans le domaine de l'expertise des dossiers techniques, économiques ou d'aménagement.
- Connaissance des collectivités territoriales appréciée.

Modalités : soit par la voie du détachement ; soit par le mode contractuel.

La personne sera en poste à Poitiers.

Adressez lettre manuscrite avec C.V. détaillé à :
M. Jacques PLANTET, directeur général des services de la région,
15, rue de l'Ancienne-Comédie, BP 676, 86021 Poitiers Cedex.

LES GRANDS CHAIS DE FRANCE

Le savoir-faire, les moyens de production, le dynamisme (360 MF de CA), 42 millions de bouteilles dont 96% à l'export, font du groupe LES GRANDS CHAIS DE FRANCE un des leaders français en vins et spiritueux à l'exportation. Pour développer la présence nationale de notre Groupe, nous recherchons notre futur

CHEF DES VENTES FRANCE

Une formation ESC ou équivalent allée à une expérience réussie d'au moins 3 ans dans un poste similaire (et exclusivement dans le domaine des Vins et Spiritueux) vous permettront d'être immédiatement opérationnel.

Habile négociateur auprès des différents centres d'achats, vous êtes bien introduit en Grande Distribution : c'est votre atout pour relever le challenge que nous vous proposons. Le salaire, motivant, sera lié à l'expérience et au potentiel du candidat.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions à la Direction du Personnel - Les Grands Chais de France
1 rue de la Division Leclerc - 67290 PETERSBACH.
Les candidatures seront examinées avec une totale discrétion.

Le sens de la performance!

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA DORDOGNE recherche pour son Siège Social situé à BERGERAC

RESPONSABLE AUDIT INTERNE

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis au cours d'une première expérience, une bonne connaissance des mécanismes bancaires en qualité d'auditeur et possédez le goût du contact.

- Vous animerez une équipe d'auditeurs confirmés et chargés de :
• veiller à la sauvegarde du patrimoine et des ressources de la Caisse Régionale,
• vérifier l'exactitude et la qualité des informations,
• estimer et évaluer l'efficacité des procédures,
• participer à leur amélioration dans le cadre de la réalisation de rapports d'audit.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :
C.R.C.A.M. DORDOGNE - Ressources Humaines
La Combal - BP 208 - 24101 BERGERAC CEDEX

CA CRÉDIT AGRICOLE
DE LA DORDOGNE

Consultants : c'est la qualité qui fait la différence

Telle est notre conviction : l'application de critères professionnels stricts, le respect d'une éthique claire, tant à l'égard de nos clients que des candidats, sont les clés de la réussite dans un métier qui repose sur la confiance.

Pour mieux maîtriser notre croissance, nous étoifons notre équipe qui comprend déjà 8 consultants à Paris et à Lyon et cherchons à intégrer des consultants, généralistes ou spécialisés (banque, high-tech).

Vous êtes un professionnel du recrutement en cabinet ou en entreprise, ou notre métier vous intéresse. Alors, si vous partagez notre conviction, contactez Jean-François Drouot-L'Hermine (tél. 45.53.00.99) - Conseils en Recrutement Associés - 58 avenue Kléber - 75116 Paris.

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIES

**CE
RA**

C P E

17, rue des Acacias, 75017 Paris
recherche

PSYCHOGRAPHE OU GRAPHOLOGUE (SFG)

souhaitant être habilité aux techniques du centre.

- Secteurs concernés : sélection industrielle et orientations.
- Entretiens et tests, rédaction des comptes-rendus, analyses.

Poste non cadre convenant à personne pouvant aligner professionnalisme et adaptabilité, sens de l'équipe et autonomie.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prêt. s/réf. 1727.

La région Poitou-Charentes

recrute
pour son secteur « Education-Formation »

UN CADRE DE NIVEAU A

Chargé de mission « Entreprise et formation »

Profil :

- Formation supérieure, Bac + 5.
- Expérience professionnelle en entreprise.
- Connaissance de la gestion des ressources humaines en entreprise.

Mission :
- Conseil aux entreprises, aux branches professionnelles en matière de plan de formation.

Modalités : soit par la voie du détachement ; soit par le mode contractuel.

La personne recrutée sera en poste à Poitiers.

Adressez lettre manuscrite avec C.V. détaillé à :
M. Jacques PLANTET, directeur général des services de la région,
15, rue de l'Ancienne-Comédie, BP 676, 86021 Poitiers Cedex.

Le centre communal d'action sociale de Cambrai

recrute
pour son service social

UNE ASSISTANTE(S) SOCIAL(E) D.E.

par concours sur titre ou mutation vers la Fonction publique territoriale

UNE ASSISTANTE(S) SOCIAL(E) D.E.

pour remplacement d'un congé de maternité

UNE ASSISTANTE(S) SOCIAL(E) D.E. CONTRACTUELLE(S)

(3 ou 6 mois) pour instruction de contrats R.M.I.

Dépôt des candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo d'identité) pour le 15 novembre 1989 à M. le président du C.C.A.S., BP n° 382, 59407 Cambrai Cedex.

Renseignements à M. le directeur du C.C.A.S. Tél. : 27-81-28-30.

CONSULTANTS SENIORS INDUSTRIE/FINANCE X, CENTRALE, HEC...

Nous sommes un groupe de conseil en management (80 personnes). Pour développer notre activité "organisation et mise en œuvre de logiciels", nous recherchons des consultants ayant 3 à 5 ans d'expérience réussie de mise en place de grands systèmes Comptables, Logistiques ou Industriels.

Une connaissance des spécificités bancaires italiennes, espagnoles ou suisses sera appréciée pour les candidats souhaitant intervenir dans le secteur financier.



**EUROGROUP
CONSULTANTS**

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Jean Marie Nogaro : 17, rue Louis Rouquier, 92300 Levallois.

La région Poitou-Charentes

recrute
pour son secteur « Education-Formation »

UN CADRE DE NIVEAU A

Responsable « Formation initiale par l'apprentissage »

Profil :

- Formation supérieure Bac + 4.
- Expérience professionnelle en ingénierie de la formation.
- Connaissance des dispositifs de formation initiale.

Mission :

- Animation des centres de formation d'apprentis.

Modalités : soit par la voie du détachement ; soit par le mode contractuel.

La personne recrutée sera en poste à Poitiers.

Adressez lettre manuscrite avec C.V. détaillé à :
M. Jacques PLANTET, directeur général des services de la région,
15, rue de l'Ancienne-Comédie, BP 676, 86021 Poitiers Cedex.

هذا هو الحق

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

AUPRES DU PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Attache de direction auprès du président-directeur général - Vous avez 25 ans. Les relations publiques et la communication vous attirent et vous êtes diplômé(e) d'une première expérience réussie vous ont préparée à développer des contacts à haut niveau. Dans cette société internationale renommée du secteur des hautes technologies, vous rendez compte au président-directeur général et vous vous voyez confier la responsabilité de préparer et de mettre en œuvre des interventions (congrès internatio-

naux, manifestations commerciales, publications, relations avec la presse...). Pour réussir dans cette mission, il faut avoir une "plume" et agir avec efficacité, tact et discrétion. La pratique de l'anglais est indispensable (allemand souhaité). Un succès dans ce poste basé à Paris favorisera votre épanouissement professionnel dans le groupe. Ecrire à Ph. LESAGE en précisant la référence A/D2039M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

RECHERCHE DE CADRES ET DE DIRIGEANTS

Paris

Le bureau de Paris de PA Consulting Group (2.500 personnes dans le monde, 80 bureaux dans 22 pays) connaît une progression de tout premier plan de son chiffre d'affaires. Dans le cadre de sa stratégie de développement, il souhaite notamment renforcer ses relations avec les grands groupes industriels et de distribution, et recherche un consultant confirmé qui deviendra leur véritable partenaire en matière de recrutement. Après formation à nos méthodes à Paris et à Londres, il mènera en totale autonomie des missions de recrutement tant par approche

directe que par voie d'annonces, et sera responsable d'un portefeuille clients qu'il gèrera et développera. Agé de 30 ans au moins, le candidat retenu sera diplômé de l'enseignement supérieur et déjà doté d'une réelle expérience en recrutement, acquise en cabinet ou en entreprise. La connaissance de l'anglais est souhaitable. La rémunération sera fonction de l'expérience. Ecrire à B. AUBRY en précisant la référence A/D62AM - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

RESPONSABLE DES ACHATS MATIERES ET COMPOSANTS

Leader mondial de son activité (secteur de la construction mécanique) recherche pour son site industriel n° 1, basé à 120 km au nord de Paris son Responsable des achats matières et composants.

Agé de 35 ans, vous avez une formation d'ingénieur généraliste (Arts et Métiers, Centrale Paris, Lyon...) et une expérience d'au moins 5 ans de négociations d'achats de composants ou d'équipements industriels.

Sous l'autorité du Directeur de la logistique vous aurez la responsabilité d'une équipe de 4 acheteurs, la gestion d'un budget de 500 M.F.

Vos objectifs :
- Accroître et faire croître la productivité de votre budget (mise en concurrence de nos fournisseurs, internationalisation de nos sources d'approvisionnement, négociation des clauses commerciales) en vous appuyant sur toutes les compétences nécessaires (qualité, B.E., logistique...).

- Participer à la réalisation d'une politique de flux tendus.

- Assurer au niveau du site le reporting de vos activités.

Cette mission est un challenge passionnant dans un cadre déjà européen, elle constitue en outre un tremplin à court terme vers des responsabilités plus importantes pour un candidat à fort potentiel.

Envoyez rapidement sous la réf. LM 1124 votre C.V. + photo + salaire actuel à Claude BERNARD.



CABINET BOTH
Département Sélection Recrutement
3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU



Fait progresser l'hygiène

La plus jeune société d'un groupe français international, leader en agro-alimentaire, s'est hissée rapidement au niveau des plus grands de l'hygiène agricole et industrielle. Sa formule : savoir-faire, dynamisme et innovation. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons un :

ACHETEUR MATIÈRES PREMIÈRES - CHIMIE

Rattaché au Directeur Général, il viendra renforcer la structure de notre société en pleine croissance en prenant l'entière responsabilité de nos achats de matières premières (environ 30 MF/an).

Il assurera cette fonction dans son optique la plus large : participation au programme de production, définition des besoins, gestion des stocks de matières premières, recherche des fournisseurs sur les marchés internationaux, négociation de achats et suivi des approvisionnements.

Nous entendons confier ce poste à un acheteur professionnel, excellent gestionnaire, dont la formation initiale de chimiste faciliterait la synergie avec d'autres départements du groupe. La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 150 à Gilles CLEMENT - B.P. 158 - 35408 SAINT-MALO

ROULLIER

JEUNE JURISTE

Diversifiez votre compétence notariale



COMPAGNIE BANCAIRE

La COMPAGNIE BANCAIRE, Premier Groupe Européen des établissements financiers renforce le service juridique de l'une de ses filiales spécialisée dans le crédit bail et l'investissement immobilier.

A 25-30 ans environ, votre expérience dans le notariat ou dans le service juridique d'une société de crédit bail, d'une banque ou d'un établissement financier vous confère un solide acquis dans le droit civil, immobilier et de l'urbanisme.

Aujourd'hui, vous souhaitez donner un nouvel élan à votre professionnalisme et valoriser votre sens du diagnostic dans un rôle de conseil et d'animateur :

• Rédacteur réalisation, vous établissez les actes authentiques ou sous seing privé, vous contrôlez les dossiers et les contacts établis par les notaires, vous en suivez le montage et les modifications éventuelles.

• Homme de relation, vous coordonnez avec tact et souplesse les intervenants internes et externes.

Si vous êtes attiré par cette mission et les opportunités d'évolution qu'offre notre Groupe, adressez votre lettre, C.V. et photo sous la référence 329/LM à M. GIMENEZ COMPAGNIE BANCAIRE - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS



les mutuelles du mans
A PARIS,

notre Département Assurances Collectives est l'un des plus importants de la place de Paris (200 personnes, un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs). Nous souhaitons y intégrer un

JEUNE ORGANISATEUR

De formation supérieure (Ingénieur ou ESC), vous avez 2 à 3 ans d'expérience en Organisation, acquise dans le secteur de la Banque ou de l'Assurance.

A la tête d'une petite équipe que vous animerez, vous mettrez au point les plans d'actions nécessaires à l'évolution des moyens et des méthodes du Département.

Homme de négociation, vous serez l'interlocuteur direct des responsables opérationnels pour la définition de leurs besoins, et la réalisation informatique de ceux-ci.

A terme, les Mutuelles du Mans pourront vous offrir une vaste palette d'évolution, y compris, si vous le souhaitez, vers des responsabilités opérationnelles.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. sous la référence SB/897 à notre Conseil

UNIOLOG Conseil en Recrutement
9, rue Alfred de Vigny
75008 PARIS
Membre de SYNTHEC Informatique.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Brest

Le rôle économique de notre institution consulaire, allié à notre préoccupation constante d'être un soutien efficace du tissu économique, nous amène à CRÉER la fonction de

Directeur des Services économiques

Sous l'autorité de notre Directeur Général, en concertation étroite avec les Elus Consulaires, sa mission sera d'animer et de coordonner l'ensemble des Services économiques (effectif de 30 personnes dont 16 Cadres) de la C.C.I. : Industrie-Export, Commerce-Tourisme, Etudes...

De FORMATION SUPÉRIEURE, motivé par le développement régional, le candidat retenu, maîtrisant l'analyse économique, sensible aux nouvelles technologies, communicatif, attestera d'une capacité réelle de négociateur. Il établira des passerelles utiles entre son environnement, l'administration, les collectivités... en symbiose avec les différents acteurs économiques.

Une expérience réussie du développement, dans les secteurs public ou privé, sera un facteur de réussite. Grande disponibilité. Connaissance langues étrangères appréciée.

Adresser lettre + photo + C.V. à J.M. CLOAREC CAPFOR - Centre d'affaires Coat Ar Guéven 29200 BREST - sous réf. 562 - Tél. : 98.53.50.51. Informations Minitel : 3615 Code CAPFOR



PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND - BORDEAUX
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - NICE - NIORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

GRUPE BOUYGUES

Etre N°1 de la fonction Personnel en Région, Pour un même état d'esprit

Nancy - Lille - Toulouse

RESPONSABLE REGIONAL DES RELATIONS HUMAINES chez SMAC ACIEROID. Leader de l'échelle régionale (second œuvre du BTP), notre société compte 4500 personnes réparties sur l'ensemble du territoire. En prenant la responsabilité de la fonction Personnel à l'échelle de la Région, ce sont plusieurs centaines de collaborateurs dont vous serez le relais privilégié auprès de la Direction des Relations Humaines du Siège. Et réciproquement.

Il va sans dire que vous pouvez justifier d'une expérience professionnelle de la gestion des hommes.

Intégré au sein de l'équipe dirigeante de notre établissement régional, vous serez donc à même d'assurer toutes les tâches logistiques en ressources humaines et effectuerez les recrutements nécessaires pour répondre aux besoins locaux. Vous agirez comme acteur du développement de toutes nos

actions de formation, gestion de carrières et optimisation de notre organisation en matière de relations humaines. De formation Bac + 4 (université ou école de commerce), âgé de 30 ans minimum, vous avez une expérience de la fonction Personnel, la tête froide, et le contact chaleureux. Votre hauteur de vue, votre justesse d'appréciation, et votre force de proposition sauront faire la différence.

Veuillez adresser votre dossier de candidature avec photo sous réf. 550/789 en précisant la région choisie à : SMAC ACIEROID Direction des Relations Humaines 1 Av. E. Freyssinet BP 6 - GUYANCOURT 78052 ST QUENTIN EN YVELINES Cedex.



SIGNE PARTICULIER : PROFESSIONNALISME

Consultant confirmé

Vous recherchez un Cabinet de taille humaine qui allie service personnalisé et moyens importants.

Vous avez :

- 30 à 35 ans et une formation Grande Ecole d'Ingénieur ou de Gestion
- Une pratique confirmée du recrutement de cadres en Cabinet ou en Entreprise
- Une expérience commerciale
- Une connaissance plus particulière du secteur industriel

On vous reconnaît :

- Pragmatisme et bon sens
- Enthousiasme et volonté de participer
- Capacité à gérer votre secteur de manière autonome
- Ambition sociale et financière.

Venez nous exposer vos objectifs, nous vous parlerons de notre équipe de 10 personnes, de nos résultats depuis 5 ans et de nos projets.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo sous réf. LM 1K à : ARCO
18, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

ARCO

CONSEIL EN RECRUTEMENT

ORGANISME INTERPROFESSIONNEL D'ETUDES, DE CONSEIL ET DE FORMATION DANS LE SECTEUR DES PRODUITS FRAIS recherche pour poste à PARIS

ÉCONOMISTE FORMATEUR

Au sein d'une équipe, vous participerez :
à la conception et à l'animation des programmes de formation « distribution » ;
à la mise au point de techniques de merchandising spécifiques et à leur diffusion (sous points de vente) ; à la rédaction des publications relatives à ces activités.

Des déplacements sont à prévoir.
De formation supérieure, vous avez le sens de la pédagogie, des qualités d'écoute et d'expression orale et écrite. Une première expérience du marketing dans la distribution serait appréciée.

Env. C.V. sous N° 8605, Le Monde publicité,
5, rue Montessuy, 75007 Paris.

UCPA

CA 400 MF - 450 permanents dont 140 cadres
(âge moyen 35 ans) - 1800 saisonniers - 80 centres

Le n°1 des vacances et des stages sportifs

PARTICIPEZ A NOTRE DEVELOPPEMENT
en devenant à PARIS 13^e (N° Glacière)

**JEUNE RESPONSABLE
MARKETING / VENTES**

29 ANS MAXI. DE FORMATION SUPERIEURE, VOUS ANIMEREZ UNE EQUIPE COMMERCIALE AVEC DES RESULTATS SIGNIFICATIFS.

Relevant du Directeur Général, vous animerez et coordonnerez les Responsables des 4 activités : bureaux de ventes et administration, études et marchés-produits, publications, relations presse.

Participant à l'élaboration de la stratégie de l'Association, vous bénéficiez d'une LARGE AUTONOMIE pour définir, proposer et mettre en œuvre les moyens nécessaires. Merci d'envoyer, sous réf. UCPA/RVM/81 M, en indiquant votre salaire actuel à notre conseil : Richard BÉNAÏOUIL GROUPE BBC - 1 bis, place de Valenciennes, 75001 Paris. Discretion absolue et réponse assurée.

LES NOUVEAUX
CONSTRUCTEURS

cherchent pour son activité "Promotion Immobilière" sur Paris et première couronne

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT
30/40 ANS

D'une formation de haut niveau, vous pouvez justifier d'une expérience similaire, vous êtes doté d'une énergie intense, d'un sens aigu des contacts et de la négociation, d'un goût affirmé pour l'immobilier, ayant une bonne connaissance du logement et des bureaux (montage, gestion), vous serez responsable de l'initiation de la négociation et du montage des affaires nouvelles. Intégrant la stratégie de développement du groupe, de l'étude de faisabilité, de la mise au point des projets et leurs ventes aux investisseurs institutionnels le cas échéant.

Votre rémunération très motivante, sera fonction de votre expérience et de votre performance et comprendra un intéressement.

Nous concevons des espaces de vie.

Env. C.V., lettre manuscrite, prétentions à :
LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS - 31, rue Ernest Renan
92130 ISSY LES MOULINEAUX

Gestion Ressources Humaines

Afrique noire

Une société de Conseil recherche
pour un mission de 2 mois un(e)

PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL

qui s'associera à une équipe chargée d'adapter l'organigramme d'une grande entreprise aux exigences de son nouvel environnement.

- Expérience d'1 ou 2 ans en R.H. appréciée.
- Missions ultérieures envisagées.

Adresser CV, photo et motivations sous réf. 2140/0 à :
ANP - 2, rue Aristide Briand - 92300 LEVALLOIS-PERRET
(qui transmettra)

**Lille
CONSULTANT
RESSOURCES HUMAINES HF**

Avec 70 consultants en recrutement en FRANCE, le groupe EGOR se place au premier rang des cabinets de conseil en recherche et sélection de cadres. Face à son développement, il désire intégrer à son équipe de LILLE un nouveau consultant.

Dans une très large autonomie, il devra, après une période de formation aux techniques spécifiques du Groupe, générer et développer une clientèle composée soit de PME régionales, soit d'établissements décentralisés. Il mènera à terme les différentes missions qui lui seront confiées en matière de recherche de cadres et de conseils en ressources humaines.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur de 30 ans minimum. Son expérience professionnelle, acquise en entreprise ou dans la prestation de services, lui a permis de faire preuve de ses qualités de négociateur et de bien connaître le tissu industriel de la région. L'engagement personnel, la volonté de réussir sont des facteurs importants qui seront intégrés, à court terme, dans la rémunération annuelle, extrêmement attractive.

La confidentialité la plus stricte est garantie.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M à :

EGOR REGION NORD
96, rue Solferino - 59800 LILLE
Tél. 20.54.31.31

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM



PLASTIC OMNIUM

Leader européen, notre Division Produits Plastiques Performants (produits fluents...) exporte déjà la majorité de sa production.

En plein développement, fabriqués en Europe et aux USA, nos produits s'adressent aux industries mécaniques, chimiques, électroniques, automobiles, aéronautiques... Nos ambitions nous conduisent à renforcer notre équipe en créant un poste de

**Chef de Zone
Ingénieur ou ES
pour développer nos positions sur les
marchés internationaux**

Attaché au Directeur de la Division, basé à Levallois-Perret, pour les lignes de produits que nous vous confierons, vous :

- apporterez une assistance technico-commerciale à nos filiales à l'étranger.
- participerez activement à l'élaboration de la stratégie de la division.
- développerez les exportations directes.

30 ans, ayant une première expérience de produits industriels avec ouverture internationale, vous maîtrisez bien l'anglais.

Merci d'adresser votre lettre de motivation, CV, photo et prétentions à :
PLASTIC OMNIUM, Direction des Ressources Humaines, 1 rue du Parc
92300 Levallois-Perret, sous réf. 89.03.3P.

L'INNOVATION DANS LES MATIERES PLASTIQUES

**FORMATEUR
A LA VENTE DE SERVICES**PARIS 8^{ème}

Notre société de travail temporaire est en plein développement et notre service formation se renforce.

Vous êtes FORMATEUR, c'est plus particulièrement vers le commercial, ou vous avez la passion de la vente et vous désirez la communiquer et la faire partager à d'autres.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. B 1061 à ORC - 78, bd de la République
92100 BOULOGNE qui transmettra.

**ANIMATEUR
COMMERCIAL**

(H/F) BOUCHES DU RHÔNE

Vous avez une excellente expérience de la vente de produits et services bancaires, ajoutée à une formation bancaire et générale supérieure. Vous êtes habitué au travail sur objectifs et savez animer des équipes de production. Vous connaissez les Crédits Professionnels. Vous viendrez assurer l'animation commerciale d'un réseau de points de vente. Ce poste, qui relève de la Classe V, nécessite d'importantes qualités de contact.

Merci d'adresser votre dossier de cand. s/ réf. 7630/M à :
CREDIT MUTUEL MARSEILLE Direction des Relations Humaines
494 av. du Prado, B.P. 115, 13267 MARSEILLE CEDEX

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

**LE CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-D'OISE
organise un concours sur titre
D'INGÉNIEURS
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'ASSAINISSEMENT URBAIN**

le 20 décembre 1989
La date de clôture des inscriptions est fixée
20 novembre 1989

Diplômes requis :

- Diplôme d'ingénieur en bâtiment ou travaux publics.
- Brevet de technicien en bâtiment ou travaux publics.
- Diplôme de l'institut des techniques sanitaires.

(Salaire net mensuel : 7 018 F + 1 400 F prime mensuelle.)

Les candidatures doivent être adressées :

Conseil général du Val-d'Oise
Direction des Ressources Humaines
Gestion Prévisionnelle du Personnel,
2, avenue du Parc, 95032 Cergy-Pontoise Ced.
Téléphone : 34-25-30-39.

GRUPE INTERNATIONAL, BIEN IMPLANTÉ EN FRANCE
RECHERCHE POUR UNE DE SES USINES
UN CHEF DE ZONE PARISIENNE

**CHEF
DU PERSONNEL**

Sous l'autorité du Directeur de l'usine, vous serez responsable de la gestion du personnel d'un établissement de 700 personnes environ.

Homme de dialogue, de rigueur et de terrain, de formation supérieure, vous avez réussi une expérience similaire.

La connaissance de l'anglais vous sera très utile.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 30 à
ORGANISATION ET PUBLICITÉ - 2, rue Marengo - 5001
PARIS, qui transmettra.

**Devenir Directeur d'un cabinet
spécialisé dans le secteur agro-alimentaire...**

Recherche de Cadres PARIS

Cabinet Conseil créé en 1979 (approche directe et anonyme), ne nous sommes associés à SOFRA SA, Conseil en stratégie et restructuration aux entreprises agro-alimentaires et avons créé MANAGERIA, filiale recrutement spécialisée dans ce secteur. Nous souhaitons rencontrer l'homme qui en prendra la direction. Détachant des introductions de notre partenaire dans le secteur agro-alimentaire, de notre expérience en matière de recherche de cadres, ainsi qu'un support de notre réseau européen (RFA, UK, Belgique, Espagne, Italie, Hollande), celui-ci devra assurer le développement de cette nouvelle entité.

Après d'un minimum 30 ans et diplômé de l'enseignement supérieur, le candidat recherché a acquis une expérience du recrutement soit en Cabinet, soit dans une grande entreprise du secteur agro-alimentaire.

Son professionnalisme, son sérieux, son sens de l'éthique, ses capacités commerciales et son goût d'entreprendre lui permettront de parfaitement réussir dans le cadre d'une forte autonomie et, dès la première année, de devenir associé.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.
Votre dossier de candidature nous parviendra s/réf. 1089/LM sera traité avec toute la confidentialité de rigueur.

YVES KERNEVEZ CONSULTANTS

6, avenue Franklin-Roosevelt - 75008 PARIS

La région Poitou-Charentes

recrute

pour son secteur « Education-Formation »

UN CADRE DE NIVEAU A

Responsable des services techniques et des investissements

Profil :

- Ingénieur divisionnaire des T.P.E. ou équivalent.
- Age minimum : 35 ans.
- Expérience professionnelle indispensable dans le domaine de la construction et du montage financier des opérations.
- Connaissance des marchés publics et procédures d'acquisitions foncières.
- Expérience en matière de construction de lycées ou bâtiments universitaires appréciée.

Modalités : soit par le voie du détachement ; soit par le moi contractuel.

La personne recrutée sera en poste à Poitiers.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé à :
M. Jacques PLANTET, directeur général des services de la région,
15, rue de l'Annonciation-Comédie, BP 575, 88021 Poitiers Cedex.

Important bureau d'études

recherche

pour le développement de son activité en région parisienne

JEUNES INGÉNIEURS H/F)

Le poste à pourvoir concerne : un rôle d'ingénieur d'affaires assurant la responsabilité et la coordination d'études tous corps d'état pour des interventions de maîtrise d'œuvre dans les domaines de l'infrastructure, du bâtiment et de la réhabilitation.

Expérience professionnelle similaire appréciée.
Développement de carrière intéressant pour candidats dynamiques et ayant le goût des contacts.

Envoyer lettre + C.V. sous le n° 348 à :

AGENCE CENTRALE DE PUBLICITÉ SP 229
93523 Saint-Denis Cedex, qui transmettra.

**Directeur
Financier A**

Recherche pour un cabinet de conseil en gestion financière et comptable un Directeur Financier A. Le candidat devra avoir une expérience de 10 ans minimum dans une entreprise de dimension internationale. Il devra être capable de gérer une équipe de 5 personnes. Rémunération attractive. Envoyer CV et lettre de motivation sous réf. 1089/LM à : M. Jacques PLANTET, directeur général des services de la région, 15, rue de l'Annonciation-Comédie, BP 575, 88021 Poitiers Cedex.

Recherche pour un cabinet de conseil en gestion financière et comptable un Directeur Financier A. Le candidat devra avoir une expérience de 10 ans minimum dans une entreprise de dimension internationale. Il devra être capable de gérer une équipe de 5 personnes. Rémunération attractive. Envoyer CV et lettre de motivation sous réf. 1089/LM à : M. Jacques PLANTET, directeur général des services de la région, 15, rue de l'Annonciation-Comédie, BP 575, 88021 Poitiers Cedex.

**Auditeur
Interne**

Recherche pour un cabinet de conseil en gestion financière et comptable un Auditeur Interne. Le candidat devra avoir une expérience de 5 ans minimum dans une entreprise de dimension internationale. Il devra être capable de gérer une équipe de 2 personnes. Rémunération attractive. Envoyer CV et lettre de motivation sous réf. 1089/LM à : M. Jacques PLANTET, directeur général des services de la région, 15, rue de l'Annonciation-Comédie, BP 575, 88021 Poitiers Cedex.

Recherche pour un cabinet de conseil en gestion financière et comptable un Auditeur Interne. Le candidat devra avoir une expérience de 5 ans minimum dans une entreprise de dimension internationale. Il devra être capable de gérer une équipe de 2 personnes. Rémunération attractive. Envoyer CV et lettre de motivation sous réf. 1089/LM à : M. Jacques PLANTET, directeur général des services de la région, 15, rue de l'Annonciation-Comédie, BP 575, 88021 Poitiers Cedex.

**Auditeurs
Externes**

Recherche pour un cabinet de conseil en gestion financière et comptable des Auditeurs Externes. Le candidat devra avoir une expérience de 5 ans minimum dans une entreprise de dimension internationale. Il devra être capable de gérer une équipe de 2 personnes. Rémunération attractive. Envoyer CV et lettre de motivation sous réf. 1089/LM à : M. Jacques PLANTET, directeur général des services de la région, 15, rue de l'Annonciation-Comédie, BP 575, 88021 Poitiers Cedex.

Recherche pour un cabinet de conseil en gestion financière et comptable des Auditeurs Externes. Le candidat devra avoir une expérience de 5 ans minimum dans une entreprise de dimension internationale. Il devra être capable de gérer une équipe de 2 personnes. Rémunération attractive. Envoyer CV et lettre de motivation sous réf. 1089/LM à : M. Jacques PLANTET, directeur général des services de la région, 15, rue de l'Annonciation-Comédie, BP 575, 88021 Poitiers Cedex.

**Financial Controller
CHARENTES
INDUSTRIE**

Recherche pour un cabinet de conseil en gestion financière et comptable un Financial Controller. Le candidat devra avoir une expérience de 10 ans minimum dans une entreprise de dimension internationale. Il devra être capable de gérer une équipe de 5 personnes. Rémunération attractive. Envoyer CV et lettre de motivation sous réf. 1089/LM à : M. Jacques PLANTET, directeur général des services de la région, 15, rue de l'Annonciation-Comédie, BP 575, 88021 Poitiers Cedex.

Recherche pour un cabinet de conseil en gestion financière et comptable un Financial Controller. Le candidat devra avoir une expérience de 10 ans minimum dans une entreprise de dimension internationale. Il devra être capable de gérer une équipe de 5 personnes. Rémunération attractive. Envoyer CV et lettre de motivation sous réf. 1089/LM à : M. Jacques PLANTET, directeur général des services de la région, 15, rue de l'Annonciation-Comédie, BP 575, 88021 Poitiers Cedex.

هذا من الامور

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Important groupe français (CA : 7 milliards de F) en très fort développement recherche son

Directeur Financier Adjoint

Lille

Salaire motivant

Numéro deux de la direction financière, le candidat recherché sera chargé de la gestion de trésorerie francs et devises, de l'analyse et de la gestion des équilibres financiers (rentabilité des investissements, financements long terme, gestion du risque de taux, reporting financier...). Il devra être capable de manager une équipe de 12 personnes. Les projets très ambitieux de développement du groupe à l'étranger pourraient être une opportunité pour un candidat de valeur. Les candidats recherchés, 30 ans environ, de formation supérieure spécialisée en Finance, posséderont une première expérience réussie de trésorerie ou de finance.

Contactez Gilles de Mentque (t) 42.89.30.03 ou adressez CV + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. GM1899MO.

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier
Paris, Lyon, Londres, Amsterdam, Bruxelles, Sydney

Cette banque spécialisée dans les marchés financiers intervient également dans le domaine de la gestion pour comptes de tiers. Dans le cadre de la croissance et de la diversification de ses activités, elle recherche un

Responsable des missions d'organisation

établissement financier

Après du directeur de l'informatique et de l'organisation, il assume la gestion des missions d'organisation, depuis l'étude préalable du dossier jusqu'à sa réalisation concrète. A ce titre, il traite des opérations liées à l'activité de l'établissement - trésorerie devises, titres... - ainsi que celles des filiales du groupe - société de bourse, banques étrangères...

Cette création de poste s'adresse à un candidat issu d'un cycle de formation supérieure ayant déjà de huit à dix années d'expérience dans les métiers de l'organisation ou de l'informatique. Cette expérience réalisée en partie dans les milieux de la finance lui permet d'envisager une intégration rapide dans une banque à taille humaine - 250 personnes - riche en missions et en défis.

Danielle TCHORDUKIAN étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez, sous la réf. DTc 10339 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

Conseil en ressources humaines.

Groupe industriel français (FF 10 Milliards de CA), filiale d'un groupe international, recherche un

Auditeur Interne

Paris

200 KF+

Rattaché au Responsable de l'Audit, vous intervenez sur des missions d'audit opérationnel très variées, ainsi que sur des missions spéciales. Des déplacements en province de courtes durées sont à prévoir. Agé de 25/30 ans, vous possédez une formation supérieure (ESC, DECS ou équivalent), et une expérience d'environ 2 ans dans un cabinet d'audit. Un candidat de valeur se verra offrir de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe.

Contactez Emmanuel de Prémont au (t) 42.89.30.03 ou adressez CV + n° de tél + photo + rémunération actuelle, à Michael Page Finance, 10, rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf. EDP4949MO.

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier
Paris, Lyon, Londres, Amsterdam, Bruxelles, Sydney

sep
Les nouveaux espaces

Motoristes de l'espace, nous assurons en particulier la maîtrise d'œuvre des ensembles propulseurs des trois étages du lanceur Ariane.

Notre société est filiale du GROUPE SNECMA, 27500 personnes dont 3700 cadres. Nous recherchons pour notre Siège Social situé en proche banlieue Ouest de Paris :

**RESPONSABLE DU SERVICE
CONTRÔLE DE GESTION**
de formation grande école.

SNECMA - SEP - MESSIER - HISPANO-BUGATTI - HISPANO-SUIZA - SOCHATA SNECMA - FAMER - SIX SOCIÉTÉS, UN GROUPE

GROUPE SNECMA, LES MOTEURS DU CIEL

CONTROLEUR DE GESTION PROPULSEZ VOTRE CARRIERE

(HEC, ESSEC, ESCP...) vous avez 4 à 5 ans d'expérience dans une fonction de type contrôle de gestion en entreprise industrielle.

En liaison étroite et constante avec les centres de production, vous participerez aux travaux d'élaboration des budgets annuels, tableaux de bord et synthèses mensuelles, au suivi des affaires, budgets d'investissement et assurerez la coordination de diverses études économiques. Le GROUPE SNECMA offre une réelle perspective de carrière.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous réf. NB/CG à SNECMA, Direction de l'Emploi, 2 boulevard du Général Martial Valin, 75724 PARIS CEDEX 15.

Un des plus grands noms de la cosmétique recherche des

Auditeurs Opérationnels

Paris

270 KF

Au sein d'une équipe, rattachés au Directeur Financier du Groupe, les candidats seront responsables de missions d'audit financier, comptable et opérationnel, en France et surtout à l'étranger. Ces postes peuvent déboucher à moyen terme vers une Direction Financière dans une filiale du Groupe.

Un excellent niveau d'Anglais est exigé. Allemand souhaité. De formation supérieure, les candidats retenus, âgés de 25/28 ans, auront acquis une première expérience de 3 ans dans un grand cabinet d'audit.

Adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Christophe Aubry, Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS sous réf. CA4481MO

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier
Paris, Lyon, Londres, Amsterdam, Bruxelles, Sydney

UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHE.

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (18 000 personnes, 32,8 milliards de C.A. consolidés dont près de 20% à l'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la rentabilité en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous relèverons de nouveaux défis.

Contrôle de gestion et stratégie : assistance et conseil à haut niveau

Nous recherchons le Responsable du Contrôle de Gestion et de la Stratégie de notre Direction Santé (N°1 en France - 1 milliard de C.A.)

En étroite collaboration avec l'équipe de Direction, il se verra confier la planification stratégique et le suivi des performances de la branche (plans, budgets, écarts...).

Il bénéficiera, bien sûr, de tous les moyens tant humains (assistance d'une petite équipe) que techniques (outils informatiques performants) nécessaires pour mener à bien sa mission.

Pour cette fonction évolutive et à responsabilité, nous souhaitons rencontrer des candidats à fort potentiel de 30/35 ans justifiant d'une formation supérieure de type école de commerce confortée par une expérience significative en contrôle de gestion ou en stratégie dans le secteur tertiaire.

Si ce poste basé à Paris vous motive, adressez votre candidature sous réf. M17 au Département Ressources Humaines - AGF - 33, rue La Fayette 75009 PARIS.

AGF. L'ESPRIT OLYMPIQUE



Financial Controller CHARTRES

DRAFTEX INDUSTRIES

un des leaders de l'équipement pour l'automobile, réalise un CA de F. 1,5 milliard avec 3000 personnes, recherche pour renforcer la gestion de la forte croissance de ses activités, un Financial Controller de premier plan.

Membre actif du Head Quarter France, vous serez notre expert en matière d'analyse et d'application des écarts lors de la présentation des informations de gestion, budgets, rapports mensuels d'activités. Vous veillerez à la bonne harmonisation des procédures comptables. Pour ce rôle, vous serez l'interlocuteur privilégié et assurerez la coordination de huit délégués.

Diplômé d'études supérieures commerciales, avec une forte dominante financière et comptable, 32 ans minimum, vous pratiquez couramment l'anglais et êtes utilisateur des procédures anglo-américaines ; votre disponibilité vous permet de vous déplacer fréquemment.

Il vous sera offert un niveau de rémunération attractif avec, bien évidemment, un véhicule de fonction confortable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous réf. 2916-M à H. CAPON qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Coopers & Lybrand associés

Executive Selection
3, av. Percier
75008 Paris

C&L

Nous sommes le 2^{ème} Groupe d'Assurances en France et le 5^{ème} en Europe.

Nous recherchons pour rejoindre l'équipe de notre DIRECTION COMPTABILITE.

UN JEUNE DIPLOME

école de commerce ou formation équivalente

Vos connaissances en comptabilité vous permettront d'intervenir dans des missions d'audit interne.

Votre sens des contacts humains et de l'encadrement ainsi que vos capacités d'organisation vous conduiront à proposer la redéfinition de procédures en vigueur et à en assurer leur mise en œuvre.

Merci d'adresser CV, photo, lettre manuscrite et prétentions sous réf. 2264 AC/JL à Madame IMBERT, Groupe Victoire, 52 rue de la Victoire, 75009 PARIS.

Abeille
ASSURANCES

VICTOIRE
GROUPE

Limoges

Responsable comptabilité finances



Spécialiste du développement photographique, nous mettons à la disposition de notre clientèle un réseau de laboratoires sur toute la France.

LABORATOIRES RUI RUI SA

Rattaché à la Direction d'une Société de notre Groupe (CA : 75 MF), vous êtes entièrement responsable de la comptabilité générale et analytique de deux de nos unités. Vous prenez en charge la gestion de trésorerie, le contrôle budgétaire et traitez l'ensemble des questions de législation sociale. Vous vous appuyez sur une équipe de 3 collaborateurs et un outil informatique performant.

A 30 ans, de formation supérieure (type école de commerce) complétée par un DECS, vous avez vécu une expérience de 5 ans minimum en entreprise ou en cabinet. Autonome et rigoureux, vous êtes motivé par l'évolution rapide de notre entreprise et par les perspectives qu'elle vous offre.

Merci d'envoyer votre CV sous la référence 21 049-57 à notre conseil :

ONOMA
GROUPE COURTAUD

Tour Crédit Lyonnais, 69431 LYON Cedex 03.
Téléphone : (04) 78.63.65.02.
Pour plus d'informations, contactez le 3616
code UGE • ONOMA.

PARIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ESC, MAÎTRISE, DECS

Le contrôle de gestion
dans
l'univers high-tech

Une importante société française de dimension internationale, nous vivons tous les jours au rythme de la haute technologie. Nos activités très diversifiées sont réparties en départements autonomes, véritables centres de profit.

Pour l'un de nos départements, vous interviendrez dans le

reporting, les tableaux de bord, les relations avec les Centres de Recherche, la gestion analytique...

Une mission complète où vous valoriserez vos qualités personnelles de contact et de rigueur et votre professionnalisme acquis impérativement dans le secteur industriel (2 ans d'expérience minimum).

Pour partager notre vie au quotidien, adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 6402/ILM à MEDIA P.A. 50-54, rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILL. CEDEX

Poulain
LES CHOCOLATS TRÈS CACAO

VAL de LOIRE

Filière depuis début 1988 de **CADURY SCHWEPPE**, 3^e chocolatier mondial, l'importance de nos projets et le développement de nos outils de gestion, nous amènent à compléter notre siège à **BLOIS**, par un

CONTROLEUR DE GESTION
COMMERCIALE

SUP de CO, il a environ 5 ans d'expérience en contrôle budgétaire de frais de commercialisation, en société de produits de grande consommation vendus en grande distribution.

Animateur d'une équipe de 8 personnes, il aura également comme **CREDIT MANAGER** la responsabilité de la gestion des comptes clients.

Ce poste requiert capacités d'organisation et de management, pratique de la micro-informatique et de la langue anglaise et offre de réelles possibilités d'évolution.

Pour un premier contact, merci d'écrire avec CV, photo, salaire actuel sous réf. 9102 à

Gallos & Associés

114, Champs Elysées, 75008 PARIS

SUR UN GROUPE EN PLEINE EVOLUTION...

Organisateur
Comptable

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE,
DAUPHINE,
DECS OU EQUIVALENT

Vous avez une expérience de 2 à 3 ans dans la comptabilité en entreprise ou en cabinet, un atout pour l'informatique.

Venez nous rejoindre pour participer à la réforme du système d'information comptable et budgétaire de notre branche Assurances (ARD) (6 milliards C.A.). Intégré à une équipe, vous prendrez en charge un secteur comptable pour lequel vous :

- élaborerez un cahier des charges avec les utilisateurs ;
- concevrez l'organisation et le traitement des données ;
- mettrez en œuvre les outils informatiques.

Vous avez des capacités affirmées d'analyse et de synthèse, des qualités d'animateur.

La réussite de ce projet (2 ans environ) vous ouvrira de larges possibilités d'évolution au sein de la Direction de la Comptabilité ou dans le Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, sous réf. CEC, GMF - Gestion des Cadres 35, rue d'Alsace 92300 LEVALLOIS-PERRET

PARIS LEVALLOIS

La Banque Populaire Val de France - 83 agences, 820 personnes - est implantée dans six départements : Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret, Cher et Vienne.

Parfaitement intégrée au tissu économique régional, elle gère de façon autonome et dynamique une clientèle diversifiée.

Comptable de haut niveau

30 ans environ, de formation supérieure (Expertise ou DECS complet), vous avez quelques années d'expérience et une parfaite maîtrise de la comptabilité bancaire et financière.

Nous vous proposons de venir renforcer notre Direction Comptable pour participer notamment à la conception et à la mise en œuvre du nouveau système de comptabilité que nous allons développer autour du progiciel MSA.

Poste basé au siège de la Banque Populaire Val de France à Tours.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, curriculum vitae, photo, prétentions) à la Banque Populaire Val de France, Direction des Ressources Humaines, B.P. 1803, 37018 Tours Cedex.

BANQUE POPULAIRE
VAL DE FRANCE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

BIOTEST AG, Francfort, société multinationale spécialisée dans le secteur pharmaceutique et bien implantée dans les pays de la Communauté Européenne avec quelques sociétés de vente (Paris, Milan, Vienne, Zürich, New York) et avec plus de 1 000 collaborateurs recherche un

JEUNE CADRE FINANCE
ET CONTROLLING

(Expérience dans la gestion des entreprises, avec une expérience en Electronic Data Processing)

Après une période de 3/4 ans en Allemagne au sein de la maison-mère afin de connaître toutes les activités du groupe : organisation, gestion, produits (diagnostic et thérapeutique) marketing, commerce... vous intégrerez notre société française en région parisienne.

Votre fonction, adaptée à vos compétences et à vos motivations, sera d'assurer notre expansion en France.

Agé d'au moins 26 ans, de formation supérieure en contrôle de finance, controlling et commerce... vous êtes parfaitement bilingue allemand ou anglais ou italien.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous la référence 50068 à J.C. DERREY - CEGOS - Département Recrutement Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.

CEGOS

Notre Laboratoire pharmaceutique de 750 personnes, filiale du groupe chimique britannique Imperial Chemical Industries, dont le siège social est situé à Cergy-Pontoise, recherche un

CONTROLEUR BUDGETAIRE

réf. CB/LM 1089

Placé en immersion dans les départements qui lui sont confiés, en contribuant au reporting à la Direction Financière,

- Il participe à l'élaboration des budgets et tableaux de bord (collecte d'informations, simulations, comptes d'exploitation par produit...)
- Il assiste et conseille les responsables budgétaires (formation aux procédures, contrôle des dépenses...)
- Il assure le suivi des résultats (contrôle des données comptables, identification des écarts...)

Nous recherchons des candidats diplômés d'études supérieures en Gestion (DESS, Ecole de Commerce...), justifiant d'une expérience de 3 à 4 ans dans une fonction similaire, connaissant l'anglais et la micro-informatique.

Merci d'envoyer C.V. + lettre manuscrite + prétentions, sous réf., à Hélène SCHWEBLIN DRH - Laboratoire I.C.I. PHARMA BP 127 - 95022 CERGY.

I.C.I. Pharma



LE PLAISIR DE LA PERFORMANCE

NT MERIDIAN,

filiale du groupe canadien **NORTHERN TELECOM** - leader mondial des systèmes de télécommunication entièrement numérique-recherche pour son centre de production européen à Verdun

Contrôleur financier

responsable du service comptabilité et informatique
ESC, ESCAE, et/ou DECS

Attaché à optimiser la gestion du site, vous menez une double mission :

Organiser, superviser les activités du service comptable (comptabilité générale, trésorerie, compte fournisseurs, évaluation des stocks...) ; en assurer le reporting auprès du siège.

Assumer la responsabilité du département informatique de gestion. Vous avez acquis une première expérience en cabinet d'audit ou dans un service de contrôle de gestion comme analyste financier.

Adresser lettre et CV à ADH CONSEIL, BP 3679, 54016 NANCY Cedex. Tél : 83 27 36 80.

ntm

CHEF COMPTABLE
SOCIETE-MERE ET 5 FILIALES

Vous êtes de formation ESC + DECS et vous avez une solide expérience d'une dizaine d'années acquise en entreprise, de l'animation d'équipe et de la supervision d'ensembles complexes et informatisés. Sous l'autorité du Directeur des Comptabilités du groupe, vous aurez la responsabilité complète de six sociétés : générale et analytique jusqu'à l'arrêté des situations et des bilans. Vous assurerez un service de six personnes et vous devrez faire évoluer les systèmes existants ce qui implique que vous soyez un réel talent d'organisateur. Vos qualités relationnelles et votre aptitude à être autonome seront décisives que votre apport purement technique. L'importance de notre société et du groupe français dont nous sommes filiale vous permettra, après réussite complète, de trouver une évolution de carrière.

Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 5296 M, à SERIFO, 47 bis avenue Boquet, 75007 PARIS.

SERIFO
Membre de Syntec

cambiste

BANQUE AMERICAINE

PARIS

Nous sommes une Banque Internationale de tout premier plan, en forte croissance et dont les profits sont en augmentation constante.

Notre Responsable de la salle des Marchés recherche un Cambiste junior.

Vous serez responsable clientèle et comptant au sein de notre petite équipe performante.

Vous justifiez d'une première expérience (deux ans par exemple) réussie de Cambiste.

Vous êtes vif, rigoureux et avez de l'ambition.

Vous maîtrisez naturellement la langue anglaise.

Merci d'adresser votre dossier (C.V. + rémunération actuelle) sous réf. BF 41 à notre Conseil qui vous garantit la stricte confidentialité de votre candidature.

2, rue Louis David - 75116 PARIS
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

COCEPLAN

سكوت من الاصل

الطريق إلى النجاح

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 31 octobre 1989 39

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 £.M

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Nice

Actuellement en plein essor, cette société, très performante sur un marché dont elle est le leader et filiale d'un des plus grands groupes pharmaceutiques mondiaux, développe sa structure administrative et financière et recherche un jeune contrôleur de gestion. Répondant au directeur du contrôle de gestion, sa mission sera de suivre et d'anticiper la forte croissance des différentes divisions de l'entreprise. Outre la préparation, le suivi des budgets et l'analyse des résultats, il sera chargé de diverses missions d'audit financier inhérentes à la croissance tant interne qu'externe. Cette opportunité

de premier plan ne peut convenir qu'à un candidat de formation supérieure type HEC, ESSEC ou similaire pouvant faire valoir une première expérience du contrôle de gestion acquise si possible au sein d'une multinationale (anglais nécessaire). Le contexte porteur de l'entreprise et les conditions proposées seront de nature à intéresser des candidats de valeur. Ecrire à D. WIRTZ en précisant la référence A/6641M - PA Consulting Group - 3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

ORGANISATEURS JUNIORS

Marseille

Cette importante banque régionale à compétence nationale et internationale fortement implantée sur la façade méditerranéenne renforce sa structure organisation et recherche 2 jeunes organisateurs. Au sein de la direction "organisation et informatique" mais en étroite relation avec les responsables de l'administration et des ressources humaines, ils interviendront de manière opérationnelle dans l'ensemble du réseau principalement basé dans le Sud, sur des missions d'organisation visant à réaliser des gains de productivité. Ils participeront à la définition puis la mise en place de

tableaux de bord. Une bonne culture informatique est nécessaire. Cette opportunité intéresse deux jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, ayant une première expérience d'organisation acquise soit dans une société de conseil soit en banque ou en entreprise. Ces postes constituent d'excellents tremplins pour évoluer dans la structure. Ecrire à H. MICHERON en précisant la référence A/XS137M - PA Consulting Group - 4, rue Lacépède - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.26.99.90. (PA Minitel 36.14 code PA)



GROUPE SOCIETE
MARSEILLAISE
DE CREDIT

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

JURISTE-FISCALISTE

Vous participez au sein de notre Direction Juridique aux opérations générées par un groupe en forte croissance :

- création de sociétés
- opération sur titre et fonds de commerce,
- affaires légales,
- suivi des impôts et taxes...

Vous possédez une Maîtrise de Droit des Affaires, un DECS ou une 1^{re} expérience en entreprise ou cabinet d'audit, êtes particulièrement motivé par un travail d'équipe en milieu industriel et souhaitez aujourd'hui donner à votre mission une plus grande variété.

Nous vous offrons de nombreuses perspectives de développement de carrière. La connaissance de l'anglais est un plus.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, Curriculum Vitae et photo) sous référence 6401, à ASEA BROWN BOVERI Marc DEMARET - Ressources Humaines - 22 rue du 8 mai 1945 93340 PERSAN

UNE MISSION
D'EXPERT
DANS UN
GROUPE
INTERNATIONAL

ABB
ASEA BROWN BOVERI

MEDIA

L'un des tout premiers groupes de promotion construction, poursuit une politique de développement et de diversification tant en France qu'à l'étranger et recherche pour renforcer sa direction financière :

RESPONSABLE COMPTABILITE GESTION

Rapportant directement au contrôleur financier, il a la responsabilité du contrôle comptable des quatre holdings du groupe. Au delà de la supervision comptable et déclarative, il contribue à l'élaboration et au suivi du budget. Il apporte son expertise en matière fiscale aux filiales et participe à la mise en place des financements. Ce poste

s'adresse à un diplômé d'école de gestion titulaire du DECS et disposant d'une expérience d'au moins cinq ans en cabinet d'expertise et/ou en entreprise importante dans une fonction finance gestion. Des compétences en fiscalité immobilière constitueraient un atout important. (Réf. A/S8469M)

AUDITEUR INTERNE

Au sein de la cellule audit, il est missionné dans les filiales régionales ainsi qu'à l'étranger et dans les sociétés de diversification. Au delà de l'audit purement comptable, il analyse les procédures et l'organisation des sociétés sur un plan opérationnel. Dans le cadre d'audit de programmes immobiliers, il intervient sur l'ensemble du

déroulement de l'opération avec la collaboration des responsables techniques et qualité. Ce poste s'adresse à un candidat titulaire du DECS et possédant une première expérience en cabinet d'expertise ou dans un service d'audit interne. Basé à Paris, ce poste suppose des déplacements assez fréquents. (Réf. A/S8470M)

Ecrire à R. ROBERT en précisant la référence du poste choisi - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

Valeo

Electronique

Pour un site à taille humaine, sur un marché en exceptionnelle croissance, nous créons un poste de

CONTROLEUR DE GESTION Basé à Hirson 02

A 30 ans environ, de formation supérieure (Gestion, école de commerce, Sup de Co...), fort de votre première expérience de contrôle de gestion usine, vous recherchez un challenge où initiative et autonomie seront très présentes dans le contexte d'une équipe très soudée.

Hormis les tâches classiques du contrôle de gestion et de reporting, votre rôle, très actif et concret, sera : • de participer à la mise en oeuvre de nouveaux outils informatiques • d'établir une communication permanente avec tous les services de l'usine et, également, les bureaux d'études • de gérer efficacement et suivre quotidiennement les projets d'investissement. Vous êtes directement rattaché au Directeur du site et reportez au contrôleur financier de la Division. La rémunération et la carrière sont, ici, de réelles motivations pour un candidat de valeur. Formation assurée. Anglais courant très apprécié.

Envoyez votre CV avec photo et rémunération actuelle s/réf. 61.2855 LM à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis, rue Daru, 75008 PARIS.

Valeo L'Equipement Automobile

UN

ESPRIT

"D'ÉQUIPES"

CONFESSE

Une carrière financière à vocation internationale

ANALYSTES FINANCIERS

Jeune société d'études et d'analyses financières, rattachée à un grand groupe international, nous connaissons un développement important lié en partie aux nombreux projets d'investissements des différentes sociétés du Groupe. Diplômé d'Ecoles de Commerce et de Gestion (HEC, MBA ou équivalent), vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans de l'audit interne et de l'analyse financière. Etudes financières, contrôle de gestion, audit interne du Groupe... vos missions

seront riches et diversifiées dans un contexte réellement évolutif. Basé à Paris-La Défense, vous vous déplacerez fréquemment dans l'ensemble des Sociétés du Groupe, en France et à l'étranger. Une parfaite maîtrise de l'anglais est nécessaire. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M 30 en précisant la rémunération souhaitée à H.G. Services, Tour Anjou, 33 quai de Dion Bouton, 92814 Puteaux.

H. G. Services

Votre objectif : une gestion qui optimise
l'action commerciale

CONTROLEUR DE GESTION

La Division Grand Public de Sony (180 personnes, 2 milliards de F de CA) est en forte expansion. Rattaché à la Direction de la Division, vous êtes responsable de l'ensemble des aspects financiers et des procédures nécessaires à la réalisation des actions commerciales de cette entité. En liaison étroite avec les Responsables des services et la Direction Financière, vous établirez et suivrez les budgets prévisionnels. Vous développerez et mettez en oeuvre les tableaux de bord, les systèmes de simulation budgétaires et outils d'informations statistiques. Par ailleurs, vous saurez améliorer et optimiser les procédures de gestion commerciale et les outils d'analyse de l'activité afin d'apporter des informations claires, des conseils et des recommandations aux différents responsables. HEC, ESSEC, ESCP, à 30 ans environ, vous avez une expérience confirmée en gestion ou finance dans un domaine proche d'une activité commerciale. Homme de gestion rigoureux et précis, vous avez l'esprit des affaires, une grande aptitude à la communication et au travail en équipe pour dialoguer avec vos interlocuteurs internes. La maîtrise de l'anglais est un atout supplémentaire. Merci d'adresser votre candidature (CV + photo + prétentions) sous réf. CG/24 à Eric Bastard, Sony France, 19/21, rue Madame de Sanzillon, 92110 Clichy.

SONY

CABINET EXPERTISE COMPTABLE
ET COMMISSARIAT AUX COMPTES
Pour renforcer ses structures et favoriser son expansion
recherche

5 COLLABORATEURS DE CABINET
TOUS NIVEAUX (H/F)

Adresser CV et prétentions à
Cabinet FAVERIS DELOFFRE 31, rue Poussin 75116 PARIS

REDACTEUR

Le Monde
CADRES

URGENT : 45-75-18-10.
Contacter Dominique.

AFFAIRES

Marseille - Château-Gombert face à Aix-l'Arbois

Guerre des technopoles dans le Sud-Est

A propos des pôles technologiques de Château-Gombert et de l'Arbois, les élus parlent de complémentarité mais toute ressemblance entre les deux ne serait pas forcément fortuite. Le partage des activités et de la taxe professionnelle risque d'être ardu au sein du futur syndicat communal.

Le pôle technologique marseillais de Château-Gombert, qui s'étend sur 130 hectares, démarre en cet automne avec la rentrée des élèves-ingénieurs à l'Institut méditerranéen de technologie. Avec aussi l'implantation d'entreprises comme Gestetner, Gimon, Cybernetix, filiale de la Comex, spécialisée dans la robotique des milieux difficiles et des semi-conducteurs. Surtout, enfin, avec l'annonce de la signature de Locstar, la société de radiomontage par satellite de Frédéric d'Allest, le PDG d'Arianespace, par ailleurs président du conseil de surveillance de l'IDMT. « La plus belle affaire des dix années à venir », jugent les investisseurs.

A un quart d'heure de route, la ville d'Aix-en-Provence va développer une technopole dans les premiers implantations sont prévues pour le deuxième trimestre 1991 sur une première tranche de 900 hectares. A terme, le plateau de l'Arbois, au cœur d'un triangle Marseille-Vitrolles-Aix, représenterait une zone d'activité de 3 000 hectares. Au cœur, un ancien sanatorium en parfait état, racheté par le conseil général des Bouches-du-Rhône, va permettre d'installer rapidement sur ses 50 000 m² de

planchers une pépinière d'entreprises et des services communs.

Alors, guerre des pôles ou hydre à deux têtes ? Le maire de Marseille, Robert Vigouroux, a annoncé lors de la présentation de ses « cinquante projets pour la ville » son intention de s'associer avec le maire d'Aix, Jean-François Picheral, sur le projet de l'Arbois et d'ouvrir un « guichet unique » pour l'accueil des entreprises. Anticipe-t-il sur une situation économique et urbaine qui risque d'être défavorable à Marseille à moyen terme ? Ou s'agit-il simplement de l'ébauche d'un syndicat communal constitué par deux villes qui se tournaient jusqu'à présent le dos ?

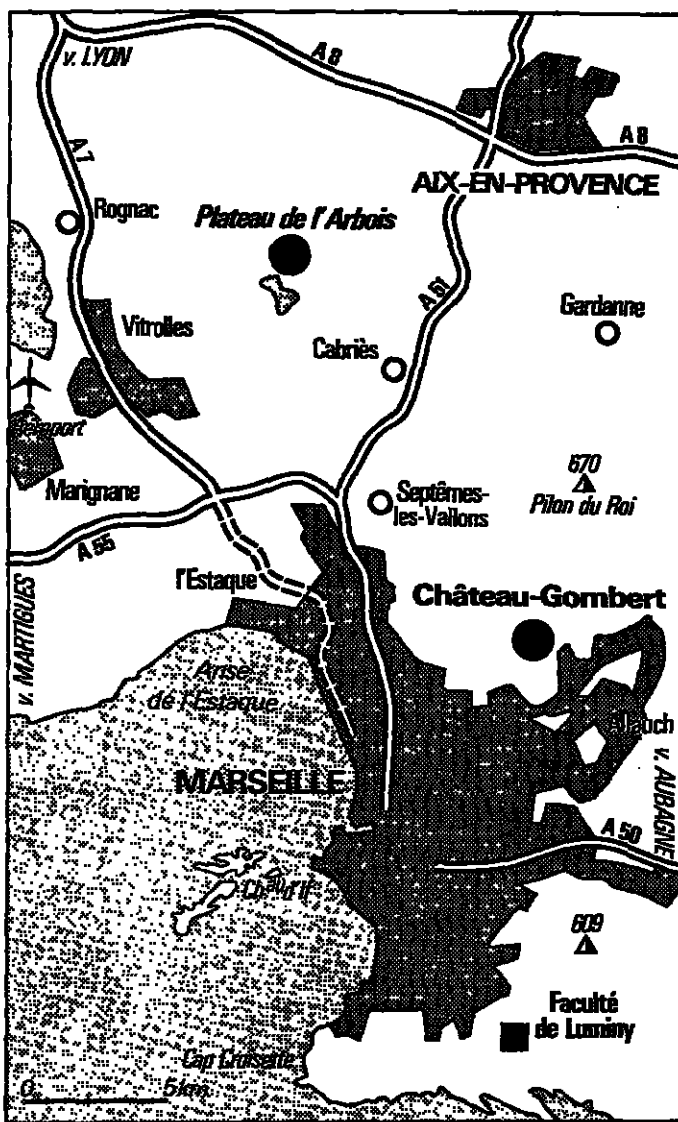
Le maraîcher et le betteravier

« Comparer Château-Gombert et l'Arbois, c'est mettre sur un même plan un maraîcher et un betteravier » : cette réflexion d'un technicien du syndicat mixte d'équipements de Marseille (1) résume assez bien la situation des technopoles d'Aix et de Marseille. Le développement et le partage de la « high-tech » est une affaire de culture. De culture économique car, à Aix possède aujourd'hui un « terroir » technologique avec des entreprises comme ES2, Bertin, Seso, Technophone, Nanomask ou l'Institut de formation Systémia, Marseille va devoir créer le sien, dans sa banlieue paysanne, pour séduire les investisseurs : le « bio-pôle » de Luminy, au sud de la ville, la Comex et ses filiales ayant joué le rôle de défricheurs de luxe.

De culture au sens propre du mot ensuite. Les techniciens affirment qu'on plantera peut-être de la haute technologie de la même façon à Château-Gombert et à l'Arbois mais pas sur les mêmes espaces ni avec les mêmes rendements.

Château-Gombert se définit comme un pôle urbain à haute densité axé sur la recherche, l'ingénierie et la productique. Sur les 180 hectares du site, situé à mi-chemin des autoroutes Nord et Est qui desservent Marseille et à 600 m du métro, 600 000 m² de planchers vont être construits, avec un réseau intégré de communication. L'Institut méditerranéen de technologie en occupe déjà 35 000. Cette structure de formation et de recherche associe les universités, des grandes écoles comme l'ESIM (2), le CEA, le CNRS, l'Institut international de robotique et d'intelligence artificielle de Marseille pour lequel Gaston Defferre s'était vigoureusement battu, et des institutions.

Cet « assemblage de compétences et de technologies » va mettre du temps à trouver son régime de croisière et à irriguer le tissu industriel. Autour de lui et de la Maison du développement industriel, les entreprises vont prendre place dans un nouveau quartier de



Marseille, un parc de 15 hectares comportant un théâtre de verdure en son sein. « Nous accueillons des activités à haute valeur ajoutée qui se nourrissent de l'alliance enseignement/recherche et ont besoin de la ville pour vivre et trouver leur clientèle, commente-t-on à la Direction du développement économique de la municipalité. L'Arbois est fait pour les sociétés qui peuvent vivre en autarcie ».

L'arc Barcelone-Milan

Certes, mais Aix-en-Provence ne compte pas laisser ses 900 hectares de l'Arbois en friches autour des usines. Pierre Horwitz, adjoint au maire délégué aux affaires économiques le confirme : « Notre technopole n'a pas de définition spécialisée et n'en aura pas. Cependant, il est sûr qu'il ne s'agit pas d'une super-zone industrielle. Elle comportera des zones de loisirs et d'habitation. En fait, c'est une véritable opération urbaine à caractère technopolistique ».

temps, les deux villes travaillent sur la gestion commune des deux sites et un mode de répartition de la taxe professionnelle. Bref, les « jardiniers des pôles » s'attaquent au remembrement.

Une tâche qui s'annonce ardue car, dans la deuxième phase de développement de l'Arbois, d'autres communes, propriétaires d'une partie du futur « triangle d'or », voudront, elles aussi, profiter de la manne. C'est là qu'apparaît le conseil général, dans le rôle du « grand collecteur ». Bref, détour politique. Son président, Louis Philibert, conduisait aux dernières élections la liste PS face à Robert Vigouroux, à la tête d'une liste « majorité présidentielle ». Il a subi une cinglante défaite et le maire d'Aix, troisième sur la liste, est resté sur le carreau.

Depuis, chacun l'affirme, les blessures électorales se sont refermées. L'heure est au réalisme économique. Il n'empêche que si les rencontres Vigouroux-Picheral et Picheral-Philibert se multiplient sur le dossier, le dialogue Philibert-Vigouroux n'est pas ouvert.

Lucien Weygand, premier vice-président du conseil général, souhaite « rééquilibrer le rôle de Marseille qui ne comporte plus qu'un tiers du potentiel industriel du département ». Il propose justement une répartition de la taxe professionnelle collectée à l'Arbois par « tiers à la Pagnol » :

« Un tiers aux communes propriétaires du plateau qui vont supporter un important effort d'investissement, un tiers à Marseille pour lui permettre d'assurer la formation aux nouvelles technologies et la promotion du pôle, et un tiers à négocier pour les petites communes périphériques qui vont devoir s'équiper pour accueillir un surplus de population ».

Un mauvais Astérix

Pierre Fiastre, adjoint délégué à l'économie de Robert Vigouroux, penche, lui, pour un « 50/50 entre Marseille et Aix qui créent de toutes pièces la technopole de Provence ». L'adjoint aux affaires économiques aixois estime que « le pourcentage d'Aix doit être supérieur à celui de Marseille », mais s'en remet à une régulation du conseil général.

Enfin, l'un des conseillers de Robert Vigouroux propose la taxe « forget me not ». Si une entreprise de Château-Gombert quitte Marseille pour l'Arbois, elle continue à verser à la cité phocéenne la même taxe que par le passé et Aix ne reçoit que le surplus généré par le développement de ses activités.

Dans cette discussion qui va donner ses lettres de noblesse à la profession de marchand de tapis, les élus multiplient cependant les déclarations d'intention favorables à l'union, avec quelques subtils nuances. Jean-Louis Geiger, le bras droit de Jean-Claude Gaudin,

chargé au conseil régional de la commission économie et emploi et de la « route des hautes technologies », estime que « Château-Gombert va bénéficier de l'oxygène de l'Arbois et de l'image attractive d'Aix ».

« Bien sûr, le conseil régional est favorable à un syndicat intercommunal », déclare Jean-Louis Geiger qui ajoute : avec l'Etat, nous investissons sur les deux sites. Je reprocherai simplement à la municipalité marseillaise de créer cette structure dans l'urgence, sans réflexion préalable sur la coordination des deux implantations. Les élus doivent établir des structures pérennes. La région arbitre les financements dans le cadre du plan ».

Albert Hini, premier adjoint au maire de Marseille, s'étonne qu'on évoque une éventuelle concurrence des pôles : « C'est un mauvais Astérix. Le conseil régional cherche la sienne là où nous sommes en train d'établir un modèle de coopération intercommunale. Il nous faut la réussir pour garder notre place dans le sud de l'Europe ».

Solidaires dans la reconversion

A la mairie d'Aix, Pierre Horwitz estime que « l'Arbois ne peut vampiriser Château-Gombert ».

« On ne peut envisager qu'Aix se développe au détriment de Marseille », reprend Pierre Horwitz. Nous avons besoin d'une agglomération forte pour vendre notre pôle. Pas d'une nouvelle Naples. Sur les deux sites, qui représentent tous deux un milliard de francs de participation publique, nos investissements seront croisés ».

Lucien Weygand considère qu'il faut « être solidaires pour réussir une grande reconversion technologique ».

« Quelles que soient nos difficultés avec son maire, dit-il, nous travaillerons pour l'aventure de Marseille. Si nous ne bâtissons pas un grand pôle d'équilibre, le département se transformera en gigantesque marina ».

Au-delà des deux analyses possibles sur la complémentarité ou la concurrence des pôles de l'Arbois et de Château-Gombert, se dessine en toile de fond le problème de la communauté urbaine marseillaise. Durant vingt ans, Gaston Defferre l'a refusée de crainte de ne pouvoir la maîtriser politiquement. L'urgence économique, née de la désindustrialisation de Marseille, contraint, aujourd'hui, Robert Vigouroux à faire du neuf avec cette vieille idée.

ALEXIS LAURENT (ZELGI)

(1) Formé par la ville de Marseille et la chambre de commerce et d'industrie de Marseille.

(2) Ecole supérieure d'ingénieurs de Marseille.

LE TRIOMPHE DE WILLIAM CHRISTIE

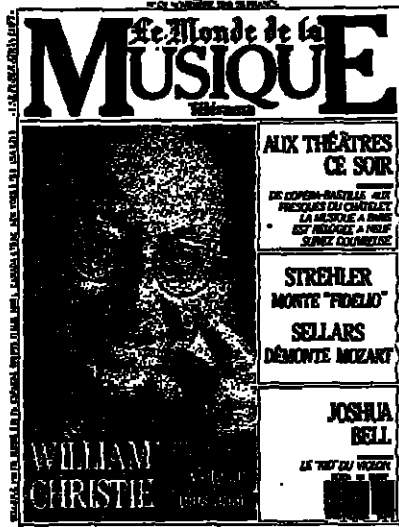
FLORISSANT. Depuis le triomphe d'Alys, William Christie est le Karajan du baroque. Il fête cet automne le dixième anniversaire de ses Arts florissants. Double victoire !

DÉCAPANT. Peter Sellars acclimaté à Bobigny un wonder-boy nommé Mozart, tandis que Giorgio Strehler réinvente *Fidelio* au Châtelet. Deux écoles de mise en scène défendues par leurs plus brillants représentants.

RUTILANT. Des verrières de l'Opéra-Bastille aux fresques à peine sèches du Châtelet rénové, les salles parisiennes font peau neuve. Entraînez-vous dès maintenant au nouveau parcours du mélomane.

DÉCOIFFANT. Précédé d'une flatteuse réputation et de quelques enregistrements mémorables, le jeune violoniste Joshua Bell fait ses débuts en France. Welcome !

Et aussi : les encantes triphoniques, le retour à l'Ouest du pianiste Dimitri Bachkurov, les chroniques, les compacts du mois, etc.



Le Monde de la Musique
28 F chez votre marchand de journaux.

UNE PUBLICATION LOFT

Un investissement de 2 milliards de francs

L'aéroport de Marseille-Provence prépare le doublement de sa capacité

Marseille de notre correspondant régional

L'aéroport de Marseille-Provence va s'engager dans un vaste programme de travaux consistant essentiellement à réaliser un aéroport de l'an 2000 pour répondre à l'évolution prévisible du trafic, qui pourrait atteindre 10 millions de passagers à la fin du siècle au lieu de 5 millions en 1989.

En raison de la saturation du satellite 5, construit en 1972 et réservé aux vols intérieurs, les deux tiers du trafic de l'aéroport de Marseille-Provence s'écoulent sur 25 % des surfaces. Il convenait donc, d'urgence, de remédier à ce problème et de faire face aux perspectives de développement du trafic en concevant un projet cohérent d'extension des installations. Ce projet sera réalisé en deux phases, la première correspondant à un trafic de 7,5 millions de passagers locaux, vers les années 1996-1997 si l'on retient une hypothèse de croissance de 7 %, la seconde de 10 millions de passagers à l'horizon 2000.

Dans un premier temps, les travaux concernent l'agrandissement

du satellite 5, la réalisation d'une zone d'embarquement pour les vols nationaux et de la CEE ainsi que la création d'un « cœur » commercial et de services qui sera, architecturalement, le signal de l'aéroport.

Ultérieurement, l'aéroport existant, conçu par Fernand Pouillon en 1962, sera restructuré et doté d'une nouvelle zone d'embarquement pour les vols internationaux. Pour traiter, enfin, 10 millions de passagers, il sera nécessaire de prolonger encore les zones d'embarquement des vols nationaux et internationaux et d'agrandir le « cœur » de l'aéroport. Au terme de la première phase les surfaces de l'aéroport auront presque doublé (89 000 m² au lieu de 48 000 m² actuellement) et près de 2 000 m² auront été restructurés.

Le projet a été conçu par un architecte de renommée internationale, M. Richard Rogers — auquel on doit, notamment, le centre Beaubourg — en collaboration avec des architectes marseillais. Il a notamment imaginé, pour couvrir le « cœur » de l'aéroport, un toit formé d'une quinzaine de paraboles de 800 m² chacune portée par des piliers de 44 mètres de hauteur. L'une des principales innovations

des futures installations est la construction d'un « tube » en fronton de l'aéroport, côté pistes, permettant la stricte séparation des flux d'arrivées et de départs. Comme toutes les grandes aéroports, celle de Marseille-Provence disposera par ailleurs de salles d'embarquement communiquant toutes entre elles, et 95 % des postes d'avions seront au contact. La CCI de Marseille financera, à elle seule, 70 % des investissements nouveaux dont la majeure partie sera emprunt, les 30 % restants étant apportés, sous forme de subventions, par l'Etat (une toute petite part de 50 MF) et diverses collectivités (région, département, grandes villes).

« Il s'agit, pour la CCI de Marseille, d'un véritable pari », souligne le président de l'aéroport, M. Henry Roux-Alezais, puisque les investissements totaux, réactualisés, représenteront environ 2 milliards de francs, soit dix fois le chiffre d'affaires annuel de l'aéroport. Mais l'aéroport de Marseille-Provence est un outil indispensable de la promotion économique de la région. Le premier coup de pioche sera donné en juillet 1990.

GUY PORTE

Votre trésorerie et le Crédit Agricole. La pole-position sur la gestion et les outils de marché.

سكنا من الحاح

AFFAIRES

CAPITAL ET INTÉRÊTS

Les banques face à leur client, cet inconnu

Le comité consultatif institué par la loi bancaire de 1984 et chargé d'étudier les problèmes liés aux relations entre les établissements de crédit et leur clientèle a publié à la fin du mois de septembre un rapport qui tente de faire le point sur ces questions. Parallèlement, les 2 et 3 octobre, se sont tenues les journées de la communication bancaire (Bancom 89) autour du thème « La relation banque-client ».

L'évidence est là : les banques ne sont pas organisées aujourd'hui pour satisfaire les demandes de leur clientèle. Surtout quand une étude approfondie montre que cette demande évolue désormais vers plus de conseil, plus de matière grise. Or les grosses machines bancaires « plus hiérarchisées qu'organisées », selon la formule utilisée par Charles Spinto, directeur général adjoint de la Banque Worms, lors des journées de la communication bancaire, étaient jusqu'à présent centrées autour de leurs propres impératifs. Le client n'était, lui, qu'un moyen d'y parvenir.

Le rapport du comité des usagers atténue cependant cette remarque en ajoutant que la « nécessité de traiter des volumes d'opérations en développement considérable » a absorbé l'attention des banquiers. Inverser cette tendance relève donc aujourd'hui d'une véritable révolution culturelle.

Qu'est-ce qui pousse aujourd'hui au changement ? L'accroissement de la concurrence. Fidéliser une clientèle qui ne demande qu'à l'être, qui détecte la perte de temps à des opérations banales, n'est pourtant pas facile. Et ce même si le comité des usagers a relevé un nombre extrêmement faible de plaintes et litiges.

Comment expliquer alors que l'image des banques soit extrêmement mauvaise ? M^{me} Simone Barbaud, directrice générale de SBA Consultant, expliquait au Bancom 89 qu'une étude demandée par une grande banque montrait que 32 % des personnes interrogées avaient « un jugement négatif » sur la banque qui gère leur compte. Griets principaux : « Le profit non partagé », et la mauvaise relation avec la clientèle : « Indifférence, abus d'autorité, manque de considération et humilité ».

Mais si l'on en croit le rapport du comité des usagers, ce mécontentement surgit surtout à l'occasion d'événements exceptionnels dans l'ouverture ou le fonctionnement d'un compte. En effet, ce n'est pas la fiabilité des opérations courantes qui semble être en cause, mais la mauvaise gestion de l'accident par la banque : à savoir les pertes ou vols de chèquiers, les oppositions et les interdictions de chèquiers.

Notion de qualité

En matière de crédit et de gestion de comptes-titres, les réclamations ont fortement diminué par rapport à 1988. Les facilités octroyées à l'occasion de remboursements anticipés et la réduction significative des ordres de Bourse semblent en être la cause. Le rapport souligne néanmoins que les « incidents de paiement par chèque et les interdictions bancaires continuent à être fortement ressentis comme injustifiés ». Sans parler des préjudices subis après perte ou vols de chèquiers.

Naturellement, les banques se dédouanent en accusant les particuliers d'irresponsabilité vis-à-vis de la banque et les particuliers en accusant la banque d'abus de position dominante.

S'interrogeant non pas sur la notion de client, mais sur celle de

qualité, le rapport du comité des usagers la définit cependant comme « l'aptitude à satisfaire le client ». La seule difficulté vient du fait que les clients n'ont pas tous la même attente vis-à-vis de la banque. Mesurer la qualité du service rendu suppose donc la mise au point de baromètres fiables. Les organisations de consommateurs remarquent cependant avec justesse que la sanction de la non-qualité n'est pas immédiate en matière bancaire. Les clients rechignent à changer de banque tant les formalités sont complexes (domiciliations, virements salariaux, etc.). Ensuite parce que le gain n'est pas perceptible dans la mesure où toutes les banques paraissent offrir « les mêmes services aux mêmes conditions ».

Informes

Au-delà des opérations courantes, le comité consultatif a étudié la qualité de l'information délivrée par les banques aux entreprises comme aux particuliers. Pour les premiers, il note qu'il y a « dans les banques une conscience insuffisante de la spécificité du conseil ». « L'offre de conseil doit être faite comme telle, sans arrière-pensée de lien aux relations afférentes à l'offre de produits bancaires aux clients. Dans le cas contraire, il y a ambiguïté ».

Pour l'éviter, le comité propose de professionnaliser l'activité de conseil, c'est-à-dire de la dissocier de l'activité commerciale classique et de la rémunérer comme telle. Ce qui ne va pas sans problème : les entreprises moyennes ne sont pas habituées à rémunérer le conseil. De plus, elles hésitent souvent à fournir les renseignements nécessaires à un diagnostic. Côté bancaire, les réseaux ne sont pas spécialisés non plus. Segmenter le réseau par type de clientèle tout en gardant une forte cohérence de l'ensemble pose d'insurmontables difficultés. Au point que certaines

banques étrangères comme la Deutsche Bank ont résolu la question en filialisant purement et simplement l'activité de conseil.

Pour ce qui est des particuliers, la question se pose différemment. Bien que quatre millions de ménages soient détenteurs de titres directement ou par l'intermédiaire de SICAV ou fonds communs de placement, les deux tiers d'entre eux « affirment ne pas vraiment connaître les Sicav, ne pas s'y entendre en matière d'actions et ne rien connaître aux obligations ». Bref, ni l'étendue des possibilités de placement, ni les risques y afférents, ni la rentabilité ou l'impôt fiscal des Sicav et obligations ne sont des matières familières. Et les organisations de consommateurs se plaignent souvent à juste titre de l'information erronée sur les produits financiers ou des offres faites uniquement en fonction de l'intérêt de l'établissement. Sans parler des activités de crédit effectuées sans vision globale de la situation financière du client ni souci de son intérêt immédiat. Là encore, le comité suggère aux établissements bancaires de dissocier le conseil de la vente de produits.

Mais si les couches sociales supérieures ou moyennes peuvent accepter la rémunération du conseil, notamment en matière de gestion de fortune, il n'en va pas de même pour les catégories sociales moins favorisées. « Surtout quand l'activité de conseil est difficilement dissociable de l'acte de vente. C'est là, plus particulièrement, que les professionnels doivent faire preuve de discernement ».

Que les banquiers se rassurent, leurs concurrents étrangers affrontent exactement les mêmes problèmes. Ce qui fera sans doute la différence, c'est la manière dont les uns et les autres sauront réaliser un véritable « partenariat », même le plus modeste de leurs clients.

YVES MAMOU

Les chèques diminuent, les provisions aussi

Alors que le nombre des chèques émis en 1987 avait diminué de 2,1 %, le nombre des impayés a crû lui de 14,3 %. Sans commentaire ! Soucieux d'apprécier la situation et tant d'y porter remède, le comité des usagers a tenté une comparaison avec l'étranger. D'emblée, il est apparu que le chèque sans provision ne faisait l'objet d'une réglementation pénale qu'en France. Partout ailleurs « les banques font leur propre police ». Et souvent très durement.

Ce comité des usagers a également constaté que les particuliers utilisaient la carte bleue de la même manière que le chèque, sans réelle différenciation. Pourtant les dispositions applicables aux deux moyens de paiement sont différentes. Le chèque exige que le compte soit provisionné alors que la carte bleue comprend un délai de paiement. De plus, le commerçant qui accepte la carte est assuré d'être payé par la banque jusqu'à un certain plafond, alors que le chèque sans provision fait supporter la perte au commerçant. De plus l'absence de provision sur des paiements par carte ne donne pas lieu à sanction pénale. C'est au banquier de régler le problème avec son client.

Néanmoins, les commerçants ne sont pas totalement démunis face aux chèques refusés par les banques. Très souvent, ils tentent de représenter le chèque une seconde fois, généralement au début du mois quand le compte a une chance d'être provisionné. « Cette procédure permet la récupération de 56 % des chè-

ques. » L'autre technique utilisée par les commerçants est celle de la relance. L'utilisation combinée de ces deux techniques permet généralement « la récupération de 65 % des chèques impayés à première présentation ».

Depuis 1985, une procédure de recouvrement par huissier a été instaurée. Un seul problème, son coût n'est jamais inférieur à trois cents francs. En principe, ces frais sont répercutés sur le débiteur mais, en cas de réelle insolvabilité, c'est le créancier qui paie.

En fait, il n'existe pas de solution toute faite au problème urgent des impayés. L'évocation d'une garantie du chèque jusqu'à un certain seuil a été violemment rejetée par les banques. Néanmoins, le comité des usagers pense qu'un système de recouvrement organisé, et notamment « un système de recouvrement interbancaire », devrait être organisé.

Mais l'opposition des banquiers — le recouvrement n'est pas leur métier — laisse peu d'espoir à cette solution. Il n'est plus d'issue alors que dans l'« amélioration des voies d'exécution », c'est-à-dire la transparence de toutes les administrations aux démantres d'huissiers, lesquelles pourront entraîner des saisies sur l'ensemble des comptes des débiteurs défilants.

Le comité des usagers estime, néanmoins, que la voie pénale ne devrait être réservée qu'aux escrocs avérés (contrefaçon, utilisation frauduleuse, etc.).

Y. M.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Votre trésorerie et le Crédit Agricole.
La pole-position sur la gestion et les outils de marché.



Des « classiques » à l'innovation correspondant à de vraies attentes.

Quel que soit le domaine où vous souhaitez optimiser votre gestion de trésorerie, le Crédit Agricole vous place en pole-position.

Premier gestionnaire d'Europe, le Crédit Agricole l'est notamment sur le court terme obligataire, avec un actif géré de 110 milliards de francs.

Il est, d'autre part, l'un des tout premiers Spécialistes en Valeurs du Trésor.

Des produits gérés aux outils de marché et aux services, il couvre l'ensemble des besoins de trésorerie courants et spécifiques.

SICAV de trésorerie

Optimisation de la régularité dans les performances, c'est ce que vous apporte le Crédit Agricole par Segespar-Titres, sa filiale spécialisée.

En SICAV monétaires, vous choisissez entre Moné J et Elicash, cette dernière étant plus particulièrement adaptée à des flux importants de trésorerie.

En SICAV régulières, Univar et Uni-Associations, apportent leur tonus à des placements de moindre volume.

Elicash, Moné J et Univar sont transformées en SICAV de capitalisation.

Outils de marché

Le Crédit Agricole va des « classiques » (Bons du Trésor, Certificats de dépôt, Billets de trésorerie, interventions au MATIF et au MONEP) à l'innovation correspondant à de vraies attentes.

Avec Eurogain, c'est une facilité de crédit en euro-devises, adaptée aux besoins des moyennes entreprises, et permettant de passer d'une euro-devise à l'autre sans pénalité.

Futurgain, c'est une couverture contre les risques de change, qui vous permet de protéger vos marges commerciales sur des contrats libellés en dollars, yens, marks et livres.

Vous bénéficiez ainsi du pouvoir d'innover du Crédit Agricole et de l'ensemble des conseils de gestion, en particulier de montages sur-mesure, quelle que soit votre spécificité d'activité.

Profitez de la compétence du Crédit Agricole par les Caisses Régionales de Crédit Agricole et par Segespar-Titres.



RÉGIONS

BOURGOGNE

Une enquête sur les handicapés

Parce qu'il est important pour les décideurs publics de bien savoir qui et combien sont les handicapés afin d'être à même de mieux répondre à leur attente, le Centre d'intervention technique pour la vie autonome (CITEVA) va mener, avec le soutien du ministère de la santé, une enquête approfondie sur la population handicapée.

Cette enquête, qui est une première en France, a pour cadre le département de Saône-et-Loire, qui représente 1 % de la population française, qui offre un éventail diversifié de villes et de zones rurales et qui, de surcroît, est sensible à ce problème. Le CITEVA va, canton par canton, avec une démarche autant médicale que sociale, recenser les handicapés, étudier l'importance de leur handicap, leurs besoins, leurs problèmes. Résultats pour 1990.

BRETAGNE

Information transports

Rennes a choisi de s'équiper d'un VAL (le Monde du 27 octobre). C'est une décision qui a été mûrie durant de nombreuses années mais qui surtout — et c'est une démarche exemplaire — a été précédée d'une très longue et large campagne d'information sur les avantages respectifs du tramway et du métro.

Depuis juin, une cinquantaine de réunions d'information ont été organisées à Rennes et dans les vingt-trois autres communes du district de l'agglomération rennaise. Onze d'entre elles ont eu lieu sur le sujet au niveau des quartiers en présence du maire, Edmond Hervé. Un dépliant de quatre pages présentant les deux technologies et les tracés proposés a été tiré à 180 000 exemplaires et distribué aux habitants de Rennes.

Le 7 octobre, cinq cents Rennais sont allés à Grenoble pour y découvrir la solution tramway alors qu'une semaine plus tard, les mêmes invités de la ville étaient à Lille pour apprécier les performances du VAL. Du 17 au 24 octobre, une exposition géante a été organisée sur la place de l'hôtel de ville, présentant les transports en commun dans le monde et les deux solutions envisagées pour Rennes.

Edmond Hervé n'attend pas s'arrêter là : « La décision que les élus ont prise — pour importante qu'elle soit — n'est toujours pas réglée. Pour l'intégration urbaine de telle ou telle partie du tracé, une concertation doit être organisée avec les habitants concernés. »

MIDI-PYRÉNÉES

Un élu à la tête du parc

Pour la première fois depuis sa création il y a vingt et un ans, le parc national des Pyrénées-

Occidentales va être dirigé par un élu pyrénéen : Jean Lassalle, trente-quatre ans, conseiller général du canton d'Accous (Pyrénées-Atlantiques). Sa nomination est présentée comme un espoir de déblocage de plusieurs dossiers importants pour l'avenir du massif.

Si le projet « Préservation de l'Ourse » lancé par Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, retient, bien sûr, l'attention de Jean Lassalle, ce n'est pas sa seule préoccupation. « Nous aurons, dit-il pour vociférer la protection de la faune et de la flore, mais nous occupons un espace où vivent encore des hommes. Il faut les y maintenir, sans si l'on veut éviter de transformer le territoire en une réserve de Hurons. »

On devrait donc prochainement repartir, par exemple, du projet de création d'une station de ski au Somport et du projet dit du pont

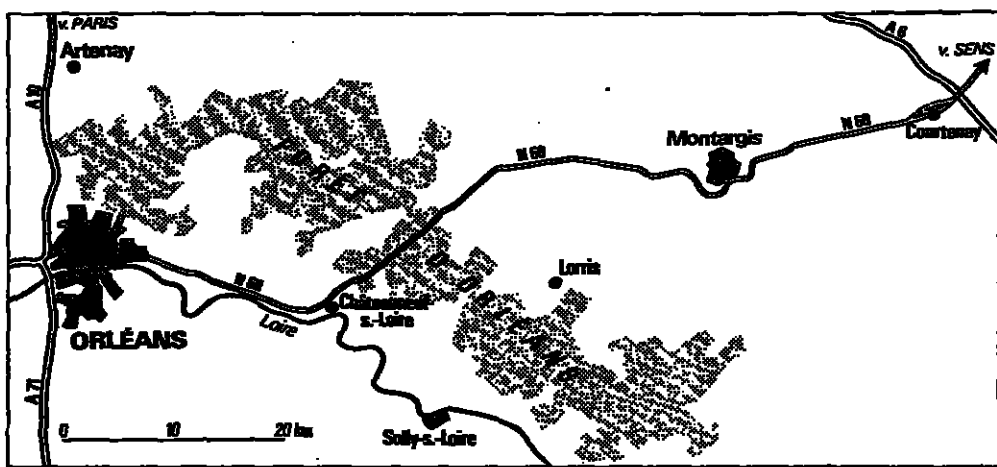
Vives réactions des défenseurs de la nature

Une autoroute à travers la forêt d'Orléans ?

« Nos massifs forestiers ne sont pas seulement menacés par le feu, ils le sont également, dans certains cas, par les projets de grands travaux. » L'écologiste qui s'exprime ainsi s'appelle Georges Séguin. L'ancien secrétaire général de la CGT, qui vit aujourd'hui retréqué dans le Loiret, participe à une fronde de résidents secondaires et d'agriculteurs qui protestent contre un projet d'autoroute entre Courtenay et Orléans. A ses côtés un autre retraité de marque, le général Massu, et un autre résident de poêle, Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement.

La forêt d'Orléans — 33 000 hectares, la plus vaste forêt domaniale de France — risque d'être sérieusement écornée par ce projet. Révisant le schéma directeur routier, le comité interministériel d'aménagement du territoire a décidé en novembre 1988 de créer ce tronçon d'autoroute, maillon de la transversale Est-Ouest qui se dessine au sud de la région parisienne. Du coup l'élargissement à quatre voies de la RN 60, initialement programmé et déjà pratiquement achevé entre Orléans et Châteaufort-sur-Loire, se trouve stoppé. Choix qui a été entériné par les élus de la région Centre lors de la mise au point du contrat de plan avec l'Etat : mieux vaut faire payer la liaison par un constructeur privé, d'autant plus que sa réalisation est garantie dans un délai de dix ans, ont estimé en substance les élus régionaux, sautant sur l'occasion.

Une réunion, organisée en juillet dernier par le préfet, Paul Bernard, a mis le feu aux poudres. Une esquisse de tracé a été dévoilée. A partir de Courtenay, la voie traverserait la vallée de l'Ourse, puis la forêt d'Orléans dans sa partie certes la plus étroite, au niveau de la « trouée » de Loris, avant de se raccorder à



la RN 60 à Châteaufort-sur-Loire. Pour éviter que le trafic extérieur ne vienne s'enfermer dans Orléans, les techniciens ont sorti de leurs cartons une déviation autoroutière au sud de l'agglomération orléanaise franchissant par deux fois la Loire pour être raccordée à l'A 71 puis à l'A 10 en direction de Tours. Au total, d'imposants et coûteux travaux d'infrastructure.

En quelques semaines, les résidents secondaires — très nombreux dans cette région pittoresque parsemée d'étangs — ont déterré la hache de guerre, se regroupant au sein de deux comités de défense, très occupés à l'instant.

Les opposants ne manquent pas d'arguments. Ils dénoncent le risque écologique, demandent la mise à quatre voies de la RN 60 et l'étude d'un tracé nord évitant la forêt d'Orléans, reliant directement par la Beauce Courtenay à Artenay sur l'A 10, qui apparaît à première vue plus logique — ou tout au moins plus rectiligne — que le tracé envisagé.

Le maire communiste de Montargis, Max Hubert, endossant la tenue verte des écologistes, condamne l'autoroute et pleide pour le doublement de la RN 60, qui traverse sa ville. « On a commencé à l'élargir, on a payé des impôts pour cela, et puis on s'arrête. Ce n'est pas cohérent. Etre bien relié à Orléans est une nécessité pour Montargis qui a des atouts économiques et pour l'autoroute A 63 », ajoute Max Hubert.

Le précédent de la Sologne

Curieux retour des choses : en 1982, Charles Fiterman, ministre des transports, cédant aux pressions de ses amis maires communistes de Bourges et de Vierzon, avait donné le feu vert à la construction de l'A 71, qui a fait une énorme saignée en Sologne. La bataille pour sauvegarder la Sologne avait été menée par le socialiste Jean-Pierre Sueur, aujourd'hui maire d'Orléans, qui

paraît plutôt favorable à une solution autoroutière bien que son adjoint à l'environnement, Bruno Duval, élu des Verts, ait rejoint le camp des opposants.

Les écologistes pour leur part condamnent même l'élargissement de la RN 60 — celle-ci parcourt déjà plus de dix kilomètres dans la forêt — qui serait aussi dommageable selon eux que l'autoroute. Argument repris par certains partisans de cette dernière pour mieux la justifier. Quant à Brice Lalonde, il observe pour l'instant une prudence toute ministérielle.

A la veille d'une manifestation des protestataires qui s'est déroulée à Orléans le 7 octobre, le préfet a cherché à calmer le jeu, en déclarant qu'aucun tracé n'avait été retenu et que les solutions au nord et au sud de la forêt d'Orléans seraient étudiées « avec le même degré de précision ». Premiers résultats de ces études : début 1990.

RÉGIS GUYOTAT

1991 : Toulouse-Blagnac par autoroute

« Il faut, du centre de Toulouse, avant de temps pour se rendre à l'aéroport de Blagnac pour atteindre Paris en avion », a coutume de dire le directeur départemental de l'équipement de la Haute-Garonne. Les pouvoirs publics espèrent bien que la solution à ces encombrements s'appelle « le fil d'Arcane », une liaison autoroutière qui devrait être achevée en 1991. Les travaux ont démarré cet été et nécessitent non seulement la mise en place d'un nouveau schéma de circulation en direction de Bla-

gnac, mais l'aménagement de plusieurs carrefours, transformés pour la circonstance en giratoire, prioritaire dans l'axe.

Le projet se monte à 400 millions de francs, 85 millions pris en charge par le département, les autres 315 millions inscrits pour l'essentiel dans le contrat de plan seront financés par l'Etat, la région, le département et les villes de Toulouse et Blagnac.

A terme, c'est-à-dire dans les années 1993-1994, deux liaisons autoroutières devraient permettre de rejoindre l'aéroport à partir de la rive gauche et de la rive droite de la Garonne, mais dès la fin 1991 une autoroute à quatre voies, dans chaque sens mettra les pistes à quatre minutes de la rocade ouest.

BASSE-NORMANDIE

La culture contre l'exclusion

Les acteurs sont parfois là où on ne les attend pas. Directeur d'Arcade Festival, qui vient de se dérouler à Caen et Hérivilleville, Saint-Claire, Serge Nail en est convaincu. Organisé par l'Association calvadosienne pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence avec la collaboration de la mission locale pour l'emploi des jeunes et des associations régionales de la formation professionnelle et des affaires culturelles dans le cadre d'une action gouvernementale, ce festival pas comme les autres a été conçu sur le principe de la culture contre l'exclusion.

Au programme, trois spectacles invités et une création, *Le Bouc*, de Fashinder. Ce mot qui donne son titre à la pièce est l'équivalent du terme *Kastelmacher* désignant en Allemagne du Sud les travailleurs venus d'Italie. Durant tout l'été, Isabelle, Jérôme, Huguette et leurs copains des banlieues de Caen, demandeurs d'emploi pour la plupart, ont travaillé la pièce, confrontant ce texte écrit avant 1968 à leur réalité quotidienne. Ils n'étaient jamais montés sur les planches. Ils ont appris à poser leur voix, construire un personnage, improviser un dialogue, bâtir un décor et mixer une bande-son, mais aussi découvrir sur un plateau le plaisir de jouer à guichets fermés.

Pour Serge Nail, qui parle du rôle-clé de ces « aventures » en matière de prévention, de formation et d'insertion sociale, l'expérience est positive. « Ce stage s'inscrit dans un projet plus ambitieux : jeunes et pratiques culturelles

dans la ville ». Ces actions sont valorisantes parce que les jeunes sont mis en situation active de création jusqu'à la reconnaissance publique à travers une production de qualité. Il s'agit à moyen terme d'ouvrir un lieu de création et d'expérimentation rendant possible les pratiques culturelles des jeunes avec des interventions de professionnels.

POITOU-CHARENTES

Les curieuses poubelles de Poitiers

La bibliothèque municipale de Poitiers a-t-elle jamais suscité pareil intérêt ? On s'en féliciterait s'il n'y avait à l'origine une bavure qui a fait jeter à la poubelle, sous couvert de nettoyage, des milliers de livres soi-disant atteints par des champignons. Mais tous n'étaient pas, semble-t-il, en mauvais état puisque leur élimination a fait le bonheur de nombreux amateurs.

Le début de l'affaire remonte à juillet (le conservateur en chef, M^{me} Condamin, se trouvait alors en vacances), mais la mairie de Poitiers n'en a été informée que tout récemment par la presse locale, alertée par l'éditeur local Yves-Bernard Brissaud.

Il s'agissait en départ de faire un tri dans deux salles de la bibliothèque qui avaient souffert des inondations. Certains livres récupérables sont alors déposés dans une benne pour être acheminés dans un centre de désinfection à Sablé (Sarthe) tandis que d'autres, jugés sans intérêt ou trop abîmés, rejoignent une autre benne, dans la cour de la bibliothèque, pour être mis au pilon.

Le conservateur adjoint, Bernard Locher, qui dirige l'opération à son attention attirée par le fait que certains de ces derniers sont récupérés par des bibliophiles avertis. Et pour cause : on trouve dans le lot de précieux volumes tels que la collection des *Ordonnances* des rois de France réunie par l'abbé de la Mauvinière, du Grand Coutinier général de la France de 1724, ainsi que divers coutumiers régionaux, dont celui de La Rochelle édité par Vallin en 1756. En cherchant bien, on peut découvrir quantité de journaux du siècle comme *le Temps* et *l'Univers*. Bernard Locher a alors une réaction inattendue : plutôt que de revoir le tri, il fait détruire les ouvrages en les lacrant et en les jetant dans des sacs poubelles.

Curieuse affaire, en vérité : par la façon dont l'opération a été menée, par le retard apporté par

les bibliophiles à prévenir la mairie. En tout cas, le maire socialiste de Poitiers, Jacques Santrot — qui n'est pas responsable de la nomination des conservateurs — est devenu leur cible. Il réplique en demandant l'ouverture non seulement d'une enquête administrative mais aussi d'une enquête judiciaire pour savoir s'il y a eu ou non vol, voire recel.

RHONE-ALPES

Lyon place financière

L'association Lyon place financière, présidée par Roger Michaux, syndic de la Bourse de Lyon, vient d'organiser un colloque de deux jours, afin de montrer que la métropole régionale entend poursuivre, sur une grande échelle, l'activité d'ingénierie financière qui s'est beaucoup développée, depuis la création, en 1983, du second marché boursier. Cette activité pourrait pâtir d'un nouveau centralisme, avec la création en France, à la fin de l'année 1991, d'un marché financier unique.

Rassemblant des banquiers, des sociétés de Bourse et des entrepreneurs de capital risque, Lyon place financière entend tirer le meilleur parti du futur compartiment de la cote, qui abritera les entreprises moyennes. Le colloque a permis d'insister sur la nécessité de créer à Lyon un échelon de décision de la Commission des opérations de Bourse, donnant aux professionnels locaux la possibilité d'instruire complètement les dossiers d'introduction à la cote.

Cette idée a reçu le soutien de Raymond Barre, député (app. UDC) du Rhône, ancien premier ministre, restant pourtant conscient que « l'on ne saurait trop disperser les efforts sans porter préjudice au pays, la place de Paris étant une place moyenne à l'échelle de l'Europe ».

Le Crédit lyonnais, s. d'autre part, annonce son président, Jean-Jacques Haberer, va créer, à Lyon, une nouvelle société de capital-développement, qui sera dotée de 500 millions de fonds propres, constitués à parts égales d'argent frais et de participations déjà détenues par l'établissement nationalisé.

Chambéry et la technologie

Soucieux d'insérer Chambéry, « capitale de la Savoie Olympique », dans le dispositif des Jeux d'hiver de 1992, Louis Besson, maire (PS) et ministre du logement, vient d'obtenir le label « Grand travail de l'Etat » pour la création d'une « vitrine technologique » destinée à mettre en valeur les réalisations françaises dans les domaines du sport et de la montagne.

Le projet prévoit notamment la construction, en centre-ville, dans le quartier Curial, d'un bâtiment de 3 000 à 6 000 mètres carrés — destiné à devenir une bibliothèque-médiathèque. Un lieu d'expositions annexes sera réservé à la culture scientifique et technique, en relais de la Cité de la Ville. Sa conception a été confiée à l'architecte suisse Mario Botta, qui a déjà réalisé, en 1986, la maison de la culture de Chambéry.

Confirmée par Emile Biasini, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture, la procédure des grands travaux, support des réalisations architecturales d'envergure internationale, permet d'obtenir des financements de l'Etat à hauteur de 50 %. Elle assure aussi la garantie de réalisation, compte tenu du délai très court imposé d'ici à la fin 1991.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Gérard Buettner, Michel Delbergue, Christine Duret, Michel Leveque, Pascale Monnier, Jean-Jacques Rollat, Christian Tual, Gérard Vallès. Coordination : Jacques-François Simon.

Un colloque à Avignon sur le développement local. L'institut de la décentralisation, qui préside M. Paul Graziani, sénateur RPR des Hauts-de-Seine, organise avec le conseil général du Vaucluse un colloque, le 14 novembre à Avignon, sur le thème « Les défis du développement et de l'innovation locale ». M. Jacques Chérèque, ministre chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, prononcera l'allocution de clôture. Institut de la décentralisation, 160, rue du Temple, 75003 Paris. Tél. : (1) 42-74-04-60.

Sur la façade atlantique

L'Europe de Séville à Glasgow

Réunis il y a quelques jours à Faro (Portugal), dans le cadre de la conférence des régions périphériques maritimes (CRPM), les régions de la façade atlantique ont décidé d'engager des actions communes pour créer entre elles une véritable solidarité européenne. La France était représentée à cette conférence internationale par les quatre présidents des régions de l'Atlantique française, MM. Tavernier (Aquitaine), Raffarin (Poitou-Charentes), Guichard (Pays de la Loire) et Bourges (Bretagne).

En conclusion de leurs travaux, les présidents de région ont voté à l'unanimité la résolution suivante :

« Les régions de la CEE que baigne l'Atlantique présentent de nombreuses caractéristiques socio-économiques communes qui sont de nature à favoriser la mise en valeur de leurs complémentarités. Instaurer le dialogue entre elles, affirmer un désir accru de coopération permettant de créer une alternative au renforcement des centralismes, ce sont là des nécessités que les régions atlantiques vont avoir à prendre en compte. D'autant plus qu'elles bénéficieraient moins que les régions déjà les

plus développées des effets positifs de la création du marché unique. En outre, l'ouverture à l'Est de la CEE tend à désigner davantage l'Ouest atlantique du centre de gravité sinon de l'Europe, du moins de son économie. »

Parmi les projets interrégionaux à promouvoir ensemble et qui intéressent non seulement les régions occidentales françaises mais concernent l'ensemble de l'arc atlantique, de l'Ecosse à l'Andalousie, M. Jean-Pierre Raffarin cite notamment : la réalisation d'infrastructures de transports et de communications, la promotion de grands projets industriels et portuaires, la mise en valeur du potentiel touristique, la protection de l'environnement, le maintien des marchés financiers de la façade atlantique et leur consolidation par la mise en réseau des centres d'expertise financières.

Relayée par le groupe « Atlantique » du Parlement européen, l'initiative des régions de l'Ouest vise à demander à la Commission européenne la mise en place de « programmes atlantiques » comme il existe des « programmes intégrés méditerranéens » (PIMI).

L'avenir des agences d'urbanisme

La Fédération nationale des agences d'urbanisme a depuis quelques jours un nouveau président en la personne d'Umberto Battisti, maire de Jeumont, dans le Nord, député PS et président de l'Agence d'urbanisme du bassin de la Sambre. Il succède à Jean Rigaud (agence de la communauté urbaine de Lyon). Umberto Battisti s'est félicité le 25 octobre des récentes déclarations de Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement et des transports, selon lequel l'Etat est déterminé « à réinvestir dans la ville et la planification urbaine, selon les méthodes fondées sur le partenariat ». « Nous sommes preneurs d'une nouvelle forme de coopération avec l'Etat », estime Umberto Battisti.

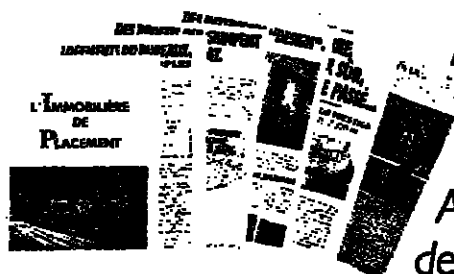
Le président de la fédération souligne que depuis 1983 l'effort financier de l'Etat pour participer au financement des agences est en recul : 48 millions de francs en 1983, 63 en 1986, 48 en 1987, 50,6 en 1989. On devrait voir, a précisé Umberto Battisti, à l'occasion de l'examen du budget du ministère de l'équipement le 31 octobre « si M. Delebarre met ses engagements financiers en accord avec ses propos ».

Plusieurs nouvelles agences d'urbanisme sont en cours de création, par exemple, à Nîmes, Avignon, Evry et pour la métropole Lille-Roubaix-Tourcoing.

هكذا من الأصل



CLC 200. CE QUE J'AIME DANS CE COPIEUR NOIR ET BLANC C'EST QU'IL FAIT DES PHOTOCOPIES COULEUR.



Mon CLC 200 aurait pu se contenter d'être excellent, en noir et blanc.

Avec la qualité irréprochable de l'impression laser, son zoom

de 50 à 400 % et ses nombreux automatismes, mon CLC 200 m'offre déjà toutes les performances d'un photocopieur noir et blanc et même plus.

Mais là où d'excellent il devient exceptionnel, c'est qu'il fait avec la même perfection toutes mes copies couleur en quadrichromie. Et de plus, quand je lui donne un dossier composé d'originaux noir et blanc et d'originaux couleur, je n'ai pas à lui dire ce qu'il a à faire. Grâce à sa fonction ACS, il reconnaît la nature des originaux et me

restitue des dossiers à l'identique et même triés. Couleur ou noir et blanc tous mes travaux sont exceptionnels avec mon CLC 200. C'est ma force, ma Business Force.

Tél. **NUMERO VERT 01 05 05 33**

Canon MA BUSINESS FORCE.

Pour recevoir une documentation complète sur le CLC 200 :

Nom _____ Prénom _____

Société _____ Tél. _____

Adresse _____

Coupon-réponse à renvoyer à Canon France, Département Copie, 93154 Le Blanc-Mesnil Cedex.

MON

MARCHÉS FINANCIERS

M. Bérégovoy ayant refusé le projet de contre-offre de la BNP

Les conseils de Thomson-CSF et du Crédit lyonnais doivent approuver l'accord de partenariat

La BNP ne jouera plus les trouble-fêtes. L'état actionnaire a fait savoir aux dirigeants de la banque nationalisée que l'accord de partenariat signé entre Thomson et le Crédit lyonnais ne les concernait en rien. Les conseils d'administration de Thomson-CSF et du Crédit lyonnais doivent approuver l'accord. Le montage financier permettra à Thomson de consolider dans ses résultats la part qui lui revient des résultats du Crédit lyonnais.

La Banque nationale de Paris a été renvoyée dans ses buts. Le ministre de l'économie et des finances, représentant de l'Etat comme actionnaire principal de la BNP, a fait savoir à M. René Thomson, son président, qu'il n'était pas autorisé à entrer en compétition avec le Crédit lyonnais pour le partage à 50 % des services financiers du groupe industriel Thomson.

M. Alain Gomez, PDG de Thomson, s'est déclaré lui aussi fort surpris de la réaction de la BNP. Dimanche, il a affirmé que la BNP n'avait pas à se prévaloir d'être « la banque traditionnelle » ou la banque « chef de file » de Thomson.

Ces deux concepts sont archaïques. Dans une économie de marché, le fournisseur n'a aucun droit sur le client », a affirmé M. Gomez. En langage clair, si Thomson a choisi le Crédit lyonnais pour lui céder la moitié de Thomson-CSF Finance et créer avec lui un accord de partenariat, la BNP n'a rien à dire. Elle n'est qu'un des fournisseurs du groupe Thomson, et à ce titre a plus d'obligations que de droits. Dans un souci d'équité, M. Gomez précise que l'accord qu'il vient de signer avec le Crédit lyonnais, ne l'oblige pas à conférer à cette banque un statut privilégié pour ses activités de banque commerciale.

Pourquoi la BNP a-t-elle réagi aussi vivement. Selon les milieux financiers, la BNP, dont le directeur général, M. Daniel Lebique, est administrateur de Thomson-CSF, aurait été vexée d'avoir découvert l'accord avec une banque rivale, une fois celui-ci entièrement conclu. En réclamant un appel d'offre, M. Thomson aurait également tenu à manifester son mécontentement envers M. Bérégovoy. Il est de notoriété publique que les deux hommes ne s'entendent pas très bien. Certains ajoutent aussi que cette manifestation de mauvaise humeur permet à la BNP de « prendre date ». A l'avenir, aucune opération d'envergure au sein du secteur public ne pourra s'effectuer sans la BNP. Enfin, parmi les raisons qui auraient poussé Thomson à conclure avec le

Crédit lyonnais plutôt qu'avec la BNP, les observateurs sont nombreux à invoquer la présence de M. Christian Aulin à la direction générale de la BNP. Ce dernier, ancien directeur financier de Thomson, entretenait les plus mauvais rapports avec M. Henin, actuel patron de Thomson-CSF Finance.

Le choix du Crédit lyonnais comme partenaire financier de Thomson semble avoir été le résultat d'un long processus. Fin 1986, M. Henin et Gomez ont proposé à la BNP 10 % de Thomson-CSF Finance. Mais M. Thomson recule devant une dépense de 1 milliard de francs.

En 1987, Thomson essaye alors d'acheter la banque Stern, mais les négociations tournent court. C'est au printemps 1989 que M. Gomez se tourne alors vers le Crédit lyonnais. « Ils ont le meilleur réseau européen et sont classés au quatrième rang en Europe dans les activités de marché », explique le patron de Thomson. Et il n'y a pas eu appel d'offre, c'est parce qu'on ne vend pas, on s'associe. Ce qui fait la richesse de Thomson Finance, ce sont les cent cinquante spécialités qui y travaillent, on ne peut pas les vendre comme des cacahuètes ».

Un holding intermédiaire

L'aspect le plus intéressant de l'opération réside cependant dans la manière dont Thomson entend consolider au plan comptable la part qui lui revient dans les résultats du Crédit lyonnais. N'ayant pas 20 % du capital de la banque nationalisée, mais 13,98 % seulement, Thomson n'est, en droit, pas autorisé à consolider un seul franc des bénéfices du Lyonnais.

Pour pallier cet inconvénient, une astuce a été mise au point : un holding sera créé auquel Thomson apportera 10,5 % du capital du Lyonnais. Pour atteindre 20 %, l'Etat apportera 9,5 % des titres qu'il possède. Résultat, comme Thomson sera majoritaire dans le holding, il pourra consolider successivement 13,9 % des résultats du Lyonnais, 13,9 % des résultats de la partie de Thomson-CSF Finance qui appartient au Crédit lyonnais (50,1 %), plus 49 % des résultats de la partie de Thomson-CSF Finance qui reste au sein du groupe industriel.

Pour M. Gomez, cette opération a également l'avantage de déconcentrer le bilan de Thomson un passif de 100 milliards de francs. « Ce ne sont pas des dettes à l'Etat pur ; il y a avant de crâner dans la colonne des actifs de Thomson-CSF Finance », mais ce transfert nettoie le bilan et améliore la capacité d'emprunt du groupe Thomson.

Résultat : le Crédit lyonnais fait l'acquisition d'une équipe de financiers de premier plan spécialisés dans les services à l'industrie. Ce faisant, la banque nationalisée améliore ses fonds propres de l'ordre de 5 à 6 milliards de francs, ce qui lui permet de souscrire aux nouveaux ratios européens. A Thomson, le Crédit lyonnais apporte une assise financière confortable et un réseau international qu'il n'avait pas auparavant. Selon M. Gomez les 14 % du Crédit lyonnais lui procurent une régularité de revenus que les 100 % de Thomson-CSF Finance n'assuraient pas automatiquement tant ses activités étaient striées sur des secteurs à haut risque.

YVES MAMOU

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



LES GRANDS MOULINS DE PARIS

Le conseil d'administration des Grands Moulins de Paris s'est réuni le 25 octobre 1989, sous la présidence de Francis VILGRAIN, pour examiner la situation à la fin du premier semestre 1989.

En raison notamment des engagements financiers des Grands Moulins de Paris dans certaines filiales, il existe des risques à caractère exceptionnel dont il convient de préciser l'incidence sur la situation comptable des Grands Moulins de Paris.

Le conseil a décidé, en conséquence, de confier une mission d'audit à un cabinet extérieur pour évaluer ces risques et de reporter la publication des résultats du premier semestre à la conclusion de cette mission, prévue pour la fin novembre 1989.

Par ailleurs, il existe des possibilités de plus-values sur cessions qui pourront être réalisées dans le cadre de la politique qui avait été décidée avant la prise de contrôle par le groupe Bouygues.

Michel CRIGNON, collaborateur de Bouygues depuis vingt-sept ans, a été nommé directeur général des Grands Moulins de Paris.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global de base 100 : 31 décembre 1988

20 oct. 27 oct.

| | | |
|--------------------------------|-------|-------|
| Valeur trap. à rev. variable | 123,8 | 118 |
| Valeur industrielle | 112,3 | 108,9 |
| Valeur financière | 124,6 | 127,9 |
| Valeur énergétique | 110,3 | 105,5 |
| Chimie | 113,3 | 108,1 |
| Métallurgie, métallurgie | 112,3 | 107,8 |
| Electricité, électronique | 112,3 | 107,8 |
| Mécanique et matériel | 112,3 | 107,8 |
| Ind. de commerce, non élig. | 112,3 | 107,8 |
| Agro-alimentaire | 112,3 | 107,8 |
| Transport, média, services | 112,3 | 107,8 |
| Assurances | 112,3 | 107,8 |
| Crédit banque | 112,3 | 107,8 |
| Social | 112,3 | 107,8 |
| Industrie et service | 112,3 | 107,8 |
| Investissement et portefeuille | 112,3 | 107,8 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeur trap. à rev. variable

Valeur industrielle

Valeur financière

Valeur énergétique

Chimie

Métallurgie, métallurgie

Electricité, électronique

Mécanique et matériel

Ind. de commerce, non élig.

Agro-alimentaire

Transport, média, services

Assurances

Crédit banque

Social

Industrie et service

Investissement et portefeuille

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeur trap. à rev. variable

Valeur industrielle

Valeur financière

Valeur énergétique

Chimie

Métallurgie, métallurgie

Electricité, électronique

Mécanique et matériel

Ind. de commerce, non élig.

Agro-alimentaire

Transport, média, services

Assurances

Crédit banque

Social

Industrie et service

Investissement et portefeuille

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeur trap. à rev. variable

Valeur industrielle

Valeur financière

Valeur énergétique

Chimie

Métallurgie, métallurgie

Electricité, électronique

Mécanique et matériel

Ind. de commerce, non élig.

Agro-alimentaire

Transport, média, services

Assurances

Crédit banque

Social

Industrie et service

Investissement et portefeuille

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeur trap. à rev. variable

Valeur industrielle

Valeur financière

Valeur énergétique

Chimie

Métallurgie, métallurgie

Electricité, électronique

Mécanique et matériel

Ind. de commerce, non élig.

Agro-alimentaire

Transport, média, services

Assurances

Crédit banque

Social

Industrie et service

Investissement et portefeuille

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

19 octobre 1989

| | |
|--|---------|
| Total actif | 679 549 |
| dont : | |
| Or | 200 414 |
| Disponibilités à vue à l'étranger | 87 136 |
| ECU | 60 307 |
| Avances au Fonds de stabilisation des changes | 16 991 |
| Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire | 63 222 |
| Concessions au Trésor public | 28 870 |
| Titres d'Etat (bons et obligations) | 37 422 |
| Autres titres des marchés monétaire et obligataire | 300 |
| Effets privés | 138 285 |
| Effets en cours de recouvrement | 22 152 |
| Total passif | 677 549 |
| dont : | |
| Billets en circulation | 241 311 |
| Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves | 74 384 |
| Compte courant du Trésor public | 11 247 |
| Reprises de liquidités | 19 784 |
| Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de devis de tirage spécial | 8 831 |
| ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire | 60 959 |
| Reserve de réévaluation des avoirs publics en or | 230 678 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeur trap. à rev. variable

Valeur industrielle

Valeur financière

Valeur énergétique

Chimie

Métallurgie, métallurgie

Electricité, électronique

Mécanique et matériel

Ind. de commerce, non élig.

Agro-alimentaire

Transport, média, services

Assurances

Crédit banque

Social

Industrie et service

Investissement et portefeuille

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeur trap. à rev. variable

Valeur industrielle

Valeur financière

Valeur énergétique

Chimie

Métallurgie, métallurgie

Electricité, électronique

Mécanique et matériel

Ind. de commerce, non élig.

Agro-alimentaire

Transport, média, services

Assurances

Crédit banque

Social

Industrie et service

Investissement et portefeuille

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeur trap. à rev. variable

Valeur industrielle

Valeur financière

Valeur énergétique

Chimie

Métallurgie, métallurgie

Electricité, électronique

Mécanique et matériel

Ind. de commerce, non élig.

Agro-alimentaire

Transport, média, services

Assurances

Crédit banque

Social

Industrie et service

Investissement et portefeuille

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeur trap. à rev. variable

Valeur industrielle

Valeur financière

Valeur énergétique

Chimie

Métallurgie, métallurgie

Electricité, électronique

Mécanique et matériel

Ind. de commerce, non élig.

Agro-alimentaire

Transport, média, services

Assurances

Crédit banque

Social

TAUX DES OPERATIONS

Taux de la dernière opération

sur appel d'offre

Taux des opérations à 7 jours

Taux des opérations à 15 jours

Taux des opérations à 30 jours

Taux des opérations à 60 jours

Taux des opérations à 90 jours

Taux des opérations à 120 jours

Taux des opérations à 150 jours

Taux des opérations à 180 jours

Taux des opérations à 210 jours

Taux des opérations à 240 jours

Taux des opérations à 270 jours

Taux des opérations à 300 jours

Taux des opérations à 330 jours

Taux des opérations à 360 jours

Taux des opérations à 390 jours

Taux des opérations à 420 jours

Taux des opérations à 450 jours

Taux des opérations à 480 jours

Taux des opérations à 510 jours

Taux des opérations à 540 jours

Taux des opérations à 570 jours

Taux des opérations à 600 jours

Taux des opérations à 630 jours

Taux des opérations à 660 jours

Taux des opérations à 690 jours

Taux des opérations à 720 jours

Taux des opérations à 750 jours

Taux des opérations à 780 jours

Taux des opérations à 810 jours

Taux des opérations à 840 jours

Taux des opérations à 870 jours

Taux des opérations à 900 jours

Taux des opérations à 930 jours

Taux des opérations à 960 jours

Taux des opérations à 990 jours

Taux des opérations à 1020 jours

Taux des opérations à 1050 jours

Taux des opérations à 1080 jours

Taux des opérations à 1110 jours

Taux des opérations à 1140 jours

Taux des opérations à 1170 jours

Taux des opérations à 1200 jours

Taux des opérations à 1230 jours

Taux des opérations à 1260 jours

Taux des opérations à 1290 jours

Taux des opérations à 1320 jours

Taux des opérations à 1350 jours

Taux des opérations à 1380 jours

Taux des opérations à 1410 jours

Taux des opérations à 1440 jours

Taux des opérations à 1470 jours

Taux des opérations à 1500 jours

Taux des opérations à 1530 jours

Taux des opérations à 1560 jours

Taux des opérations à 1590 jours

Taux des opérations à 1620 jours

Taux des opérations à 1650 jours

Taux des opérations à 1680 jours

Taux des opérations à 1710 jours

Taux des opérations à 1740 jours

Taux des opérations à 1770 jours

Taux des opérations à 1800 jours

Taux des opérations à 1830 jours

Taux des opérations à 1860 jours

Taux des opérations à 1890 jours

Taux des opérations à 1920 jours

Taux des opérations à 1950 jours

Taux des opérations à 1980 jours

Taux des opérations à 2010 jours

Taux des opérations à 2040 jours

Taux des opérations à 2070 jours

Taux des opérations à 2100 jours

Taux des opérations à 2130 jours

Taux des opérations à 2160 jours

Taux des opérations à 2190 jours

Taux des opérations à 2220 jours

Taux des opérations à 2250 jours

Taux des opérations à 2280 jours

Taux des opérations à 2310 jours

Taux des opérations à 2340 jours

Taux des opérations à 2370 jours

Taux des opérations à 2400 jours

Taux des opérations à 2430 jours

Taux des opérations à 2460

BOURSE DU 27 OCTOBRE

| Compan | VALEURS | Cours précéd. | Précéd. cours | Dernier cours | % +/- | Compan | VALEURS | Cours précéd. | Précéd. cours | Dernier cours | % +/- | Compan | VALEURS | Cours précéd. | Précéd. cours | Dernier cours | % +/- | Compan | VALEURS | Cours précéd. | Précéd. cours | Dernier cours | % +/- |
|--------|-------------|------------------|------------------|------------------|----------|--------|-----------|------------------|------------------|------------------|----------|--------|-------------|------------------|------------------|------------------|----------|--------|------------|------------------|------------------|------------------|----------|
| 5300 | C.N.E. 5% s | 5700 | 5730 | 5730 | + 0.51 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1225 | B.I.P.T.A. | 1080 | 1080 | 1080 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1226 | C.F.T.P. | 1220 | 1215 | 1220 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1227 | C.D. L. 10% | 1100 | 1100 | 1100 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1228 | C.D. L. 10% | 1761 | 1761 | 1730 | - 0.20 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2100 | Rhone-Poul. | 2043 | 2041 | 2031 | - 0.59 | 88 | C.F.R. | 185 | 184 | 184 50 | - 0.27 | 2280 | L.A. Selsol | 2280 | 2280 | 2270 | + 0.44 | 1600 | Sogem s | 1464 | 1451 | 1430 | - 2.32 |
| 2101 | S. G. S. 7% | 1282 | 1281 | 1282 | - 0.34 | 1140 | C. L. 10% | 942 | 927 | 927 | - 1.62 | 1670 | Laf. Selsol | 1410 | 1410 | 1410 | - 0.49 | 1640 | Ch. de Ma. | 79 40 | 75 | 75 50 | + 0.66 |
| 2102 | S. G. S. 7% | 1282 | 1281 | 1282 | - 0.34 | 1140 | C. L. 10% | 942 | 927 | 927 | - 1.62 | 1670 | Laf. Selsol | 1410 | 1410 | 1410 | - 0.49 | 1640 | Ch. de Ma. | 79 40 | 75 | 75 50 | + 0.66 |
| 2103 | S. G. S. 7% | 1282 | 1281 | 1282 | - 0.34 | 1140 | C. L. 10% | 942 | 927 | 927 | - 1.62 | 1670 | Laf. Selsol | 1410 | 1410 | 1410 | - 0.49 | 1640 | Ch. de Ma. | 79 40 | 75 | 75 50 | + 0.66 |
| 2104 | S. G. S. 7% | 1282 | 1281 | 1282 | - 0.34 | 1140 | C. L. 10% | 942 | 927 | 927 | - 1.62 | 1670 | Laf. Selsol | 1410 | 1410 | 1410 | - 0.49 | 1640 | Ch. de Ma. | 79 40 | 75 | 75 50 | + 0.66 |
| 2105 | S. G. S. 7% | 1282 | 1281 | 1282 | - 0.34 | 1140 | C. L. 10% | 942 | 927 | 927 | - 1.62 | 1670 | Laf. Selsol | 1410 | 1410 | 1410 | - 0.49 | 1640 | Ch. de Ma. | 79 40 | 75 | 75 50 | + 0.66 |
| 2106 | S. G. S. 7% | 1282 | 1281 | 1282 | - 0.34 | 1140 | C. L. 10% | 942 | 927 | 927 | - 1.62 | 1670 | Laf. Selsol | 1410 | 1410 | 1410 | - 0.49 | 1640 | Ch. de Ma. | 79 40 | 75 | 75 50 | + 0.66 |
| 2107 | S. G. S. 7% | 1282 | 1281 | 1282 | - 0.34 | 1140 | C. L. 10% | 942 | 927 | 927 | - 1.62 | 1670 | Laf. Selsol | 1410 | 1410 | 1410 | - 0.49 | 1640 | Ch. de Ma. | 79 40 | 75 | 75 50 | + 0.66 |
| 2108 | S. G. S. 7% | 1282 | 1281 | 1282 | - 0.34 | 1140 | C. L. 10% | 942 | 927 | 927 | - 1.62 | 1670 | Laf. Selsol | 1410 | 1410 | 1410 | - 0.49 | 1640 | Ch. de Ma. | 79 40 | 75 | 75 50 | + 0.66 |
| 2109 | S. G. S. 7% | 1282 | 1281 | 1282 | - 0.34 | 1140 | C. L. 10% | 942 | 927 | 927 | - 1.62 | 1670 | Laf. Selsol | 1410 | 1410 | 1410 | - 0.49 | 1640 | Ch. de Ma. | 79 40 | 75 | 75 50 | + 0.66 |
| 2110 | S. G. S. 7% | 1282 | 1281 | 1282 | - 0.34 | 1140 | C. L. 10% | 942 | 927 | 927 | - 1.62 | 1670 | Laf. Selsol | 1410 | 1410 | 1410 | - 0.49 | 1640 | Ch. de Ma. | 79 40 | 75 | 75 50 | + 0.66 |
| 2111 | S. G. S. 7% | 1282 | 1281 | 1282 | - 0.34 | 1140 | C. L. 10% | 942 | 927 | 927 | - 1.62 | 1670 | Laf. Selsol | 1410 | 1410 | 1410 | - 0.49 | 1640 | Ch. de Ma. | 79 40 | 75 | 75 50 | + 0.66 |
| 2112 | S. G. S. 7% | 1282 | 1281 | 1282 | - 0.34 | 1140 | C. L. 10% | 942 | 927 | 927 | - 1.62 | 1670 | Laf. Selsol | 1410 | 1410 | 1410 | - 0.49 | 1640 | Ch. de Ma. | 79 40 | 75 | 75 50 | + 0.66 |
| 2113 | S. G. S. 7% | 1282 | 1281 | 1282 | - 0.34 | 1140 | C. L. 10% | 942 | 927 | 927 | - 1.62 | 1670 | Laf. Selsol | 1410 | 1410 | 1410 | - 0.49 | 1640 | Ch. de Ma. | 79 40 | 75 | 75 50 | + 0.66 |

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

27/10

| VALEURS | % du nom. | % du coupon | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Encaisse Frs inc. | Rachet net | VALEURS | Encaisse Frs inc. | Rachet net | VALEURS | Encaisse Frs inc. | Rachet net | |
|--------------------|-----------|-------------|------------------------------|-------------|---------------|-----------------|-------------|---------------|---------|-------------|---------------|----------------|-------------------|------------|-------------------|-------------------|------------|------------------------|-------------------|------------|--------|
| Obligations | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 154 | Magnolia Unipac | | 181 50 | Vinc | | 160 | A.A.A. | 106 57 | 108 65 | France-Général | 288 81 | 288 07 | Paribas Obligations | | 123 80 | 118 83 |
| Exp. 6,00 % 77 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 212 | Magnolia S.A. | | 70 15 | Vinc | | 161 | A.A.A. | 226 87 | 228 65 | France-Indes S.A. | 108 97 | 107 29 | Paribas Participations | | 52 83 | 530 10 |
| 6,00 % 78/80 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 740 | Magnolia Part. | | 385 | Vinc | | 162 | Actions France | 574 14 | 582 42 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| 10,00 % 79/84 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 1222 | Magnolia Part. | | 581 | Vinc | | 163 | Actions France | 890 50 | 896 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 177 12 | 121 74 |
| 12,50 % 80/84 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 164 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| 12,50 % 82/84 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 165 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| 12,50 % 84/86 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 166 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| 14,00 % 84/86 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 167 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| 13,40 % 84/86 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 168 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| 12,50 % 84/86 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 169 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| 11 % 84/86 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 170 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| 10,20 % 84/86 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 171 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 84 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 172 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 86 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 173 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 88 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 174 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 90 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 175 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 92 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 176 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 94 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 177 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 96 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 178 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 98 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 179 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 100 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 180 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 102 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 181 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 104 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 182 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 106 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 183 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 108 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 184 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 110 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 185 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 112 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 186 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 114 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 187 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 116 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 188 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 118 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 189 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 120 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 190 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 122 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 191 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 124 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 192 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 126 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 193 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 128 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 194 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 130 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 195 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 132 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 196 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 134 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 197 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 136 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 198 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 138 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 199 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 140 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 200 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 142 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 201 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 144 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 202 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 146 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 203 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 148 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 204 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 150 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 205 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 152 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 206 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 154 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 207 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 156 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 208 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 158 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 209 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 160 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 210 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 162 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 211 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 164 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 212 | Actions France | 894 81 | 898 83 | France-Indes S.A. | 458 33 | 447 15 | Paribas Participations | | 88 03 | 89 04 |
| OUT 12,50 % 166 | | | Chèque (St. J. C.L. P. 1984) | 123 80 | 374 | Magnolia Part. | | 209 | Vinc | | 213 | Actions France | 894 81 | | | | | | | | |

Les suites de l'affaire des « foulards » islamiques

La classe politique divisée sur l'interprétation de la laïcité

L'affaire des « foulards » islamiques continue de diviser la classe politique, à droite comme à gauche.

Faisant référence au « principe de laïcité », M. Raymond Barre a estimé, dimanche 29 septembre, que « nous ne pouvons pas accepter le port du voile à l'école, et il faut sur ce point être très ferme ». Invité de l'émission « 7 sur 7 » sur TF1, l'ancien premier ministre a précisé : « Si on met le doigt dans l'engrenage, on ne sait pas où on va, car on peut faire déclencher un affrontement des intégristes. » M. Barre a suggéré la création d'un comité des sages qui réfléchirait à « ce que peut être le principe de laïcité dans une société multiconfessionnelle ».

De son côté, M. Jacques Chaban-Delmas a souhaité dimanche, sur Pacific FM, que les intégristes musulmans « aient leurs écoles » et qu'ils n'aient pas dans l'école laïque. L'ancien premier ministre a déclaré qu'il ne faisait pas de laïcité un principe de négociation avec ceux qui ne sont pas intégristes et qui sont beaucoup plus nombreux. S'il y a des intégristes, il faut les traiter comme tels et leur donner la possibilité de vivre à leur manière mais sans qu'en aucun cas ils ne puissent intervenir dans le fonctionnement de l'école.

Pour sa part, M. Bernard Pons, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, a estimé au « Forum FR 3-RMC » qu'en acceptant le port du foulard islamique la

France risquait de voir se développer « demain des provocations qui viendront de tous les côtés, concernant l'appartenance religieuse et politique ». Une position voisine de celle exprimée par M. Yvon Briant, secrétaire national du Centre national des indépendants, pour qui « le port du foulard dans les écoles est absolument intolérable ». L'opposition s'en prend en particulier au ministre de l'Éducation nationale : pour M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, M. Lionel Jospin « s'est pris les pieds dans le tapis et a lancé un signal d'encouragement à tous les intégristes ».

La position du ministre continue aussi de faire l'objet de commentaires variés à gauche. M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, a estimé, samedi à Lille, devant les militants socialistes du Nord, que « l'école accepte toutes les religions, mais elle demande la tolérance : elle demande de ne pas porter de signes distinctifs qui puissent apparaître comme des actes de prosélytisme ». « Si, en terre d'Islam, en Tunisie, au Maroc, on supprime le voile, a poursuivi M. Mauroy, ce n'est pas pour qu'on l'accepte en France. Voilà pour les principes. Au niveau de l'application, c'est plus difficile. Il faut expliquer, il faut que tout le monde s'y mette. Nous faisons confiance au ministre de l'Éducation nationale pour cela. Mais il ne peut être question que ce soit perçu comme une reconnaissance officielle du voile ».

Le Mouvement des jeunes socialistes n'en est pas convaincu : il

regrette que le PS « n'ait pas tranché de façon plus nette le problème » du voile, tandis que l'UNEFID estime « nécessaire que les enseignants fassent respecter la laïcité et que les ministres de tutelle fassent respecter l'obligation d'enseignement ».

Deux sondages donnent un reflet de l'opinion contrastée des Français sur ce débat. Selon le premier, réalisé par IPSOS pour le Journal du dimanche, une majorité des deux tiers (67 %) estime qu'il ne faut pas interdire le port du foulard dans les établissements scolaires, contre 33 % qui pensent le contraire. Une proportion plus importante encore (72 %) contre 24 % des adolescents interrogés ne trouvent pas choquant l'affirmation de son appartenance religieuse par des signes extérieurs comme le foulard islamique, la croix chrétienne ou la kippa juive. Seuls 6 % des jeunes estiment que les élèves qui portent le foulard le font « parce qu'elles sont fanatiques ».

Selon le second sondage, IPSOS le Point, 50 % des Français ont peur de l'Islam, contre 45 % qui n'ont « pas peur ». Pour 60 % l'affaire des foulards « résulte d'une manipulation des extrémistes islamiques », tandis que 23 % estiment qu'elle traduit « l'expression d'un réel malaise et de la difficulté pour les deux communautés de cohabiter ». Une majorité des Français interrogés (58 %) se prononce contre l'ouverture d'écoles islamiques privées subventionnées par l'État, tandis que 35 % y sont favorables. Mais 55 % des personnes questionnées ne se prononcent pas sur leur enfant d'école, « s'ils apprennent qu'il y a dans sa classe plus de 50 % d'enfants immigrés ».

Polémique sur les cours d'arabe le dimanche à Charvieu-Chavagnieu

La tension entre les responsables musulmans et la municipalité de Charvieu-Chavagnieu (Isère) est de nouveau vive, après la décision du maire (RPR), M. Gérard Dézempte, de refuser de donner les locaux d'une école pour des cours d'arabe organisés le dimanche.

Charvieu-Chavagnieu avait été le centre d'une polémique à la suite de la destruction, accidentelle selon le maire, par un bulldozer, le 16 août dernier, d'un bâtiment servant à la pratique du culte islamique.

Pour justifier son refus, M. Dézempte a déclaré vendredi 27 octobre que « la tradition française consacre le dimanche comme jour de repos hebdomadaire et que les conditions de sécurité et de surveillance des locaux seraient perturbées ». Le maire a assuré qu'il n'était pas opposé « à des cours de russe, de chinois ou d'arabe » organisés dans l'école « pendant la semaine ». Les représentants de l'Association culturelle islamique de Charvieu-Chavagnieu ont finalement organisé dimanche le cours d'arabe prévu dans un bâtiment provisoire accordé par le conseil général de l'Isère.

A la sous-préfecture, on assure que l'association coranique n'avait « rien demandé, les cours d'éducation coranique se sont toujours déroulés dans le lieu de culte ».

De plus, la nouvelle salle de prière, située à proximité de la mosquée détruite, avait été profanée jeudi soir. Arrivés vendredi pour la prière, les fidèles ont trouvé les lieux jonchés de « morceaux de lard dans des torchons et plusieurs vitres brisées ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 30 octobre
Marché irrégulier

La Bourse de Paris a ouvert en très légère baisse (l'indice CAC était en retrait de 0,24 % à l'ouverture) avant de se reprendre en cours de matinée. Le marché, très irrégulier, était stimulé lundi 30 octobre dans la matinée par l'effervescence autour de la Compagnie de Navigation mixte.

A 10 heures, la cotation de la Mixte était impossible, compte tenu d'un excès de demande. La cotation a pu reprendre un peu plus tard, avec un titre en hausse de 10 %. La société d'assurances allemande Allianz a été achetée officiellement vendredi 27 octobre par le Comité des établissements de crédit à franchir le seuil des 20 % dans le capital de la Mixte. (Lire page 25.)

BULGARIE

M. Jivkov promet de nouvelles réformes

M. Todor Jivkov, chef du parti et de l'État bulgares, a annoncé, dimanche 29 octobre, dans un discours publié par l'organe du Parti communiste *Rabotnichesko Delo*, de nouveaux efforts pour mettre en œuvre des réformes. M. Jivkov a pour la première fois explicitement reconnu que son pays n'était pas parvenu à suivre la ligne de la perestroïka soviétique et a admis la nécessité d'une restructuration économique et politique.

Dans ce discours, qui doit servir de base aux discussions du prochain plénum du comité central, le 10 novembre, M. Jivkov a plaidé pour une certaine forme de pluralisme, qui est selon lui « une nécessité pour chaque société civilisée ». Le numéro un bulgare s'est notamment prononcé pour une « diversité d'associations formelles et non formelles portées d'opinions différentes et de positions alternatives ». La participation de la population à la solution des problèmes écologiques est spécialement mentionnée par M. Jivkov.

Les observateurs se montrent cependant sceptiques sur la réelle volonté de changement des dirigeants bulgares. M. Jivkov, maître absolu du pays depuis trente-cinq ans, est favorablement verbalisé à la « perestroïka » (la perestroïka bulgare), mais il ne souhaite manifestement pas suivre l'exemple des pays les plus réformateurs du camp soviétique.

Ces dernières concessions sont dues, en partie, à la pression des pays occidentaux présents à la conférence écologique qui se tient à Sofia dans le cadre de la CSCE depuis le 16 octobre. Vendredi 27 octobre, les autorités ont dû s'excuser publiquement pour avoir interpellé rudement jeudi à Sofia, une vingtaine de membres de l'organisation indépendante *Ecoglasnost*. — (AFP, Reuters.)

La tempête a fait six morts en Grande-Bretagne

La tempête qui a balayé la Grande-Bretagne samedi 28 octobre, a provoqué sur les routes et en mer de nombreux accidents dans lesquels au moins six personnes ont été tuées, selon les services de secours.

Les vents, soufflant par endroits à plus de 160 km/h, ont entraîné le naufrage d'un cargo pakistanais à 32 km au large des côtes du Devon (sud-ouest de l'Angleterre), et drossé un navire-usine nigérian sur des écueils près des îles Shetland (nord-est de l'Écosse). Les équipages et passagers de deux bâtiments sont sains et saufs. En revanche, deux pêcheurs ont péri après que leur bâtiment s'est retourné dans le port de Portsmouth, et un autre marin est porté disparu au large du pays de Galles. A terre, quatre personnes sont mortes dans trois accidents de la route dus au mauvais temps.

La tempête avait déjà causé treize morts le week-end précédent dans le sud de la Grande-Bretagne. — (AFP, AP.)

(Lire nos autres informations page 26.)

Après la Nouvelle Calédonie, les Nouveaux Métrages, avec la Nouvelle Made, vont...

LES NOUVEAUX MÉTRAGES!

Les Nouveaux Métrages, le plus fort remueur de Mode, de qualité, de nouveauté dans chaque mètre de tissu.

Et sont des milliers et des milliers de mètres, les Nouveaux Métrages, tous différents.

La Mode par les Nouveaux Métrages : des prix véritablement « rochers et corail » depuis 30 F le mètre.

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

DEVINER VOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Ministre du deuxième millénaire

Il est vraiment touchant, Djack. Il sait pas quoi inventer pour être bien en cour et qu'on le voit frémir, une tape sur la tête, un mot d'encouragement tombé de la bouche de son maître. Dur dur ! Il aime plus comme avant, mon Mimi. C'est pas qu'il l'a dans le nez, parce que mon Rocky, c'est pire, il le voit pas, il le distingue plus dans la foule des flatteurs. Il est devenu transparent, Djack. C'est de sa faute aussi. Il voulait faire ministre de l'Intelligence, vaste et noble programme, l'autre a pas voulu. Il s'est incliné. Il aurait pas dû.

Là, avec ce qu'on lui a refilé en échange, la culture plus la communication, plus les grands travaux, plus le bicentenaire, il est sous-employé, c'est clair. Alors, il monte des coups : les journées nationales de la lecture ou encore les Oscars européens qui seront distribués à Paris le mois prochain. Mon Jacquot voulait être. Monique a dit : Nier ! Pas question de piquer la vedette à son cher petit mari. Franchement, c'est pas le moment.

Allez, relax ! Je vais te donner l'idée de ta vie, mon Djack. Tu sais ce que tu vas faire ?

Tu vas t'atteler aux fêtes du deuxième millénaire. T'imagines un peu ce pétard, le 31 décembre 1999, un pétard planétaire. Du côté des Sov, ça craint pas vraiment, ils sont tellement fauchés qu'ils se contenteront d'illuminer le Kremlin. Mais ces sauteux d'Américains se préparent déjà à nous en foutre plein la vue avec des feux d'artifices interstellaires tirés depuis la lune, des défilés monstre et des équipages de matelots nains remontant l'Hudson sur des bateaux géants, histoire de les faire paraître encore plus grands.

Alors, tu demandes une audience au Très Haut et tu le places devant ses responsabilités : si vous avez bien voulu accepter un second mandat, O mon Mimi, c'est uniquement rapport au bicentenaire. A présent, n'écoutez que votre devoir et condescendez à remplir une troisième fois pour lancer à la face du monde ébahi d'admiration ce nouveau millénaire marqué de votre sceau. Sinon, vous savez comment on les baptisera les dix premières années du vingt-et-unième siècle ? Les années zéro.

Inculpés de viol

Trois enfants ont été relaxés par la cour d'appel de Paris

La cour d'appel de Paris a confirmé, vendredi 27 octobre, la relaxe de trois enfants qui avaient été inculpés du viol d'un de leurs camarades en janvier 1987. Ces garçons, âgés de dix et onze ans au moment des faits, avaient été incarcérés deux jours et avaient passé une nuit à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, sur décision d'un juge d'instruction de Bobigny.

Bien qu'ils soient alors impubères et malgré des témoignages discordants, tous trois ont dû comparaître pour viol en juin dernier (le Monde du 5 juillet 1989). Le tribunal pour enfants de Bobigny

les avait relaxés mais le parquet avait fait appel de ce jugement. Un « acharnement incompréhensible » pour les défenseurs des trois mineurs, et un appel qualifié de « tout à fait inopportun » par la garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange. Les avocats entendent à présent saisir la commission ad hoc pour obtenir l'indemnisation du « traumatisme irréparable » subi par les enfants.

L'incarcération de mineurs de moins de treize ans est, aujourd'hui, interdite par une loi entrée en vigueur le 1^{er} mars 1989.

□ L'un des plongeurs de l'expérience « Hydra IX » a craqué. — Bruno Bourrouse, un des deux plongeurs du groupe d'intervention sous la mer (GISMER) de la marine nationale, qui participait à l'expérience de plongée profonde « Hydra IX », a demandé, le 28 octobre, à sortir du caisson hyperbare de la Comex à Marseille, où il était enfermé depuis le

9 octobre. « Hydra IX » doit durer soixante-douze jours.

La décompression de Bruno Bourrouse a commencé dans un caisson particulier. Il sera rejoint bientôt par deux collègues dont l'un le remplacera pour « Hydra IX » et l'autre lui tiendra compagnie pour toute la décompression. Bruno Bourrouse n'aurait pas supporté le stress du confinement et la charge de travail.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Résistance : « Témoignage pour Daniel Cordier », par Stéphane Heeset, France ; « Rétablir l'équilibre de la société », par Alain Touraine. Budget : « Qui paie pour l'environnement ? », par Jacques Vannier. 2

Elections municipales à Rome

La candidate socialiste à la mairie bénéficierait d'accords en coulisse. 3

Le crépuscule de « Don Fidel » au Mexique

Le premier bilan du président Salinas s'accompagne d'une remise en cause d'un syndicalisme ébranlé par la crise économique. 5

La menace des Khmers rouges

L'inquiétude s'accroît à Batambang, la principale ville de l'Ouest cambodgien. 6

L'avenir de M. Léotard

Le PR se rassemble autour de son président. 9

La préparation du congrès du PS

M. Mauroy souhaite une synthèse entre la contribution de M. Jospin et celle de M. Fabius. 10

SECTION B

La fin de l'assemblée plénière des évêques

La réunion a été marquée par la visite de M. Jacques Delors, l'affaire du voile islamique et la préparation d'un « catéchisme » pour les adultes. 14

Congrès du Syndicat des avocats de France

Appel à la grève de l'aide judiciaire. 15

La légende de Jerry Lee Lewis

Dans Great Belts of Fire, de Jim McBride, Dennis Quaid incarne, au tic pris, le chanteur rock dans ses très riches heures. 16

L'amour au piano

Keith Jarrett, Gary Peacock et Jack DeJohnette, réunis en trio au Festival de Paris, offrent un programme rigoureux et un concert tiré à quatre épingles. 17

« Tristan et Isolde » à Nantes

Astucieuse mise en scène par Jean-Claude Avray, l'opéra de Wagner triomphe sur fond de crise à l'Opéra de Nantes. 17

Football

Bordeaux se bonifie

Ménacés de relégation en seconde division et secourus par des défaites financières lors de la saison dernière, les Girondins de Bordeaux occupent la première place du championnat de football 1989-1990. 24

Tennis : surenchères

Le tournoi d'Anvers, qui était naguère l'un des tournois les mieux dotés du monde, souffre désormais de la surenchère de la Fédération internationale (FIT) sur l'Association des joueurs (ATP). 24

SECTION C

La chute de la livre sterling

Après la démission de M. Lawson, chancelier de l'Échiquier, l'incertitude politique en Grande-Bretagne provoque une baisse de la monnaie sur le marché des changes. 25

L'accord Crédit lyonnais-Thomson

L'Etat refuse la surenchère de la BNP. 46

CHAMPS ÉCONOMIQUES

La CEE se hâte lentement vers l'Est

L'évolution actuelle rend caducs les accords les plus récents avec les pays d'Europe orientale. Mais les Douze pensent surtout à préserver les intérêts de leurs producteurs. 27

La chronique de Paul Fabra

Le surplace communautaire. 30

Services

Abonnements. 22
Carnet. 22
Loto, Loto sportif. 22
Marchés financiers. 46 et 47
Météorologie. 23
Mots croisés. 22
Radio-Télévision. 23
Spectacles. 21

La téléphonie du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 29-30 octobre 1989 a été tiré à 549 845 exemplaires